Plus d’énergies, moins d’émissions

Sustainability & Climate 2026 Progress Report







Plus de 100 ans d'esprit pionnier

1924 à 1945

Les débuts

1924
Création de la Compagnie française des pétroles (CFP).

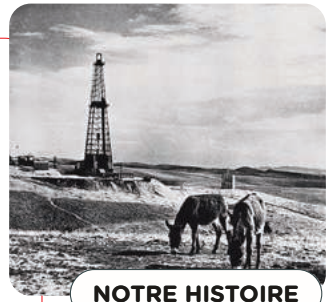
1927
Première découverte sur le gisement de Kirkouk en Irak.

1929
Introduction à la Bourse de Paris des actions de la CFP.

1933
La raffinerie de Gonfreville est mise en production en Normandie (France).

1939
Première découverte d'hydrocarbures en France : gisement de gaz de Saint-Marcet.

1941
Création de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA).



NOTRE HISTOIRE



1945 à 1970

Vers un modèle intégré

1951
Découverte du gisement de gaz de Lacq (France) par la SNPA.

1954
Lancement de la marque Total par la CFP et création d'un réseau de distribution en propre.

1956
Découvertes des gisements d'Edjeleh, de Hassi R'Mel (gaz) et de Hassi Messaoud (pétrole) dans le Sahara algérien.

1958
Premier forage offshore sur Umm Shaif (Abu Dhabi).

1961
Découverte des premiers champs offshore au Gabon.

1964
Inauguration de la Raffinerie de Feyzin (France).

1971 à 1997

Une nouvelle ère



1971
Le champ d'Ekofisk en mer du Nord entre en production.

1974
Acquisition par le Groupe d'Hutchinson-Mapa.

1976
Création de la Société nationale Elf Aquitaine (SNEA).

1982
La CFP réalise un forage record en eaux profondes à 1 714 m dans la Méditerranée.

1991
La CFP devient Total.

1996
Découverte en Angola d'un des plus grands gisements de pétrole offshore du monde.

1998 à 2004

Unis pour le succès : la consolidation

2000
Total fusionne avec Petrofina et Elf Aquitaine.

2001
Entrée en production du champ Girassol sur le bloc 17 en Angola.

2003
TotalFinaElf prend le nom de Total.

2005 à aujourd'hui

De Total à TotalEnergies : engagés dans la transition énergétique

Pionniers depuis 100 ans

2011
Total investit dans le secteur de l'énergie solaire avec l'acquisition de 60 % de la société américaine SunPower.

2016
Total acquiert Saft Groupe.

2018
Total annonce la finalisation de l'acquisition de Direct Energie.

Total aquiert le business GNL d'Engie et devient le n°2 mondial du gaz naturel liquéfié.

Total acquiert la société d'exploration-production Mærsk Oil & Gas A/S.

2020
La Compagnie se dote d'une nouvelle ambition de neutralité carbone à horizon 2050, ensemble avec la société.

2021
Total devient TotalEnergies.

2023
TotalEnergies redevient opérateur en Irak grâce à un projet multi-énergies (pétrole, gaz, électricité).

2024
La Compagnie célèbre ses 100 ans.

2025
La production nette d'électricité de la Compagnie a atteint 48 TWh, ce qui représente près de 10 % de sa production d'hydrocarbures.



Nos 4 axes de développement durable

Message de Patrick Pouyanné, Président-directeur général 4
Message de Jacques Aschenbroich, Administrateur référent 6
Gouvernance 7
2025 en chiffres 9
Notre démarche de développement durable 10
Notre plan de transition juste 12

Notre stratégie de transition 15

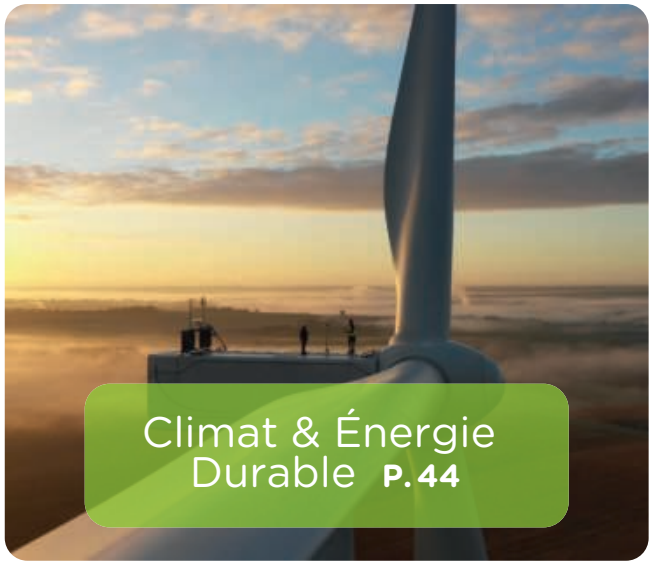
Climat & Énergie Durable 44

Agir pour le bien-être des collaborateurs 69

Prendre soin de l'environnement 80

Avoir un impact positif pour les parties prenantes 90

Indicateurs de performance 104











Message de Patrick Pouyanné,
Président-directeur général

> **" Être un acteur crédible de la transition énergétique, c'est concilier ambition, pragmatisme et continuité. "**

Plus d'énergies, moins d'émissions

En 2026, nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de transition fondée sur deux piliers : Oil & Gas d'une part, et Integrated Power d'autre part. Cette stratégie repose sur une conviction forte : pour répondre durablement aux besoins d'un monde en croissance, il faut fournir plus d'énergie tout en émettant moins de gaz à effet de serre.

Les résultats 2025 de la Compagnie démontrent la robustesse de notre modèle multi-énergies et confirment la pertinence d'une trajectoire capable d'allier croissance, compétitivité et réduction des émissions.

Les progrès décrits dans ce rapport Sustainability & Climat 2026 illustrent l'engagement quotidien de nos 100 000 collaborateurs pour rendre l'énergie plus abordable, plus disponible et plus durable.

L'année 2026 s'ouvre sur un environnement géopolitique fragmenté et instable, où l'énergie demeure au cœur des enjeux de souveraineté et de compétitivité.

Dix ans après l'Accord de Paris, le système énergétique mondial a progressé en permettant le développement continu des économies émergentes tout en réduisant l'intensité carbone du mix énergétique grâce à la croissance spectaculaire de certaines technologies bas-carbone. Malgré ces progrès, l'inertie des systèmes énergétiques est forte car les sources d'énergie plus propres répondent surtout à la croissance de la demande énergétique. **Nos sociétés et nos économies ont entamé une transition, mais l'économie mondiale n'atteint pas encore le rythme de changement nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.**

Dans ce contexte, le consensus scientifique actuel indique désormais que l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C est hors de portée.

Un fait demeure central : 4,6 milliards de personnes n'ont toujours pas accès au niveau d'énergie nécessaire à un développement humain satisfaisant. Les États, les entreprises et les citoyens sont confrontés plus que jamais à un véritable trilemme pour leur approvisionnement énergétique : disponibilité, prix et durabilité. Pour accélérer la transition, les politiques publiques doivent intégrer un nouveau réalisme : privilégier les solutions au coût d'abattement carbone le plus faible, renforcer la coopération internationale et contribuer à la décarbonation des pays émergents.

Nous inscrivons pleinement notre action dans ce contexte : être un acteur crédible de la transition énergétique, c'est concilier ambition, pragmatisme et continuité.

Notre premier enjeu consiste à continuer de fournir l'énergie dont le monde a besoin tout en réduisant fortement les émissions générées par nos opérations. Une de nos priorités demeure la réduction du méthane, avec l'ambition d'atteindre presque-zéro émission de méthane en 2030.

La Compagnie a dépassé en 2025 son objectif de réduction de - 60 % des émissions de méthane par rapport à 2020, en atteignant - 65 %. Elle vise désormais - 70 % en 2026 et est plus qu'en bonne voie pour atteindre son objectif de - 80 % en 2030 ou plus tôt, notamment grâce au déploiement en 2025 d'un monitoring continu des émissions de méthane sur tous les actifs Amont opérés.

En tant que compagnie internationale, forte de nos atouts technologiques, nous œuvrons pour embarquer l'industrie, notamment nos partenaires qui opèrent certains de nos actifs. C'est le sens de mon engagement au sein de l'OGDC lancée lors de la COP28 et de ma présence à la COP30, pour entraîner l'industrie pétrolière et gazière vers plus d'action contre le torchage de routine et les émissions de méthane.

Pour répondre à la demande croissante, la Compagnie investit dans des projets pétroliers et gaziers à faibles émissions et à point mort bas, permettant une production compétitive et dont l'intensité carbone diminue. Les nouveaux projets au Brésil et aux États-Unis mis en service en 2025 ont contribué à faire baisser la moyenne de l'intensité d'émissions à moins de 16 kg CO_2e/bep, seuil que nous retenons désormais pour nos nouveaux projets dans le cadre de notre engagement de progrès continu (contre moins de 17 kg CO_2e/bep en 2025).

L'acquisition de SapuraOMV en 2024 a permis la création en Malaisie d'un pôle gazier compétitif et à faibles émissions, soutenant la croissance via l'entrée dans 12 nouveaux blocs en 2025.

Par ailleurs, le plan d'efficacité énergétique 2023-2025 (1 Md$) a déjà permis de réduire les émissions de 2 Mt CO_2e/an et généré plus de 200 M$/an d'économies. Un nouveau plan d'1 Md$ couvre désormais la période 2026-2028.

L'électricité est le deuxième enjeu stratégique de la Compagnie.

Nous avons bâti un modèle Integrated Power, et démontré sa rentabilité en 2025 avec un ROACE de 10 %. L'entreprise concentre désormais ses efforts sur les marchés où elle peut démontrer durablement sa performance. Dans les marchés dérégulés, le modèle intégré se déploie sur toute la chaîne de valeur — renouvelables, capacités flexibles, vente et trading — dans trois zones prioritaires, Europe, États-Unis et Brésil. Dans les marchés régulés, la Compagnie poursuit une croissance sélective, en soutenant la transition des pays producteurs d'hydrocarbures ou via des projets ciblés portés par des partenariats locaux.

La production nette d'électricité a atteint 48 TWh en 2025, représentant déjà l'équivalent d'environ 10 % de notre production d'hydrocarbures. La feuille de route vers l'objectif de 20 % en 2030 est confortée par l'accord que nous avons signé avec EPH nous permettant l'acquisition de centrales à gaz flexibles en Europe, par la croissance des contrats conclus pour des data centers (6 TWh/an signés en 2025) et par 1,7 GW supplémentaires de renouvelables aux États-Unis.

Nous agissons également sur la décarbonation du transport. Nous développons des réseaux de recharge haute puissance, la production d'électricité bas carbone, et soutenons la montée en puissance des biocarburants, du SAF et du GNL marin.

Nous continuerons à agir avec détermination sur ce que nous maîtrisons réellement.

TotalEnergies est pleinement engagée dans sa stratégie de transition équilibrée et créatrice de valeur, fondée sur ses deux piliers. Cette stratégie soutient notre ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société, dans le cadre défini par les objectifs de l'Accord de Paris.

Cependant, nous devons confronter notre ambition à la réalité, et reconnaître que nos sociétés ont entamé une transition mais à un rythme qui ne permet pas encore l'atteinte collective de la neutralité carbone poursuivie dans le cadre de l'Accord de Paris. Notre propre capacité à atteindre la neutralité carbone, ensemble avec la société, dépend de l'innovation technique, des politiques publiques et des choix des consommateurs, de sorte que les chemins vers cette ambition auront besoin d'être réévalués et adaptés au fil du temps et des évolutions du système énergétique mondial.

Dans ce contexte, la Compagnie maintient ainsi son objectif de neutralité carbone sur ses émissions opérées (Scope 1+2) à 2050 et continuera à agir avec ses clients pour les aider à mettre en oeuvre leurs propres stratégies de transition énergétique et à mettre sur le marché un mix énergétique présentant une intensité carbone de plus en plus faible d'année en année.

Et nous confirmons nos objectifs pour 2030 au niveau mondial : une réduction nette de 40 % des émissions opérées de Scope 1+2 par rapport à 2015, une réduction de 80 % des émissions opérées de méthane en 2030 ou plus tôt par rapport à 2020 et une réduction de 25 % de l'intensité carbone des produits énergétiques vendus à nos clients par rapport à 2015.

Nous travaillons aussi aux solutions d'avenir à moyen et long terme, avec la mise en place de six programmes stratégiques de Recherche et Technologies, afin de développer les technologies de décarbonation (CO_2 Techno Hub et Near Zero Emission Hub), de tirer profit de la puissance du digital et de l'intelligence artificielle (Digital plant, Digital for HSE), et de nous faire progresser sur les nouvelles énergies (Integrated Power Modelling, BioHub).

L'engagement de nos équipes est un atout clef.

Le progrès durable passe par nos efforts en matière de décarbonation mais repose aussi sur la maîtrise des impacts environnementaux - eau, biodiversité, circularité - et sur l'attention portée aux personnes : salariés, sous-traitants, clients et communautés locales, particulièrement les plus vulnérables.

Nous nous efforçons pour cela de faire évoluer notre culture collective d'entreprise pour faire de la *Sustainability* une composante de notre performance opérationnelle, comme l'est aujourd'hui la sécurité. Depuis 2024, la démarche « Our 5 levers for a Sustainable Change » mobilise l'ensemble des collaborateurs autour de cinq priorités : réduire les consommations d'énergie, promouvoir les renouvelables et le bas-carbone, minimiser les rejets, dialoguer avec les parties prenantes, et prêter attention à nos collègues sur le lieu de travail. Près de 200 Sustainability Officers portent ces leviers dans les filiales. J'ai moi-même consacré une journée entière à la Sustainability le 26 septembre pour constater les progrès réalisés et ai récompensé trois initiatives exemplaires illustrant notre capacité à concrétiser nos engagements sur le terrain.

La réussite de cette transformation repose sur l'engagement exceptionnel des équipes. Les résultats élevés du Pulse Survey en 2025, avec un score d'engagement des collaborateurs de plus de 80 % cette année encore et un fort soutien aux objectifs de leur entité de 90 %, témoignent d'une forte adhésion à la stratégie « Plus d'énergies, Moins d'émissions ».

Cet engagement collectif constitue pour moi une fierté et pour la Compagnie un atout essentiel pour accélérer la transition énergétique.

Message de l'Administrateur référent



Jacques Aschenbroich
Administrateur référent,
Président du comité
de gouvernance et d'éthique

> "Les Administrateurs non exécutifs ont confirmé unanimement leur soutien à la stratégie de TotalEnergies, basée sur le développement du « pétrole et gaz » et celui très rapide d'« Integrated Power »."

J'assume depuis l'Assemblée générale des actionnaires de mai 2023 la fonction d'Administrateur référent qui m'a été confiée par le Conseil d'administration et je préside à ce titre le Comité de gouvernance et d'éthique.

Je suis un interlocuteur privilégié du Président Directeur Général, à la fois sur les sujets majeurs relatifs aux affaires de la Compagnie et la préparation des réunions du Conseil d'Administration et des Comités de Gouvernance et d'Ethique.

À ce titre, je pilote la recherche de nouveaux administrateurs dont les profils et les compétences doivent être alignés avec les priorités de la compagnie telles qu'elles ressortent de l'évaluation annuelle du fonctionnement du Conseil. Les différents candidats sont ensuite examinés au sein du Comité de Gouvernance qui fait une recommandation au Conseil d'Administration, afin qu'ils soient présentés pour élection à l'Assemblée Générale.

À cet égard, au-delà de la synthèse des compétences individuelles des administrateurs, une description détaillée de leur compétence en matière de durabilité est publiée annuellement par la Compagnie dans le Rapport sur le Gouvernement d'entreprise approuvé par le Conseil d'administration.

J'ai par ailleurs présidé la réunion annuelle des administrateurs n'exerçant pas de fonction exécutive ou salariée (executive session). Lors de cette réunion, les Administrateurs non exécutifs ont confirmé unanimement leur soutien à la stratégie de TotalEnergies, basée sur le développement du « pétrole et gaz » et celui très rapide d'« Integrated Power ». Ils ont constaté à nouveau le progrès du modèle de croissance de l'activité « Integrated Power » que TotalEnergies continue à développer contrairement aux grands concurrents du secteur, en améliorant année après année la marge et la génération de cash nette qui devrait être positive à brève échéance et donc contribuer au versement du dividende.

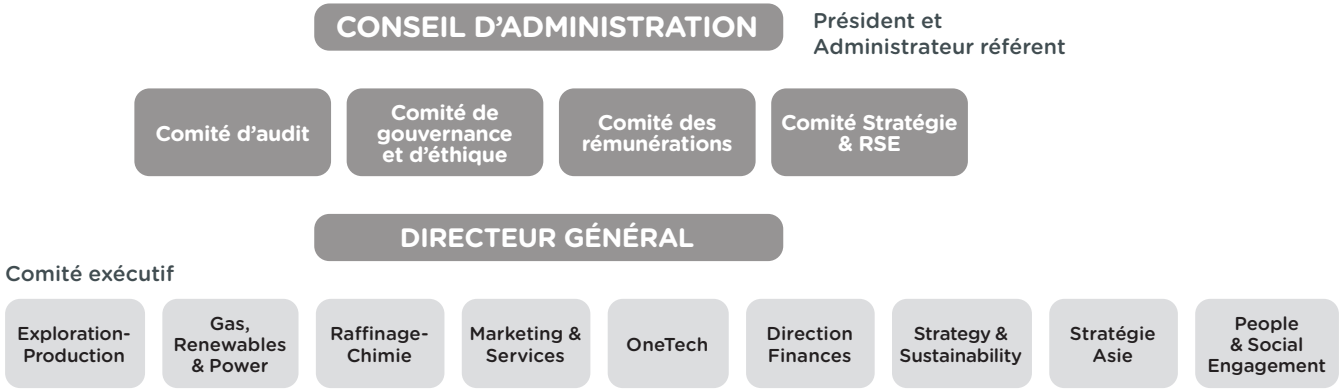
S'agissant des parties prenantes, ma qualité d'Administrateur référent m'a conduit à entretenir un dialogue nourri en amont de l'Assemblée générale 2025 avec des actionnaires représentant au total près d'un quart du capital de la Compagnie. Ce dialogue s'est poursuivi en aval de l'Assemblée générale.

Dans ce cadre, j'ai échangé sur la composition du Conseil d'administration et les candidatures d'administrateurs présentées à l'Assemblée générale en présentant leurs compétences et leur disponibilité pour participer aux travaux du Conseil d'Administration, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'un point formel pour débat (sans vote) sur le Rapport Sustainability & Climate, le processus d'élaboration des plans de succession des mandataires sociaux, le fonctionnement du Conseil d'administration et le rôle de l'Administrateur Référent dans le cadre de l'unicité des fonctions de Président et Directeur général.

Ces rencontres ont par ailleurs permis d'évoquer la stratégie et les investissements de TotalEnergies, notamment pour l'activité « Integrated Power », ainsi que les projets Tilenga & EACOP et le projet Mozambique LNG et la transformation technique des ADR cotés sur le NYSE en actions ordinaires.

Enfin, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de 2026 un point formel pour débat (sans résolution soumise au vote des actionnaires) sur le compte-rendu de la mise en œuvre de l'ambition de la Société en matière de développement durable et de transition énergétique.

Gouvernance



DES COMITÉS SPÉCIALISÉS POUR RÉPONDRE À NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES

9 réunions du Conseil d'administration
99,2 % d'assiduité

4 réunions du Comité de gouvernance et d'éthique
100 % d'assiduité

1 *executive session* présidée par **l'Administrateur référent**

2 réunions du Comité des rémunérations
100 % d'assiduité

7 réunions du Comité d'audit
100 % d'assiduité

3 réunions du Comité Stratégie & RSE
100 % d'assiduité

Pour définir sa stratégie, notamment face aux enjeux du changement climatique et de durabilité, TotalEnergies s'appuie sur une organisation et une gouvernance structurées. Les enjeux climatiques et de durabilité sont portés au plus haut niveau de l'organisation, par le Conseil d'administration et le Comité exécutif (Comex).

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de TotalEnergies s'attache à promouvoir la création de valeur par l'entreprise à long terme. Il détermine les orientations stratégiques de la Compagnie et examine chaque année les opportunités et les risques tels que les risques financiers, juridiques, opérationnels, sociaux et environnementaux ainsi que les mesures prises en conséquence. Il veille à ce que les enjeux climatiques et de durabilité soient pris en compte dans la stratégie de la Compagnie et dans les projets d'investissements qui lui sont soumis. Outre un accès continu à des modules de formation en matière de climat notamment, un programme de formation par des membres du Comité exécutif destiné en priorité aux nouveaux arrivants mais ouvert à l'ensemble des administrateurs a été initié en 2025 et se poursuivra en 2026. Ce programme porte notamment sur l'ambition technologique et digitale, ainsi que sur les politiques sustainability & climate et de ressources humaines.

Les visites de sites contribuent de manière très concrète à la formation des Administrateurs et leur permettent d'approfondir leur connaissance des spécificités de l'entreprise, de ses enjeux y compris en matière de durabilité. Elles sont souvent l'occasion de présentations thématiques. Dans ce cadre, des visites de sites ont été organisées en 2025, par groupes de 4 ou 5 administrateurs accompagnés par un membre du Comité exécutif, au Nigéria (EP offshore et onshore, solaire), en Écosse (Seagreen, EP offshore), à Anvers (Raffinage), à Rouen et au Havre (mobilité, FSRU, blending). Par ailleurs, l'Administrateur Référent s'est rendu à l'usine ACC de Douvrin. Enfin, les membres du Comité d'audit se sont rendus dans les locaux TotalEnergies Electricité et Gaz France à Paris où leur a été présentée l'activité Retail Power & Gaz.

Le Comité Stratégie & RSE

Le séminaire stratégique annuel 2025 a notamment porté sur l'évolution de l'environnement stratégique, la stratégie Integrated Power de la Compagnie ainsi que sur l'évolution du marché de l'investissement responsable et ses implications pour les investissements dans TotalEnergies.

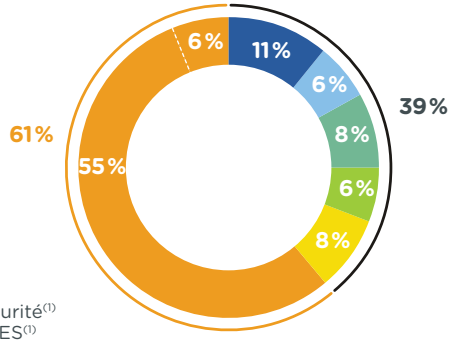
Le Comité d'audit

Le Comité d'audit a notamment assuré les missions issues de la réglementation sur la publication d'information en matière de durabilité et a par ailleurs revu début 2026 la mise à jour de la cartographie des risques.

DES ÉLÉMENTS VARIABLES DE RÉMUNÉRATION ALIGNÉS AVEC LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA COMPAGNIE

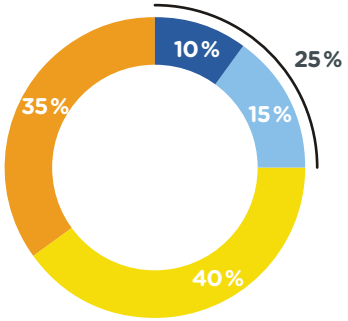
VARIABLE ANNUEL

P-DG : les critères extra-financiers comptent pour 39%, les critères financiers pour 61%, dont 6% de cash flow d'*Integrated Power*



- Performance sécurité[1]
- Réduction des GES[1]
- Pilotage de la stratégie de transition[1]
- Croissance profitable dans les renouvelables et l'électricité[1]
- Performance CSR[1]
- Performance financière (y compris 6% de cash-flow d'Integrated Power)[1]

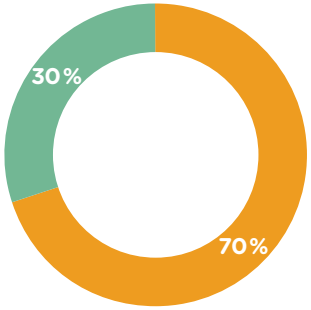
Cadres dirigeants : les critères extra-financiers comptent pour 25%



- Sécurité
- Réduction des GES et Intensité Carbone
- Performance individuelle
- Performance financière

ACTIONS DE PERFORMANCE

Du P-DG à l'ensemble des collaborateurs bénéficiaires[3] : les critères extra-financiers comptent pour 30%



- Performance financière
- Réduction des GES

(1) Pourcentage maximum.
(2) En fonction des responsabilités.
(3) Plus de 13 000 salariés.

Comité des rémunérations

Depuis plusieurs années, le Comité des rémunérations intègre les enjeux de durabilité, y compris climatiques, dans les structures de rémunération du Président-directeur général et dans les critères relatifs aux actions de performance.

Le Comité exécutif (Comex)

Le Comité exécutif, présidé par le Président-directeur général veille à ce que les enjeux liés au climat soient pris en compte et déclinés dans des feuilles de route opérationnelles. L'identification et l'analyse des risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de TotalEnergies sont de la responsabilité du Comex. Le TotalEnergies Risk Management Committee (TRMC) assiste le Comex et s'assure que la Compagnie dispose d'une cartographie des risques régulièrement mise à jour et que les dispositifs de gestion de ces risques sont bien adaptés. La Direction générale Strategy & Sustainability coordonne l'action de la Compagnie à travers des entités chargées de la stratégie et de l'analyse des marchés, du développement durable et du climat ainsi que de la sécurité, santé et environnement, du juridique, des relations avec les pouvoirs publics et de l'audit interne. Elle préside également le Comité risques (Corisk) en charge des engagements de la Compagnie. La Direction générale Finances assure un dialogue permanent avec les investisseurs, les analystes et les agences de notation extra-financières sur les enjeux climatiques et plus largement sur les thématiques de durabilité. Au total, plus de 450 rencontres ont été organisées en France et à l'international en 2025 dédiés aux sujets extra-financiers.
Les dossiers des projets d'investissement soumis au Comité exécutif comportent une présentation sur la manière dont les leviers « Consommations d'énergie », « Opérations bas carbone », « Rejets dans l'environnement » et « Nos communautés » sont pris en compte dans les projets examinés par cette instance. Les éléments correspondants sont revus en Comité Risques, notamment les démarches suivies pour minimiser les consommations, émissions ou rejets, les technologies ou solutions étudiées et les choix qui ont été faits, ainsi que la cartographie et le plan d'engagement avec les parties prenantes.

2025 en chiffres

NOS CHIFFRES CLÉS

Près de **9 millions de clients** gaz et électricité en Europe

Plus de **6 millions de clients dans près de 13 000 stations-service** chaque jour dans près de 60 pays

Près de **2,53 Mbep/j** produits en 2025 dont **~46% de gaz**

N°3 mondial du Gaz Naturel Liquéfié

48,1 TWh d'électricité produite en 2025

34,1 GW de capacité brute installée d'électricité renouvelable

NOS OBJECTIFS 2030

PLUS D'ÉNERGIES

+ 4 %/an d'énergie produite sur la période 2024-2030

100-120 TWh de production d'électricité à horizon 2030

MOINS D'ÉMISSIONS

- 40 %(1) de réduction nette de notre Scope 1+2 en 2030 vs 2015. Déjà **-28%** en 2025, et **-38%** sur l'O&G

- 25 % d'intensité carbone des produits énergétiques vendus(2) (**-18,6%** en 2025 vs 2015)

>100 millions de personnes fournies en Clean Cooking

NOS RESSOURCES

>100 000 salariés dans plus de **120 pays**

15,6 G$ **résultat net ajusté(3) en 2025**

~3,5 G$ **d'investissement** dans les énergies bas carbone en 2025

Plus de **3 500** **chercheurs** dans nos **15 centres** de **R&D**

>1 G$ **investis pour la R&D,** l'innovation industrielle et les développements digitaux

(1) Net de puits de carbone fondés sur la nature, à partir de 2030. **(2)** Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus. **(3)** Part TotalEnergies.

Notre démarche de développement durable

L'énergie est au cœur d'un des défis majeurs du XXIe siècle : préserver la planète menacée par le changement climatique tout en permettant à la majorité de l'humanité de sortir de la pauvreté. Le défi énergétique et climatique est indissociable d'autres grands défis mondiaux tels que la pauvreté, la faim, la dégradation de l'environnement et de la biodiversité ou encore la préservation de l'eau, l'éthique et la corruption : ce sont les 17 objectifs du développement durable des Nations unies. Décarboner l'énergie ne suffit pas. Il faut également satisfaire de manière responsable les besoins en croissance d'une énergie abordable et durable du fait d'une population mondiale plus nombreuse. C'est cela la raison d'être de TotalEnergies : fournir au plus grand nombre une énergie plus abordable, plus disponible et plus durable. Et c'est pour cela que la Compagnie veut inscrire le développement durable dans toutes ses dimensions au cœur de sa stratégie, de ses projets et de ses opérations et veut être une référence en matière d'engagement pour les Objectifs de Développement Durable.

LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE TOTALENERGIES



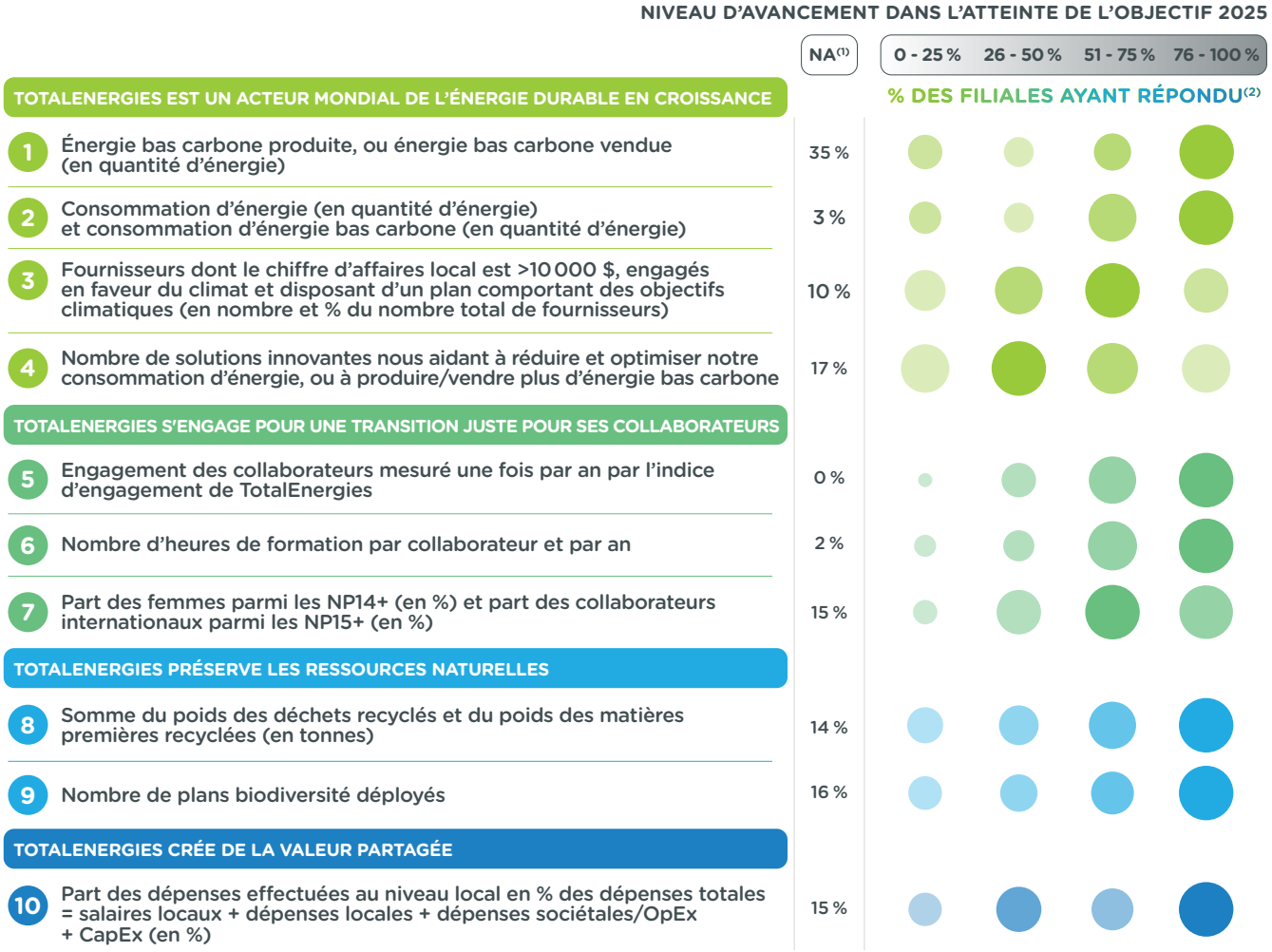
Pour ce faire, elle s'appuie sur les principes d'actions qui sont au cœur de son modèle d'entreprise, la Sécurité, le Respect de l'Autre, la tolérance Zéro envers la corruption et la fraude, et la Transparence dans son engagement avec la société.

L'engagement de TotalEnergies à contribuer aux Objectifs de Développement Durable s'articule dans 4 domaines :
- le climat et l'énergie durable ;
- prendre soin de l'environnement ;
- agir pour le bien-être de nos collaborateurs ;
- avoir un impact positif pour les parties prenantes.

En 2024, pour donner corps à ces engagements, la Compagnie a identifié 5 « Levers for a Sustainable Change » pour faire évoluer les comportements collectivement. Requérant l'engagement de tous les collaborateurs, ces cinq leviers visent à minimiser les consommations d'énergie et les rejets dans l'environnement de nos projets et opérations, à promouvoir les énergies renouvelables et les technologies bas carbone pour réduire les émissions, tant dans nos projets et nos opérations qu'auprès de nos clients et de nos fournisseurs, à maintenir un dialogue constructif avec nos parties prenantes et à prêter attention aux autres sur le lieu de travail.

Ils soutiennent notre démarche Sustainab'ALL pour laquelle nous avons mobilisé nos 100 000 collaborateurs au travers de plans de progrès locaux définis dans chacun de nos sites.

FOCUS Des plans d'action locaux en faveur du développement durable



(1) Non applicable : correspond aux filiales ayant décidé de ne pas retenir ce KPI. **(2)** La taille des cercles est proportionnelle au nombre de réponses dans l'intervalle considéré.

L'ambition de TotalEnergies d'être l'un des acteurs majeurs de la transition énergétique appelle une mobilisation de ses 100 000 collaborateurs. Plus de 27 000 d'entre eux ont participé en 2022 à l'élaboration de 10 objectifs et indicateurs en lien avec les Objectifs de Développement Durable des Nations unies (ODD). En 2023 chaque site, chaque business unit et chaque filiale de TotalEnergies s'est doté d'un plan de progrès avec des cibles à atteindre pour 2025. Chaque plan repose sur des actions en lien direct avec les activités locales de l'entité concernée.

Le programme a été déployé dans plus de 250 entités de la Compagnie, représentant 94,4% des collaborateurs (hors Hutchinson). Une enquête a été effectuée en janvier 2026, à laquelle 62% de ces entités ont répondu. Elle montre que la grande majorité d'entre elles ont mis des plans d'action en place (96%) et se sont fixé des objectifs (70%). Leur évaluation de l'atteinte des objectifs à fin 2025 figure dans le tableau ; l'optimisation de la consommation d'énergie (KPI 2), l'engagement des collaborateurs (KPI 5) et leur formation (KPI 6) sont les KPIs considérés comme les plus avancés à l'issue des 3 ans. Les entités se sont approprié les rituels : le Sustainab'ALL moment est par exemple pratiqué par 83% d'entre elles et 93% ont célébré le Sustainab'ALL day. En 2024, TotalEnergies a lancé son programme « Our 5 Levers for a Sustainable Change ». Ces 5 leviers sont déployés au plus près de nos collaborateurs et de nos opérations grâce aux 189 *Sustainability Officers* de nos filiales opérées. Ils s'assurent du déploiement des 5 leviers dans leurs filiales, au travers des plans d'actions, de la formation et de la diffusion des bonnes pratiques au sein de la Compagnie.

Notre plan de transition juste


Clean cooking - Rwanda.

Aujourd'hui, environ

4,6 Mds

de personnes dans le monde ont un niveau d'accès à l'énergie inférieur à ce qui est jugé nécessaire pour permettre un développement humain satisfaisant

L'énergie est au cœur d'un des défis majeurs du XXIe siècle : préserver la planète menacée par le changement climatique tout en permettant à la majorité de l'humanité de sortir de la pauvreté.

Décarboner l'énergie ne suffit pas. Il faut également satisfaire de manière responsable les besoins en énergie en croissance du fait d'une population mondiale plus nombreuse. C'est cela le double défi de l'énergie.

Aujourd'hui, environ 4.6 milliards de personnes (1) ont un niveau d'accès à l'énergie inférieur à ce qui est jugé nécessaire pour permettre un développement humain satisfaisant en termes notamment d'accès aux soins et à l'éducation.

En 2050, le monde comptera près de 10 milliards d'habitants. Cette croissance démographique, de même que l'amélioration du niveau de vie des populations les moins favorisées, nécessitent qu'une énergie disponible, abordable et propre soit accessible au plus grand nombre.

Dans un contexte où les effets du réchauffement climatique sont déjà visibles, tous les pays, développés et émergents, sont aujourd'hui confrontés à la nécessité d'une transformation en profondeur, en particulier de leurs systèmes énergétiques.

Pour réussir, au-delà des défis technologiques et économiques qu'elle soulève, cette transition doit être juste. Elle doit apporter aux pays les moins développés l'énergie propre, disponible et abordable dont ils ont besoin pour leurs populations en croissance aspirant à l'amélioration de leur niveau de vie. Les pays les plus développés devront, eux, accompagner celles et ceux que cette transition pourrait mettre en difficulté, par exemple parce que leur emploi serait amené à disparaître ou parce que le coût de cette transition les placerait en situation de précarité énergétique.

La Transition Juste est au cœur de notre raison d'être *« fournir au plus grand nombre une énergie plus abordable, plus disponible et plus durable »*. La Compagnie a la volonté d'accélérer le développement d'un système énergétique décarboné tout en assurant le fonctionnement du système énergétique actuel à un niveau suffisant pour répondre à la demande mondiale et organiser une transition juste, ordonnée et équitable des systèmes énergétiques.

Nous sommes conscients des enjeux liés à nos activités et à notre propre transition. Nous sommes en particulier sensibles à l'évolution des compétences de nos employés, à la garantie d'un salaire décent et au dialogue social, comme nous y encouragent les principes de l'Organisation internationale du travail en matière de transition juste et l'Accord de Paris. Nous menons également des actions vis-à-vis de nos clients, de nos fournisseurs et plus généralement des communautés et des pays où nous opérons.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies classée N°1 de la catégorie Transition Juste du benchmark WBA

La World Benchmarking Alliance a mesuré en 2025 les performances de 1600 entreprises dans le monde, tous secteurs confondus, et d'une centaine du secteur pétrolier et gazier. TotalEnergies obtient un score de 86.7/100 sur le thème de la Transition Juste.

(1) *TotalEnergies Energy Outlook 2025.*

100 000 COLLABORATEURS

Assurer l'employabilité, l'égalité des chances, la protection sociale et l'attractivité des métiers

MODALITÉS DE DIALOGUE ET DE CONSULTATION

- Négociation, concertation, consultation ou information des instances représentatives du personnel.
- Écoute (enquêtes annuelles – TotalEnergies Survey/ TotalEnergies Pulse Survey).
- Échange entre membres du Comex et salariés (Campus).

NOS PROGRÈS EN 2025

- 100% des collaborateurs bénéficient d'une rémunération directe au moins égale au salaire décent du pays (*reporting* mondial en place depuis 2022).
- Déploiement du programme "Care Together by TotalEnergies", garantissant des standards sociaux élevés pour nos collaborateurs à travers le monde. 100% des collaborateurs exposés à un risque professionnel bénéficient d'un suivi médical. 98% des collaborateurs, premiers parents, bénéficient d'un congé d'accueil d'un enfant d'une durée minimum de 14 semaines, rémunéré à 100%.
- 4,6 jours de formation par an par salarié en 2025. 98% des salariés ont suivi au moins une formation dans l'année.
- Poursuite du volet axé sur l'IA générative "Digital Accelerator" du programme d'*upskilling* "Visa for TotalEnergies" lancé en 2022.
- 24 000 collaborateurs ont suivi les modules digitaux de formation aux enjeux du développement durable dans le cadre de l'initiative "Our 5 levers for a Sustainable Change".
- Près de 10 000 de nos collaborateurs travaillent dans les énergies bas carbone.
- Augmentation de capital réservée aux salariés de TotalEnergies en 2025 souscrite par près de 62 800 salariés et anciens salariés dans 97 pays.
- Enquête 2025 Pulse Survey auprès de plus de 60 000 salariés répartis dans près de 120 pays (hors Hutchinson) : taux d'engagement de 83,5% et fierté de travailler pour TotalEnergies de 90%.
- Anniversaire des 5 ans d'adhésion à The Valuable 500, initiative mondiale en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap au sein des entreprises multinationales.

NOS OBJECTIFS 2026-2030

- Démarrage de la bioraffinerie de Grandpuits, projet majeur de redéploiement industriel, sans licenciement, ni mobilité forcée.
- Poursuite du déploiement du programme "Care Together by TotalEnergies".
- Poursuite du programme d'*upskilling*.
- Poursuite du programme de formation des collaborateurs aux enjeux du développement durable dans le cadre de « Our 5 Levers for a Sustainable Change ».
- Nouvel accord handicap signé en 2025 pour la période 2026-2029 (périmètre concernant 14 000 collaborateurs en France).
- Poursuite du déploiement de l'accord enveloppe individuelle « efficacité et transition énergétique » de 2 000 € pour nos 35 000 collaborateurs en France, applicable à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de 5 ans.
- Nouveaux objectifs de diversité à compter du 01/ 01/2026.

~ 120 PAYS HÔTES

Participer aux projets de transition énergétique des États en promouvant une conduite des affaires responsable et transparente

MODALITÉS DE DIALOGUE ET DE CONSULTATION

- Coopération, partenariats.
- Plaidoyer et lobbying sur la base des valeurs et principes d'action de notre Code de conduite.
- Participation à l'EITI (Extractive Industry Transparency Initiative).

NOS PROGRÈS EN 2025

- OGDC (Oil & Gas Decarbonization Charter) : publication du second rapport "Implementing Action" sous l'impulsion des trois CEO champions, dont Patrick Pouyanné.
- Mise en oeuvre des accords de coopération avec plusieurs partenaires de l'industrie (notamment Petrobras, Socar, Sonangol, NNPC, Oil India et ONGC) pour mesurer les émissions de méthane ainsi qu'avec Véolia dans le secteur du traitement de déchets et d'eaux usées (AUSEA).
- Publication du quatrième rapport de transparence fiscale.
- Irak - Gas Growth Integrated Project (GGIP) : lancement de la construction d'une première unité de traitement de gaz, poursuite des travaux de la centrale solaire et décision d'investissement pour les deux derniers volets, le développement complet du champ de Ratawi (passage à 210 000 b/j sans torchage de routine) et la construction de l'usine de traitement d'eau de mer.
- France : appel d'offre éolien en mer "Centre Manche 2" remporté par TotalEnergies associé à RWE (capacité de 1.5 GW).
- France : démarrage avec Plastic Energy sur la plateforme de Grandpuits de la première unité de traitement des déchets plastiques par recyclage chimique par pyrolyse de France.
- Etats-Unis : mise en service des fermes solaires de Clinton (65 MW) et Brazoria (325 MW) et démarrage du système de stockage par batteries de Cottonwood.
- Europe : création d'une société conjointe avec Tikehau Capital pour porter le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques en Belgique et aux Pays-Bas.

NOS OBJECTIFS 2026-2030

- Poursuite du déploiement de notre stratégie multi-énergies avec nos pays partenaires, notamment projet GGIP en Irak (premier électron de la centrale solaire délivré dans le réseau en 2026).
- Poursuite des campagnes AUSEA.
- Publication régulière de nos rapports de transparence fiscale.

LES COMMUNAUTÉS

Contribuer à leur résilience et à un développement socio-économique durable, via un dialogue permanent

MODALITÉS DE DIALOGUE ET DE CONSULTATION	NOS PROGRÈS EN 2025	NOS OBJECTIFS 2026-2030
• Consultations publiques et études d'impact sociétal des projets, réunions menées avec les acteurs des territoires. • Sessions de dialogue avec les ONG locales/nationales/ internationales.	• EACOP & Tilenga : à fin 2025, plus de 24 300 emplois directs créés, 1,5G$ dépensés localement ; 2,7 millions d'heures de formation dispensées. En 2025, EACOP a continué à s'engager et dialoguer fréquemment avec les quatre groupes ethniques vulnérables s'identifiant eux-mêmes comme «peuples autochtones» impactés par le projet : les Akie, Taturu, Barabaig et Maasai. • Près de 1 600 initiatives de développement socio-économique soutenues dans le monde. • Poursuite des activités opérationnelles de la Fondation créée en 2023 par le projet Mozambique LNG pour soutenir le développement socio-économique du Cabo Delgado. • Près de 14 000 actions solidaires dans le monde en 2025 par près de 10 000 collaborateurs (prog. *Action!*). • France : poursuite des réunions des think tanks régionaux « Territoires des énergies et au-delà ». Organisation en 2025 d'un cycle de rencontres sur la sobriété énergétique. • Engagement en faveur de la jeunesse en France : ouverture de 6 Écoles de production supplémentaires en 2025 ; *L'Industreet* accueillait 309 jeunes à fin 2025 et 187 en sont sortis certifiés en 2025.	• Emplois locaux Tilenga et EACOP : créer 78 000 emplois directs et indirects pendant la phase de construction, 4 200 pendant la phase d'opérations. • Mozambique LNG : poursuite des actions de développement de la Fondation (budget pluriannuel de 200 M$). • Suriname : le contenu local du projet GranMorgu est estimé à plus de 1G$ sur la durée du projet et plus de 6 000 emplois directs, indirects et induits sont prévus. • Poursuivre nos engagements pour la jeunesse : réseau de 100 écoles de production en France en 2028 dans 13 régions ; former 400 jeunes par an à *L'Industreet*.

DES MILLIONS DE CLIENTS

Accompagner la transition de la consommation vers une énergie bas carbone et accessible

MODALITÉS DE DIALOGUE ET DE CONSULTATION	NOS PROGRÈS EN 2025	NOS OBJECTIFS 2026-2030
• Relations commerciales B2B et B2C. • Chaque jour plus de 6 millions de clients viennent dans plus de 13 000 stations-service dans près de 60 pays. • Gestion de nos plus de 450 grands comptes et partenariats techniques et commerciaux B2B. • Enquêtes de satisfaction clients.	• *Clean Cooking* : en 2025, TotalEnerges a distribué 1 030kt de GPL en bouteille en Afrique et en Asie, servant ainsi plus de 16 millions de foyers et environ 65 millions de personnes. • Lancement d'un partenariat avec DelAgua pour la distribution de foyers de cuisson améliorés à 200 000 foyers au Rwanda. • Électromobilité : près de 90 000 points de charge opérés et supervisés à fin 2025 dont 80 000 en Europe. Acteur N°1 en France de la recharge HPC sur autoroutes avec près de 1 850 points de recharge installés sur 290 sites à fin 2025, tous alimentés en électricité 100% renouvelable. La carte Charge+ donne accès à un réseau de plus de 200 000 points de charge publics en France et en Espagne. • Acteur majeur de la mobilité professionnelle en Europe : 4,2 millions de cartes de mobilité et badges de télépéage actifs. • France : plafonnement de 1,99 €/l des prix des carburants dans toutes les stations-services.	• Donner accès au *Clean Cooking* à 100 millions de personnes en Afrique et en Inde d'ici 2030. • 40 millions de bénéficiaires de notre production électrique dans les pays émergents en 2030. • Électromobilité : plus de 1 000 sites équipés en recharge haute puissance en Europe d'ici à 2028.

100 000 FOURNISSEURS

Encourager la réduction de l'impact environnemental et promouvoir le respect des droits humains

MODALITÉS DE DIALOGUE ET DE CONSULTATION	NOS PROGRÈS EN 2025	NOS OBJECTIFS 2026-2030
• Campagnes de sensibilisation. • Enquêtes et questionnaires. • « Supplier Day » • Plateforme de suivi et évaluations	• 93% des collaborateurs de la fonction Achat centrale formés aux achats responsables à fin 2025. • En 2025, la Compagnie a atteint son objectif fixé en 2023 qui consistait à évaluer ses 1 300 fournisseurs prioritaires sur l'ensemble des aspects liés au développement durable.	• Former les collaborateurs de la fonction Achats aux achats responsables. • Sensibiliser et mobiliser nos fournisseurs en matière de développement durable. • Accompagner nos fournisseurs dans le cadre du programme d'engagement Climat.


Collaboratrice plateforme de pétrochimie à Port-Arthur - Texas, USA.

Notre stratégie de transition

16 Enjeux mondiaux : plus d'énergies, moins d'émissions
18 Une stratégie multi-énergies en deux piliers
19 *Focus.* Malaisie, développement d'un nouveau pôle gazier à bas coûts et faibles émissions
20 Plus d'Énergies, Moins d'Émissions, Pleinement engagés dans notre stratégie de transition L'ambition de TotalEnergies en matière de développement durable et de transition énergétique vers la neutralité carbone, ensemble avec la société
23 2030 : nos objectifs pour plus d'énergies et moins d'émissions
24 Produire autrement du pétrole : focus sur des actifs pétroliers à bas coût et faible intensité carbone
25 *Focus.* Brésil, pays prioritaire dans le déploiement de la stratégie multi-énergies de la Compagnie
26 Gaz naturel liquéfié : une énergie clé pour la transition énergétique
28 Notre développement majeur dans l'électricité : une approche intégrée
29 *Focus.* Actifs flexibles & stockage : des solutions complémentaires à l'essor des renouvelables
30 Notre développement dans l'électricité renouvelable
31 *Focus.* Pologne : Brzezinka, la naissance d'un projet renouvelable hybride
32 Anticiper l'évolution de la demande en adaptant nos ventes de produits pétroliers
33 Des investissements disciplinés et durables pour assurer notre stratégie
35 Un portefeuille résilient
37 Taxonomie 2025 : Une Compagnie en transition
38 Nos risques relatifs à la transition énergétique
39 S'adapter aux risques physiques
41 Plaidoyer et initiatives sectorielles
43 Nos évaluations extra-financières

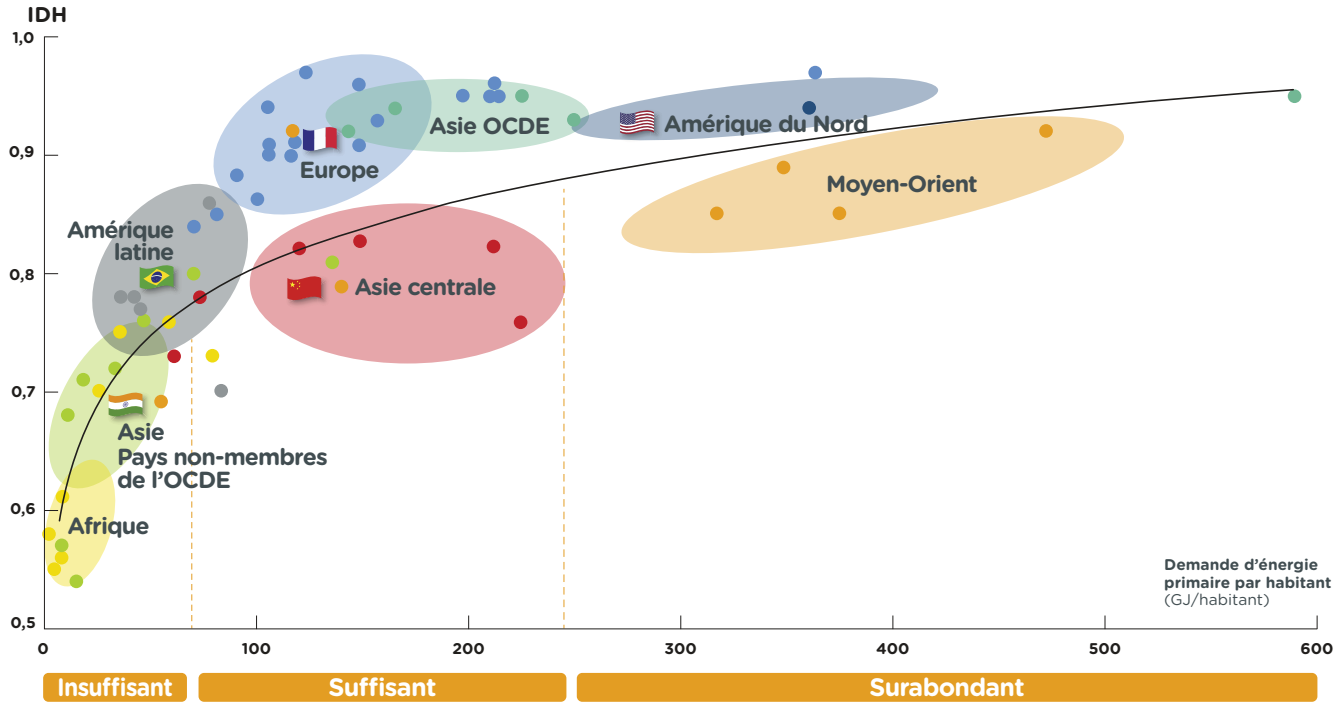


Parc de batteries pour le stockage d'énergie sur le site de la raffinerie d'Anvers - Belgique.

Enjeux mondiaux : plus d'énergies, moins d'émissions

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EST ESSENTIEL AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

L'indice de développement humain (IDH) des Nations unies mesure le bien-être en termes de santé, d'éducation et de niveau de vie (PIB). L'IDH augmente considérablement avec l'accès à l'énergie pour les faibles niveaux (inférieurs à ~70 GJ/hab.). Au-delà de 240 GJ/hab, l'énergie supplémentaire n'améliore pas significativement l'IDH.



Aujourd'hui, environ **4,6 Mds**

de personnes disposent d'un accès insuffisant à l'énergie (moins de ~70 GJ/habitant)

Depuis l'Accord de Paris en 2015, les États se sont engagés ensemble *« à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, notamment en contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. »*

TotalEnergies soutient les objectifs de l'Accord de Paris et déploie une stratégie permettant de répondre tout à la fois aux besoins de développement et de transition énergétique : plus d'énergies et moins d'émissions.

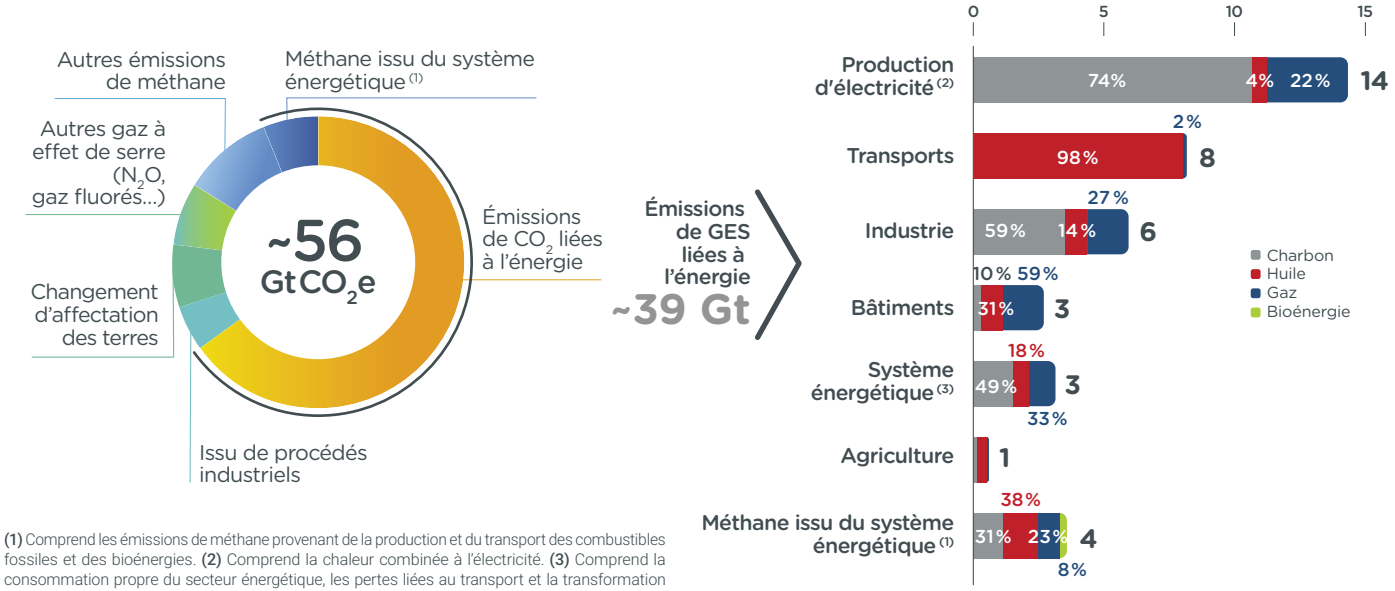
Plus d'énergies pour alimenter le développement humain

L'accès à l'énergie est indispensable au développement humain. La carte ci-dessus, adaptée des travaux de l'historien de l'énergie Vaclav Smil montre que l'indice de développement humain augmente avec l'énergie disponible par habitant. Il faut que l'énergie disponible dépasse le seuil de 70 GJ/habitant pour atteindre un niveau d'indice estimé suffisant.

Aujourd'hui environ 4,6 milliards d'êtres humains vivent en dessous de ce seuil. Pour les y amener aujourd'hui, il faudrait multiplier par trois l'énergie dont ils disposent. D'ici à 2050, en prenant en compte la croissance démographique de ces populations, c'est même par quatre qu'il faudrait multiplier l'énergie disponible.

ÉMISSIONS ANTHROPIQUES MONDIALES DE GES EN 2023

Gt CO_2e



(1) Comprend les émissions de méthane provenant de la production et du transport des combustibles fossiles et des bioénergies. (2) Comprend la chaleur combinée à l'électricité. (3) Comprend la consommation propre du secteur énergétique, les pertes liées au transport et la transformation énergétique. **Sources :** AIE, Enerdata, PNUE, CITEPA, EDGAR, analyse interne TTE.

TECHNOLOGIES DISPONIBLES POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GES ET LEUR IMPACT POTENTIEL

Énergies renouvelables combinées au gaz pour remplacer le charbon dans le système électrique : jusqu'à ~8 Gt CO_2

Électrification pour décarboner le transport routier : jusqu'à ~6 Gt CO_2

Pompes à chaleur pour remplacer les chaudières à combustible fossile : jusqu'à ~2 Gt CO_2

Élimination du torchage, purge, détection et réparation des fuites pour réduire les émissions dues à la production de combustibles fossiles : jusqu'à ~4 Gt CO_2

L'histoire récente montre qu'une telle augmentation est possible : entre 2000 et 2022, la Chine a multiplié par trois l'énergie disponible par habitant, de ~40 à ~120 GJ/habitant, sortant ainsi ~800 millions de personnes de la pauvreté.

Ce développement économique et social historique résulte de l'exploitation massive du charbon, source d'énergie domestique, abondante, et souvent bon marché.

L'enjeu de la transition énergétique est donc double : (i) décarboner les systèmes énergétiques « matures » des pays développés, et (ii) augmenter l'énergie disponible dans le Sud Global et l'Inde en alimentant le développement économique et social par l'électricité bas carbone et non plus le charbon.

Moins d'émissions

En 2023, les émissions de GES provenant du système énergétique représentaient 39 des 56 milliards de tonnes d'émissions de GES anthropiques. La combustion du charbon pour produire de l'électricité est le premier contributeur, environ 10 Gt CO_2, suivi de l'utilisation du pétrole dans le transport, environ 8 Gt.

Depuis 2023, le découplage entre la demande mondiale d'énergie et les émissions de CO_2 du système énergétique s'accentue nettement. Déjà perceptible depuis l'Accord de Paris (avec une croissance annuelle des émissions limitée à +0,9 %, contre +1,6 % pour la demande d'énergie), cette dynamique se renforce : entre 2023 et 2024, la consommation primaire d'énergie a progressé de 2,2 %, tandis que les émissions de CO_2 associées n'ont augmenté que de 0,8 %. La baisse de l'intensité carbone du système énergétique mondial est devenue clairement mesurable.

Le déploiement global des technologies bas carbone aujourd'hui matures et compétitives permettrait d'éliminer environ 20 de ces 39 Gt :

- solaire et éolien – et gaz naturel pour assurer l'équilibrage long terme du système – pour produire de l'électricité ;
- véhicules électriques et pompes à chaleur pour l'utiliser ;
- technologies de réduction des émissions de méthane dans le système énergétique.

Concilier le développement économique et social et la lutte contre le changement climatique nécessite une approche pragmatique de déploiement de technologies bas carbone à l'échelle mondiale en prenant en compte leur coût (*cost merit curve*) et leur maturité technologique.

Si des progrès réels ont été accomplis depuis l'Accord de Paris, les experts estiment que l'objectif de contenir le réchauffement à +1,5 °C d'ici 2 100 apparaît désormais hors de portée : il exigerait notamment une coopération internationale renforcée et un soutien financier massif pour permettre aux pays en développement d'accélérer leur décarbonation bien au-delà des tendances actuelles.

Une stratégie multi-énergies en deux piliers

TotalEnergies maintient le cap de sa stratégie intégrée multi-énergies équilibrée…

TotalEnergies réaffirme la pertinence de sa stratégie intégrée multi-énergies équilibrée au regard de l'évolution des marchés du pétrole, du gaz et de l'électricité. Ancrée sur deux piliers, les hydrocarbures, notamment le GNL, et l'électricité, énergie au cœur de la transition, la Compagnie prévoit d'augmenter sa production d'énergie (hydrocarbures et électricité) de + 4% par an entre 2024 et 2030 et se trouve dans une position très favorable pour tirer parti de l'évolution des prix de l'énergie. Ainsi, grâce au recentrage du portefeuille pétrolier et gazier sur des actifs et projets à point mort bas et à faibles émissions de gaz à effet de serre et à la diversification dans l'électricité, notamment renouvelable, au travers d'une stratégie intégrée allant de la production au client, la Compagnie met en œuvre sa stratégie de transition tout en garantissant une politique attractive de retour à l'actionnaire.

…en produisant de manière responsable des hydrocarbures à bas coût et à faibles émissions...

Tout en réduisant de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations, TotalEnergies prévoit d'augmenter sa production d'hydrocarbures d'environ 3% par an sur les cinq prochaines années, principalement de GNL, grâce à son riche portefeuille de projets à bas coûts et à faibles émissions qui a fait l'objet de prises de décision d'investissement majeures en 2025 pour assurer sa croissance à moyen terme.

La Compagnie va mettre en production plus d'une dizaine de projets d'ici 2030 et ce dès 2025-2026, dans le pétrole aux États-Unis, au Brésil, en Irak et en Ouganda et dans le gaz, en Argentine, au Nigéria, en Malaisie, au Qatar et au Mexique.

En 2027 et 2028 suivront les démarrages de projets GNL au Qatar, aux États-Unis et en Oman. En parallèle la Compagnie renforce sa position de leader de la regazéification en Europe et de premier exportateur de GNL aux États-Unis.

Les projets pétroliers développés, tout comme les projets d'usines de liquéfaction, sont bien positionnés sur leur courbe de mérite respective permettant de générer de la valeur pour la Compagnie y compris dans un scénario de prix bas. L'indicateur clé de ses progrès sur ce pilier est la baisse des émissions de Scope 1+2 de ses actifs Pétrole et Gaz car son premier devoir en tant que producteur d'hydrocarbures est de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à leurs productions.

…et en développant un modèle rentable différencié Integrated Power qui deviendra un des moteurs de la génération de cash de la Compagnie.

TotalEnergies entend répliquer son modèle intégré *oil & gas* sur la chaîne de valeur de l'électricité afin d'atteindre une rentabilité (ROACE) de l'ordre de 12% pour le secteur Integrated Power, équivalente à la rentabilité de ses activités *oil & gas* à 60 $/b et donc supérieure au modèle traditionnel des *Utilities*.

La Compagnie construit un portefeuille d'actifs renouvelables (solaire, éolien terrestre, éolien offshore) et flexibles (CCGT, stockage) compétitif afin de fournir à ses clients une électricité bas carbone disponible 24h/24. En particulier, TotalEnergies utilise l'effet d'échelle pour optimiser ses coûts d'achats d'équipements, et le digital pour baisser les coûts d'exploitation de ses actifs renouvelables.

TotalEnergies se sert également de la force de son bilan pour augmenter son exposition au marché de 10% en 2024 à 30% en 2030, lui permettant de capturer des marges additionnelles dans un marché volatil. Enfin, un dernier levier est le recyclage du capital par des cessions partielles d'actifs post-développement afin de réinvestir dans de nouveaux projets.

La Compagnie prévoit d'augmenter sa production annuelle d'électricité à 100-120 TWh (principalement de source renouvelable) d'ici 2030 en consacrant un effort d'investissement important dans les énergies bas carbone, principalement dans le secteur Integrated Power, de 3 à 4 milliards de dollars par an pour la période 2026-2030 dont environ 1 milliard de dollars par an en moyenne sur cinq ans en actions dans le cadre de l'opération avec EPH[(1)]. En 2025, la génération de cash-flow de ce secteur a été de 2,6 milliards de dollars et devrait être de plus de 3 milliards de dollars en 2026, le secteur Integrated Power devenant *net cash* positif dès 2027.

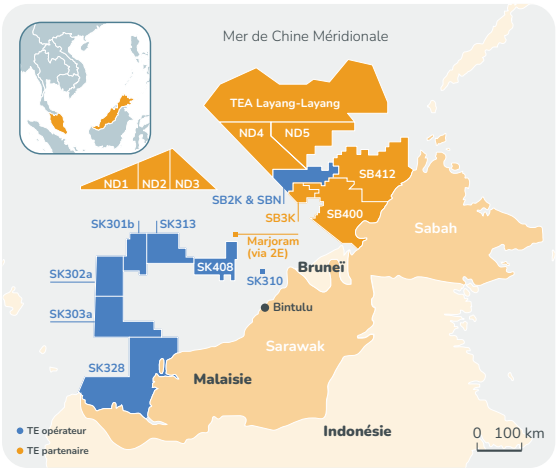
En outre, TotalEnergies investit également de manière ciblée dans les molécules bas carbone (biocarburants, SAF, et biogaz ainsi que l'hydrogène et ses dérivés: *e-fuels*) dans le cadre de business model *equity-light* avec des partenaires.

L'indicateur clé de ses progrès pour mesurer sa transition vers des produits énergétiques bas carbone est l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques utilisés par les clients de la Compagnie. La diminution de l'intensité carbone reflète la baisse du contenu carbone de l'énergie vendue à ses clients et la progression de la Compagnie dans la mise en œuvre de sa stratégie de transition. Cette intensité a baissé de 18,6% entre 2015 et 2025.

(1) La transaction reste soumise aux processus d'information consultation et aux approbations réglementaires, pour une finalisation attendue mi-2026.

FOCUS Malaisie, développement d'un nouveau pôle gazier à bas coûts et faibles émissions

TOTALENERGIES EN MALAISIE



Présente en Malaisie depuis 1985, TotalEnergies est un partenaire historique de la compagnie nationale Petronas. Avec la finalisation de l'acquisition des actifs amont de SapuraOMV, la Compagnie est devenue le troisième opérateur gazier du pays.

La Compagnie emploie environ 300 personnes en Malaisie et détient des participations opérées de 30,002% dans le bloc SK408 et de 30% dans le bloc SK310, ainsi que des participations dans 16 autres blocs offshore Sarawak et Sabah. Grâce à l'acquisition de SapuraOMV, en 2024, la Compagnie est devenue opérateur dans le pays. Cette opération lui a permis d'accéder à 4 Tcf de réserves, un portefeuille d'actifs en production et à un tout nouveau développement, Jerun, lancé en 2024, qui délivre une production de 50 kbep/j à faibles coûts et faibles émissions, le gaz étant commercialisé auprès de l'usine Malaysia LNG. Cette opération offre également une excellente plateforme pour une croissance future, portée à la fois par des découvertes déjà réalisées et des explorations à venir.

En 2025, la Compagnie a concrétisé une première étape de son ambition de croissance grâce à l'acquisition d'intérêts dans 12 nouveaux blocs. Cette nouvelle position combine des ressources découvertes et un potentiel d'exploration significatif. Elle comprend une participation opérée de 50% dans les blocs SK301b et SK313, où d'importantes découvertes de gaz totalisant 4 Tcf, dont Kenyalang, devraient être développées pour alimenter Malaysia LNG à partir de 2030. Grâce à ce développement supplémentaire, la production de la Compagnie dans le pays pourrait doubler et atteindre environ 100 kbep/j après 2030.

Potentiel de croissance exploration et renforcement des partenariats régionaux

La Compagnie met également en place un centre d'exploration pour l'Asie, basé à Kuala Lumpur, afin renforcer sa proximité avec ses parties prenantes Cette initiative illustre la manière dont la Compagnie entend tirer parti de son partenariat stratégique avec Petronas, de ses capacités d'opérateur à faible coût et de son historique de succès en exploration et développement, pour établir de nouvelles positions rentables et saisir des opportunités de croissance au-delà de 2030.

La Compagnie a par ailleurs conclu un accord pour céder à PTTEP une participation indirecte de 9,998 % dans le bloc SK408 en Malaisie. À l'issue de cette transaction, TotalEnergies conserve une participation de 30,002 % dans ce bloc.

Activités multi-énergies

Via sa filiale TotalEnergies Marketing Malaysia, la Compagnie assure également la commercialisation de produits pétroliers.

La Compagnie développe par ailleurs des projets renouvelables hybrides (solaire et batteries) destinés à alimenter ses clients B2B dans le cadre du Corporate Renewable Electricity Supply Scheme (CRESS). A titre d'illustration, TotalEnergies et Google ont signé, fin 2025, un contrat de vente d'électricité (PPA) de 21 ans en Malaisie pour fournir à Google un volume total d'1 TWh (équivalent à 20 MW) d'électricité renouvelable certifiée provenant de la centrale solaire « Citra Energies ». Cette dernière, dont la construction devrait démarrer début 2026 dans la province de Kedah, au nord du pays, alimentera les activités data centers de Google en Malaisie. Le projet avait été attribué à TotalEnergies (49 %) et son partenaire local MK Land (51 %) par la Commission de l'Énergie Malaisienne en août 2023.

TotalEnergies et Petronas partenaires pour une transition gazière bas carbone

Petronas est un partenaire international historique de TotalEnergies, et cette relation s'est encore renforcée avec l'engagement commun pris dans le cadre de l'Oil & Gas Decarbonization Charter (OGDC). Dès la COP28, Petronas a rejoint les premiers signataires de cette initiative sectorielle, témoignant de sa volonté de partager ses pratiques et d'avancer collectivement avec les autres compagnies nationales et internationales pour éliminer le torchage de routine et atteindre des émissions de méthane quasi nulles à l'amont d'ici 2030.

Cette dynamique s'est également traduite en 2023 par la signature, entre TotalEnergies, Petronas et Mitsui, d'un accord portant sur le développement d'un projet de stockage de CO_2 en Asie du Sud-Est et l'évaluation de plusieurs sites potentiels dans le bassin malais.

Ces initiatives confirment la convergence des ambitions de Petronas et de TotalEnergies : bâtir en Malaisie un pôle gazier à bas coûts et faibles émissions afin d'accompagner durablement la croissance énergétique de la région.

Plus d'Énergies, Moins d'Émissions, Pleinement engagés dans notre stratégie de transition

L'ambition de TotalEnergies en matière de développement durable et de transition énergétique vers la neutralité carbone, ensemble avec la société

L'Ambition Climat de TotalEnergies

TotalEnergies soutient l'Accord de Paris, qui appelle à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et dont l'objectif global est de limiter le réchauffement de la planète nettement en dessous de 2 °C d'ici 2100 par rapport aux niveaux préindustriels.

Le changement climatique est une réalité et nécessite la mobilisation collective de toutes les parties prenantes. L'Accord de Paris de 2015 a considérablement amélioré la prise de conscience de la nécessité de lutter contre le changement climatique et a incité à renforcer l'action collective pour amorcer la transition du système énergétique mondial.

Une transformation massive des systèmes énergétiques mondiaux est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Le double défi consistant à « offrir une énergie plus abordable pour tous tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre » est un défi pour la société dans son ensemble, où les gouvernements, les investisseurs, les entreprises et les consommateurs ont tous un rôle important à jouer.

En 2020, TotalEnergies a présenté pour la première fois son ambition d'atteindre la neutralité carbone ensemble avec la société.

L'adoption de cette ambition s'est appuyée sur la stratégie visant à devenir une entreprise énergétique diversifiée, s'étendant du pétrole et du gaz à l'électricité bas carbone et aux autres énergies bas carbone. Elle s'inscrivait également dans le cadre d'un processus de dialogue actionnarial avec Climate Action 100+ (CA 100+), une coalition d'investisseurs engagés en faveur de la transition énergétique.

Cette ambition définissait trois étapes pour que TotalEnergies atteigne la neutralité carbone ensemble avec la société : la neutralité carbone pour les émissions mondiales opérées de TotalEnergies (Scope 1+2), la neutralité carbone couvrant les émissions directes et indirectes (Scope 1+2+3) en Europe, et une réduction de 60 % de l'intensité carbone moyenne des produits énergétiques vendus à nos clients (CI) à l'échelle mondiale d'ici 2050 par rapport à 2015.

En 2021, à la suite d'un dialogue continu avec certains actionnaires, le Conseil d'administration a élargi l'ambition de zéro émission nette ensemble avec la société afin de couvrir les émissions directes et indirectes (Scope 1+2+3) à l'échelle mondiale.

Dans le cadre de son premier rapport sur le développement durable (CSRD) publié en mars 2025 conformément aux exigences de l'UE, TotalEnergies a précisé son approche « ensemble avec la société » en soulignant certaines interdépendances et incertitudes : « *La transition énergétique requiert la participation de l'ensemble des parties prenantes, des États régulateurs aux clients finaux, en passant par les acteurs industriels. TotalEnergies déploie une stratégie qui soutient cette transition collective et permettra à notre Compagnie de s'adapter aux différents scénarios susceptibles de se matérialiser en fonction des évolutions que connaîtront les technologies bas carbone (vitesse de pénétration, baisse de leur coût), les relations géopolitiques, les échanges internationaux et le comportement des consommateurs.* »

La stratégie de transition énergétique de TotalEnergies au service de l'Ambition

Dans le cadre de cette Ambition, l'entreprise a défini et mis en œuvre de manière constante une stratégie de transition équilibrée reposant sur deux piliers :

• Un pilier *Oil & Gas* axé sur des projets à faibles coûts et à faibles émissions : la Compagnie continue d'investir dans les champs existants et dans de nouveaux projets pétroliers et gaziers, et prévoit d'augmenter sa production d'hydrocarbures – principalement le GNL, une source d'énergie clé pour la transition énergétique – de 3 % par an en moyenne jusqu'en 2030, afin de répondre à la demande énergétique croissante et de lutter contre le déclin naturel des gisements de pétrole et de gaz (en moyenne de 6 à 7 % par an pour le secteur selon le rapport 2025 de l'AIE). Parallèlement, TotalEnergies a publié une feuille de route pour réduire les émissions de ses activités : elle vise une réduction nette de 40 % de ses émissions opérées (Scope 1+2) en 2030 par rapport à 2015, et une réduction de 80 % de ses émissions opérées de méthane en 2030 ou plus tôt par rapport à 2020.

• Un pilier *Integrated Power* : la Compagnie construit un portefeuille compétitif d'actifs renouvelables (solaire, éolien terrestre, éolien offshore) et flexibles (CCGT, stockage) afin de fournir à ses clients de l'électricité bas carbone, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Nous prévoyons d'augmenter notre production d'électricité à plus de 100 TWh d'ici 2030, ce qui représenterait 20 % de notre production d'énergie à cet horizon. De plus, nous investissons dans les molécules bas-carbone, en particulier les biocarburants et les carburants d'aviation durables (SAF).

Un indicateur clé de notre contribution à la transition de nos clients et des systèmes énergétiques mondiaux est l'intensité carbone sur le cycle de vie des produits énergétiques vendus à nos clients (CI). La baisse de notre CI reflète nos progrès dans la mise en œuvre de notre stratégie de transition, car elle signifie que la teneur en carbone des produits énergétiques que nous vendons à nos clients diminue, par unité d'énergie. En 2025, notre intensité carbone sur l'ensemble du cycle de vie avait baissé de plus de 18 % par rapport à 2015. D'ici 2030, nous visons une réduction de 25 %.

Nos résultats de 2025 démontrent que notre stratégie différenciée, articulée autour de ces deux piliers, génère des rentabilités parmi les meilleures de notre secteur, créant ainsi de la valeur à long terme pour nos actionnaires tout en soutenant notre ambition Climat.

Dix ans après l'Accord de Paris : confronter les ambitions Zero Net avec les réalités

Si la stratégie de transition de la Société repose sur des fondamentaux de marché solides et sera poursuivie avec constance, la Compagnie constate que le contexte dans lequel son ambition Climat a été adoptée a évolué.

a) **Dix ans après l'Accord de Paris, le système énergétique mondial a progressé** en permettant le développement continu des économies émergentes tout en réduisant l'intensité carbone du mix énergétique. Les technologies bas-carbone abordables ont connu une croissance spectaculaire, comme les panneaux solaires ou, dans certaines régions du monde, les véhicules électriques. Pourtant, la part des combustibles fossiles dans le mix énergétique global n'a pratiquement pas évolué (passant de 82 % à 80 %), car les sources d'énergie plus propres n'ont pas remplacé les énergies traditionnelles, mais ont surtout été ajoutées au système existant pour répondre à la croissance de la demande énergétique d'une population mondiale en croissance et aspirant à un meilleur niveau de vie.

Depuis 2015, les conditions économiques et géopolitiques ont évolué : la hausse des taux d'intérêt a renchéri le financement de la transition, tandis que l'utilisation de l'énergie comme une arme géopolitique a placé la sécurité énergétique au premier rang des priorités de chaque pays. Les États doivent trouver un équilibre au regard du trilemme énergétique qui regroupe la disponibilité, le prix et la durabilité. Les acteurs non étatiques ont eux aussi dû concilier ces priorités concurrentes.

Nos sociétés et nos économies ont entamé une transition, mais l'économie mondiale n'atteint pas encore le rythme de changement nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Dans ce contexte, lors de la COP30 à Belém en novembre 2025, la CCNUCC, le PNUE et la communauté internationale ont conclu à l'unanimité que les contributions déterminées au niveau national (CDN) actualisées pour 2035 fournies par les États sont en deçà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de Paris.

b) **Le consensus scientifique actuel indique désormais que l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels est hors de portée**. Les climatologues, y compris ceux qui contribuent aux travaux du GIEC, et les scientifiques ont explicitement fait part de ces points de vue aux médias et au grand public en 2025. De même, l'Agence internationale de l'énergie indique dans son rapport « Perspectives énergétiques mondiales 2025 » qu'« *il est désormais quasi certain que le réchauffement de 1,5 °C sera dépassé d'ici une décennie ou moins, et que les trajectoires permettant de limiter ce dépassement à des niveaux faibles sont désormais hors de portée* ».

Ces conclusions scientifiques sont étroitement liées à l'inertie du système énergétique, qui dépend encore des combustibles fossiles pour près de 80 % de son énergie : malgré le déploiement massif de l'énergie solaire et éolienne, le charbon joue toujours un rôle dominant dans la production d'électricité et représente les trois quarts des 14 milliards de tonnes de CO_2 émises chaque année par les centrales électriques ; la pénétration des technologies à faible émission de carbone pour électrifier et décarboner les usages est freinée par des considérations de coût et parfois par des contraintes de maturité technologique.

c) **Le cadre juridique et réglementaire applicable à la durabilité et au climat a évolué**.

Pour les entreprises européennes, la directive sur le reporting en matière de durabilité des entreprises (CSRD) et les normes de reporting associées (ESRS), en vigueur depuis 2025, ont établi un cadre juridiquement contraignant : les objectifs utilisant les termes « zéro net » exigent l'adoption de « plans de transition » (tels que définis par la réglementation), et les entreprises qui adoptent de tels plans doivent expliquer en quoi ceux-ci sont compatibles avec une trajectoire de réchauffement à 1,5 °C d'ici 2050 — que le consensus scientifique considère désormais comme hors d'atteinte.

Compte tenu de l'état actuel des connaissances scientifiques, de l'hétérogénéité croissante des trajectoires énergétiques au niveau mondial, du fait que les scénarios prospectifs reposent sur des hypothèses qui pourraient ne pas se concrétiser, et des incertitudes persistantes concernant l'évolution de la demande énergétique mondiale, les émissions mondiales de GES et le rythme effectif de déploiement des technologies bas carbone, **la Compagnie n'est pas en mesure d'adopter un plan de transition tel que défini par les normes européennes de reporting et, par conséquent, ne peut formuler des objectifs de « zéro net » au sens de ces normes.**

Les chemins vers notre ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société, auront besoin d'être réévalués et adaptés au fil du temps

Afin de tenir compte de ces réalités, en particulier du cadre juridique créé par la directive européenne sur le reporting de durabilité des entreprises concernant la taxonomie « zéro net », TotalEnergies doit faire évoluer la formulation et préciser les conditions de son ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société.

"***Plus d'Energies, Moins d'Emissions, Pleinement engagés dans notre stratégie de transition***"

TotalEnergies est pleinement engagé dans sa stratégie de transition équilibrée et créatrice de valeur, fondée sur deux piliers : un pilier pétrole et gaz et un pilier électricité intégrée.

Cette stratégie soutient notre ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société, dans le cadre défini par les objectifs de l'Accord de Paris.

Nous reconnaissons que notre capacité à atteindre la neutralité carbone est liée à nos propres efforts de décarbonation et aux progrès plus larges de la société dans ce domaine.

Par conséquent :

- TotalEnergies vise à atteindre la neutralité carbone pour ses émissions mondiales liées à ses activités (Scope 1+2) d'ici 2050
- TotalEnergies travaille proactivement avec ses clients pour les aider à mettre en oeuvre leurs propres stratégies de transition énergétique et met sur le marché un mix énergétique présentant une intensité carbone de plus en plus faible d'année en année.

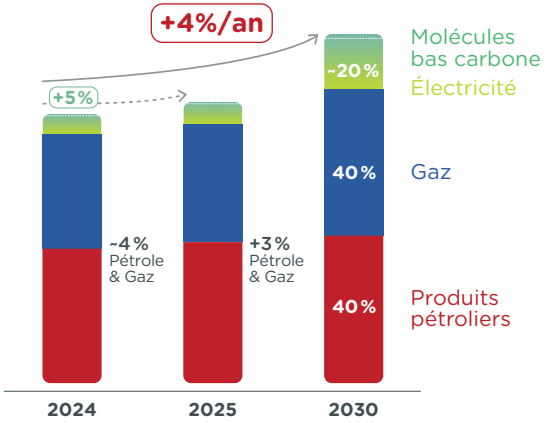
Notre capacité à y parvenir dépend notamment du rythme des innovations techniques pour fournir des énergies bas-carbone abordables, des politiques publiques et du comportement des consommateurs. **C'est ce que recouvre l'expression « ensemble avec la société ».** Sans les politiques adéquates et sans les innovations techniques, la neutralité carbone d'ici 2050 restera hors de portée – tant pour la société que pour TotalEnergies. **En raison de ces dépendances, les chemins vers notre ambition de neutralité carbone auront besoin d'être réévalués et adaptés au fil du temps.**

Sur le chemin de cette ambition, **TotalEnergies confirme ses objectifs fixés pour 2030 en matière de réduction des émissions au niveau mondial** : une réduction nette de 40 % des émissions opérées de Scope 1+2 par rapport à 2015, une réduction de 80% des émissions opérées de méthane en 2030 ou plus tôt par rapport à 2020 et une réduction de 25 % de l'intensité carbone sur le cycle de vie (IC – Scope 1+2+3) des produits énergétiques vendus à ses clients par rapport à 2015.

2030 : nos objectifs pour plus d'énergies et moins d'émissions

PRODUCTION D'ÉNERGIE

Production d'énergie
En PJ/j



+4%/an
de production d'énergie entre 2024 et 2030

Sur la décennie 2020-2030, la stratégie de transition sur deux piliers de TotalEnergies se traduit par les objectifs de production ci-dessous.

TotalEnergies prévoit **d'augmenter sa production d'énergie (pétrole, gaz et électricité) globalement de 4% par an entre 2024 et 2030.**

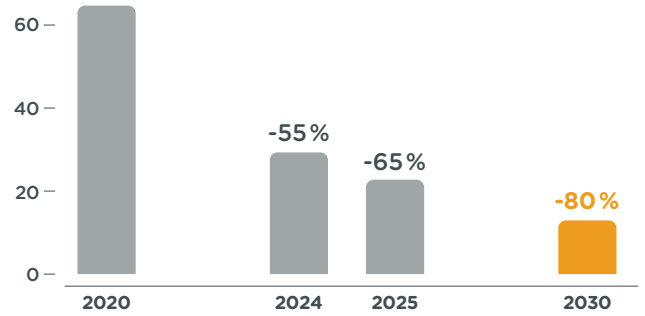
En 2025, sa production d'électricité a représenté près de 10% de sa production d'hydrocarbures. En 2030, son objectif est de la faire croître à 20%.

En parallèle, la Compagnie poursuit sa trajectoire de réduction des émissions (Scope 1+2 CO_2 et méthane) de ses sites opérés en vue d'une baisse de 40% des émissions nettes(1) d'ici 2030 par rapport à 2015 et d'une réduction de 80 % de ses émissions opérées de méthane en 2030 ou plus tôt par rapport à 2020.

La croissance de ses ventes d'électricité lui permet de viser une réduction de 25% de l'intensité carbone cycle de vie(2) de ses ventes d'ici 2030, en comparaison à 2015.

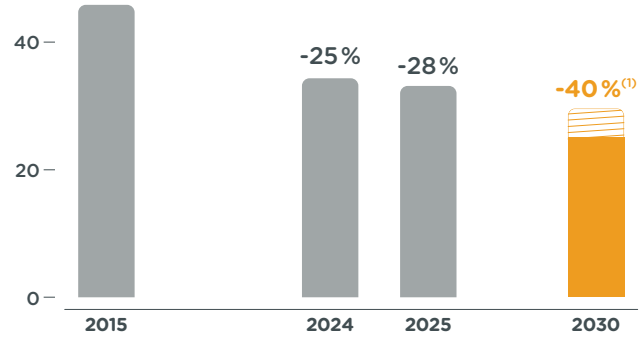
ÉMISSIONS DE MÉTHANE DES SITES OPÉRÉS DE TOTALENERGIES

kt CH_4



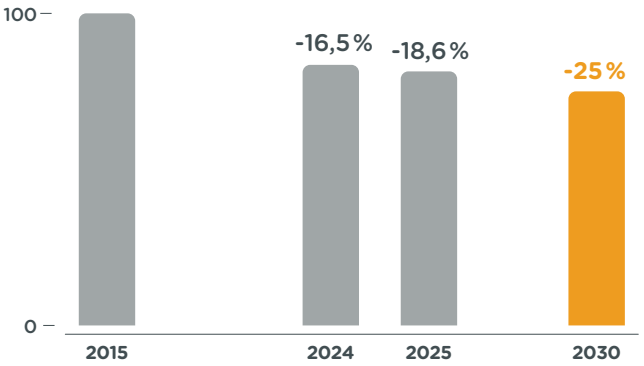
ÉMISSIONS DE GES, SCOPE 1+2 DE NOS SITES OPÉRÉS

Mt CO_2e



INTENSITÉ CARBONE CYCLE DE VIE DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES VENDUS(2)

Scope 1+2+3, base 100 en 2015.

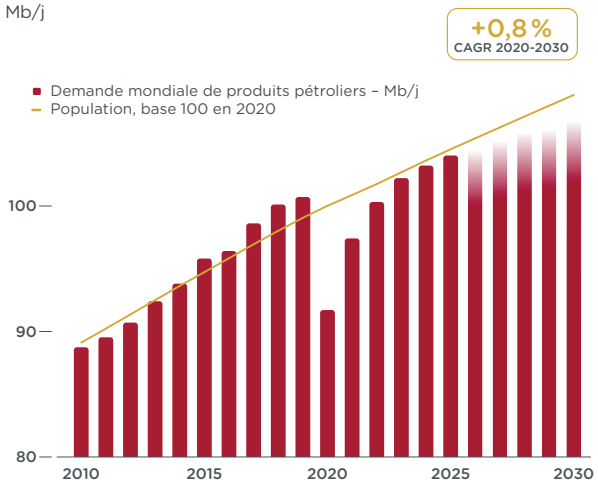


(1) Le calcul des émissions nettes prend en compte des projets de puits de carbone fondés sur la nature à partir de 2030.
(2) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (se reporter au glossaire).

(1) Net de puits de carbone fondés sur la nature. (2) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus. Lire Lexique du Rapport S&C pour plus de détails.

Produire autrement du pétrole : focus sur des actifs pétroliers à bas coût et faible intensité carbone

DEMANDE MONDIALE DE PRODUITS PÉTROLIERS ET ÉVOLUTION DE LA POPULATION[1]



(1) Sources : 2015–2025 oil demand: IEA historical data, IEA Oil Market Report (January 2026). 2026–2030 oil demand: TotalEnergies projection. Population: United Nations World Population Prospects 2025.

(1) Source : The Implications of Oil and Gas Field Decline Rates (IEA, September 2025).

En 2025, la demande mondiale de produits pétroliers a atteint 104,0 Mb/j soit + 0,8 Mb/j (+ ~1%) par rapport à 2024 et devrait continuer de croître au cours de la décennie (105,5 Mb/j à l'horizon 2030 selon l'AIE). Au-delà de 2030, les trajectoires des différents prévisionnistes varient entre croissance modérée, plateau et démarrage de déclin. Ces prévisions de la demande demeurent dépendantes notamment de la croissance démographique et économique, du rythme de pénétration des innovations technologiques bas carbone telles que les véhicules électriques et de l'évolution des comportements.

En outre, la demande de produits pétroliers évoluera de manière différenciée selon les feuilles de route de transition énergétique des divers pays. Elle devrait continuer à progresser jusqu'à l'horizon 2030-2040 puis pourrait amorcer un déclin au-delà, mais moins rapidement que le taux de déclin naturel des champs existants, estimé en moyenne à 8% par an sur la prochaine décennie selon l'AIE[1].

TotalEnergies considère donc que de nouveaux projets pétroliers sont nécessaires pour répondre à cette demande et maintenir les prix à un niveau acceptable de façon à créer les conditions d'une transition juste laissant le temps aux populations d'adapter leur usage des énergies. En 2025, TotalEnergies a produit 1,4 Mb/j de pétrole, équivalent à son niveau de 2019, représentant environ 1,5% de la production mondiale.

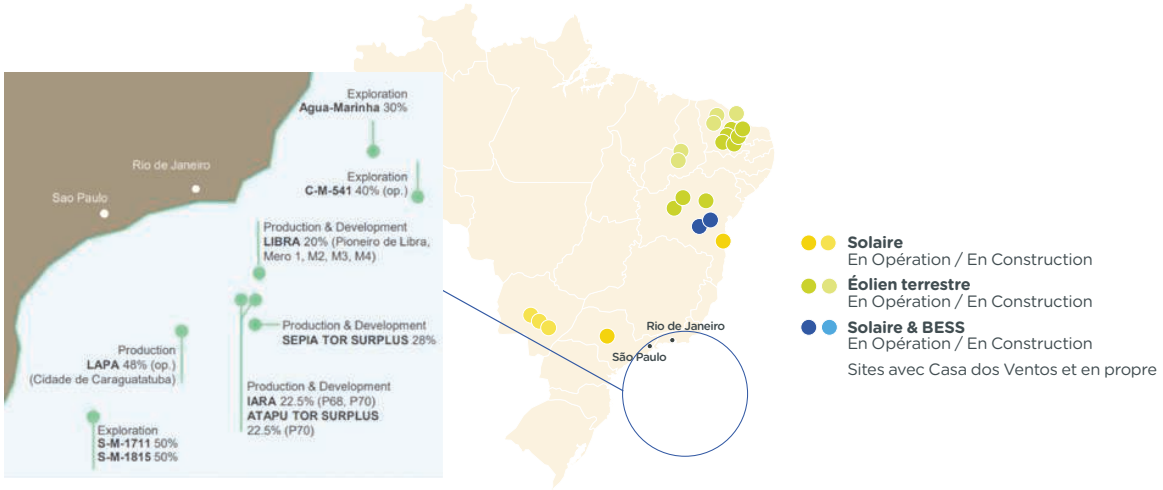
La première responsabilité de TotalEnergies en tant que producteur de pétrole est de produire différemment en réduisant au minimum les émissions. À cette fin, elle sanctionne les projets d'hydrocarbures sur des critères de performance, notamment en termes de coûts techniques et d'intensité carbone (Scope 1+2). La Compagnie opère ses champs avec des exigences strictes en matière de sécurité, de réduction des émissions et d'impact environnemental. La marge d'autofinancement générée par ces activités pétrole et gaz contribue à financer ses investissements dans les énergies renouvelables.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies poursuit sa stratégie d'investissement sur les actifs à faible intensité carbone et à bas coût.

- **En Namibie**, TotalEnergies poursuit les études sur le champ de Venus en vue d'une FID en 2026. TotalEnergies a également conclu un accord avec Galp pour entrer comme opérateur dans le permis prolifique PEL 83, qui comprend la découverte Mopane et a enfin élargi son portefeuille d'exploration en devenant opérateur de la licence PEL104.
- **En Libye**, TotalEnergies a signé l'extension des concessions de Waha jusqu'à 2050.
- TotalEnergies a de plus enrichi son portefeuille d'exploration en entrant dans de nouvelles licences en Algérie, aux États-Unis, au Nigéria, en Indonésie, au Guyana et au Libéria.
- En 2025, la croissance de la production de TotalEnergies a bénéficié du démarrage et de la montée en puissance de sept projets majeurs (Mero-2, Mero-3 et Mero-4 au Brésil, Anchor et Ballymore aux États-Unis, Fenix en Argentine et Tyra au Danemark) qui confortent l'objectif de croissance de 3 %/an de la production Amont jusqu'en 2030.

FOCUS Brésil, pays prioritaire dans le déploiement de la stratégie multi-énergies de la Compagnie



La Compagnie a fêté, en 2025, ses 50 ans de présence au Brésil qui est un pays clé dans le déploiement de la stratégie multi-énergies de la Compagnie, avec un fort potentiel pour le développement du pétrole et des énergies renouvelables. TotalEnergies y poursuit son développement dans le cadre de son alliance stratégique avec Petrobras d'une part, et d'autre part, d'une coentreprise avec Casa dos Ventos, le principal développeur de projets éoliens terrestres du Brésil.

Offshore profond au Brésil : une zone emblématique de la stratégie de la Compagnie

Le portefeuille de TotalEnergies au Brésil n'a cessé de s'enrichir depuis 2015 et comprend, actuellement, 9 licences, dont 4 sont opérées. Les installations sont majoritairement situées en offshore très profond et dans les gisements pré-salifères des bassins de Campos et de Santos. En 2025, la production moyenne de la Compagnie dans le pays atteint environ 185 000 barils équivalent pétrole par jour :

- Lapa (45 % opérateur) en production depuis 2016, faisant de TotalEnergies le premier opérateur international à produire dans le pré-sel brésilien ;
- Libra (19,3 %) en production depuis 2017. Le développement se poursuit avec, en octobre 2024, le démarrage de Mero 3 et, en mai 2025, le démarrage de Mero 4 ;
- Atapu (22,5 %) et Sépia (28 %). Les FPSOs d'Atapu et de Sépia sont en production et des décisions finales d'investissement pour un FPSO additionnel sur chaque champ ont été prises en mai 2024.

TotalEnergies augmente, par ailleurs, sa participation dans le champ de Lapa, la portant à 48 % par l'acquisition de 3 % supplémentaires, en échange de sa participation non opérée de 20 % dans le projet Gato do Mato. De plus, dans le cadre de leur alliance stratégique renouvelée en 2023, TotalEnergies et Petrobras innovent afin de faire baisser les émissions de GES associées à la production. TotalEnergies et Petrobras ont poursuivi en 2025 le développement d'une unité pilote utilisant une technologie pionnière sous-marine de séparation et de réinjection du gaz et du CO_2 dans le gisement Mero 3, ainsi que leur coopération afin de déployer au Brésil la technologie AUSEA permettant de détecter et réduire les émissions de méthane.

En 2025, le Brésil a été le premier pays du portefeuille de TotalEnergies en termes de génération de cash flow.

Énergies renouvelables

Le Brésil s'inscrit parmi les trois marchés dérégulés prioritaires - avec les États-Unis et l'Europe - sur lesquels TotalEnergies concentre le développement de son modèle intégré dans l'électricité.

TotalEnergies est présent dans le secteur des énergies renouvelables au Brésil depuis 2017 avec le lancement d'un premier projet de TotalEren, depuis intégré pleinement à TotalEnergies. En octobre 2022, la Compagnie est entrée à 34 % au capital d'une coentreprise avec Casa dos Ventos, l'un des principaux acteurs brésiliens dans le domaine des énergies renouvelables. Ce partenariat vise à développer conjointement un portefeuille d'énergies renouvelables, incluant des projets éoliens à terre, photovoltaïques et de stockage par batterie, d'une capacité cible de 12 GW d'ici 2030 avec déjà plus de 11 GW identifiés.

Casa Dos Ventos développe aussi la commercialisation d'électricité décarbonée à destination des data centers, concluant en 2025 des accords avec Pecem et Ascenty. Dans le cadre de son accord avec Ascenty, Casa Dos Ventos fournira en moyenne 110MW de capacité électrique, disponible 24h/24, soutenu par 0.3GW d'actifs photovoltaïques et éoliens, permettant d'éviter 5Mt de CO_2. Ascenty prendra aussi une participation directe dans les actifs.

À fin 2025, ce sont déjà 3,2 GW d'actifs qui sont en opération. Par ailleurs, 1,5 GW d'actifs éoliens à terre, et 2,0 GW de capacité de production photovoltaïque sont en construction.

Gaz naturel liquéfié : une énergie clé pour la transition énergétique

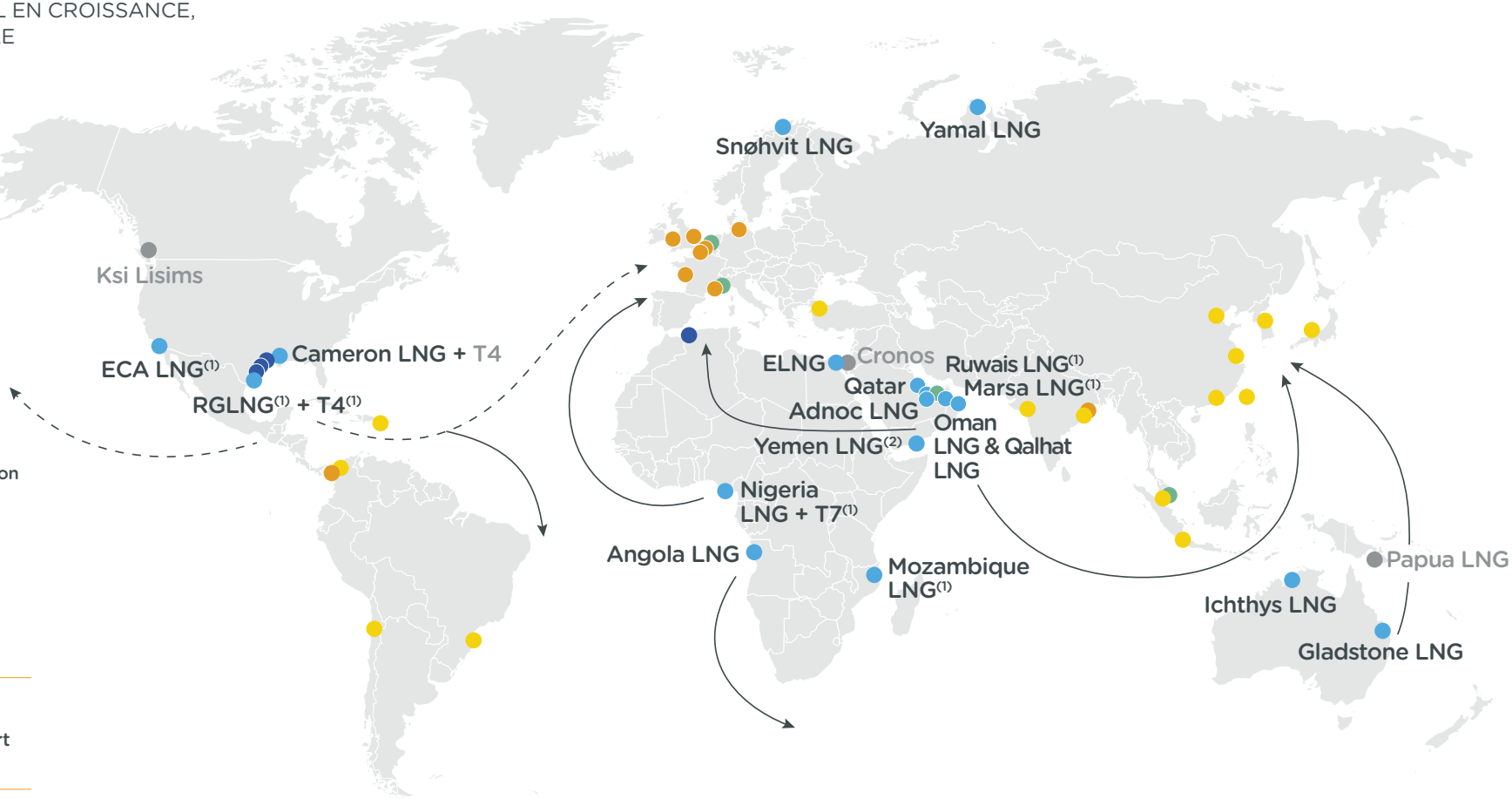
UN PORTEFEUILLE GNL EN CROISSANCE, DIVERSIFIÉ ET FLEXIBLE

Production & Achat

- Quote-part de **production**
  (1) En construction
  (2) Force majeure
- Quote-part de **production** sous réserve de décision finale d'investissement
- **Approvisionnement** long terme

Importations & Ventes

- **Ventes** long terme
- **Terminaux de regazéification** opérationnels ou prévus
- **Hub** de soutage maritime



~60 Mt/an
de ventes de GNL en 2030

+50 %
de croissance en quote-part de production

contrats d'enlèvements
à long-terme 2025-2030

Amont | Usines de GNL production et enlèvements | Trading | Shipping | Regazéification | Clients

Au sein des marchés du gaz, TotalEnergies se positionne en priorité sur le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) qui permet au gaz d'être acheminé partout dans le monde et contribue ainsi à la sécurité énergétique, comme en Europe avec la très forte baisse de livraison du gaz russe par gazoduc depuis 2022, qui s'est accentuée avec l'arrêt du transit via l'Ukraine à la fin de l'année 2024.

Avec l'essor de l'électricité renouvelable, intermittente et saisonnière par nature, un accroissement des moyens de production électriques flexibles va être nécessaire. La production pilotable des centrales à gaz permet d'une part de sécuriser l'approvisionnement électrique face aux aléas météorologiques qui impactent les renouvelables et d'autre part de répondre aux variations de la demande. De plus le gaz naturel joue un rôle essentiel dans la réduction des émissions de la génération électrique en remplacement du charbon, émettant deux fois moins de GES pour la même quantité d'électricité produite[1]. C'est particulièrement le cas en Asie où le charbon a encore une part très majoritaire dans le mix électrique de nombreux pays (ex. 60% en Chine, 70% en Inde[2]).

TotalEnergies, grâce à des positions solides et diversifiées, en particulier une place de premier exportateur aux États-Unis – plus de 19 Mt en 2025 – est le troisième plus grand acteur mondial du GNL avec 44 Mt vendues en 2025. La Compagnie a par ailleurs signé en 2025 plusieurs contrats de vente de GNL avec des clients asiatiques majeurs, notamment en Corée du Sud et en Inde.

Conformément à sa stratégie multi-énergies équilibrée, TotalEnergies entend consolider sa position intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur du GNL. Entre 2025 et 2030, les volumes de GNL (issus des quotes-parts de production et des achats à long terme à des tiers, hors Russie après 2027) devraient ainsi croître de 50%. TotalEnergies compte se concentrer sur l'amélioration de la flexibilité et de la résilience de son portefeuille GNL en investissant sur les projets à faibles coûts de liquéfaction, les mieux positionnés sur la courbe de mérite, et poursuivre la croissance de ses ventes indexées sur le Brent en Asie.

Réduction de l'empreinte carbone du portefeuille GNL

TotalEnergies vise une réduction progressive des émissions de GES de la chaîne de valeur du GNL, de la production du gaz jusqu'à son utilisation finale.

En complément des efforts pour réduire les émissions de méthane, des initiatives sont mises en place sur l'ensemble de la chaîne. L'électrification des procédés des usines de liquéfaction permet de diminuer l'empreinte carbone du GNL dès aujourd'hui, et demain cette réduction sera renforcée par des projets de captage et de stockage de CO_2.

Ainsi, l'intensité carbone moyenne de la liquéfaction du portefeuille GNL de la Compagnie a atteint en 2025 environ 28 $kgCO_2e/bep$[3]. Elle se situe entre 22 à 26 $kgCO_2e/bep$ pour les nouvelles usines et peut être réduite à moins de 3 $kgCO_2e/bep$ lorsque l'usine est électrifiée et alimentée en électricité décarbonée, comme dans le cadre du projet Marsa LNG.

TotalEnergies travaille également à baisser les émissions du transport maritime en renouvelant la flotte de méthaniers affrétés avec des navires modernes et performants (moyenne d'âge de la flotte en affrètement long terme : 7 ans versus 11 ans pour la flotte mondiale de méthaniers[4]).

Tous les méthaniers affrétés par TotalEnergies utilisent le GNL comme carburant. Par ailleurs, TotalEnergies soutient activement les efforts de l'industrie pour réduire le *methane slip* (émission de méthane imbrûlé dans les moteurs) et a rejoint en février 2024 l'initiative MAMII *(Methane Abatement in Maritime Innovation Initiative)*.

FAITS MARQUANTS

Rio Grande LNG – États-Unis

En septembre 2025, TotalEnergies et ses partenaires ont pris la décision finale d'investissement du quatrième train du projet Rio Grande LNG (RGLNG). TotalEnergies y détient une participation directe de 10% et indirecte de 7%, en tant qu'actionnaire de NextDecade, et enlèvera 1,5 Mt/an de GNL pendant 20 ans au titre de ce futur Train 4.

North Field East & North Field South - Qatar

Avec la mise en service prévue de North Field East (NFE, 6,25 % de participation) en 2026 puis de North Field South (NFS, 9,375 %) en 2028, TotalEnergies renforce son positionnement dans le GNL au Qatar, après être entrée dans ces deux projets en 2022. Dotés d'une capacité de liquéfaction cumulée de 48 Mt/an, ces projets intègrent des systèmes de captage et stockage du CO_2 produit lors des opérations amont. La participation de TotalEnergies devrait ajouter environ 3,5 Mt/an au portefeuille mondial de GNL de la Compagnie.

Soutage GNL – Europe

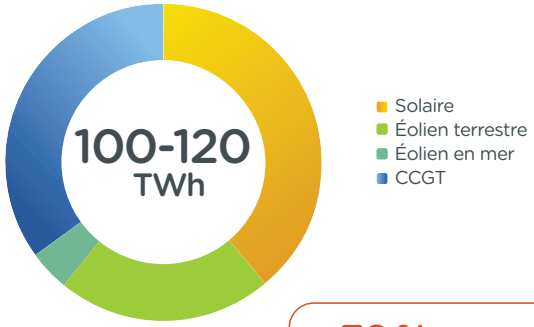
TotalEnergies et CMA CGM ont lancé en juillet 2025 une coentreprise dédiée au soutage de GNL dans le port de Rotterdam pour proposer un service logistique complet dans la région Amsterdam-Rotterdam-Anvers (ARA). Dans le cadre d'un accord à long terme soutenant la décarbonation du transport maritime, la coentreprise fournira à CMA CGM jusqu'à 360 000 tonnes de GNL par an de 2028 à 2040 Le GNL constitue aujourd'hui la solution la plus mûre et immédiatement disponible pour réduire l'empreinte environnementale du transport maritime, permettant jusqu'à 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à un carburant marin traditionnel.

(1) Source : IEA Emission Factors Package - 2025.
(2) Source : Enerdata.
(3) Source : TotalEnergies, calculs basés sur les usines dans lesquelles TotalEnergies détient une participation et sur les principes présentés par l'AIE dans son rapport « *The Oil and Gas Industry in Net Zero Transitions* » (2023).
(4) Source : S&P

Notre développement majeur dans l'électricité : une approche intégrée

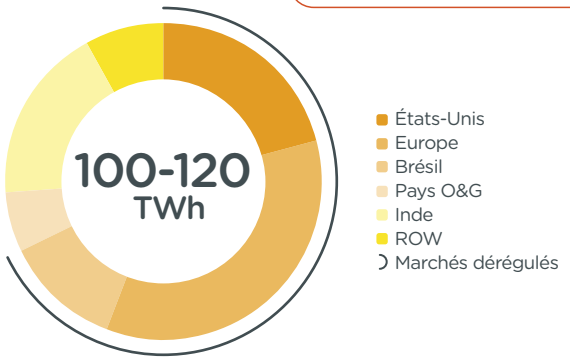
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À L'HORIZON 2030

Par technologie



~70 % sur les marchés dérégulés où nous pouvons mettre en œuvre notre stratégie intégrée

Par géographie



Indispensable pour réussir la transition énergétique, la demande en électricité est attendue en forte croissance car la décarbonation est au cœur des feuilles de route des pays engagés vers la neutralité carbone à horizon 2050. Pour y répondre, Integrated Power, le second pilier de la stratégie de la Compagnie, développe un modèle intégré, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production d'électricité aux activités de vente et de trading avec un objectif de rentabilité de l'ordre de 12% de ROACE. À l'horizon 2030, TotalEnergies vise une production nette d'électricité de 100-120 TWh, principalement de source renouvelable. Dans le cadre de sa transformation en une compagnie intégrée multi-énergies, TotalEnergies construit un portefeuille d'actifs renouvelables (solaire, éolien terrestre et offshore) et flexibles (CCGT, stockage) compétitif afin de fournir à ses clients toujours plus d'électricité décarbonée disponible 24 heures sur 24.

Sur les marchés dérégulés, TotalEnergies déploie son modèle intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production d'électricité issue d'actifs renouvelables et flexibles aux activités de vente et de trading. Cette stratégie se concentre sur trois zones clés – l'Europe, les États-Unis et le Brésil – qui devraient représenter environ 70% de nos volumes de production.

Sur les marchés régulés, TotalEnergies met en œuvre une stratégie de croissance ciblée dans les renouvelables. Dans les pays producteurs de pétrole et de gaz, TotalEnergies accompagne la transition énergétique locale en développant des projets d'électricité renouvelable qui permettent notamment de contribuer à la décarbonation de ses projets pétroliers et gaziers. Ce modèle permet, au travers des revenus tirés de l'exploitation pétrolière et gazière, d'assurer le financement de ces projets renouvelables. Dans le reste du monde, TotalEnergies poursuit un développement sélectif de projets renouvelables, sur des marchés dont la taille permet de bénéficier des effets d'échelle (comme en Inde et en Afrique du Sud) et via des partenariats stratégiques avec des acteurs locaux.

Les leviers de la Compagnie pour croître avec une rentabilité des capitaux employés moyens atteignant de l'ordre de 12% sont la sélectivité dans le choix de ses projets, l'intégration sur toute la chaîne de valeur de l'électricité, la maîtrise des coûts en utilisant ses compétences de gestion de projet et de développements marins, la mobilisation de financements externes à taux compétitif et des cessions partielles pour accélérer la génération des cash-flows et diversifier l'exposition de son portefeuille.

FAITS MARQUANTS

Europe

Afin de poursuivre l'ambition de TotalEnergies de construire un acteur intégré de l'électricité en Europe, la Compagnie a annoncé en novembre 2025 la signature d'un accord avec Energetický aprůmyslový holding, a.s. (EPH) pour l'acquisition de 50 % d'une plateforme de production flexible d'électricité (centrales à gaz et à biomasse, batteries). La transaction(1) porte sur un portefeuille de plus de 14GW de capacité brute d'actifs de production flexible en opération ou en construction, représentant une production nette annuelle de 15 TWh croissant à 20 TWh en 2030. Elle aboutira à la création d'une coentreprise détenue à 50/50 par TotalEnergies et EPH. Celle-ci assurera la gestion industrielle et le développement du portefeuille, tandis que chaque partenaire commercialisera sa part de production via un accord de *tolling*. Le périmètre inclut également environ 5GW de projets en développement. Les actifs concernés sont répartis entre l'Italie, le Royaume Uni et l'Irlande, les Pays Bas et la France, combinant capacités existantes, centrales à gaz et biomasse, batteries en construction et projets de nouvelles capacités. La coentreprise deviendra le véhicule privilégié de croissance en génération flexible.

(1) La transaction reste soumise aux processus d'information consultation et aux approbations réglementaires, pour une finalisation attendue mi 2026.

FOCUS Actifs flexibles & stockage : des solutions complémentaires à l'essor des renouvelables


Conteneurs de batteries - Centrale solaire de Danish Fields - USA.

TotalEnergies développe des actifs flexibles : que ce soit des systèmes de stockage par batteries (BESS) ou des centrales à gaz. Les systèmes flexibles à grande échelle sont essentiels pour accompagner la croissance des renouvelables, par nature intermittents, et pallier les congestions de réseau.

Le développement des actifs flexibles permet à TotalEnergies de proposer des offres de Clean Firm Power à ses clients, qui consistent en la fourniture d'un volume d'électricité continu et constant. Ces actifs permettent également de maximiser la valeur du portefeuille de TotalEnergies, notamment via ses activités de trading.

Le portefeuille de centrales à gaz de la Compagnie permet de répondre à la demande croissante de production pilotable et flexible en Europe et aux États-Unis. À fin 2025, il comprend 16 unités de production, représentant une capacité brute totale de 6,7 GW. Ce parc sera complété par le portefeuille d'actifs de la coentreprise détenue à 50/50 par TotalEnergies et EPH.

Le stockage électrique à grande échelle connaît une forte croissante, avec des capacités qui ont doublé en 2024 (source: IEA Electricity 2026). Ainsi, cette technologie s'impose progressivement comme une solution clé de gestion de la flexibilité de plus courte durée. Sur ce segment, TotalEnergies s'appuie notamment sur le savoir-faire de Saft pour la production de batteries, Kyon Energy pour le développement de projet et Quadra Energy pour le pilotage des actifs.

Acquis par la Compagnie en 2016, Saft est une entreprise spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de batteries de haute technologie pour l'industrie. Saft est en particulier bien positionnée pour tirer parti de la croissance des énergies renouvelables, en offrant des capacités de stockage par batteries couplées, ou non, à de la génération d'électricité d'origine renouvelable. En 2025, Saft a poursuivi le développement de cette activité avec la signature de nouveaux contrats de fourniture de BESS, notamment à Taiwan et au Japon, et la mise en service d'un troisième projet de stockage couplé à des centrales solaires de TotalEnergies au Texas.

En Allemagne, via sa filiale Kyon Energy, TotalEnergies a lancé la construction de sept projets de stockage d'électricité par batteries pour une capacité totale de 321 MW. La mise en service commerciale de ces projets, réalisés via Kyon Energy, est prévue courant 2026 et contribuera au développement de nos activités d'électricité intégrée en Allemagne.

Dans d'autres géographies, TotalEnergies développe et opère, seul ou avec des partenaires, des projets de stockage d'énergie, notamment aux États-Unis, en Belgique, à Puerto Rico, en Afrique du Sud ou encore au Kazakhstan.

Avec ces projets, TotalEnergies contribue à la résilience des systèmes électriques, en permettant de réduire les problèmes de congestion et en apportant une flexibilité supplémentaire qui favorisera l'essor des énergies renouvelables.

Le portefeuille de centrales à gaz de la Compagnie se situe en Europe et aux États-Unis, et permet de répondre à la demande croissante de production pilotable et flexible.

FAITS MARQUANTS

CCGT - Espagne

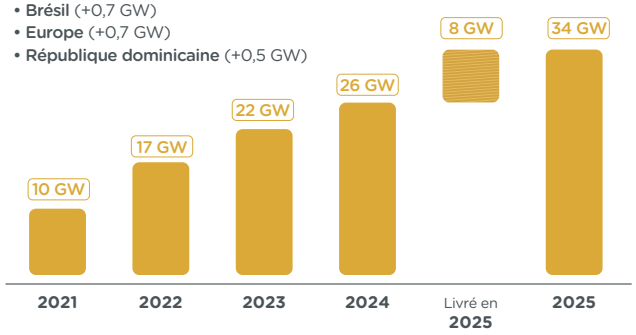
À la mi-journée du 28 avril 2025, la péninsule ibérique a subi une panne électrique d'une ampleur exceptionnelle. À la suite des premières analyses de l'incident, le gestionnaire de réseau a sollicité les centrales à gaz (CCGT) du pays pour assurer la stabilité du réseau. Dans ce contexte, la CCGT de TotalEnergies à Castejon a également augmenté sa production d'environ 50 % en 2025 par rapport à 2024.

Notre développement dans l'électricité renouvelable

CAPACITÉS BRUTES INSTALLÉES DE GÉNÉRATION ÉLECTRIQUE RENOUVELABLE (GW)

+8 GW EN 2025

De capacité brute, dont :
- Inde (+3 GW)
- États-Unis (+1,6 GW)
- Brésil (+0,7 GW)
- Europe (+0,7 GW)
- République dominicaine (+0,5 GW)



TotalEnergies exécute sa feuille de route dans les renouvelables, qui s'inscrit dans l'objectif de la Compagnie d'atteindre 100-120 TWh de production brute d'électricité à horizon 2030.

À fin 2025, TotalEnergies a atteint une capacité brute installée de production d'électricité renouvelable de 34 GW, et poursuit activement le développement de ces activités afin de porter cette capacité à 80 GW en 2030, ce qui placerait la Compagnie parmi les cinq premiers acteurs mondiaux d'électricité renouvelable (éolien et solaire), en dehors des acteurs chinois.

CAPACITÉS BRUTES INSTALLÉES DE GÉNÉRATION ÉLECTRIQUE RENOUVELABLE (GW)[1]

	Solaire	Éolien terrestre	Éolien en mer	Stockage et hydroélectricité	TOTAL
France	1,4	0,9	0	0,2	**2,5**
Reste de l'Europe	0,7	1,7	1,1	0,3	**3,8**
Afrique	0,3	0	0	0,4	**0,7**
Moyen-Orient	1,3	0	0	0	**1,3**
Amérique du Nord	7,3	2,3	0	1	**10,6**
Amérique du Sud	0,6	1,8	0	0	**2,4**
Inde	9,7	0,6	0	0	**10,3**
Asie/Pacifique	1,8	0	0,6	0	**2,5**
TOTAL	**23,1**	**7,3**	**1,8**	**1,9**	**34,1**

(1) Dont 17,25% des capacités brutes de Adani Green Energy Ltd, 50% des capacités brutes de Clearway Energy Group et 49% des capacités brutes de Casa dos Ventos.

FAITS MARQUANTS

Éolien en mer - France

TotalEnergies, associé à RWE, a remporté l'appel d'offres éolien en mer « Centre Manche 2 ». Ce projet d'une capacité de 1,5 GW, le plus grand parc d'énergie renouvelable en France à ce jour, représentera un investissement global d'environ 4,5 milliards € et produira environ 6 TWh/an. Sous réserve d'une décision finale d'investissement prévue en 2029, la production d'électricité devrait démarrer en 2033.

Irak

En 2025, TotalEnergies a franchi une étape déterminante dans le développement de son projet solaire de plus d'un gigawatt associé au complexe multi-énergies de GGIP en Irak. La mobilisation de plus de 2 000 travailleurs sur site fin 2025 a permis de sécuriser les points d'étape clés pour le projet avec, en particulier, le premier électron délivré dans le réseau en mars 2026. Située à proximité de l'usine de traitement de gaz du projet GGIP, la centrale solaire permettra l'alimentation en électricité de 350 000 foyers et d'éviter jusqu'à 2 millions de tonnes de CO_2 par an.

États-Unis

En 2025, TotalEnergies a poursuivi la croissance de son portefeuille d'actifs renouvelables dans les marchés dérégulés aux États-Unis. Ainsi, les actifs photovoltaïques texans de Clinton (65 MW) et Brazoria (325 MW), dont la construction avait débuté en 2023, ont été mis en service. Le système de stockage par batteries de 150MW/1h30 du projet Cottonwood a également démarré en 2025.

FOCUS Pologne : Brzezinka, la naissance d'un projet renouvelable hybride

PROJET DE BRZEZINKA



>1 TWh

À terme, issu de la solution hybride (solaire, batterie et éolien)

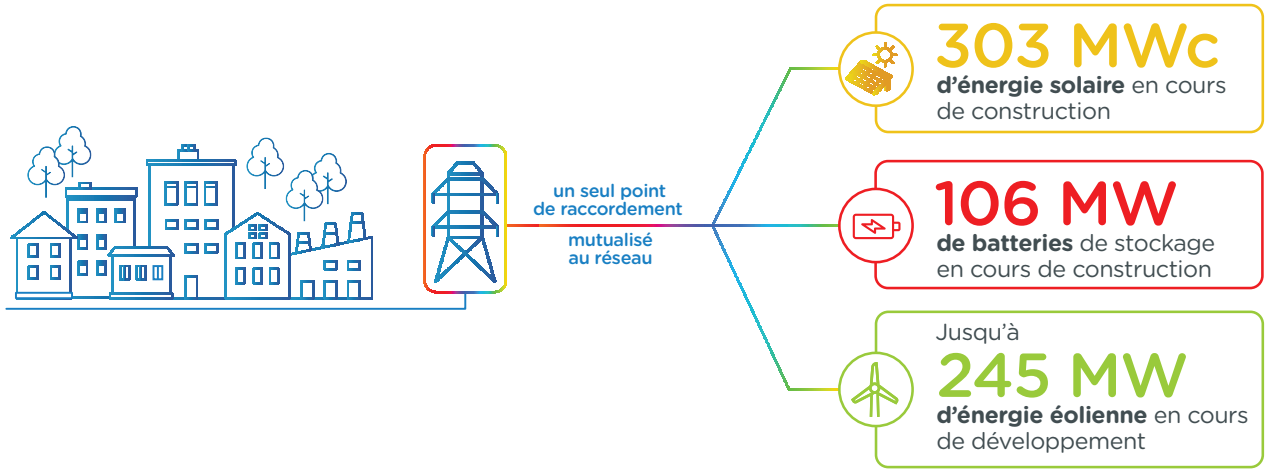
La stabilité et la congestion du réseau électrique sont des freins récurrents au développement des énergies renouvelables.

Pour y remédier, la stabilité des installations peut être améliorée par exemple en localisant sur le même site la production et la consommation, ce que TotalEnergies met en œuvre aux États-Unis. Il est en outre possible de localiser sur un même site différentes capacités de production et de stockage, en mutualisant le site, les opérations, et le raccordement au réseau national : il s'agit alors de projets hybrides.

Ainsi, en Pologne , TotalEnergies a pris la décision finale d'investissement et démarré la construction du projet hybride de Brzezinka en 2025. Situé en Basse-Silésie, ce projet combinera une centrale photovoltaïque d'une capacité de 303MW et un système de stockage par batteries de 106MW, ce qui en fera l'un des plus grands parcs hybrides du pays. Sa mise en service est prévue vers fin 2027.

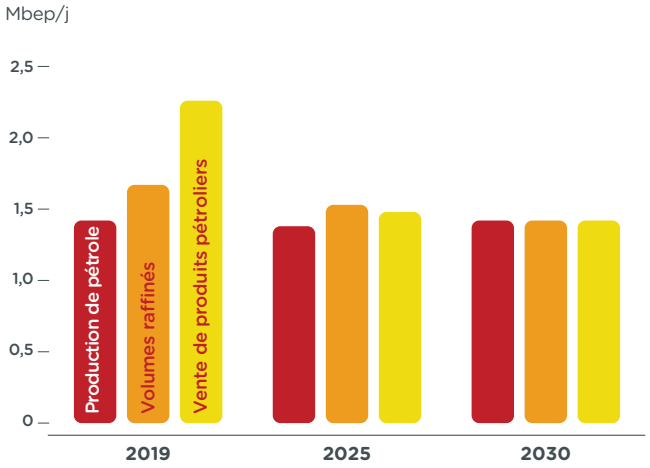
Le projet pourrait par ailleurs évoluer ultérieurement vers une hybridation renforcée solaire-éolien-batteries, avec l'intégration envisagée et à l'étude d'une capacité de production éolienne sur le même site. Ces capacités additionnelles seraient toujours raccordées au réseau via un câble déjà mutualisé entre la centrale photovoltaïque et le système de stockage par batteries, permettant ainsi d'optimiser les coûts de raccordement au réseau.

PROJET HYBRIDE DE BRZEZINKA



Anticiper l'évolution de la demande en adaptant nos ventes de produits pétroliers

PRODUCTION DE PÉTROLE, VOLUMES RAFFINÉS ET VENTE DE PRODUITS PÉTROLIERS



L'activité aval de TotalEnergies est un contributeur stable aux résultats de la Compagnie tout en s'engageant dans la transition et l'adaptation de ses activités en se concentrant sur les marchés à haute valeur ajoutée.

La Compagnie répond aux enjeux de durabilité de ses activités aval à travers 3 leviers :

- baisser le point mort de ses actifs de raffinage pétrochimie dans une industrie cyclique ;
- réduire les émissions de GES de ses opérations ;
- offrir à ses clients des solutions de mobilité bas carbone.

Ainsi pour le secteur Raffinage-Chimie, TotalEnergies continue de développer sa filière biocarburants. Elle capitalise sur ses actifs existants en mettant en œuvre de la production de SAF par *co-processing* de matières premières issues de déchets et résidus (huiles de cuisson usagées et graisses animales), hors biomasse de première génération 1G (en compétition avec la consommation alimentaire) dans les unités de jet en opération ou en convertissant des raffineries existantes en bioraffineries (La Mède depuis 2019 et Grandpuits à partir de 2026).

Pour le secteur Marketing & Services, TotalEnergies conduit une stratégie de *Value over Volume*, déclinée selon trois niveaux :

- **Réseau** : se concentrer sur les géographies où elle bénéficie d'un avantage compétitif comme la France, l'Afrique et certains marchés de niche afin de s'adapter à l'évolution de la demande en produits pétroliers, notamment en Europe dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Fit for 55* ;
- **Lubrifiants** : se différencier sur des produits à haute valeur ajoutée et à fortes marges et développer des produits plus durables permettant de répondre à une demande croissante de produits circulaires (RRBO[1]) ;
- **Mobilité électrique** : adapter ses investissements au rythme d'adoption des véhicules électriques par les utilisateurs, développer ses positions dans la recharge haute puissance en Europe et déployer un modèle d'affaire à faibles capitaux propres (partenariats et financement externe).

FAITS MARQUANTS

Électromobilité

En Europe, TotalEnergies accompagne l'essor de la mobilité électrique notamment en France où la Compagnie est le premier acteur de la recharge ultra-rapide sur autoroutes.

SAF

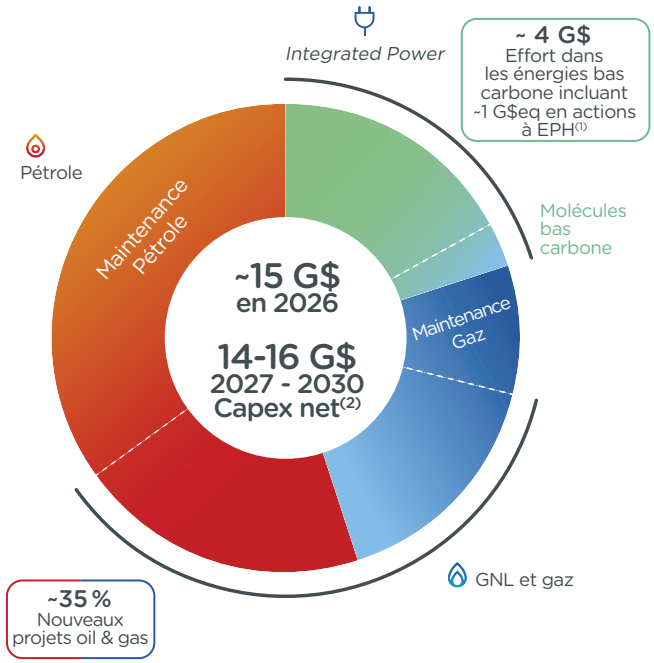
TotalEnergies a renforcé son rôle de pionnier des carburants aériens durables en prévoyant plus d'un demi-million de tonnes de SAF par an d'ici 2028 pour accélérer la décarbonation du transport aérien.

En 2025, TotalEnergies a signé un accord de 15 ans avec Quatra pour sécuriser l'approvisionnement de ses bioraffineries avec la fourniture de 60 000 tonnes d'huiles de cuisson usagées par an, renforçant ainsi la production de biocarburants et de carburants aériens durables. TotalEnergies a par ailleurs conclu un accord avec Avril pour étudier la création d'une filière française de cultures intermédiaires destinée à produire des carburants aériens durables, afin de soutenir la décarbonation du transport aérien.

(1) Re-Refined Base Oils. Huiles de base re-raffinées.

Des investissements disciplinés et durables pour assurer notre stratégie

DES INVESTISSEMENTS ÉQUILIBRÉS ET DISCIPLINÉS POUR ASSURER LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE



(1) Équivalent à 5,1 G€ sur cinq ans. **(2)** CapEx net = investissements organiques+acquisitions-cessions.

L'objectif de dépenses annuelles d'investissement de TotalEnergies est 14-16 milliards de dollars par an sur la période 2026-2030. TotalEnergies maintient de manière constante un effort d'investissement important dans les énergies bas carbone, principalement dans l'électricité bas carbone, avec un effort d'investissement dans le secteur Integrated Power de 3 à 4 milliards de dollars par an sur la période 2026-2030, dont environ 1 milliard de dollars par an en moyenne sur cinq ans en actions dans le cadre de l'opération avec EPH.

En 2025, TotalEnergies a investi un total de 17,1 milliards de dollars, dont environ 3,5 milliards de dollars dans les énergies bas carbone, principalement dans le secteur Integrated Power (près de 3 milliards de dollars). En 2026, TotalEnergies prévoit un montant total d'investissement d'environ 15 milliards de dollars, dont 2,5 à 3 milliards d'investissements nets dans le secteur Integrated Power, soit un effort d'investissement de 3,5 à 4 milliards de dollars en intégrant environ 1 milliard de dollars en actions dans le cadre de l'opération avec EPH.

En cohérence avec notre engagement à construire une Compagnie multi-énergies, TotalEnergies publie depuis 2023 les indicateurs financiers du secteur Integrated Power.

Continuer à investir avec discipline

Dans un contexte économique mondial marqué par un niveau d'incertitude élevé, il est essentiel de maintenir nos critères d'investissements pour garantir la rentabilité et la résilience de notre portefeuille.

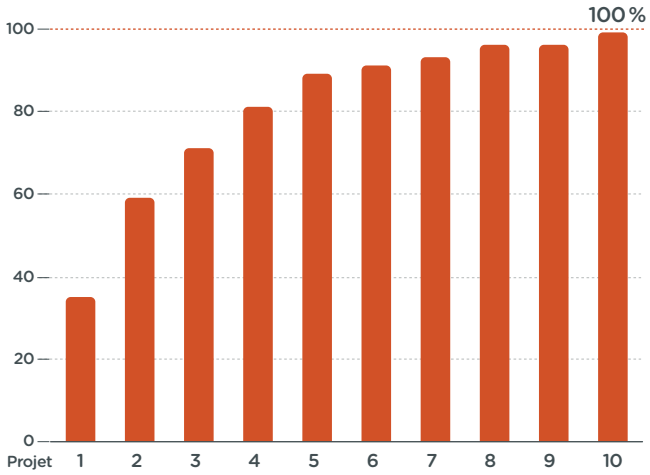
Chaque projet d'investissement significatif fait l'objet d'une évaluation prenant en considération les objectifs de l'Accord de Paris sur la base des critères suivants :

- l'économie du projet est analysée dans un scénario de prix des hydrocarbures compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris de limiter l'élévation de température *« nettement en dessous de 2 °C »* et en considérant un prix du CO_2 à 100 $/t (ou le prix en vigueur dans un pays donné, s'il est supérieur) ;
- pour les nouveaux projets pétroliers et gaziers (projets *greenfield* et acquisitions), l'intensité des émissions de GES Scope 1+2 est comparée suivant leur nature à l'intensité des émissions de GES moyenne des actifs de production Amont ou à celle des diverses unités Aval (usines GNL, raffinage) de la Compagnie. Pour les projets Amont, le seuil est abaissé à compter de 2026 à 16 kg CO_2e/bep, contre 17 kg CO_2e/bep précédemment, ce qui illustre le caractère vertueux de nos critères. Pour les investissements additionnels sur des actifs existants (projets *brownfield*), le projet devra baisser l'intensité des émissions Scope 1+2 de l'actif concerné. L'objectif est que chaque nouvel investissement contribue à baisser l'intensité moyenne des émissions de GES (Scope 1+2) de l'entreprise dans sa catégorie ;
- pour les projets relatifs aux autres énergies et technologies (biocarburants, biogaz...), les réductions d'émissions de GES sont évaluées pour leur contribution à la baisse du contenu carbone des ventes de la Compagnie.

PROJETS PÉTROLIERS ET GAZIERS BRANCHE AMONT

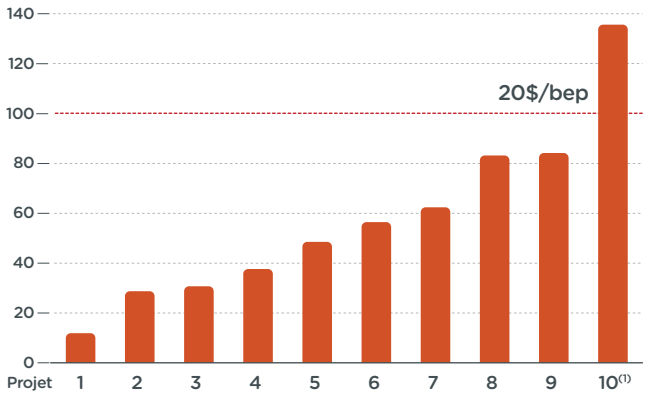
Intensité des émissions

vs référence de sa catégorie (%)



Coûts techniques

- Les coûts techniques incluent les coûts opératoires et les coûts d'investissements.



(1) Projet approuvé par la *joint-venture*, absence de droit de blocage de TotalEnergies. Pourcentage du point mort de référence (30 $/b).

FAITS MARQUANTS

En 2025, après évaluation selon ces critères, 31 investissements ont été validés. Les plus significatifs par catégorie sont :

Hydrocarbures - Branche Pétrole et Gaz Amont

- Lancement de plusieurs projets qui confortent l'objectif de croissance de 3 %/an de la production Amont et des cash-flow correspondants.
- Elargissement du portefeuille et renforcement du partenariat stratégique avec Petronas en Malaisie.
- Entrée dans un portefeuille de permis d'exploration opérés par Chevron, renforçant le partenariat entre les deux Compagnies dans l'offshore aux États-Unis.
- En Namibie, conclusion d'un accord avec Galp pour entrer comme opérateur dans le permis prolifique PEL 83, qui comprend la découverte Mopane et élargissement du portefeuille d'exploration en devenant opérateur de la licence PEL104.

Gaz naturel liquéfié

Intégration renforcée sur la chaîne du GNL, notamment dans les marchés américain et asiatique : acquisition d'actifs Amont en production dans le bassin d'Anadarko, décision finale d'investissement (FID) pour le Train4 de RioGrandeLNG, dans lequel TotalEnergies enlèvera 1,5Mtpa et détiendra une participation directe de 10%, renforçant ainsi sa capacité d'exportation de GNL aux États-Unis, et signature de contrats de vente long terme de GNL en Corée du Sud, en Inde et également en République Dominicaine.

Cessions

Au Nigéria, TotalEnergies a finalisé la vente de sa participation non opérée dans le champ de Bonga et signé un accord en vue de céder sa participation pétrolière dans Renaissance (anciennement SPDC). TotalEnergies a également finalisé la cession de sa participation non opérée dans les champs trois champs satellites d'Ekofisk en Norvège, dans deux blocs non conventionnels de Vaca Muerta en Argentine et dans Gato do Mato au Brésil.

Integrated power

- Aux États-Unis, TotalEnergies fait partie du top 5 des acteurs du renouvelable avec un portefeuille de 25 GW en opération et en développement.
- En France, TotalEnergies a obtenu aux côtés de RWE, la concession éolienne en mer de 1,5 GW dans le cadre du projet « Centre Manche 2 ».
- En Allemagne, TotalEnergies a obtenu une nouvelle concession éolienne en mer de 1 GW, à proximité immédiate des sites N-9.1 (2 GW) et N-9.2 (2 GW) détenus conjointement avec RWE.
- En ligne avec son modèle d'affaire dans les renouvelables, cette croissance s'est accompagnée de plusieurs *farmdown*, soit la cession de 50 % de 1.4 GW d'actifs renouvelables et BESS aux États- Unis, 600MW d'actifs renouvelables au Portugal, 420 MW d'actifs renouvelables en Grèce et 270 MW d'actifs renouvelables en France.

Molécules bas carbone

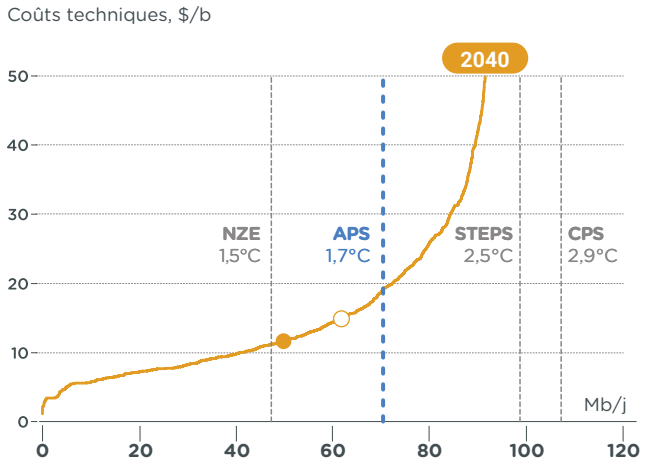
En 2025, la Compagnie a poursuivi son engagement pour développer la production et la commercialisation des carburants d'aviation durables (SAF) avec le démarrage de la production de SAF à sa raffinerie de la Mède (15 000 tonnes par an) et à sa raffinerie d'Anvers (capacité de 50 000 tonnes de SAF par co-processing), et terminera, au second semestre 2026, la construction de la bioraffinerie de Grandpuits avec une capacité annuelle de production de 230 000 tonnes de SAF.

CCS

TotalEnergies a pris la décision finale d'investissement de la phase 2 du projet Northern Lights en Norvège qui augmentera la capacité de transport et de stockage du projet de 1,5 million à plus de 5 millions de tonnes de CO_2 par an à partir de 2028.

Un portefeuille résilient

COURBE DE MÉRITE DES COÛTS DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE MONDIALE[1]



Demande mondiale de pétrole, selon scénarios AIE

- Actifs pétroliers à plateau long de TotalEnergies
- Moyenne du portefeuille pétrolier de TotalEnergies

(1) Source : Rystad, scénarios AIE WEO 2024 (APS) et 2025 (NZE, STEPS, CPS).

La Compagnie a su renforcer la résilience de son portefeuille grâce à une gestion très active ces dernières années : 50% de changement de portefeuille Amont depuis 2015 assurant un ratio de remplacement des réserves de pétrole supérieur à 100% sur 2015- 2025.

Notre portefeuille bénéficie d'un point mort bas conforme à son objectif stratégique d'être inférieur à 30 $/b (point mort cash organique de la Compagnie avant dividende de 26,4 $/b en 2025) qui assure la compétitivité de ses ressources. En particulier, TotalEnergies a un coût de production par baril des actifs Pétrole et Gaz Amont de 5,0 $/bep en 2025, le plus bas parmi ses pairs[1], et l'intensité des émissions de GES (Scope 1+2) est en baisse à moins de 16 kg CO_2e/bep en 2025[2].

En outre, la durée de vie des réserves prouvées et probables de pétrole et de gaz est de 18 ans, et la valeur résiduelle des actifs Pétrole et Gaz Amont de la Compagnie de plus de 18 ans représente moins de 15% de leur valeur totale.

Risques d'actifs échoués

En juin 2020, TotalEnergies a identifié que, parmi ses actifs Amont, seuls les projets de sables bitumineux au Canada de Fort Hills et Surmont pouvaient être qualifiés d'actifs échoués *(stranded assets)*, c'est-à-dire présentant des réserves de plus de 20 ans et des coûts de production élevés, dont la totalité des réserves pourrait donc ne pas être produites avant 2050. TotalEnergies a cédé ces actifs en 2023. Cette gestion du portefeuille de TotalEnergies atténue le risque d'avoir des actifs échoués à l'avenir, si les risques de baisse structurelle de la demande d'hydrocarbures se matérialisaient de manière plus rapide qu'estimée en raison de contraintes et de règlementations environnementales mondiales plus strictes et de l'évolution des préférences des consommateurs qui en résulterait.

Comme le montre la courbe de mérite des coûts de production ci-contre à l'horizon 2040 par comparaison avec la demande attendue selon les divers scénarios de l'AIE, le portefeuille des projets pétrole Amont de TotalEnergies présente un coût technique moyen qui le situe parmi les 50 Mb/j les moins coûteux à ces horizons-là sur ses actifs pétroliers à plateaux longs et à coûts de production faibles.

Sensibilité aux prix du CO_2, du pétrole et du gaz

TotalEnergies évalue la robustesse de son portefeuille, y compris pour les nouveaux investissements significatifs, sur la base de scénarios pertinents et de tests de sensibilités. Chaque investissement significatif, y compris dans l'exploration, l'acquisition ou le développement des ressources pétrolières et gazières, ainsi que dans d'autres énergies et technologies, fait l'objet d'une évaluation prenant en compte un scénario de prix de Brent à 50 $/b et Henry Hub à 3 $/ MBtu, soit des prix inférieurs à ceux du scénario APS de l'AIE réputés être compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris ; chaque nouvel investissement renforce ainsi la résilience du portefeuille de la Compagnie.

(1) Coûts de production ASC932. Pairs : BP, Chevron, ExxonMobil, Shell.
(2) L'intensité *oil & gas* Amont est calculée hors actifs intégrés GNL.


Fénix : projet gazier offshore à faibles émissions - Argentine.

Même si la tarification du CO_2 ne s'applique pas actuellement dans tous les pays où la Compagnie opère, TotalEnergies prend en compte comme cas de base dans ses critères d'investissement un prix interne du CO_2 de 100 $/t (ou le prix en vigueur dans un pays donné, s'il est supérieur) et au-delà de 2031, le prix du CO_2 est inflaté de 2%/an.

- Dans l'hypothèse où ce prix du CO_2 serait de 200 $/t puis inflaté de 2%/an au-delà de 2031, soit une augmentation de 100 $/t par rapport au scénario de base, TotalEnergies évalue un impact négatif de l'ordre de 15% de la valeur actualisée de l'ensemble de ses actifs (Amont et Aval). Dans un tel cas de figure, la valeur des actifs Integrated Power s'en trouverait augmentée du fait du renchérissement du prix de l'électricité en Europe.
- Par rapport au scénario de référence utilisé pour évaluer les investissements (Brent à 50 $/b), TotalEnergies a évalué l'impact sur la valeur actualisée de ses actifs (Amont et Aval) de l'utilisation du scénario de prix NZE publié par l'AIE[1] en 2025. Un tel scénario réduirait la valeur actualisée de l'ensemble des actifs (Amont et Aval) de la Compagnie de l'ordre de 10% par rapport à son scénario de référence utilisé pour évaluer ses investissements.

Dépréciations des actifs Amont

Par ailleurs, pour assurer la robustesse de la comptabilisation de ses actifs au bilan, la Compagnie retient pour le calcul des dépréciations de ses actifs Amont une trajectoire de prix du pétrole qui reste soutenue à 70 $\$_{25}$/b jusqu'à 2030, décroît ensuite linéairement pour atteindre 50 $\$_{25}$/b en 2040, puis qui décroît à partir de 2040 vers le prix retenu en 2050 par le scénario NZE de l'AIE, soit 25,7 $\$_{25}$/b.

Les prix retenus pour le gaz en Europe et en Asie décroissent à respectivement 6,5 $\$_{25}$/MBtu et 7,5 $\$_{25}$/MBtu en 2029/2030, avant de remonter à 8 $\$_{25}$/MBtu et 9 $\$_{25}$/MBtu et se stabiliser à ces niveaux jusqu'en 2040 soit des niveaux plus faibles que les niveaux de prix actuels ; le Henry Hub reste sur la période 2027-2040 à 3 $\$_{25}$/MBtu. Ils convergent tous ensuite vers les prix du scénario NZE de l'AIE en 2050.

FAITS MARQUANTS

Pétroles et gaz « non conventionnels »

Les pétroles et les gaz non-conventionnels sont définis par l'EIA (États-Unis)[2] comme des hydrocarbures qui ne peuvent pas être produits par des moyens de production conventionnelle, tels que « par un puits foré dans une formation géologique dont les caractéristiques du réservoir et du fluide permettent au pétrole et au gaz naturel de s'écouler naturellement dans le puits ».

Selon l'AIE[3] en 2025, les pétroles et les gaz non-conventionnels sont définis comme des combustibles piégés dans des roches imperméables et dont des méthodes clés d'extraction sont la fracturation hydraulique et les forages horizontaux ou l'exploitation minière dans le cas des pétroles extra-lourds.

Selon l'UNFC[4], « Les exemples comprennent le méthane de houille, les gisements à faible perméabilité tels que le gaz de réservoir très peu perméable (y compris le gaz de schiste) et le pétrole de réservoir très peu perméable (y compris le pétrole de schiste), les hydrates de gaz et le bitume naturel ».

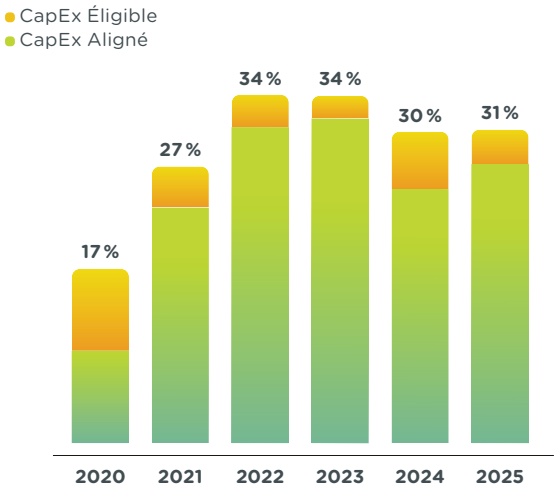
En 2025, les hydrocarbures non conventionnels, essentiellement du gaz, ont représenté 7% de notre production et moins de 5% de notre chiffre d'affaires consolidé. En ligne avec sa stratégie d'intégration dans la chaîne GNL, TotalEnergies a poursuivi, en 2025, son intégration dans la chaîne de valeur du gaz en acquérant des actifs en production dans le bassin d'Anadarko. Ces derniers affichent une intensité d'émission d'environ 6 kg CO_2e/bep.

(1) World Energy Outlook 2024, Table 2.3 *Wholesale fossil fuel prices by scenario.*
(2) Lire la définition de l'Energy Information Administration, agence fédérale au sein du Département de l'Énergie des États-Unis.
(3) Lire les définitions *Unconventional gas et Unconventional oil* de l'Agence Internationale de l'Energie : Glossary - IEA.
(4) Voir United Nations Framework Classification for Resources to Petroleum, « Supplementary Specifications for the application of the United Nations Framework Classification for Resources to Petroleum », pages 8 et 22, points 9, 102, 103, 104.

Taxonomie 2025 : Une Compagnie en transition

CAPEX[1] ÉLIGIBLES ET ALIGNÉS

Vue proportionnelle[2]



En application de la règlementation européenne, TotalEnergies publie la part des activités éligibles et des activités alignées sur l'indicateur CapEx[1], sur le périmètre des entités contrôlées par TotalEnergies, ainsi qu'une vue proportionnelle, proposée par le règlement délégué du 6 juillet 2021. Cette vue proportionnelle intègre la contribution des sociétés en contrôle conjoint et de celles sur lesquelles TotalEnergies exerce une influence notable, comptabilisées par la méthode de mise en équivalence.

Périmètre contrôlé – vue proportionnelle

Compte tenu de la taille de TotalEnergies et de son modèle de développement en partenariat sur la chaîne intégrée de l'électricité, la vue proportionnelle est plus adaptée que celle du périmètre contrôlé. Les CapEx éligibles ou alignés représentent respectivement 31% et 27% des investissements en vue proportionnelle en 2025, confirmant la dynamique engagée depuis 2020.

Principales activités éligibles de TotalEnergies

Dans l'électricité et les renouvelables :

- les activités liées aux énergies renouvelables (éolien, solaire et hydroélectricité), ainsi que la fabrication de batteries ;
- les activités liées aux infrastructures des nouvelles énergies de la mobilité à faible intensité carbone (points de recharge pour véhicules électriques, stations de réapprovisionnement en hydrogène) ;
- la production d'électricité à partir de gaz naturel (portefeuille de centrales à cycle combiné gaz – CCGT).

Dans les biocarburants et la chimie :

- les activités liées à la fabrication de biocarburants à usage des transports et certaines activités de notre pétrochimie, dont la production de biopolymères et le recyclage mécanique ou chimique des plastiques.

Les principales autres activités éligibles de TotalEnergies sont : la production de biogaz par digestion anaérobie de biodéchets et les activités liées aux puits de carbone (captage et stockage de CO_2, projets de puits de carbone fondés sur la nature).

(1) Les CapEx font référence au standard de la taxonomie. Une table de rapprochement est fournie dans le Document d'enregistrement universel 2025 au point 5.2.2.6.C du chapitre 5.
(2) Vue proportionnelle, conformément à l'acte délégué de l'UE 2021/2178 du 6 juillet 2021. Une table de rapprochement est fournie dans le Document d'enregistrement universel 2025 au point 5.2.2.6.C du chapitre 5.

Nos risques relatifs à la transition énergétique

EXTRAIT DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE TOTALENERGIES

Selon les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures.

	Risques de transition				Risques physiques	
	Risques réglementaires et juridiques	**Risques technologiques**	**Risques de marché**	**Risques de réputation**	**Risques aigus**	**Risques Chroniques**
Risque d'actions judiciaires et évolution de la réglementation	✓					
Rythme de déploiement de la transition énergétique, évolution de la demande	✓	✓	✓			
Financement des réserves de pétrole et de gaz	✓		✓			
Risques opérationnels liés aux effets du changement climatique et des événements extrêmes	✓	✓			✓	✓
Risque de réputation				✓		
Gestion des talents et transition de la Compagnie		✓	✓			

Les risques associés aux enjeux du changement climatique font partie des risques analysés par le TotalEnergies Risk Management Committee (TRMC). TotalEnergies hiérarchise ses risques en fonction de leur nature et de leur importance.

En 2025, le TRMC a procédé à une actualisation de la cartographie des risques qui a été soumise au Conseil d'administration début 2026.

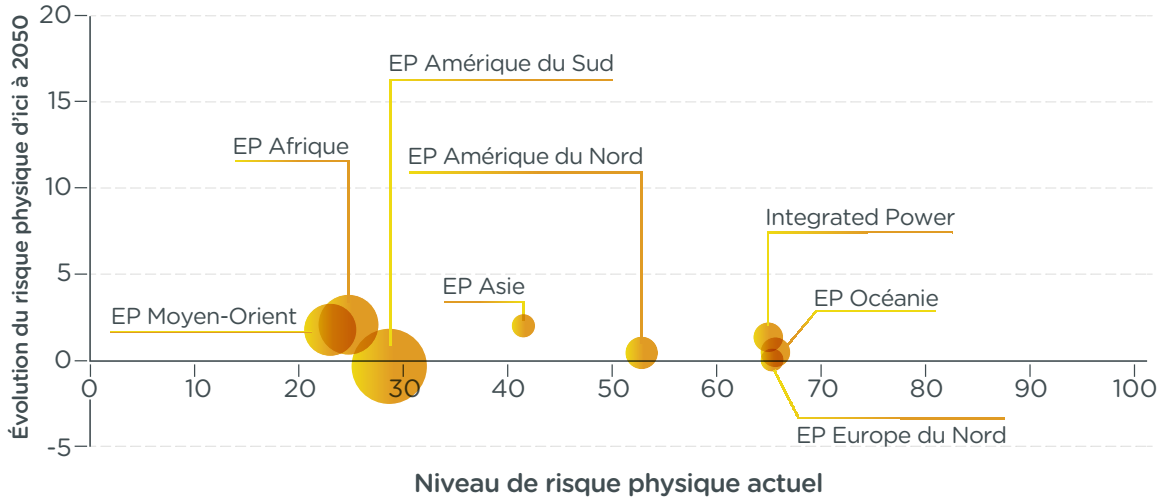
Le tableau ci-contre positionne les risques de TotalEnergies au regard des risques génériques identifiés selon la recommandation de la TCFD *(Task Force on Climate-related Financial Disclosures)*. Le TRMC s'assure également que les dispositifs de gestion des risques sont adaptés. Lorsque cela est nécessaire, des plans d'action complémentaires peuvent être établis.

Des audits sont conduits pour s'assurer de l'efficacité des moyens de maîtrise/mesures de contrôle existants. Ces plans d'action et audits peuvent faire collaborer des équipes transverses et multibranches (multi-activités). Le Comité d'audit du Conseil d'administration assure le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par la Direction générale, en fonction des risques identifiés et en vue de la réalisation des objectifs de TotalEnergies.

S'adapter aux risques physiques

RISQUE DU PORTEFEUILLE EN MER FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES PHYSIQUES (SCÉNARIO SSP5-8.5(1)) – RISQUE LE PLUS ÉLEVÉ

Résultats de l'évaluation menée en 2024 et revue en 2025 pour nos actifs en mer.
La taille des bulles est proportionnelle à la valeur nette comptable.



(1) SSP5-8.5 est un scénario pessimiste prenant pour hypothèses entre autres de fortes émissions de GES liées à une forte dépendance aux énergies fossiles. Selon le GIEC, la « meilleure estimation » d'évolution de température à la surface du globe associée à SSP5-8.5 est de +4,4 °C [3,3 - 5,7 °C] sur la période 2081-2100.

En 2025, TotalEnergies a revu, sur la base d'un outil de modélisation fourni par un tiers expert *(Jupiter Intelligence)*, l'évaluation menée en 2024 des impacts potentiels des effets du changement climatique sur environ 300 actifs(1) de son portefeuille, incluant l'ensemble des sites industriels opérés classés Seveso (et leurs équivalents en dehors de l'Union européenne).

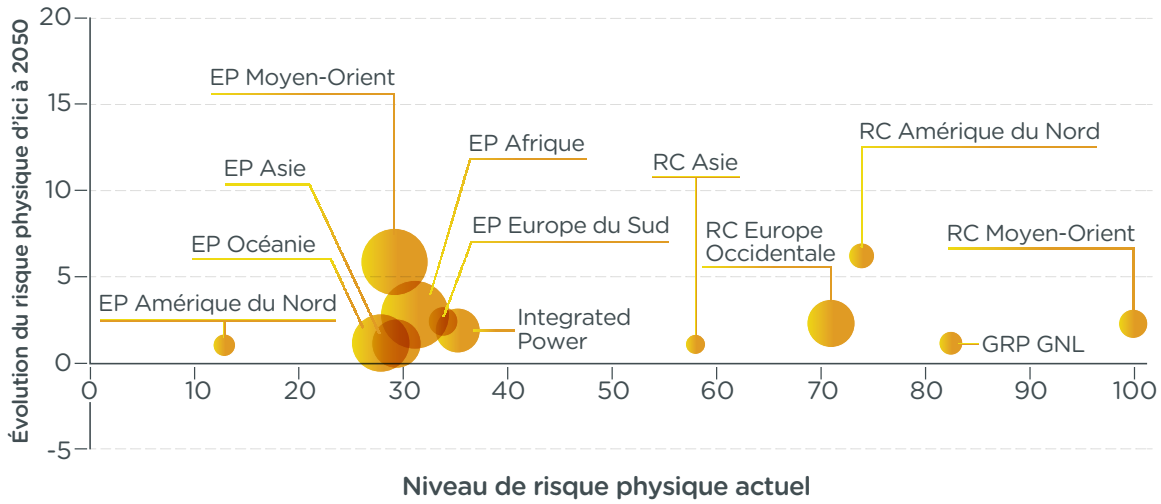
Les données climatiques utilisées pour cette évaluation sont issues des modèles du 6e rapport d'évaluation du GIEC de 2021. Le scénario climatique considéré est un scénario à émissions élevées : SSP5-8.5(2) du GIEC, telle que le recommande le standard européen ESRS-E1 et pour lequel l'élévation moyenne de température est estimée à 4,4 °C en fin de siècle. En complément, des tests de sensibilité aux scénarios climatiques SSP2-4.5(3) et SSP1-2.6(4) (pour lesquels l'élévation moyenne de température en fin de siècle est respectivement de 2,7 °C et 1,8 °C) ont été réalisés. Les aléas climatiques analysés ont été sélectionnés pour leur pertinence compte tenu de la nature du portefeuille de la Compagnie et de l'état des connaissances scientifiques disponibles. Les principaux risques aigus retenus couvrent les précipitations, inondations, sécheresse, vagues de chaleur, vagues de froid/gel, grêle, vents forts, hauteur de vague significative, feux de forêt. Ceux-ci intègrent les principaux risques chroniques que sont l'évolution des températures, le stress hydrique, l'élévation du niveau de la mer. Certains aléas n'ont pas été retenus de par la nature et l'emplacement des actifs de la Compagnie (comme les avalanches ou les débordements de lacs glaciaires) ou en raison de l'indisponibilité d'outil adapté d'évaluation de risque climatique (comme pour l'intrusion saline).

Les résultats de l'évaluation revue en 2025 pour nos actifs à terre et en mer pour le scénario SSP5-8.5 sont présentés dans les graphiques ci-contre et page suivante. Pour les sites en mer sélectionnés, les vents forts et la hauteur de vague sont les deux aléas les plus sévères sur ce type d'actifs. Comme le montre le graphique ci-contre, la majeure partie de notre portefeuille en mer, qui est notamment constitué des groupes d'actifs Exploration-Production en Afrique, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, présente un risque physique relativement faible dans l'état actuel du climat et aussi une évolution potentielle limitée du risque d'ici à 2050.

(1) Opérés et non opérés.
(2) SSP5-8.5 est un scénario pessimiste prenant pour hypothèses entre autres de fortes émissions de GES liées à une forte dépendance aux énergies fossiles. Selon le GIEC, la « meilleure estimation » d'évolution de température à la surface du globe associée à SSP5-8.5 est de +4,4°C [3,3 - 5,7 °C] sur la période 2081-2100.
(3) SSP2-4.5 est un scénario intermédiaire prenant pour hypothèses entre autres la poursuite des émissions actuelles jusqu'à 2050 suivie d'une diminution.
(4) SSP1-2.6 est un scénario optimiste impliquant de fortes réductions d'émissions de GES, net zéro en 2080 compatible avec l'accord de Paris visant à limiter le réchauffement planétaire en dessous de +2 °C en 2100.

RISQUE DU PORTEFEUILLE À TERRE FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES PHYSIQUES (SCÉNARIO SSP5-8.5[1]) – RISQUE LE PLUS ÉLEVÉ

Résultats de l'évaluation menée en 2024 et revue en 2025 pour nos actifs à terre.
La taille des bulles est proportionnelle à la valeur nette comptable.



(1) SSP5-8.5 est un scénario pessimiste prenant pour hypothèses entre autres de fortes émissions de GES liées à une forte dépendance aux énergies fossiles. Selon le GIEC, la « meilleure estimation » d'évolution de température à la surface du globe associée à SSP5-8.5 est de +4,4 °C [3,3 - 5,7 °C] sur la période 2081-2100.

Les actifs en mer du secteur Integrated Power constitués de projets éoliens présentent un risque physique actuel plus élevé du fait de leur localisation (Atlantique nord et Mer de Chine), mais une évolution potentielle de ce risque faible.

Les résultats de l'étude de risques physiques sur les sites à terre sont présentés ci-dessus. Nos raffineries et usines pétrochimiques sont, aujourd'hui, relativement plus à risque au changement climatique que les actifs des autres secteurs du fait de leur dépendance générale à la ressource en eau dans les zones de stress hydrique et de leur vulnérabilité plus élevée au risque d'inondations (cas des sites Raffinage-Chimie d'Amérique du Nord dont celui de Port-Arthur pour lesquels des actions de mitigation ont été mises en place).

Nous identifions une évolution potentielle limitée des risques physiques liés au changement climatique d'ici à 2050.

Suite à l'évaluation de l'exposition de nos sites en opération aux aléas climatiques, nous menons lorsque cela est nécessaire des études complémentaires afin que leurs conséquences n'affectent ni l'intégrité des installations, ni la sécurité des personnes. Nous tenons compte, par ailleurs, du risque climatique dans le design de nos installations.

FAITS MARQUANTS

Redéveloppement de Tyra

- **Découvert en 1968 et exploité depuis 1984, le champ offshore de Tyra est le plus grand gisement de gaz naturel du Danemark.**
- **En raison de l'affaissement naturel du champ après près de 40 ans d'extraction continue de gaz, le fond marin sous les plateformes de Tyra s'est enfoncé de plus de 5 mètres. En 2017, la décision a été prise de reconstruire et de moderniser les installations afin d'en assurer la continuité et la sécurité des opérations.**
- **Lors de la phase de conception, les évolutions océaniques telles que les projections d'augmentation de la hauteur des vagues ont également été intégrées, comme c'est le cas pour nos installations offshore.**
- **En conséquence, les plateformes ont été réhaussées de 13 mètres.**


Plateforme de Tyra West au large du Danemark.

Plaidoyer et initiatives sectorielles

Une transition énergétique réussie nécessite une collaboration renforcée entre l'ensemble des acteurs impliqués.

Soutien à l'action des États et aux initiatives sectorielles sur le climat

TotalEnergies soutient les engagements que prennent les États dans la lutte contre le réchauffement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris et publie ses positions sur son site internet (rubrique développement durable). Cette rubrique présente aussi les positions et les engagements de la Compagnie en faveur des droits humains, de la lutte contre la corruption, et de l'environnement. Les actions de représentation d'intérêt de TotalEnergies en France, en Europe et aux États-Unis y sont répertoriées par thème et par année, afin de favoriser une transparence complète.

À l'occasion de la COP30, tout comme lors de la COP29, le Président-directeur général a participé en tant que CEO Champion à une table ronde de l'Oil and Gas Decarbonization Charter (OGDC). Cette initiative sectorielle – lancée à la COP28 – rassemble 56 compagnies Oil and Gas, nationales et internationales qui représentent près de 40% de la production pétrolière mondiale. Les objectifs des signataires sont d'éliminer le brûlage de routine d'ici 2030, de viser presque zéro émission de méthane amont d'ici 2030 et d'être Net Zero sur les émissions opérées de Scope 1+2 d'ici 2050.

En Europe, TotalEnergies soutient le paquet « Fit for 55 » et notamment certains éléments clés comme la généralisation du prix du carbone, le développement massif des énergies renouvelables, la mise en place des infrastructures et le développement de carburants bas carbone et de renouvelables à destination du transport. Les réponses de la Compagnie aux consultations de la Commission européenne liées au climat sont publiques, toutes consultables en ligne.

TotalEnergies a notamment publié sur son site en février 2026 une position de soutien à la mise en œuvre du Règlement méthane européen (EU MER) tout en demandant davantage de clarté sur les exigences de conformité applicables aux importateurs de pétrole et de gaz et en rappelant la nécessité de garantir la sécurité d'approvisionnement et l'accessibilité de l'énergie. TotalEnergies encourage les pays producteurs, via l'adhésion de leurs compagnies nationales à l'OGDC et/ou à l'OGMP et/ou à d'autres initiatives volontaires, à mettre en place des cadres et des politiques favorisant la surveillance du méthane et les actions de réduction des émissions. TotalEnergies appelle également à une approche pragmatique pour établir une équivalence réglementaire avec les pays disposant de tels cadres et politiques.

Revue des participations dans les associations professionnelles

TotalEnergies participe activement aux associations nationales et internationales du monde des affaires et de l'industrie. Depuis 2019, nous publions nos six principes sur notre engagement responsable en matière de changement climatique au sein des associations industrielles.

Nos six principes Climat :

1. TotalEnergies reconnaît le lien établi par la science entre les activités humaines, notamment l'usage des énergies fossiles et le changement climatique.
2. TotalEnergies reconnaît l'Accord de Paris comme une avancée majeure dans la lutte contre le réchauffement climatique et soutient les initiatives des États parties prenantes pour atteindre les objectifs de cet accord.
3. TotalEnergies soutient la mise en place d'une tarification du carbone.
4. TotalEnergies soutient les politiques, initiatives et technologies visant à promouvoir le développement des énergies et des bioénergies durables (biocarburants, biogaz) ainsi que les énergies et les technologies visant à la décarbonation des procédés industriels et des transports.
5. TotalEnergies promeut le rôle du gaz naturel comme énergie de transition, en particulier en remplacement du charbon et pour pallier l'intermittence des énergies renouvelables. TotalEnergies soutient les politiques visant à mesurer et réduire les émissions de méthane pour tendre vers l'ambition de zéro émission de méthane.
6. La Compagnie soutient les mécanismes de compensation carbone nécessaires à l'atteinte de la neutralité carbone, dans le cadre de marchés organisés et certifiés assurant la qualité et la durabilité des crédits carbone. TotalEnergies promeut une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En 2024, TotalEnergies a publié un rapport présentant les résultats détaillés de la revue des associations. Il est disponible sur le site institutionnel de la Compagnie. Tous les deux ans, TotalEnergies procède au recensement des associations professionnelles dont elle est membre et effectue une revue des six principes sur une sélection d'entre elles. Au premier semestre 2026, nous publierons les résultats de cette nouvelle revue portant sur une sélection de plus de 100 associations présentes dans plus de 20 pays. Dorénavant, une revue intermédiaire annuelle sera réalisée sur les associations sélectionnées lors du recensement complet tous les deux ans.

LES PRINCIPALES INITIATIVES COLLECTIVES SOUTENUES PAR TOTALENERGIES

Axes	Nom de l'initiative collective	Périmètre
ÉNERGIES ET CLIMAT	• 3x Renewables	Monde
	• Oil and Gas Decarbonization Charter	Monde
	• OGMP 2.0	Monde
	• Aiming For Zero Methane	Monde
	• Carbon Measures	Monde
AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS	• Global Deal	Monde
	• Women's Empowerment Principles - Equality Means Business (UNGP)	Monde
	• Closing the gender gap - a call to action (WEF)	Monde
	• Charte du Réseau mondial sur l'entreprise et le handicap de l'OIT	Monde
	• The Valuable 500	Monde
	• Manifeste pour l'inclusion des personnes handicapées dans la vie économique	France
	• Inclusion and Diversity Pledge (ERT)	Europe
	• Charte - Autre Cercle	France
	• Elles bougent	France
PRENDRE SOIN DE L'ENVIRONNEMENT	• Act4Nature International	Monde
	• CEO Water Mandate	Monde
	• Engagement économie Circulaire AFEP	Monde
	• UN Global Compact Ocean Stewardship Coalition	Monde
	• UNESCO - Ocean Decade (via Corporate Data Group)	Monde
AVOIR UN IMPACT POSITIF POUR LES PARTIES PRENANTES	• The Voluntary Principles on Security and Human Rights (VPSHR)	Monde
	• The United Nations Guiding Principles on Business and Human Rightsas endorsed by the UN Human Rights Council in 2011	Monde
	• The United Nations Global Compact Principles	Monde
	• The B Team Responsible Tax Principles	Monde
	• Partnering Against Corruption Initiative (PACI)	Monde
	• Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)	Monde
	• Le Collectif des entreprises pour une économie plus inclusive	France

Nos évaluations extra-financières

NOTATIONS EXTRA-FINANCIÈRES DE TOTALENERGIES

	TotalEnergies Février 2026	Classement par rapport à nos pairs(1)
MSCI	A	2e (ex æquo)
SUSTAINALYTICS	Risque moyen	1er
ISS ESG	B- I Prime	1er (ex æquo)

(1) Pairs : ExxonMobil, Shell, BP, Chevron, ENI, Equinor.

TotalEnergies est aujourd'hui reconnue dans les principales évaluations extra-financières comme une référence dans son secteur d'activité pour sa stratégie et ses actions en faveur de la transition énergétique, sa prise en compte des questions environnementales, ses exigences en matière de responsabilité sociale et de bonne gouvernance, et son haut niveau de transparence.

En 2025, TotalEnergies continue de figurer dans de nombreux indices extra-financiers regroupant les compagnies les plus performantes, notamment dans l'indice FTSE4Good et dans les indices MSCI Europe Screened, MSCI World Screened, MSCI Europe Filtered et MSCI ACWI Select Screened.

Autres évaluations

Classement par l'AIE, EDF (Environmental Defense Fund) et UNEP

Avec un total de 21 points, TotalEnergies arrive dans les premières places du classement du « Progress 2025: An Assessment of Transparency of the Oil and Gas Industry » qui évalue les 116 plus grandes compagnies O&G mondiales sur la base de 25 indicateurs répartis en 3 catégories i) Targets, ii), Strategies for implémentation, iii) *Disclosure & reporting*. La note moyenne est de 9 points.

WBA (World Benchmarking Alliance)

En 2025, TotalEnergies a obtenu le meilleur score pour la thématique « Just Transition », au classement général (sur près de 2 000 entreprises) et au sein du secteur *oil & gas* (où 94 entreprises ont été évaluées à l'échelle mondiale). TotalEnergies obtient également un bon score pour la thématique « Social », se plaçant au 15e rang sur 2 000 entreprises évaluées.

VBDO

Avec un score de 69,2, TotalEnergies est classée 5e sur 30 entreprises en termes de biodiversité dans le premier *Business & Biodiversity Benchmark* de la coalition VBDO, publié en novembre 2025. Ce score place TotalEnergies au meilleur parmi ses pairs. Notamment, la qualité de nos plans d'action biodiversité est donnée en exemple de bonne pratique dans le rapport qui accompagne le classement.

Ecovadis

Dans le cadre du Sustainability Rating de 2025, TotalEnergies a obtenu une médaille de platine pour TotalEnergies Electricité et Gaz France SA (avec une note de 87/100, soit dans le 1% des entreprises les mieux notées). TotalEnergies a également obtenu des médailles d'or pour ses filiales Hutchinson (84/100), Saft (82/100), TotalEnergies Marketing Services SAS (82/100) et TotalEnergies Raffinage Chimie SAS (81/100), les plaçant dans les premiers 5% des entreprises notées dans ce palmarès.

Britain's Most Admired Companies

En 2025, TotalEnergies a reçu *l'award* de *Britain's Most Admired Companies* dans sa catégorie, récompense basée sur des critères extra-financiers tels que l'engagement en faveur de la réduction de l'impact environnemental et de la diversité et l'inclusion.


Parc multi-énergies La Perrière, La Réunion. - France.

Climat & Énergie Durable

45 Impacts climat de notre stratégie : nos résultats 2025 et nos objectifs 2026-2030

46 Positionnement des objectifs de TotalEnergies à l'horizon 2030 au regard des scénarios de l'AIE

Réduire nos émissions

47 Réduction de nos émissions Scope 1+2 à horizon 2030

48 Amélioration de l'efficacité énergétique de nos sites : la mise en œuvre du plan d'action 2023-2025

50 Décarboner nos sites opérés par l'électrification et l'approvisionnement en électricité bas carbone

51 Tendre vers zéro émission de méthane

54 Sur la voie de la décarbonation de l'hydrogène consommé dans nos raffineries européennes d'ici 2030

55 Travailler activement avec nos partenaires sur les actifs non opérés

Réduire les émissions de nos clients

57 Être partenaire de la neutralité carbone de nos clients

59 *Focus.* Partenariat stratégique entre TotalEnergies & Airbus

60 *Focus.* Accélérer la décarbonation des data centers grâce à des partenariats stratégiques

61 Accompagner l'électromobilité

62 Nouvelles énergies bas carbone

63 Quels indicateurs pertinents pour réduire les émissions des GES à l'échelle mondiale ?

64 Réductions d'émissions induites (« Scope 4 »)

Solutions pour les émissions résiduelles

65 Développer le captage et le stockage géologique du carbone pour réduire nos émissions et celles de nos clients

66 Compenser les émissions résiduelles avec les puits de carbone fondés sur la nature

67 Innover pour accélérer la transition énergétique


Intervention de maintenance sur le parc éolien de Sorbon 2 - Les Ardennes - France.

Impacts climat de notre stratégie : nos résultats 2025 et nos objectifs 2026-2030

		2015	2024	2025 Objectifs	2025 Réalisations	2026 Objectifs	2030
Scope 1+2 **Émissions opérées (100 %)** Mt CO_2e	**Installations Pétrole & Gaz**	vs 2015 46	- 36 % 29,4		- 38 % 28,4		
	CCGT	0	4,9		4,7		
	Émissions Scope 1+2	46	34	< 37	33,1	< 34	25-30 (1) > - 40 % (1)
Méthane **Émissions opérées (100 %)** kt CH_4		vs **64 kt** en 2020	- 55 % 29	- 60 %	- 65 % 22,5	- 70 %	- 80 %
Intensité carbone cycle de vie **Produits énergétiques vendus (2) (Scope 1+2+3)** g CO_2e/MJ		73	- 16,5 %	> - 17 %	- 18,6 %	~ - 19 %	- 25 %
Scope 3 **(Catégorie 11)** Mt CO_2e		410 (3)	342	< 400	335		< 400

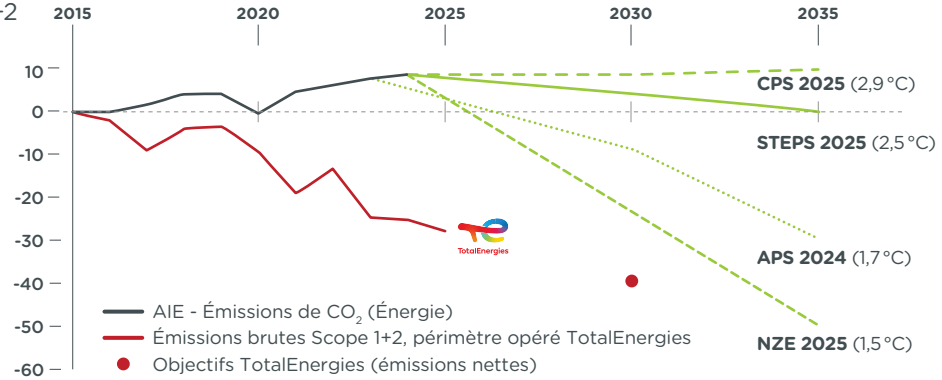
(1) Net de puits de carbone fondés sur la nature, utilisés à partir de 2030. **(2)** Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus. (se reporter au glossaire pour la définition). **(3)** En 2015, le Scope 3 catégorie 11 a été publié à 410 Mt CO_2e. Cette référence est maintenue pour évaluer l'évolution du Scope 3. Si le Scope 3 catégorie 11 de 2015 avait été recalculé selon la méthodologie de la chaîne de valeur d'IPIECA (parue en 2016) sur la chaîne de valeur gaz, introduite à compter des données publiées de 2021, alors le Scope 3 catégorie 11 de 2015 serait ressorti à 465 Mt CO_2e, dont 344 Mt CO_2e sur la chaîne de valeur pétrole et 121 Mt CO_2e sur la chaîne de valeur gaz.

Positionnement des objectifs de TotalEnergies à l'horizon 2030 au regard des scénarios de l'AIE

ÉMISSIONS NETTES SCOPE 1+2 DE NOS OPÉRATIONS

Émissions mondiales de CO_2 (tous secteurs confondus) – Scénarios AIE (WEO 2024 et 2025[1])

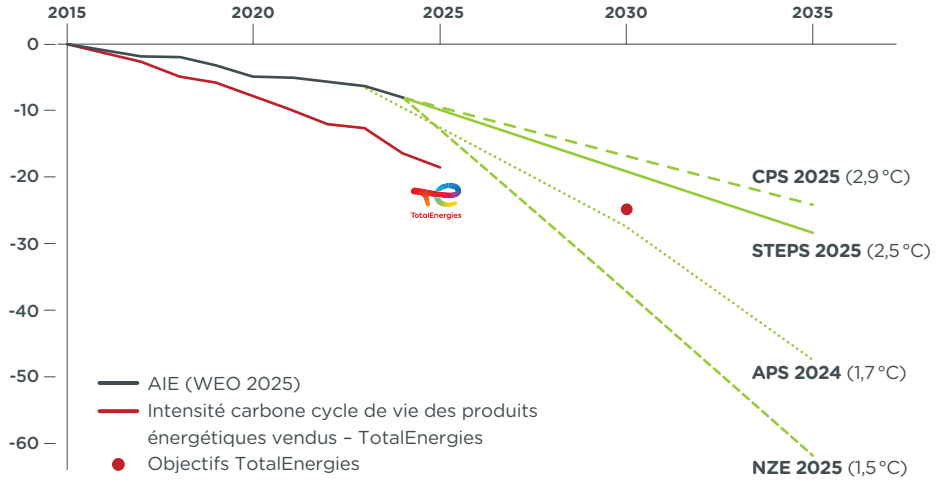
En % par rapport à 2015



INTENSITÉ CARBONE EN CYCLE DE VIE[2]

Scénarios AIE (WEO 2024 et 2025)

En % par rapport à 2015



(1) Basés sur le World Energy Outlook de l'AIE 2024 et 2025, https://www.iea.org/reports/world-energy- outlook-2024. License CC by 4.0. Émissions mondiales de CO_2 issues de la combustion d'énergie et des process industriels. Pour TotalEnergies, les émissions sont hors effet Covid-19 en 2020 et 2021, et prennent en compte des projets de puits de carbone fondés sur la nature, à partir de 2030.
(2) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (lire Lexique du rapport pour plus de détails) et évolution de l'intensité carbone de l'énergie mondiale calculée comme le rapport entre les émissions mondiales de CO_2 des énergies fossiles (Mt CO_2) et l'approvisionnement total en énergie primaire (EJ) du World Energy Outlook de l'AIE 2024 et 2025. La production d'électricité renouvelable (éolienne, solaire, hydroélectrique) intégrée dans ces scénarios est ramenée sur une même base fossile en prenant en compte un facteur de substitution de 2,63 (38 %) pour les rendre comparables avec l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus de TotalEnergies.

La réduction des émissions de GES des sites opérés (Scope 1+2) est au cœur de l'ambition de TotalEnergies de fournir plus d'énergie en réduisant les émissions de GES. L'objectif de baisse de 40% des émissions nettes de Scope 1+2 opéré est en phase avec l'objectif de baisse du programme « Fit for 55 » de l'Union européenne (-37% entre 2015 et 2030) et du scénario Net Zéro Émissions (NZE) 2025 de l'AIE (-23% entre 2015 et 2030). Les objectifs de TotalEnergies de baisse de l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus[1] (environ -19% en 2026 et -25% en 2030) positionnent la Compagnie sur une trajectoire proche du scénario APS (Announced Pledges Scenario) du World Energy Outlook 2024 de l'AIE, qui fait l'hypothèse d'une mise en œuvre intégrale des objectifs de neutralité carbone pris par les États parties à l'Accord de Paris.

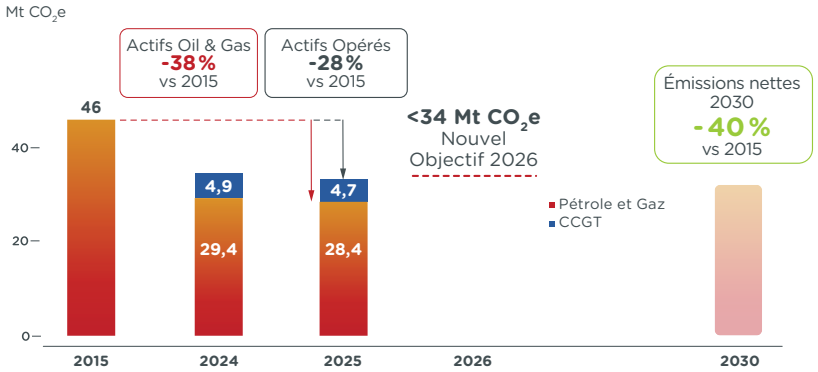
Une tierce partie indépendante (Wood Mackenzie) a audité les calculs réalisés et les trajectoires présentées des émissions Scope 1+2 et de l'Intensité carbone[1].

Fin 2025, l'ONG Transition Pathway Initiative (TPI) a évalué la trajectoire de l'intensité carbone cycle de vie[1] de la Compagnie (évaluation « Carbon Performance »[2]) et considère qu'elle est alignée avec un scénario inférieur à 2°C en 2050.

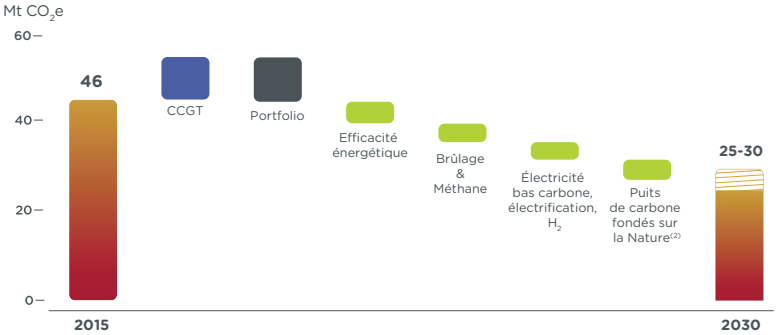
(1) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (se reporter au glossaire pour la définition)
(2) L'évaluation de TotalEnergies par le Transition Pathway Initiaive (TPI) est disponible sur le suite internet de TPI.

Réduction de nos émissions Scope 1+2 à horizon 2030

ÉMISSIONS SCOPE 1+2 DES INSTALLATIONS OPÉRÉES



ÉMISSIONS SCOPE 1+2 DES INSTALLATIONS OPÉRÉES : NOS LEVIERS POUR ATTEINDRE NOTRE OBJECTIF EN 2030[1]



(1) Net des puits de carbone fondés sur la nature. **(2)** Les crédits NBS se seront utilisés qu'à partir de 2030.

La première responsabilité de TotalEnergies en tant que producteur d'énergies fossiles est de réduire les émissions sur ses sites. En 2024, la Compagnie a lancé l'initiative Our 5 Levers for a Sustainable Change qui soutient la mobilisation de tous les collaborateurs pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation des technologies bas carbone dans les opérations de TotalEnergies.

Nos progrès en 2025

TotalEnergies poursuit résolument la réduction des émissions de ses sites opérés. Ainsi, au périmètre des installations pétrolières et gazières[1], les émissions des actifs opérés par la Compagnie ont baissé de 38 % par rapport à 2015. En 2025, la concrétisation de plus de 85 projets de réduction d'émissions de GES a permis à TotalEnergies une diminution de plus de 0,7 Mt CO_2e sur ses actifs opérés.

Dans le même temps, les émissions liées à la génération d'électricité flexible ont baissé de 0,2 Mt CO_2e du fait de l'évolution du portefeuille opéré et d'un taux d'utilisation plus faible des CCGTs aux États-Unis. Ainsi, les émissions opérées globales ont baissé de 28 % par rapport à 2015. Ces efforts continus de réduction ont permis de diminuer l'intensité Scope 1+2 des actifs opérés *oil & gas* Amont, de 21 kg CO_2e/bep en 2015 à moins de 16 kg CO_2e/bep en 2025[2]. Ces résultats placent TotalEnergies parmi les acteurs ayant les meilleures intensités de l'industrie.

En appui à l'objectif inchangé de 40% de réduction sur les émissions nettes Scope 1+2 opéré, la trajectoire du périmètre Oil & Gas opéré permet d'envisager une réduction brute de -50% des émissions Scope 1+2 de ce secteur à 2030.

Nos objectifs

Compte tenu de l'avance prise sur la réalisation de ses objectifs intermédaires, TotalEnergies a renforcé en 2024 son ambition de réduction d'émissions de GES de ses actifs opérés en se fixant un objectif pour 2025 de 37 Mt CO_2e/an, contre 38 Mt CO_2e/an précédemment. Cet objectif a été atteint en 2025 avec 33,1 Mt CO_2e/an, en baisse de 1,1 Mt CO_2e/an par rapport à 2024. TotalEnergies se dote d'un objectif 2026 de réduction d'émissions de GES de ses actifs opérés à hauteur de 34 Mt CO_2e/an.

TotalEnergies réaffirme son objectif de baisse des émissions sur ses actifs opérés, qui vise à réduire ses émissions nettes[3] Scope 1+2 à 2030 de 40% par rapport à 2015, après mobilisation d'environ 5 millions de crédits issus de puits de carbone fondés sur la nature. Cette compensation n'interviendra qu'à partir de 2030 pour les émissions résiduelles, sur la base d'une consommation d'environ 10% par an du stock de crédits carbone de la Compagnie.

(1) Activités *oil & gas* Amont et Aval (n'incluant pas les CCGT).
(2) L'intensité *oil & gas* Amont opérée est calculée hors usines GNL.
(3) Le calcul des émissions nettes prend en compte des projets de puits de carbone fondés sur la nature, à partir de 2030.

Amélioration de l'efficacité énergétique de nos sites : la mise en œuvre du plan d'action 2023-2025



« Our 5 Levers for a Sustainable Change »
Levier 1. Consommations d'énergie

Dans mes opérations, je passe en revue toutes mes consommations d'énergie et je vise à les minimiser.

Dans mes projets, je conçois les installations de façon à minimiser les consommations d'énergie.

Premier plan d'amélioration d'efficacité énergétique, à plus de

1 G$

Réduction de plus de

2 Mt CO_2e/an

Économie d'énergie et de CO_2 de

200 M$/an

Économiser l'énergie utilisée dans les opérations de la Compagnie est vertueux à plusieurs titres : c'est contribuer à l'effort collectif d'efficacité énergétique, agir sur la réduction des émissions de GES de la Compagnie et baisser ses coûts.

En septembre 2022, TotalEnergies a lancé un plan d'accélération de l'amélioration de l'efficacité énergétique sur ses sites partout dans le monde.

Ce plan a permis d'accélérer les actions entreprises depuis plusieurs années dans les secteurs opérationnels de la Compagnie, avec au total plus de 140 projets réalisés en 2025, dont plus de 100 initiatives pour l'Exploration-Production, plus de 40 pour le Raffinage-Chimie et plus de 5 pour les secteurs Marketing & Services et Integrated Power.

À fin 2025, ces investissements s'élèvent comme prévu dans ce premier plan d'amélioration d'efficacité énergétique, à plus de 1 milliard de dollars : ils ont permis de réduire les émissions de plus de 2 Mt CO_2e/an et de concrétiser une économie d'énergie et de CO_2 de 200 M$/an suite au plan d'investissement réalisé sur la période 2023-2025.

Compte tenu des projets d'efficacité remontés par les équipes des sites industriels, un second plan d'amélioration de l'efficacité énergétique est déployé sur les années 2026-2028 pour un montant d'un milliard de dollars.

Réalisations efficacité énergétique

Les sites du Raffinage-Chimie ont réalisé un total de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de plus de 1 Mt CO_2e sur la période 2023-2025 grâce au plan d'amélioration de l'efficacité énergétique. En 2025, le grand arrêt de la raffinerie d'Anvers a été l'occasion de déployer sept projets pour un investissement d'environ 40 millions de dollars, permettant une réduction annuelle d'environ 50 kt CO_2e. Les principaux sujets d'amélioration ont porté sur l'optimisation des fours et des trains de préchauffage, sur l'électrification ainsi que sur la performance des échangeurs. Ces projets abaisseront durablement l'empreinte carbone du site d'Anvers.

Toujours en 2025, à l'occasion du grand arrêt du vapocraqueur de la raffinerie de Normandie, des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique ont abouti à une réduction annuelle d'environ 35 kt CO_2e/an, principalement avec la mise en œuvre de nouvelles technologies optimisant les fours et les équipements d'échanges de chaleur.

Excellence opérationnelle

A l'Exploration-Production, sur le Bloc 17 en Angola, l'installation d'unités mobiles de filtration pour maintenir la propreté de l'huile de lubrification des équipements rotatifs améliore la fiabilité et réduit le brûlage en minimisant les temps d'arrêt. Une huile plus propre prévient l'usure prématurée et les défaillances, assurant un fonctionnement continu du compresseur et évite ainsi les interruptions de production qui entraînent généralement du brûlage. Cette approche soutient non seulement la performance environnementale avec une réduction de 13 kt CO_2e/an, mais améliore également l'efficacité opérationnelle en prolongeant la durée de vie des équipements et en réduisant les coûts de maintenance.


Préchauffeur d'air du four 2F4 du vapocraqueur plateforme de Normandie - France.

En 2025, la filiale Pays-Bas de l'Exploration-Production a optimisé le système de compression d'export sur le champ de K5CC en remplaçant deux compresseurs basse pression par un seul compresseur tout en maintenant des profils de production identiques, voire meilleurs. Après la mise en œuvre en juin 2025 de ce projet, seulement deux compresseurs et turbines d'export sont nécessaires au lieu de trois, ce qui permet une économie de l'ordre de 5 millions de m³ de gaz par an, équivalent à la consommation de plus de 5000 foyers néerlandais. Cela représente environ 13 % de la consommation de gaz du champ de K5CC et cela contribue à une réduction de ~10 kt CO_2e par an.

Adaptation du design des installations

A l'Exploration-Production, en 2025, les émissions de GES liées à la compression du gaz de l'usine d'Aguada Pichana Este en Argentine ont été significativement réduites grâce à une meilleure utilisation de la forte pression naturelle des réservoirs. Cette amélioration opérationnelle a conduit à une réduction annuelle des émissions directes de l'usine de l'ordre de 65 kt CO_2e.

Dans les centrales à cycle combiné (CCGT) du secteur Integrated Power, la réduction des émissions de GES repose notamment sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et des performances des turbines. En 2025, le train 8 de la centrale de Saint-Avold a été modernisé grâce à l'installation d'un ATEP (*Advanced Turbine Efficiency Package*). Cette mise à niveau de performance consiste à remplacer des pièces clés de la turbine par des composants plus performants (matériaux plus résistants, meilleure aérodynamique, refroidissement amélioré et étanchéité renforcée). Ces modifications visent une augmentation du rendement, une réduction de la consommation de gaz, et donc une diminution des émissions de CO_2, grâce à une meilleure efficacité du cycle combiné.

FAITS MARQUANTS

Allemagne

Au Marketing & Services, le site de Brunsbüttel en Allemagne - installation industrielle qui distille les bruts pour les transformer en bitumes - a déployé un plan global pour réduire sa consommation d'énergie, notamment en récupérant la chaleur fatale du processus de distillation (à 360°C). Cette chaleur permet maintenant de préchauffer les bruts et de produire de la vapeur. Le process tout entier a fait l'objet d'une revue pour réduire les pertes énergétiques : réduction des pertes de vapeur, isolation des cuves de stockage de bitumes et baisse de leur température en concertation avec les clients. La combustion des fours a aussi été optimisée avec des capteurs de CO (monoxyde de carbone), ce qui a abouti à une économie d'énergie de 4%. La consommation d'énergie rapportée à la tonne de brut a diminué de 20% sur les dix dernières années et les réductions des émissions Scope 1+2 ont été réduites de 33% par rapport à 2015, soit 16 kt CO_2e de réduction par an.


Site de Brunsbüttel - Allemagne.

Décarboner nos sites opérés par l'électrification et l'approvisionnement en électricité bas carbone


Nouvelle ferme solaire de TotalEnergies (14 MW) pour l'actif EP Neuquèn en Argentine.

Approvisionnement en électricité bas carbone

Au Raffinage-Chimie, l'ambition est de fournir à nos installations opérées en Europe et aux États-Unis un approvisionnement en électricité 100% bas carbone par notre initiative Go Green.

Ainsi, en Europe, jusqu'à 5,2 TWh/an seront fournis aux actifs industriels du Raffinage-Chimie. Cette électricité proviendra en partie du portefeuille renouvelable européen dont 1,8 TWh/an est en opération et 3,4 TWh/an en cours de développement ainsi que du portefeuille de garanties d'origine de la Compagnie.

Aux États-Unis, environ 1,2 TWh/an sera fourni aux actifs Raffinage-Chimie à partir du portefeuille renouvelable au Texas. Les actifs Danish et Myrtle, déjà en service, fournissent environ 1 TWh/an. Le complément sera fourni à partir du portefeuille de projets renouvelables détenus par la compagnie aux États-Unis à compter de 2026.

Cette action d'approvisionnement en électricité bas carbone illustre notre « Lever 2 for a Sustainable Change » qui vise à utiliser les technologies bas carbone dans nos propres opérations et permettra une réduction des émissions de plus de 2 Mt CO_2e/an sur le Scope 2 de la branche Raffinage-Chimie par rapport à 2015.

En Argentine, à l'Exploration-Production, pour répondre à la demande électrique des sites à terre de Rio Cullen et Cañadon Alfa, TotalEnergies a conçu l'installation d'un système hybride de production d'électricité, incluant un parc éolien de 8,4 MW associé à 9,2 MWh de batteries, accompagné d'une augmentation de la capacité de transport électrique entre Cañadon Alfa et Rio Cullen. Ce projet qui tire parti du potentiel éolien de la région a été mis en service en janvier 2026 et devrait réduire les émissions de 36 ktCO_2e par an, au travers de la baisse de consommation de gaz combustible pour alimenter le site en énergie.

Sur l'actif Neuquèn, l'usine d'Aguada Pichana Este a été reliée au réseau électrique national grâce à la mise en œuvre d'un vaste projet d'électrification comprenant une sous-station de 132 kV et une ligne de transmission de 43 km. Une centrale solaire de 14 MW a été construite et pour gérer l'intermittence, un contrat d'achat à long terme d'électricité est signé pour fournir principalement de l'énergie renouvelable (à hauteur de 80 à 100 %). Ce projet permet de réduire la consommation de gaz combustible et le torchage, tout en augmentant la disponibilité et il réduit les émissions du site d'environ 46 kt CO_2e/an.

Toujours à l'Exploration-Production, au Nigéria, le site OML 58 a installé une centrale solaire combinée à des batteries pour réduire l'énergie demandée aux turbines à gaz qui produisent l'électricité. Pour relier le site à la centrale solaire, un câble électrique de 6 kV d'environ 1 km a été installé. L'énergie générée par cette centrale solaire réduit le gaz combustible consommé par les turbines à gaz et diminue ainsi les émissions de l'ordre de 13 kt CO_2e/an.

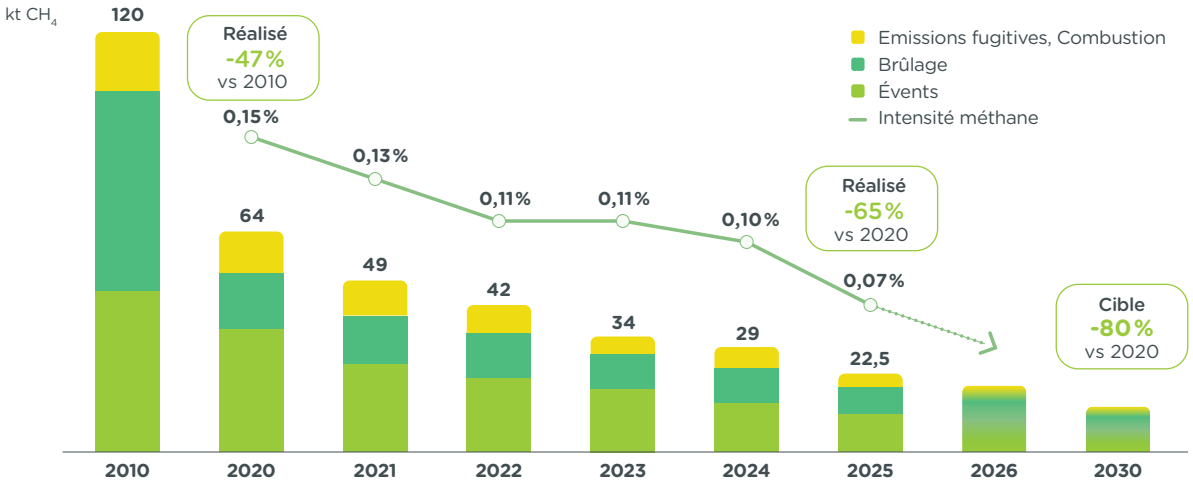
Dans le secteur Integrated Power et dans le cadre d'un programme pluriannuel, la centrale CCGT de Bayet a installé des panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments, au sol ainsi que sur les ombrières de parking afin de produire de l'électricité en autoconsommation. Cette initiative vise à améliorer l'efficacité de l'installation en réduisant l'appel de puissance des auxiliaires lorsque la centrale est en fonctionnement. Elle a également pour objectif de limiter la consommation électrique du site durant les périodes d'arrêt de l'unité.

Électrification des installations

Sur la période 2023-2025, la branche Marketing & Services a mené plusieurs projets d'électrification, notamment celui d'électrifier les ravitailleurs pour le secteur de l'aviation en France et le projet de Beverwijk aux Pays-Bas. Dans l'usine de lubrifiants de Beverwijk, le process - initialement basé sur une chaudière fournissant de la chaleur à partir de la combustion de gaz naturel - utilise à présent un système à induction alimenté par de l'électricité renouvelable. Depuis la réalisation de ce projet en 2024, les émissions de gaz à effet de serre en intensité par tonne de lubrifiant produit sont passées de 38 kg CO_2e/tonne de lubrifiant à 1,6 kg CO_2e/tonne et la consommation énergétique est passée de 200 kWh/t à 120 kWh/t.

Tendre vers zéro émission de méthane

ÉMISSIONS DE MÉTHANE SUR SITES OPÉRÉS



Avec un pouvoir réchauffant 30 fois plus élevé que le CO_2 et une courte durée de vie dans l'atmosphère(1), le méthane est un gaz à effet de serre dont la réduction rapide est considérée comme l'un des leviers les plus efficaces pour avoir un impact à court terme sur le réchauffement climatique. Ainsi, le Global Methane Pledge - lancé lors de la COP26 et signé par plus de 150 pays - vise une réduction de 30% des émissions de méthane tous secteurs confondus (agriculture, déchets, énergie) en 2030 par rapport à 2020 et les experts estiment l'impact d'une réduction de cette ampleur à - 0,2°C sur la température moyenne mondiale dès 2050(2).

Le secteur du pétrole et du gaz dispose des technologies, des compétences techniques et des capacités opérationnelles nécessaires pour agir rapidement sur les émissions de méthane issues de ses opérations. TotalEnergies considère qu'il est de la responsabilité de ce secteur de réduire ses émissions de méthane pour tendre vers presque zéro émission de méthane dès 2030 et entend conserver son rôle de leader dans l'industrie sur le méthane.

Progrès depuis 2010

Entre 2010 et 2020, TotalEnergies a réduit de près de moitié les émissions de méthane de ses actifs opérés. Ces émissions sont ensuite passées de 64 kt CH_4 en 2020 à 22,5kt CH_4 en 2025, soit une réduction de 65%, dépassant l'objectif de 60% de réduction entre 2020 et 2025. TotalEnergies se fixe un nouvel objectif de -70% en 2026, en bonne voie pour atteindre son objectif de réduction de 80% en 2030 ou plus tôt, par rapport à 2020. En termes d'intensité des émissions de méthane(3) sur la production pétrolière et gazière opérée, TotalEnergies a atteint en 2025 0,07% et ainsi déjà atteint son objectif 2030 de passer sous le seuil de 0,1%.

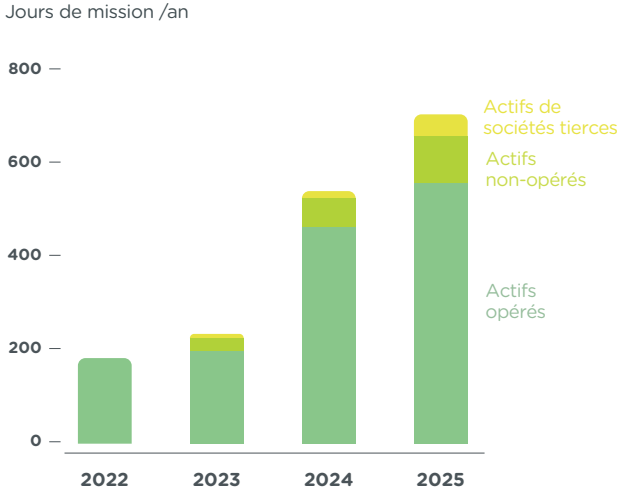
Pionniers dans la détection et la mesure des émissions de méthane

Dès 2022, TotalEnergies a déployé la technologie de drones AUSEA(4) sur ses sites Amont opérés en complément des campagnes de détection et de réparation (dites LDAR en anglais pour « Leak Detection And Repair ») menées annuellement. Embarqué sur un drone, le bi-capteur ultraléger détecte simultanément le méthane et le CO_2 avec une grande précision et est aujourd'hui considéré comme une technologie de référence internationale et parmi les meilleures technologies de drones pour la détection de méthane(5).

Tous les sites Amont opérés de la Compagnie font actuellement l'objet d'une campagne de détection par AUSEA au moins une fois par an TotalEnergies a partagé cette technologie avec plusieurs partenaires de l'industrie (notamment Petrobras, Socar, Sonangol, NNPC, ONGC, Oil India), ainsi que plus récemment en 2025 avec Veolia, dans le secteur du traitement de déchets et d'eaux usées. 560 journées d'opération AUSEA ont été réalisées en 2025 sur les actifs opérés de TotalEnergies, près de 100 sur des actifs non-opérés et près de 50 sur des actifs de sociétés tierces.

(1) De l'ordre d'une douzaine d'années contre plusieurs centaines d'années pour le CO_2 . Pouvoir de réchauffement global de l'ordre de 30 sur 100 ans (source 6e rapport d'évaluation du GIEC de 2021)
(2) Se référer au texte complet du Global Methane Pledge
(3) Intensité des émissions de méthane (se reporter au glossaire)
(4) Airborn Ultralight Spectrometer for Environmental Application
(5) Etude Stanford & IMEO : Controlled release testing of multiple European methane measurement technologies

DÉPLOIEMENT MONDIAL - AUSEA™



En 2025, comme annoncé lors de la COP29, TotalEnergies a franchi une nouvelle étape pour identifier en temps réel les émissions de méthane, aussi bien liées à des fuites qu'à des procédés opérationnels désoptimisés, et pour mettre immédiatement en œuvre les mesures correctrices. Ce plan de détection continue s'appuie sur 13 000 capteurs, déployés sur l'ensemble des actifs Amont opérés, et fait appel à des technologies éprouvées telles que des capteurs IoT(1), des caméras infrarouges, des débitmètres et des systèmes de surveillance prédictive des émissions placés au niveau des sources de combustion.

En 2025, un Methane Tracking Center (MTC), situé à Pau, a été créé pour centraliser et consolider les données issues des différents moyens de détection au niveau mondial qu'ils soient périodiques ou continus et en temps réel. Grâce à des outils digitaux et au savoir-faire de l'équipe constituée d'une dizaine d'experts, le MTC analyse les données, alerte les opérateurs et apporte un soutien en cas de besoin.

(1) Internet of Things
(2) Methane Emissions Technology Evaluation Cente
(3) Controlled Test Protocol Version – Emission Detection and Quantification Protocol Version 1.2 April 2025.

Les technologies utilisées sur les sites opérés de TotalEnergies ont été testées et validées au préalable sur la plateforme interne TADI (TotalEnergies Anomalies Detection Initiative), située à Lacq, qui est l'une des deux plateformes au monde de tests avec METEC(2) de l'Université d'Etat du Colorado aux Etats-Unis. TADI et METEC ont co-publié(3) en avril 2025 un protocole international d'évaluation des technologies de détection et de quantification de méthane, illustrant la volonté de la Compagnie de favoriser la collaboration internationale pour l'évaluation harmonisée des technologies de mesure et détection des émissions de méthane.

Actions de réduction par sources d'émissions de méthane

TotalEnergies se mobilise de longue date pour réduire ses émissions de méthane en agissant spécifiquement sur chacune des quatre sources : le brûlage, les évents, la combustion stationnaire et la détection continue en temps réel pour identifier d'éventuelles émissions fugitives.

Actions sur le brûlage

Lors du brûlage, la combustion du gaz au niveau de la torche est incomplète et de l'ordre de 2% du gaz envoyé à la torche n'est pas brûlé, le reste (98%) étant transformé en CO_2 après combustion. Les actions de réduction du brûlage décrites ci-dessous réduisent donc directement les émissions de méthane.

L'élimination du brûlage de routine est une priorité pour baisser les émissions de méthane et de CO_2. Depuis 2000, TotalEnergies a pris l'engagement de ne plus y recourir pour ses nouveaux projets. Membre fondateur de l'initiative « Zero Routine Flaring by 2030 » de la Banque mondiale depuis 2014, la Compagnie s'est engagée à mettre fin à ce type de brûlage d'ici 2030 et pour atteindre cet objectif, a mis en œuvre plusieurs projets d'ampleur sur ses sites.

Au Nigéria, l'actif OML100 représentait en 2020 57% du torchage de routine mondial pour l'Exploration-Production. L'arrêt du brûlage de routine sur le bloc offshore d'OML100 est devenu effectif en 2023. Il s'agissait du dernier actif de TotalEnergies au Nigéria ayant du brûlage de routine par design (conception initiale, installations mises en service en 1993). Des modifications significatives des installations ont été réalisées afin d'envoyer le gaz produit vers l'usine GNL de Bonny pour valorisation au lieu d'être brûlé. La réduction de GES est d'environ 330 kt CO_2e/an, dont 1,3 kt CH_4/an de méthane.

Au Congo, sur le site de Moho, la suppression du brûlage de routine a atteint sa phase finale en 2025 avec la recirculation des gaz de torche basse pression vers le procédé et la remise en service du compresseur de gaz basse pression. Ceux-ci ont permis de supprimer définitivement le torchage de routine sur le FPSO Alima de Moho Bilondo et de réduire les émissions du site de ~8 kt CO_2e/an. Le gaz précédemment brûlé – pour un volume d'environ 7 000 m^3/jour - est désormais valorisé en tant que gaz lift dans les puits ou gaz d'export vers l'actif de Nkossa.

TotalEnergies cherche aussi à réduire les autres formes de torchage. Au Gabon, sur les actifs Anguille et Torpille le système de brûlage de sécurité a ainsi été amélioré avec l'installation d'un nouveau nez de torche avec un stabilisateur de flamme, un système automatique d'allumage et une caméra. Le volume de gaz torché a été significativement réduit résultant en une réduction de 3,2 kt CH_4/an d'émissions de méthane soit 100 kt CO_2e/an.

Au Danemark, le brûlage a été réduit sur le site de Gorm grâce à l'installation d'un éjecteur afin de récupérer le gaz du séparateur basse pression habituellement brûlé. La mise en service de cet éjecteur, réalisé en avril 2025, a également permis une légère augmentation de la production de gaz grâce à la diminution de la pression dans le séparateur basse pression. Ce projet permet de réduire les émissions de méthane de 0,2 kt CH_4 soit 6 kt CO_2eq.



TotalEnergies lance également des projets de modification des installations avec des torches fermées. Les systèmes de torches fermées récupèrent et traitent les gaz résiduels, réduisant le volume de gaz torché aux seules situations d'urgence. En 2024, la première torche fermée a été installée sur le site de Tempa Rossa en Italie, résultant en une réduction de 1,3 kt CH_4 soit 40 kt CO_2e. Ces systèmes de récupération de gaz résiduels équipent désormais tous les nouveaux projets, comme par exemple le FPSO Egina au Nigeria lors de sa mise en service.

Au-delà des actions sur chacune de ces sources, tout nouveau projet inclut des critères de design stricts pour éviter les émissions de méthane : pas de gaz naturel pour les équipements pneumatiques, pas d'évent froid en continu et installation systématique de torches fermées.

Actions sur les évents

Les évents sont des rejets de méthane à l'atmosphère sans combustion. TotalEnergies a réduit ses évents depuis 2020 en reroutant le gaz allant aux évents vers le système d'export gaz ou vers la torche. Certains équipements – tels que des actuateurs pneumatiques – utilisent également du méthane comme gaz d'instrumentation et le remplacement de ces équipements par des solutions utilisant de l'air comprimé à la place du méthane a permis de réduire significativement les évents.

Aux États-Unis, sur le site du Barnett, le gaz instrument a ainsi été remplacé par de l'air comprimé sur 400 pads entre 2021 et 2024 permettant de réduire les émissions de 7,5 kt CH_4/an, soit 225 kt CO_2e/an. Désormais, près de la moitié du gaz naturel qui était auparavant utilisée dans les équipements est valorisée et exportée.

Une autre source d'évent est le gaz de couverture dans les bacs de stockage qui peut être du gaz combustible, garantissant la sécurité de l'installation par le maintien sous pression des bacs de stockage. En décembre 2024, au Nigeria, le gaz combustible utilisé comme gaz de couverture a été remplacé par un gaz inerte, l'azote, résultant en une réduction de 5,2 kt CH_4/an à 0,35 kt CH_4/an soit une baisse de 150 kt CO_2e/an.

Actions sur la combustion incomplète dans certains équipements

Certains équipements fonctionnant au gaz naturel (moteurs, fours, turbines) sont également source d'émissions de méthane au travers de la combustion incomplète. En Argentine sur le site de Neuquen, le raccordement de l'usine d'Aguada Pichana Este au réseau électrique national grâce à la construction d'une ligne électrique de 43km et d'une sous-station haute tension a permis d'arrêter la production électrique locale issue de moteurs fonctionnant au gaz et donc d'éliminer les émissions de méthane liées à ces équipements.

Maintien de notre leadership au sein de l'industrie

TotalEnergies a acquis au fil des années un savoir-faire robuste et une expertise technique significative en matière de réduction des émissions de méthane. TotalEnergies a développé et déployé avec succès des technologies innovantes de détection et de mesure des émissions de méthane.

TotalEnergies s'efforce de déployer ce savoir-faire et ces technologies sur ses actifs non opérés, ainsi qu'auprès de ses partenaires et auprès des autres compagnies du secteur pétrolier et gazier, notamment au travers de l'Oil & Gas Decarbonization Charter.

TotalEnergies promeut également l'OGMP 2.0 (*Oil & Gas Methane Partnership*) qui est le cadre de référence créé en 2020 et piloté par le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) pour le *reporting* méthane du secteur du pétrole et du gaz. Ce cadre incite les entreprises à poursuivre l'amélioration de l'exhaustivité et de la précision du *reporting* de leurs émissions, pour les périmètres opérés et non opérés afin de se concentrer sur la réduction des émissions les plus significatives. À ce jour, plus de 150 compagnies sont membres sur l'ensemble de la chaîne de valeur. TotalEnergies a été évalué *Gold Standard* OGMP 2.0 en 2025 pour la 5e année consécutive(1).

(1)] Se reporter au rapport du PNUE « Un œil sur le méthane : rapport 2025 »

Sur la voie de la décarbonation de l'hydrogène consommé dans nos raffineries européennes d'ici 2030

Pour réduire son empreinte carbone liée à la production, la transformation et la fourniture d'énergie à ses clients, un des leviers identifiés par la Compagnie est l'utilisation d'hydrogène bas carbone pour ses raffineries européennes, ce qui permettrait de réduire leurs émissions directes de CO_2 jusqu'à 3 Mt/an d'ici 2030.

En septembre 2023, TotalEnergies a lancé un appel d'offres afin d'utiliser jusqu'à 500 kt/an d'hydrogène bas carbone dans ses raffineries européennes à partir de 2030.

L'appel d'offres a suscité un vif intérêt au sein de l'industrie, mobilisant un large éventail d'acteurs locaux et internationaux. Dans ce cadre, TotalEnergies a d'ores et déjà contractualisé plus de 200 kt/an d'hydrogène bas carbone. Ces volumes sont destinés aux sites de La Mède, Grandpuits et Normandie en France, ainsi qu'à ceux de Leuna en Allemagne, Anvers en Belgique et Zeeland aux Pays-Bas.

L'atteinte de cette ambition d'utiliser jusqu'à 500 kt/an d'hydrogène bas carbone dans ses raffineries européennes à partir de 2030 dépend toutefois de la mise en place de cadres fiscaux et réglementaires nationaux permettant d'accompagner efficacement la réduction de l'empreinte carbone.

TotalEnergies déploie quatre types de projets :

- production d'hydrogène renouvelable dans les bioraffineries de TotalEnergies ;
- production d'hydrogène vert par TotalEnergies et ses partenaires ;
- accords de *tolling* ;
- contrats d'approvisionnement long terme en hydrogène vert.

Les premiers volumes d'hydrogène bas carbone sont attendus dès 2026.

La production d'hydrogène renouvelable dans les bioraffineries de TotalEnergies

À La Mède, une unité d'une capacité de 25 kt/an est en construction et sera opérée par Air Liquide. L'investissement de 150 M€ permettra de réduire les émissions de 130 kt CO_2e/an dès 2028. À Grandpuits, Air Liquide construit une unité d'environ 20 kt/an, équipée de la technologie Cryocap™, permettant d'éviter 150 kt CO_2e/ an.

La production d'hydrogène vert par TotalEnergies et ses partenaires

En 2024, TotalEnergies a acquis 50 % du parc éolien offshore OranjeWind (795 MW) aux Pays-Bas. Avec Air Liquide, une coentreprise développera un électrolyseur de 250 MW sur le site de la raffinerie de Zeeland, produisant jusqu'à 30 kt/an d'hydrogène vert à partir de 2029. L'investissement s'élève à 600 M€ et permettra de réduire jusqu'à 300 kt CO_2e/an. Le projet est entré en phase d'ingénierie et de conception en 2025 et vise une décision finale d'investissement en 2026.

En France, le projet Masshylia, mené avec Engie, prévoit une première tranche de 20 MW en 2029 pour réduire l'empreinte carbone de La Mède et la zone de Fos-Berre. En 2025, TotalEnergies et Engie ont créé la coentreprise « Masshylia Hydrogen » chargée du développement du projet. La même année, le projet a obtenu des subventions dans le cadre du programme européen PIIEC(1).

Les accords de *tolling*

TotalEnergies fournira de l'électricité renouvelable à des capacités d'électrolyse dédiées, opérées par des partenaires, qui produiront en retour de l'hydrogène vert. Ce modèle a fait l'objet de contrats de long terme de tolling signés avec Air Liquide, afin de réduire l'empreinte carbone des sites d'Anvers et Normandie.

À Anvers, Air Liquide dédiera 130 MW d'un nouvel électrolyseur à la production de 15 kt/an d'hydrogène vert. TotalEnergies fournira l'électricité renouvelable issue du projet OranjeWind. En 2025, les accords définitifs ont été signés et le projet a atteint sa décision finale d'investissement.

À Gonfreville, ce sont 100 MW d'un nouvel électrolyseur qui seront dédiés par Air Liquide à la production de 15 kt/an d'hydrogène vert et bas carbone. Les premiers volumes sont attendus en 2026.

Les contrats d'approvisionnement long terme en hydrogène vert

En 2024, TotalEnergies et Air Products ont conclu un contrat de 70 kt/an d'hydrogène vert pendant 15 ans à partir de 2030, à partir d'ammoniac vert, permettant une réduction des émissions de TotalEnergies en Europe jusqu'à 700 kt CO_2e/an. En Allemagne, un accord signé en 2023 avec VNG prévoit la fourniture d'environ 4 kt/an issues d'un électrolyseur de 30 MW, permettant de réduire nos émissions jusqu'à 80 kt CO_2e/an d'ici 2030. Les premiers volumes d'hydrogène vert sont attendus en 2026.

Un accord conclu en 2025 avec RWE porte sur 30 kt/an d'hydrogène produites par un électrolyseur de 300 MW à Lingen, livrées par pipeline en Allemagne, permettant d'éviter 300 kt CO_2e/an de nos émissions à partir de 2030. TotalEnergies contribue activement au développement de l'infrastructure pipeline H_2 en Allemagne.

(1) Projet Important d'Intérêt Européen Commun.

Travailler activement avec nos partenaires sur les actifs non opérés



2025 - Réunion des CEO de l'OGDC à l'ADIPEC.

Les émissions des participations de la Compagnie dans des sites opérés en 2025 par ses partenaires représentent 24 Mt CO_2e, dont 11 Mt CO_2e sont intégrées dans le Scope 1+2 du périmètre ESRS(1). TotalEnergies agit pour mobiliser ses partenaires en vue de réduire les émissions des actifs qu'ils opèrent.

Au sein de l'Exploration-Production, une équipe dédiée a pour mission de partager avec ses partenaires des actifs non opérés les bonnes pratiques, comme la mise en œuvre d'une feuille de route de réduction des émissions impliquant un bilan énergétique, une réduction des évents de méthane et du brûlage de routine et l'amélioration de l'efficacité énergétique, notamment celle des turbines à gaz et des compresseurs. Les projets réalisés sur les sites opérés par la Compagnie permettent d'illustrer et d'embarquer ses partenaires vers une réduction des émissions Scope 1+2.

Au-delà de la collaboration déjà existante avec ses partenaires sur chacun des actifs non opérés, TotalEnergies contribue très activement à l'initiative *Oil & Gas Decarbonization Charter* (OGDC), depuis sa création fin 2023.

Plus de 80%(2) de la production non-opérée de TotalEnergies est opérée par des partenaires membres d'initiatives dont la Compagnie fait partie des membres actifs (l'OGDC et l'OGMP 2.0). Ses partenaires sont donc en grande majorité mobilisés en faveur de la réduction des émissions de méthane et l'élimination du torchage de routine en 2030.

TotalEnergies leader de l'industrie au travers de l'*Oil & Gas Decarbonization Charter*

OGDC THE OIL & GAS DECARBONIZATION CHARTER

À l'occasion de la COP28, une initiative d'ampleur entre compagnies nationales et internationales avait été lancée afin de réduire les émissions de GES de l'industrie : l'*Oil & Gas Decarbonization Charter* (OGDC). Au travers de cette initiative - qui fédère pour la première fois des compagnies internationales (IOC) et des compagnies nationales (NOC) de ce secteur - les compagnies s'engagent à atteindre des opérations net-zéro à l'horizon 2050, à tendre vers le presque zéro émissions de méthane dans l'amont pétrolier et à éliminer le torchage de routine d'ici 2030, mais aussi à mesurer et à communiquer les progrès dans la réalisation de ces objectifs. Dr Sultan Al Jaber, CEO d'ADNOC et ex-président de la COP28, a impulsé cette initiative, et la mène accompagné de deux autres *CEO Champions* : Amin Nasser, CEO d'Aramco, et Patrick Pouyanné, P-DG de TotalEnergies.

Cette initiative rassemble à présent 56 compagnies représentant près de 40 % de la production mondiale de pétrole et de gaz. L'OGDC a publié le 14 novembre 2025, à l'occasion de la COP30 à Belém, son deuxième rapport intitulé *Implementing Action*, qui met en avant des progrès rapides et une dynamique soutenue. Deux ans après son lancement, l'OGDC s'est imposée comme une plateforme d'action multilatérale visant à accélérer la décarbonation de l'industrie pétrolière et gazière, secteur clé de l'économie mondiale.

(1) Les émissions de GES Scope 1+2 du périmètre ESRS correspondent aux émissions à 100% des sites opérés auxquelles s'ajoutent les émissions en part patrimoniale des actifs non opérés et consolidés financièrement hors sociétés mises en équivalence. Les émissions Scope 1+2 des actifs non opérés et non consolidés financièrement, en part patrimoniale , apparaissent en Scope 3 catégorie 15.

(2) Sur la base de la production SEC 2025 de tous les actifs non-opérés et des adhésions à fin 2025. Pour les besoins de ce calcul, les compagnies opératrices avec leadership ADNOC sont considérées membres OGDC étant donné qu'ADNOC est Champion OGDC. De plus, lorsque l'opérateur est un joint venture qui n'est pas directement membre de l'OGDC ou de l'OGMP 2.0, il est traité comme un membre de l'OGDC si 100% de ses partenaires sont membres de l'OGDC, et comme un membre de l'OGMP 2.0 si 100% de ses partenaires sont membres de l'OGMP 2.0.



2025 - Réunion des CEO de l'OGDC à l'ADIPEC.

80%

de la production non-opérée de TotalEnergies est opérée par des partenaires membres d'initiatives dont la Compagnie fait partie des membres actifs (l'OGDC et l'OGMP 2.0)

56

compagnies représentant près de 40% de la production mondiale de pétrole et de gaz

36

signataires ont formalisé des plans d'actions

En 2025, pour la première fois, les signataires ont communiqué des émissions calculées selon le cadre de *reporting* de l'OGCI, ouvrant ainsi la voie à un *reporting* cohérent entre les 56 signataires. Ce deuxième rapport met en évidence que les ambitions se traduisent en actions : 42 signataires, couvrant 94 % de la production de l'OGDC, se sont dotés d'ambitions de réduction des émissions de Scopes 1 et 2 à l'horizon 2030 et 36 d'entre eux ont formalisé les plans d'action correspondants. Cela reflète des progrès tangibles depuis le « Baseline Report 2024 », avec six entreprises de plus qui se sont fixé des ambitions et sept nouvelles ayant développé des plans d'action pour le méthane et le torchage.

Le développement des compétences reste au cœur des avancées de l'OGDC. Échanges entre pairs, partenariats régionaux et ateliers techniques ont permis de consolider les capacités, tandis que les travaux menés avec l'OGCI, le Programme des Nations unies pour l'environnement, la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires contribuent à déployer à grande échelle des solutions concrètes adaptées au secteur. Au niveau des entreprises, l'OGDC aide à mettre en place des programmes de formation ciblés et spécifiques. Plus de 2 000 professionnels issus de 50 entreprises ont déjà suivi ces formations via l'initiative « Collaborate & Share », soit dix fois plus que l'an dernier.

FAITS MARQUANTS

100 M$ engagés auprès de Climate Investment

A l'occasion de la COP30, TotalEnergies a annoncé un engagement de 100 millions de dollars auprès du fonds « *Venture Strategy* » de Climate Investment (CI), qui soutient des technologies de réduction des émissions sur l'ensemble de la chaîne de valeur du pétrole et du gaz. CI est désormais partenaire de l'OGDC dans le cadre d'un MoU (Memorandum of Understanding) signé le 14 juillet 2025. À ce titre, CI mettra à disposition des signataires de l'OGDC des guides pratiques pour les aider dans leur trajectoire de décarbonation, conformément au périmètre de la Charte.

Brésil : Réduction des émissions de CO_2 des FPSOs Mero

TotalEnergies promeut et soutient activement ses partenaires sur les actifs non opérés pour réduire leurs émissions, notamment au travers d'initiatives d'optimisation des processus et d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Pour les FPSO 2, 3 et 4 du champ de Mero, les équipes de TotalEnergies et Petrobras ont travaillé conjointement dès la phase de conception et ont identifié une solution efficace pour réduire la consommation de carburant et donc les émissions du projet : augmenter la pression de la première étape de l'unité de séparation à 65 bars au lieu des 20 bars habituels afin que la majeure partie du gaz s'écoule directement vers l'unité de déshydratation sans nécessiter une autre étape de compression importante.

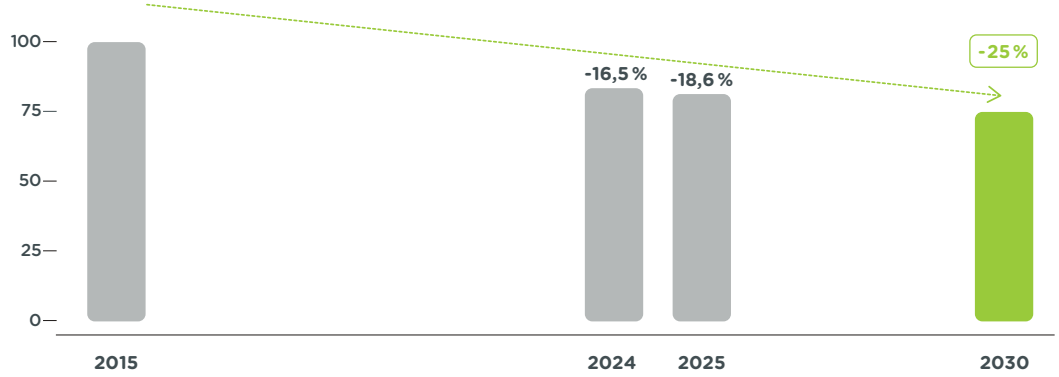
La faisabilité de ce concept a été évaluée de manière approfondie à travers de multiples simulations et analyses de scénarios, confirmant la robustesse et la fiabilité de la conception choisie. Cette décision a déjà apporté des avantages tangibles, notamment :

- **une réduction de 14% de la consommation de gaz combustible pour les FPSO Mero 2 et 3, par rapport au FPSO Mero 1. Le FPSO Mero 4, qui est encore en phase de montée en puissance, affichera les mêmes performances que les FPSO 2 et 3.**
- **une réduction d'environ 100 kt CO_2e par an pour chaque FPSO.**

Être partenaire de la neutralité carbone de nos clients

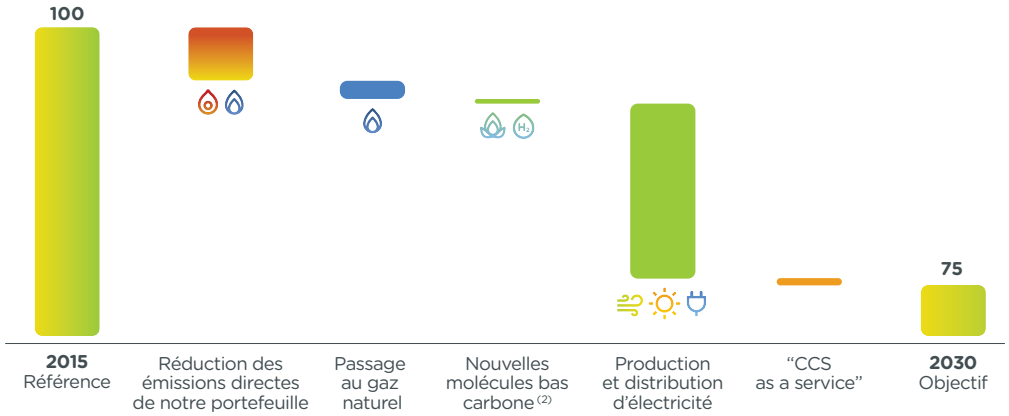
INTENSITÉ CARBONE CYCLE DE VIE[1] DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES VENDUS

Base 100 en 2015



(1) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (se reporter au glossaire pour la définition).

LEVIERS DE RÉDUCTION DE L'INTENSITÉ CARBONE CYCLE DE VIE[1] DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES VENDUS (2015-2030)



(1) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus. Lire glossaire pour plus de détails. **(2)** Voir glossaire.

La Compagnie est ambitieuse sur les objectifs concernant ses émissions directes (Scope 1+2) dont elle a la maîtrise sur les installations qu'elle opère. Elle est également ambitieuse dans l'accompagnement de ses clients afin de les aider à réduire leurs émissions, à travers sa stratégie multi-énergies qui met à disposition de ses clients une palette d'énergies plus large, y compris des énergies bas carbone. C'est en effet en proposant une offre de plus en plus décarbonée que TotalEnergies contribue à la transition énergétique et que la Compagnie aide ses clients à réduire leurs émissions. TotalEnergies en suit les progrès via l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus[1] – indice de décarbonation des ventes – pour laquelle la Compagnie s'est fixé des objectifs de réduction à horizon 2026 et 2030.

TotalEnergies est leader parmi ses pairs en termes de réduction effective de l'empreinte carbone de son mix de ventes de produits énergétiques depuis 2015. En 2025, la Compagnie a poursuivi ses progrès en atteignant 18,6% de réduction de l'intensité carbone cycle de vie[1] de ses produits par rapport à 2015 et se fixe un nouvel objectif de ~-19% pour 2026.

(1) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (se reporter au glossaire pour la définition).

GRANDES ENTREPRISES

37

industries accompagnées dans leur feuille de route de décarbonation

Plus de

450

entreprises accompagnées dans leur transition énergétique

700

projets potentiels dans le monde

140 TWh

d'énergies bas carbone en cumulé contractualisées pour 2030

À l'horizon 2030, la stratégie de transition équilibrée sur deux piliers de la Compagnie a pour ambition de se traduire par un mix de ses ventes de produits énergétiques en vue d'un usage final dont l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus serait en baisse de 25 %, ce qui veut dire que :

- pour une quantité équivalente d'énergie, le contenu carbone des produits énergétiques vendus serait réduit de 25% (« moins d'émissions pour autant d'énergie ») ;
- pour une quantité équivalente d'émissions (Scope 1+2+3), la Compagnie fournirait à ses clients 33% d'énergie en plus (« plus d'énergie pour autant d'émissions »).

Sur la période entre 2015 et 2030, la croissance de l'électricité devrait contribuer pour environ 70% de la baisse de l'intensité carbone cycle de vie(1). La réduction des émissions des installations du portefeuille devrait contribuer à hauteur d'environ 20% à la baisse de cette intensité(1). Les autres leviers de réduction de l'intensité carbone cycle de vie seraient la réduction des ventes de produits pétroliers et la croissance de la production de gaz (en particulier GNL) et des ventes de produits issus de la biomasse.

TotalEnergies a lancé en 2022 une nouvelle organisation, OneB2B, conçue pour accompagner des grandes entreprises de 37 industries dans leur feuille de route de réduction des émissions et pour leur proposer des solutions bas carbone venant des différentes branches de la Compagnie telles que l'électricité renouvelable, les solutions BESS, le biogaz, le carburant 100% renouvelable, les solutions de recharge pour camions et le CCS.

En 2025, plus de 450 entreprises sont accompagnées dans leur transition à travers des partenariats regroupant plus de 700 projets potentiels dans le monde. À ce jour, TotalEnergies a contractualisé, en cumulé, la fourniture d'environ 140 TWh d'énergie bas carbone en 2030 à des clients industriels.

FAITS MARQUANTS

« Driving Decarbonization Together »

En novembre 2025, TotalEnergies, via sa direction OneB2B Solutions, a organisé une journée intitulée « Driving Decarbonization Together ». Cette initiative visait à recueillir les trajectoires et attentes des grands comptes afin de concevoir avec eux et quinze *business units* concernées des offres multi-énergies adaptées. Plusieurs grands clients ont participé à cet évènement, témoignant de la démarche adoptée par la Compagnie dans l'accompagnement de ses clients B to B : privilégier l'échange et la co-construction pour répondre aux défis de la transition énergétique.

Neuf acteurs majeurs, représentant chacun un secteur d'activité distinct, ont partagé leur vision, leurs contraintes opérationnelles et leurs attentes spécifiques vis-à-vis de la transition énergétique. Malgré la diversité des secteurs représentés, tous ont exprimé une même ambition : réduire l'empreinte carbone de leurs activités. Les retours d'expérience du terrain, les difficultés rencontrées et les innovations présentées par les clients constituent autant de leviers pour perfectionner les solutions bas carbone proposées par TotalEnergies. Plus qu'un simple rendez-vous, cette journée a illustré la conviction que la décarbonation constitue un défi collectif qui doit se construire dans la durée, par le dialogue et la coopération entre tous les acteurs concernés.

Accélération de la décarbonation dans les secteurs industriels clés

En 2025, la dynamique de décarbonation s'accélère significativement dans l'ensemble des secteurs industriels accompagnés. Durant cette année, OneB2B a contractualisé avec ses clients une quinzaine de contrats d'achat d'électricité renouvelable (PPA), une demi-douzaine de contrats de production d'énergie *Clean Firm Power*, des dizaines de contrats de fourniture portant sur l'électricité et le gaz, la fourniture d'environ 80 kt de carburants d'aviation durables par an (SAF) et plusieurs milliers de m^3 de carburants renouvelables auprès de clients majeurs dans l'aéronautique, les industries lourdes, les data centers et l'électronique, les secteurs des déchets et de l'eau, l'agroalimentaire, le transport et la logistique.

(1) Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (se reporter au glossaire pour la définition).

FOCUS Partenariat stratégique entre TotalEnergies & Airbus

Depuis plusieurs années, TotalEnergies et Airbus ont construit une collaboration structurée reposant sur une ambition commune : accélérer la décarbonation de l'aviation, en Europe et à l'échelle mondiale.

En février 2025, TotalEnergies et Airbus ont signé deux contrats de fourniture d'électricité « *Clean Firm Power* » portant sur 3,3 TWh, destinés à l'ensemble des principaux sites d'Airbus situés en Allemagne et au Royaume Uni. L'électricité fournie à Airbus pour la prochaine décennie aura un profil de livraison continu « *baseload* » et proviendra de nouveaux actifs renouvelables d'une capacité de 200 MW. Ces accords couvriront la moitié des besoins électriques des sites industriels concernés, à partir de 2027.

Le « *Clean Firm Power* » de TotalEnergies offre un profil de livraison constant grâce à la combinaison d'actifs renouvelables et flexibles (solaire, éolien, CCGT, stockage). Elle permet aux industriels comme Airbus d'accéder à une électricité bas carbone, disponible 24h/24 et compétitive.

Cette collaboration s'inscrit dans la continuité d'une relation établie de longue date entre les deux groupes. Depuis 2016, TotalEnergies approvisionne Airbus en Sustainable Aviation Fuel (SAF) pour les livraisons d'avions, et a été à l'origine de plusieurs vols pionniers, dont le premier vol long-courrier de l'A350 au SAF en 2021 et le premier vol 100 % SAF d'un A321neo en 2023.

En 2024, TotalEnergies et Airbus avaient officialisé un partenariat stratégique visant à répondre aux enjeux de la décarbonation du secteur. Ce partenariat couvre deux volets : l'approvisionnement d'Airbus en carburants d'aviation durables par TotalEnergies pour plus de la moitié de ses besoins en Europe d'une part et un programme de Recherche & Innovation visant à développer des carburants durables, en adéquation avec le design des aéronefs actuels et futurs d'autre part.



Airbus et TotalEnergies.

FOCUS Accélérer la décarbonation des data centers grâce à des partenariats stratégiques

Les data centers sont au cœur de la révolution numérique. Leur consommation énergétique croissante représente un défi majeur pour les réseaux électriques. Partenaire des data centers et des industries de la Tech, TotalEnergies accompagne ce secteur dans sa transition énergétique. La Compagnie a franchi des étapes décisives en signant plusieurs contrats de vente d'électricité renouvelable (*Power Purchase Agreement* - PPA) avec des géants de la Tech aux Etats-Unis, en Europe et en Asie. Ces accords illustrent la capacité de la Compagnie à proposer des solutions innovantes et adaptées aux besoins de ses clients partout dans le monde.

Un GAFAM ayant un engagement fort pour la neutralité carbone

En janvier 2026, TotalEnergies a signé un PPA de 15 ans portant sur un volume total de 5,1 TWh d'électricité renouvelable. Cette énergie sera produite par la centrale solaire « Hill 2 » récemment achevée au Texas. L'intégralité de la production alimentera les nouveaux data centers et plateformes logistiques de notre client aux États-Unis. Ce contrat répond à son exigence d'additionnalité, la signature du PPA garantissant la création d'un nouveau parc renouvelable sur le réseau et s'inscrit dans sa stratégie de maintenir un taux de 100 % d'énergie renouvelable pour ses opérations.

Google : une vision commune pour l'alimentation des data centers

En février 2026, TotalEnergies a signé deux nouveaux contrats d'achat d'électricité (PPA) pour fournir 1 GW de capacité solaire aux data centers de Google situés au Texas. Cette électricité (28 TWh sur 15 ans) proviendra des futurs parcs solaires de Wichita (805 MWc) et Mustang Creek (195 MWc), dont le chantier débutera fin 2026. Via ces accords, TotalEnergies répond aussi au défi de la disponibilité du foncier et de l'alimentation électrique des data centers en proposant des solutions de collocation à grande échelle. Ces capacités s'ajoutent aux 1,2 GW récemment signés par Clearway, développeur de projets renouvelables détenu à 50 % par TotalEnergies, pour alimenter les data centers sur les marchés de l'électricité d'ERCOT (Texas), PJM (Nord-Est) et SPP (Centre).

Cette dynamique s'appuie sur des succès récents, notamment en décembre 2025 où un PPA de 21 ans a été conclu en Malaisie. Ce contrat porte sur 1 TWh provenant de la centrale solaire « Citra Energies » (20 MW) en construction depuis 2026 pour alimenter les infrastructures locales.

Ces projets s'inscrivent dans la continuité d'une collaboration déjà active : dès novembre 2025, TotalEnergies officialisait la fourniture d'électricité verte aux sites américains de Google grâce à la ferme solaire Montpelier (49 MW) dans l'Ohio.

Data4 : un modèle européen pour des data centers responsables

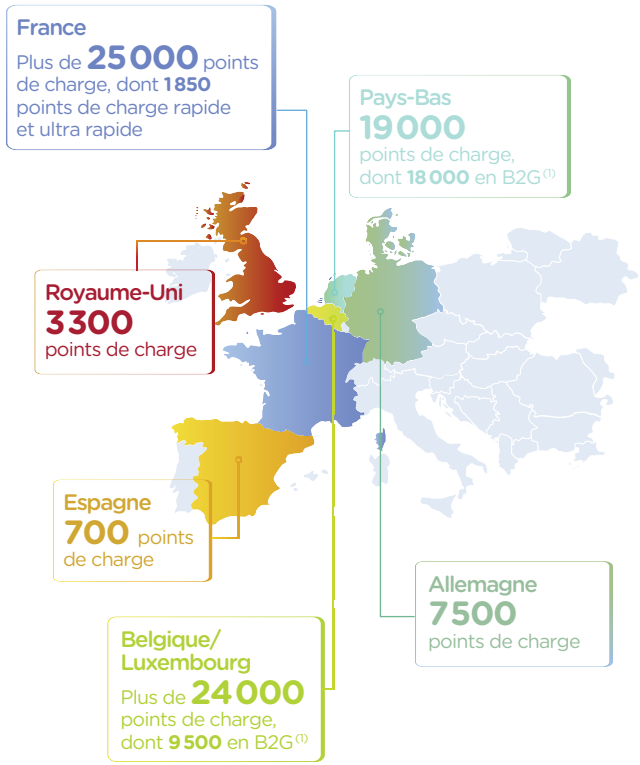
En novembre 2025, TotalEnergies a conclu un contrat de dix ans avec Data4, leader européen des data centers, pour la fourniture d'électricité renouvelable aux sites espagnols du groupe. Ce PPA représente un volume total de 610 GWh, provenant de parcs éoliens et solaires espagnols récemment mis en service. L'accord repose sur un profil de livraison constant (« *Clean Firm Power* »). Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de Data4, qui prévoit d'investir près de 2 milliards d'euros d'ici 2030 pour développer ses campus en Espagne.

Une stratégie globale pour accompagner la transition énergétique du secteur de la Tech

L'ensemble de ces contrats sur le marché des data centers illustrent la capacité de TotalEnergies à répondre aux besoins croissants en électricité des géants de la Tech tout en contribuant à leurs objectifs de décarbonation. En combinant des actifs renouvelables (solaire, éolien), des solutions de stockage et des capacités flexibles, la Compagnie propose des offres différenciantes qui vont au-delà des PPA classiques. En s'associant avec ces acteurs, TotalEnergies confirme son rôle de partenaire clé dans la décarbonation du secteur de la Tech. Ces collaborations peuvent aller au-delà de la fourniture d'électricité : la Compagnie les accompagne aussi avec des batteries pour stocker l'énergie, du biocarburant pour remplacer le diesel de leurs générateurs de secours, ou encore du liquide cooling immersif pour refroidir les serveurs.

Accompagner l'électromobilité

RÉPARTITION DES 80 000 POINTS DE CHARGE OPÉRÉS PAR TOTALENERGIES EN EUROPE À FIN 2025



(1) B2G : *Business to Government*, relation commerciale entre une entreprise et les pouvoirs publics, collectivités territoriales ou gouvernements.

TotalEnergies développe un réseau de bornes de recharge électrique haute puissance le long des autoroutes, des grands axes routiers et dans des hubs urbains en Europe soit plus de 400 sites équipés en recharge haute puissance fin 2025.

La Compagnie est également présente de manière sélective dans un certain nombre de grandes agglomérations, principalement en Europe, notamment à Paris, Amsterdam, Londres ou encore Bruxelles avec un portefeuille de près de 35 000 points de charge publics .

Elle accompagne aussi les transporteurs routiers dans l'électrification de leur flotte avec l'installation de bornes dédiées aux poids lourds le long des corridors européens et des services de recharge au dépôt avec la fourniture d'électricité verte.

Enfin, TotalEnergies propose pour les particuliers français possesseurs de véhicules électriques un tarif d'électricité adapté et une borne de recharge intelligente et pilotable pour une recharge à domicile économique. Cette offre inclut un certai nombre de services comme le suivi de leurs recharges via leur application mobile, une assistance dépannage ou encore une garantie mobilité 24/7. Enfin, en tant que clients électricité, ils bénéficient également de l'accès à un large réseau de bornes de recharge à un tarif avantageux pour leur recharge en itinérance.

De la production d'électricité renouvelable à l'exploitation du service de recharge, la Compagnie est présente sur l'ensemble de la chaine de valeur de la mobilité électrique.

FAITS MARQUANTS

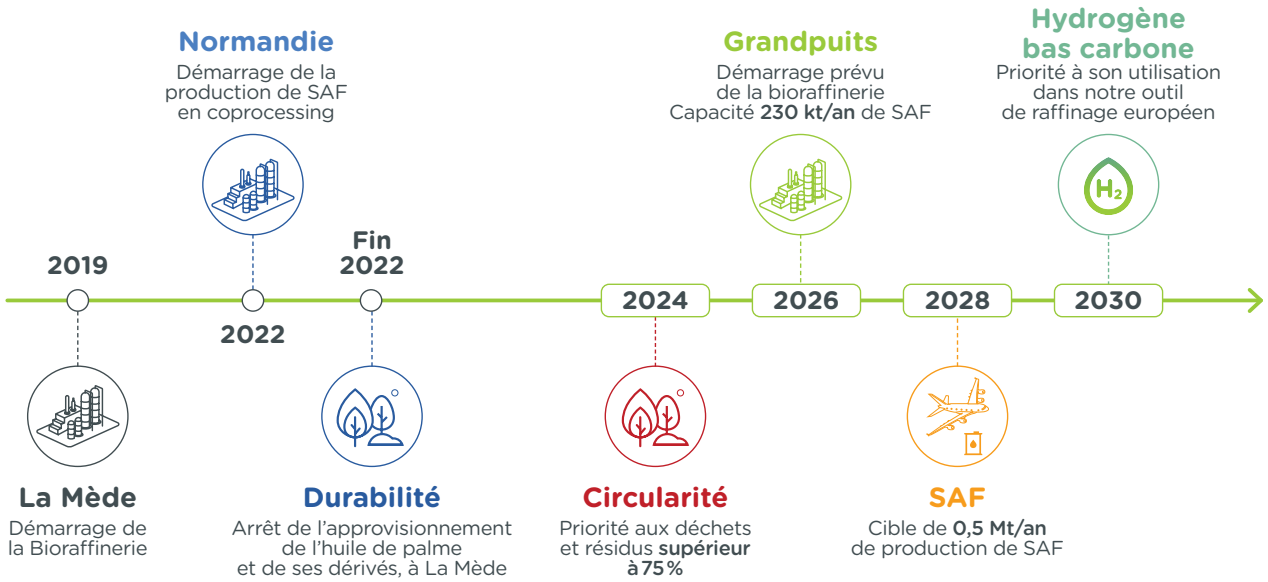


Bornes de recharge - Station Lançon de Provence - France.

- **En France**, TotalEnergies confirme sa position de premier acteur de la recharge haute puissance sur autoroutes, tant en nombre de points de charge qu'en puissance installée, avec près de 1 850 points de recharge installés sur 290 sites à fin 2025, tous alimentés en électricité 100 % renouvelable.
- **En France**, TotalEnergies s'est associée à Scania France, Daimler Truck France et Prologis pour accompagner les clients vers une mobilité lourde à empreinte carbone réduite. Un premier dépôt semi-public situé à Gonesse a été inauguré en novembre 2025, facilitant l'usage des camions électriques sur les tournées régionales des transporteurs. A fin 2025, plus de 200 points de charge électrique ont ainsi été déployés par la Compagnie dans les dépôts de transporteurs.
- TotalEnergies a annoncé la création de plateformes d'investissement dédiées au déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques : en France, en s'associant à la Banque des Territoires pour accompagner les municipalités et collectivités territoriales dans leurs projets, et en Belgique et aux Pays-Bas, en concluant en février 2026 un partenariat avec Tikehau Capital pour soutenir le déploiement de points de recharge dans l'espace public urbain.

Nouvelles énergies bas carbone

TRANSFORMATION DE NOS SITES INDUSTRIELS
POUR PRODUIRE DE NOUVELLES ÉNERGIES BAS CARBONE



La transition énergétique passe aussi par le développement d'énergies bas carbone reposant sur la transformation de biomasse, de déchets, l'utilisation d'hydrogène renouvelable, notamment dans le raffinage, ou à plus long terme sur la production de molécules de synthèse (*e-fuels*) associant hydrogène et CO_2 comme matière première. TotalEnergies développe donc ces nouvelles énergies : biocarburants, biogaz, hydrogène renouvelable et carburants de synthèse.

Biocarburants

Aujourd'hui, les biocarburants émettent sur leur cycle de vie plus de 50% de CO_2 de moins que leurs équivalents fossiles[1] et représentent donc une voie de décarbonation partielle des carburants liquides. La demande émerge rapidement, ce qui devrait en faire un marché à la rentabilité élevée, mais l'accès aux matières premières (végétaux, résidus, sucre...) reste un frein à sa croissance. Parmi ces biocarburants, TotalEnergies privilégie la fabrication de carburants aériens durables (SAF, pour *Sustainable Aviation Fuel*) pour la décarbonation du secteur aérien. Pour éviter les conflits d'usage des terres, TotalEnergies développe des solutions axées sur l'utilisation prioritaire de déchets et résidus de l'industrie alimentaire (huiles usagées, graisses animales). Dès 2024, la Compagnie augmente la part de ces matières premières circulaires à plus de 75 % des matières premières utilisées pour produire des biocarburants.

Biogaz

Le biogaz, produit de la dégradation de déchets organiques, est un gaz renouvelable. Injecté dans les réseaux gaziers sous forme de biométhane, il contribue à la décarbonation partielle des usages du gaz naturel. La capacité brute de production de TotalEnergies a continué de progresser en 2025 pour atteindre 1,4 TWh/an éq. biométhane. La Compagnie entend désormais poursuivre son développement à travers une croissance principalement en Europe et aux États-Unis.

(1) En application de la méthodologie de la directive européenne (UE) 2018/2001, dite RED II.

FAITS MARQUANTS

Biogaz

TotalEnergies s'est associée à HitecVision pour accélérer le développement de Polska Grupa Biogazowa (PGB), leader du biogaz en Pologne. La Compagnie a cédé 50 % de PGB, en ligne avec son modèle d'affaires de cession partielle appliqué à ses actifs renouvelables. Avec 20 unités en opération et 450 GWh de capacité, PGB vise 2 TWh de biométhane équivalent à horizon 2030.

Quels indicateurs pertinents pour réduire les émissions des GES à l'échelle mondiale ?


Fénix : projet gazier offshore à faibles émissions - Argentine.

TotalEnergies produit et vend du gaz naturel liquéfié, qui est une énergie de transition nécessaire pour construire un système électrique bas carbone et fiable, en complément des énergies renouvelables intermittentes par nature.

En outre, le gaz permet de réduire les émissions liées à la génération électrique dans de nombreux pays puisque la combustion de gaz plutôt que du charbon pour produire de l'électricité émet deux fois moins de CO_2 pour la même quantité d'énergie produite.

À cet égard, se fixer des objectifs de baisse drastique des émissions indirectes (Scope 3)(1) en valeur absolue au niveau mondial pour TotalEnergies, sans que la structure globale de la demande en énergie n'évolue, n'est en réalité pas pertinent pour faire baisser les émissions de GES mondiales.

En effet, l'essentiel des émissions rapportées au titre du Scope 3(1) par TotalEnergies correspond aux émissions directes (Scope 1) des utilisateurs de ses produits : l'usage de ces produits relève de leurs décisions et de leurs besoins.

Dans ce contexte, un objectif de réduction en valeur absolue du Scope 3(1) d'une entreprise comme TotalEnergies, sans évolution des systèmes énergétiques et donc sans réduction des émissions des utilisateurs de produits énergétiques (Scope 1) conduirait à diriger cette demande vers d'autres fournisseurs, notamment vers des compagnies pétrolières nationales de pays producteurs qui représentent plus de 70% du marché mondial (à comparer à ~ 1,5% pour TotalEnergies).

Cette stratégie n'aurait aucun effet à la baisse sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre, donc aucun effet bénéfique pour le climat, et elle serait contraire aux intérêts de notre Compagnie et de ses actionnaires.

Cette stratégie pourrait être contre-productive pour les clients de TotalEnergies alors que la Compagnie s'est fixé l'objectif d'assurer leur sécurité d'approvisionnement énergétique tout en les accompagnant dans leur démarche de réduction de leurs émissions.

Pour rappel : au titre du Scope 3, TotalEnergies rapporte depuis 2016 les émissions de la catégorie 11 liées à l'usage final par ses clients des produits vendus, c'est-à-dire liées à leur combustion pour obtenir de l'énergie.

TotalEnergies publie depuis 2023 une estimation des émissions indirectes relevant des autres catégories du Scope 3 selon la classification du GHG Protocol et de l'Ipieca. Nous mettons également en place des plans d'action pour réduire les émissions des autres catégories.

(1) GES Scope 3 (GHG Protocol – Catégorie 11). Se reporter au glossaire pour la définition.

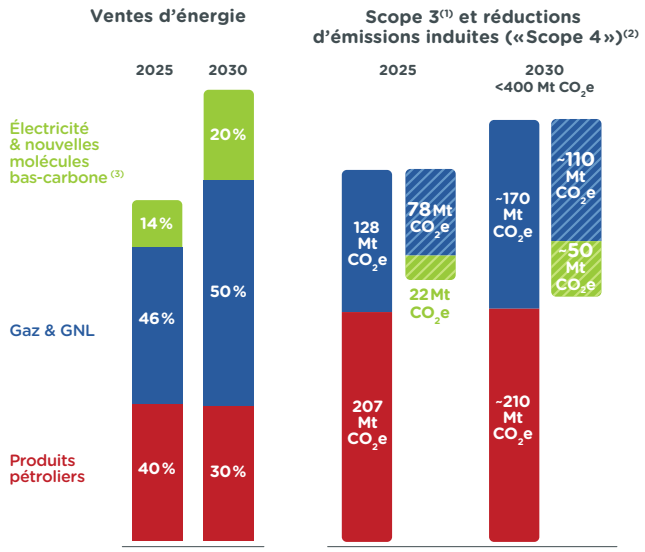
FAITS MARQUANTS

TotalEnergies a rejoint Carbon Measures début 2026

TotalEnergies a rejoint au 1er janvier 2026 la coalition Carbon Measures qui vise à faire progresser la comptabilité carbone au niveau des produits. Carbon Measures est une coalition mondiale lancée en octobre 2025 regroupant à ce jour plus de 20 entreprises de divers secteurs de l'industrie et des services. L'objectif de la coalition est de contribuer à la mise en place de nouveaux standards d'intensité carbone pour favoriser l'émergence de règlementations et de mécanismes de marchés en faveur des produits les moins carbonés, récompensant ainsi les efforts de réduction d'émissions des entreprises.

Réductions d'émissions induites (« Scope 4 »)

SCOPE 3 ESTIMÉ[1] ET RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS INDUITES (« SCOPE 4 »)[2]



(1) Présentées en surface pleine dans le graph. GHG Protocol - Catégorie 11. Se reporter au glossaire pour la définition. **(2)** Présentées en pointillé dans le graph. Se reporter au glossaire pour la définition. **(3)** Voir glossaire.

(1) AIE 2025 ; *Life Cycle Upstream Emission Factors 2025.*
(2) Le reste de la production d'électricité est assuré par l'hydroélectricité (14%), solaire et éolien (15%), nucléaire (9%) ainsi que par du fioul et autres renouvelables. Chiffres pour l'année 2024 détaillés dans le WEO 2025 de l'AIE.
(3) GES Scope 3 (GHG Protocol – Catégorie 11). Se reporter au glossaire pour la définition.
(4) Se reporter au glossaire pour la définition.
(5) Mix de production pour l'année 2024 fournis par Enerdata (données publiées en janvier 2026) et facteurs d'émission pour l'année 2023 fournis par AIE (données publiées en 2025).
(6) Pour ce calcul, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont été considérés comme un ensemble électrique et gazier unique. Pour la France, les facteurs d'émission publiés par RTE ont été retenus.
(7) Facteurs d'émission associés à la combustion et facteurs d'émission amont publiés en 2025 par l'AIE pour l'année 2023.
(8) Données Enerdata publiées en janvier 2026 pour l'année 2024.
(9) Pour ce calcul, l'Europe a été considérée comme un ensemble électrique unique.

Estimation des réductions d'émissions induites par les ventes de GNL

Dans la génération électrique, les centrales à gaz sont un moyen de production flexible et rapidement mobilisable, qui sécurise des réseaux appelés à être alimentés par une part croissante de sources renouvelables intermittentes. Les CCGTs émettent deux fois moins de GES que les centrales à charbon ou à fioul[1] représentant encore, dans certains pays, la majorité des capacités de génération électrique. Au niveau mondial, le charbon couvre 35% de la production et 74% des émissions de gaz à effet de serre associées à l'électricité, et le gaz respectivement 22% de la production et 21% des émissions[2].

Le GNL, transportable par voie maritime, permet d'approvisionner de façon flexible un grand nombre de centrales électriques. Une part importante du gaz que vend la Compagnie est utilisée dans le secteur de l'électricité.

Compte tenu du rôle positif du gaz dans la transition, TotalEnergies a pour objectif d'en accroître la part dans ses ventes d'ici 2030 et assume de ne pas se fixer d'objectif de réduction du Scope 3[3] sur cette chaîne de valeur. Lorsque la production d'électricité à partir de charbon ou fioul est remplacée par de la production via des centrales à gaz, les émissions mondiales de GES diminuent, alors que le Scope 3[3] gaz de TotalEnergies augmente.

La Compagnie a estimé les réductions d'émissions induites[4] auxquelles ont pu contribuer ses ventes de GNL en 2025. Le calcul s'appuie sur les mix de production et les facteurs d'émission, publiés par Enerdata et l'AIE[5], pour chaque pays ou région[6] et moyen de production. TotalEnergies estime ainsi à environ 78 Mt CO_2e les réductions d'émissions induites par l'usage du GNL par ses clients en 2025. Ces réductions d'émissions induites relèvent d'une comptabilité distincte des émissions GES Scope 3.

Estimation des réductions d'émissions induites par la production d'électricité renouvelable

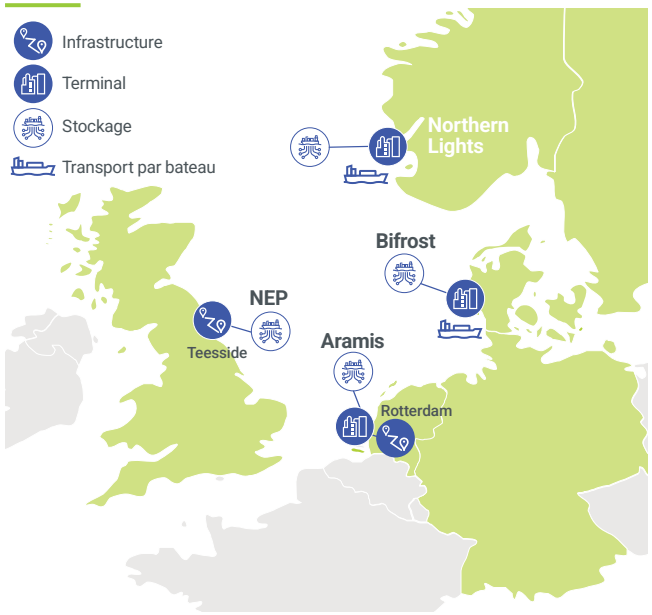
Une approche similaire a été adoptée pour estimer les réductions d'émissions induites par la production d'électricité renouvelable de la Compagnie : la méthodologie compare les émissions du mix non renouvelable alternatif dans le pays à celles issues de la production solaire et éolienne. Les facteurs d'émission employés (publiés par l'AIE) couvrent l'ensemble du cycle de vie de la production électrique[7]. Les mix de production non renouvelable sont basés sur des données historiques Enerdata[8] par pays ou continent[9]. TotalEnergies estime ainsi à environ 22 Mt CO_2e les réductions d'émissions induites par sa production renouvelable en 2025.

Estimations à horizon 2030

À l'horizon 2030, les réductions d'émissions induites pourraient s'élever à 160 Mt CO_2e (environ 110 Mt CO_2e pour les ventes de GNL et environ 50 Mt CO_2e pour la production renouvelable), à mettre en regard d'un Scope 3[3] maintenu sous 400 Mt CO_2e. Ces réductions d'émissions induites, qui découleront de la décision des clients de la Compagnie de substituer des produits énergétiques carbonés (combustibles fossiles, notamment charbon) par des énergies moins carbonées (gaz naturel et renouvelables), contribueront à une baisse des émissions mondiales de GES.

Développer le captage et le stockage géologique du carbone pour réduire nos émissions et celles de nos clients

PROJETS DE STOCKAGE DU CARBONE EN EUROPE



Le scénario NZE de l'AIE[1] inclut un recours au CCS[2] à hauteur de 6 Gt CO_2 par an en 2050, pour réduire une partie des émissions issues de la consommation résiduelle de pétrole et de gaz, ainsi que celles issues de procédés industriels (ciment, chaux, acier...). Cette capacité est plus de 100 fois supérieure à la capacité de captage mondiale actuellement en opération de l'ordre de 60 Mt CO_2 par an[3].

La stratégie CCS de TotalEnergies donne la priorité à la réduction des émissions de ses activités afin de réduire les émissions Scope 1+2 des actifs *oil & gas* Amont, du raffinage et des usines GNL. Ainsi, pour l'usine de liquéfaction de Snøhvit en Norvège, où TotalEnergies est partenaire aux côtés d'Equinor, environ 9 Mt de CO_2 natif ont été stockées depuis 2008.

De la même façon, le CO_2 natif séparé dans les nouveaux trains de liquéfaction GNL NFE et NFS en cours de développement au Qatar sera stocké par QatarEnergy. Enfin, la Compagnie étudie pour son actif GNL Ichthys en Australie une solution de stockage du CO_2 natif pour un démarrage au-delà de 2030. L'étude de solutions CCS sur les actifs de la Compagnie vient donc compléter les efforts déjà mentionnés de réduction des émissions, entre autres : électrification, efficacité énergétique, baisse du torchage.

La Compagnie investit aussi dans des projets de stockage de CO_2 pour de grands émetteurs industriels (*« Storage as a Service »*) qui pourront ainsi réduire leur Scope 1 et pérenniser leurs activités. TotalEnergies investit de l'ordre de 100 M$ par an dans cette activité, avec des modèles permettant de bénéficier d'effets de levier. Cet investissement restera soutenu afin de contribuer au développement d'une capacité brute de stockage de 10 Mt CO_2 par an à horizon 2030.

L'Europe est au cœur de cette stratégie CCS. TotalEnergies a une position d'opérateur historique en mer du Nord et des compétences opérationnelles et géologiques reconnues dans la zone. Le Royaume-Uni, la Norvège et l'Europe se sont dotés d'objectifs, de réglementations ainsi que de soutiens financiers importants pour promouvoir le déploiement transfrontalier du CCS. La Compagnie développe ainsi actuellement quatre projets en mer du Nord qui permettront d'apporter des solutions de stockage du CO_2 pour ses actifs ainsi que pour ceux de ses clients.

La Compagnie s'est également positionnée aux États-Unis en 2024 avec une participation de 25% dans le projet Bayou Bend au Texas. Enfin, TotalEnergies étudie le développement de sites de stockage de CO_2 en Malaisie, à destination des marchés local et régional, avec ses partenaires Petronas et Mitsui.

TotalEnergies étudie également la valorisation du carbone sous différentes formes d'utilisation (CCU), par exemple en réaction avec de l'hydrogène renouvelable, pour produire des carburants ou méthane de synthèse. La Compagnie a notamment signé un accord portant sur le développement du projet de production de méthane de synthèse Live Oak aux États-Unis.

(1) AIE 2025, World Energy Outlook 2025, License CC by 4.0
(2) Carbon Capture & Storage.
(3) Global CCS Institute 2025, Global Status of CCS 2025 (mise à jour du 9 octobre 2025)

FAITS MARQUANTS

Norvège

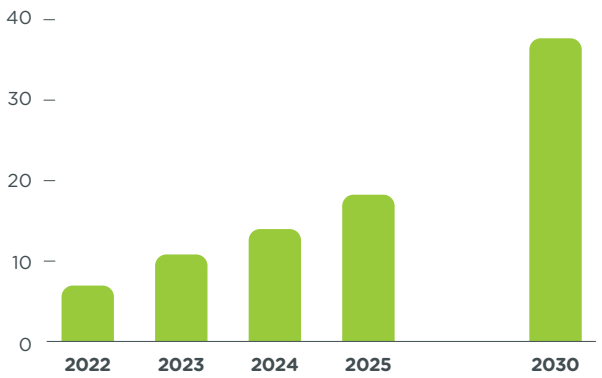
Northern Lights est le premier projet commercial de transport et de stockage de CO_2 au monde. En 2025, les premiers volumes de CO_2 ont été transportés avec succès par navire depuis l'usine de ciment de Heidelberg Materials à Brevik (Norvège) jusque dans les installations de Northern Lights à Øygarden.

Toujours en 2025, TotalEnergies et ses partenaires Equinor et Shell ont annoncé la décision finale d'investissement (FID) de la seconde phase de développement de Northern Lights, qui augmentera la capacité de transport et de stockage du projet de 1,5 Mt à plus de 5 Mt/an de CO_2 à partir de 2028. Cette FID fait suite à la signature d'un accord commercial de 15 ans entre Northern Lights et Stockholm Exergi, fournisseur d'énergie de la capitale suédoise, pour le transport transfrontalier et le stockage de 900 kt de CO_2 biogénique par an à partir de 2028.

Compenser les émissions résiduelles avec les puits de carbone fondés sur la nature

STOCK CUMULÉ DE CRÉDITS CARBONE GÉNÉRÉS À FIN 2025

En millions de crédits



La préservation et la restauration des espaces naturels peuvent être des leviers pour atteindre la neutralité carbone au niveau mondial en 2050.

Pour TotalEnergies, la compensation volontaire des émissions résiduelles par des crédits carbone NBS (Nature Based Solutions) n'interviendra qu'à partir de 2030, pour compenser les seules émissions résiduelles de Scope 1+2 de la Compagnie.

TotalEnergies travaille à la constitution d'un portefeuille de qualité et porte une grande attention à l'intégrité et la permanence des réductions d'émissions et de la séquestration obtenues par les activités ainsi financées.

La Compagnie est favorable au renforcement d'un cadre mondial de confiance qui affermisse encore des mécanismes robustes et reconnus de crédits volontaires.

TotalEnergies investit dans des projets forestiers, d'agriculture régénérative ou de protection de zones humides. Son approche consiste à rechercher la combinaison et l'équilibre de la valeur des revenus économiques agricoles et forestiers des populations avec celle des bénéfices pour les sols, la biodiversité, le cycle de l'eau et la production des crédits carbone. Lorsqu'on y parvient, les conditions de vie locale s'améliorent, la dégradation des espaces recule et les émissions avec elle. La recherche de l'équilibre des usages rend possible une transition juste.

Le stock de crédits de la Compagnie fin 2025 s'élève à 17,9 millions de crédits carbone certifiés par les principaux standards internationaux tels que VCS (*Verified Carbon Standard*) de Verra, ACR *(American Carbon Registry*) ou ANREU (*Australian National Registry of Emissions Units*).

Le budget annuel alloué à ces projets est de 100 M$. Le budget cumulé engagé à fin 2025 pour l'ensemble des opérations conclues s'élève à plus de 650 M$ sur leur durée de vie cumulée, pour un volume cumulé de crédits vérifiés attendus de 37 millions à 2030 et 51 millions sur leur durée de vie. Les quantités finales de crédits carbone obtenus dépendront de la réalisation effective des projets, des révisions méthodologiques pour la certification et des mises à jour techniques. TotalEnergies poursuivra entre 2026 et 2030 le développement de nouveaux projets afin de constituer un stock de crédits carbone de l'ordre de 50 millions en 2030.

Dans ce cadre et sur la base d'une consommation de 10 % du stock par an à compter de 2030, TotalEnergies serait amenée à consommer de l'ordre de 5 millions de crédits par an à partir de 2030.

FAITS MARQUANTS

États-Unis

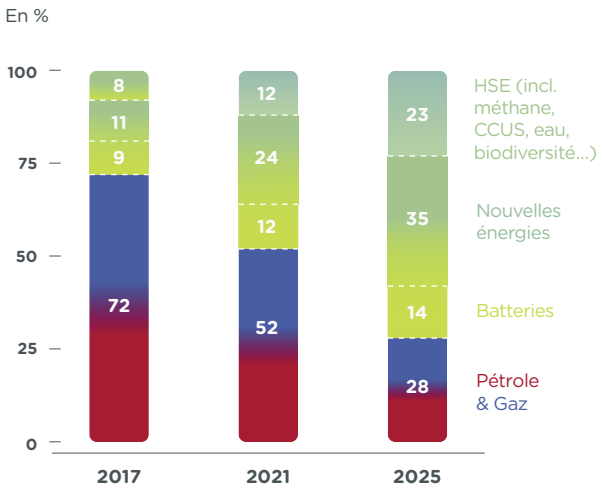
En 2025, TotalEnergies a conclu un accord avec NativState, développeur de projets de carbone forestier basé dans l'Arkansas (États-Unis), afin de préserver les forêts de la conversion des terres et de l'exploitation intensive. Cette transaction porte sur 13 projets de gestion forestière améliorée (Improved Forest Management, IFM) situés dans les quatre États américains d'Arkansas, Louisiane, Mississippi et Tennessee, couvrant une superficie d'environ 100 000 hectares. Les crédits carbone générés par le projet seront certifiés par l'ACR, registre internationalement reconnu, et acquis par TotalEnergies.

PROJETS DE NATIVSTATE AVEC TOTALENERGIES



Innover pour accélérer la transition énergétique

ALLOCATION DU BUDGET R&D[1]



(1) Budget R&D hors Hutchinson.
(1) Hors Hutchinson.

Chaque année, TotalEnergies consacre plus de 1 milliard de dollars sur un périmètre intégrant la R&D, l'innovation industrielle et les développements dans le domaine du digital.

La R&D chez TotalEnergies

À l'appui de sa stratégie de transition, TotalEnergies a fortement réorienté sa R&D au cours des dernières années. En 2025, 72% de notre budget R&D[1] été consacré aux énergies bas carbone (renouvelables, biomasse, batteries...) et à la baisse de l'empreinte environnementale à travers les programmes CCUS et développement durable, contre 28% en 2017.

La création de la branche OneTech, en septembre 2021, illustre la dynamique engagée par la Direction générale pour mobiliser les équipes et répondre aux nouveaux enjeux de TotalEnergies dans le cadre de sa stratégie de transition. La mission de OneTech est d'apporter l'ensemble des expertises techniques et de R&D dont TotalEnergies a besoin pour mettre en œuvre sa stratégie.

Une des missions de la branche OneTech, est de fournir des solutions de réduction de l'empreinte carbone et d'amélioration de l'efficacité énergétique de nos projets dès leur conception et anticiper avec nos partenaires les technologies innovantes.

En mettant le Digital au cœur de l'organisation de OneTech, la Compagnie étend sa transformation digitale à l'ensemble de ses secteurs d'activité en déployant des solutions numériques permettant d'améliorer la performance des opérations industrielles, de réduire leur empreinte environnementale ou d'apporter de nouveaux services à ses clients.

Notre ambition technologique

La maitrise des technologies clés pour la transition énergétique doit être source de différentiation.

TotalEnergies a identifié six domaines technologiques sur lesquels la Compagnie veut développer son excellence, concentrer et amplifier ses efforts de recherche et technologie (R&T) au travers de Programmes R&T Stratégiques (Strategic R&T Programs ou SRTP), avec l'ambition d'y bâtir des avantages compétitifs technologiques.

Ainsi en septembre 2025, la Compagnie s'est dotée de six Programmes Stratégiques R&T :
- deux dans le domaine du Développement Durable : « Digital for HSE » et « CO_2 Techno Hub » ;
- deux en matière de Projets et Opérations : « Digital Plant » et « NZE Plant » (« Near Zero Emissions Plant ») ;
- deux en matière de Nouvelles Énergies : « Integrated Power Modelling » et « BioHub ».

Réduire nos émissions grâce au digital

En septembre 2025, TotalEnergies a renforcé son Ambition Technologique dans le Digital à travers deux Strategic R&T Programs : Digital for HSE et Digital Plant.

Digital for HSE vise à développer des solutions digitales pour :
- identifier, anticiper et gérer les risques technologies ;
- améliorer la sécurité au poste de travail ;
- détecter et prévenir les émissions de polluants.

Par exemple, **STORM** (Safety Tool for Operators and Remote Monitoring) est un produit digital qui illustre l'effort de la Compagnie dans le Digital au service du développement durable et dont le déploiement a été initié en 2025. STORM est une solution digitale innovante développée par TotalEnergies pour améliorer la détection et la surveillance en continu des émissions de méthane sur les sites opérés par les opérateurs sur site et le Méthane Tracking Center à Pau. En agrégeant en temps réel des données multi sources — capteurs IoT, caméras infrarouges, capteurs acoustiques, données météo et imagerie drone AUSEA® ou satellite— STORM offre une visualisation en 2D/3D permettant d'identifier précocement les fuites, d'en localiser l'origine et d'accélérer les actions correctives. Conçu pour faciliter l'interprétation des multiples données, tout en renforçant la performance environnementale, l'outil vise à soutenir l'engagement de la Compagnie vers des émissions de méthane quasi nulles d'ici 2030. Déployé progressivement sur les actifs opérés E&P, STORM contribue à un reporting transparent et à une baisse significative des émissions, ce qui constitue un socle pour les futures capacités de quantification automatisée et de reporting OGMP 2.0.

Innover avec les startups

Pour contribuer à son développement dans les métiers de l'électricité, TotalEnergies continue de s'entourer de startups sélectionnées via son programme d'accélération *TotalEnergies On,* installé à Paris dans les locaux de Station F. Aujourd'hui ce sont près de 46 startups qui ont été accélérées ; trois d'entre elles ont été rachetées par la Compagnie (Nash, Predictive Layer, DS Flow), et près de 20 contrats commerciaux ont été signés à l'issue des 6 mois d'accélération.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies, Airbus, Safran, le CERFACS et l'ONERA unissent leurs efforts pour comprendre les effets non-CO_2

Si les émissions de CO_2 du transport aérien sont aujourd'hui bien quantifiées, leur impact climatique global continue de susciter le débat. En cause : les effets non-CO_2, un ensemble de phénomènes atmosphériques complexes – traînées de condensation, cirrus induits, oxydes d'azote, aérosols – dont certains contribuent au réchauffement, d'autres au refroidissement. Leur ampleur varie fortement selon les conditions locales de vol, rendant leur modélisation particulièrement délicate.

Face à cet enjeu scientifique majeur, TotalEnergies, Airbus et Safran unissent leurs forces dans un projet commun de modélisation avancée, réalisé conjointement par deux instituts de référence, le CERFACS et l'ONERA. Le modèle issu de ce projet sera à terme mis à la disposition de la communauté scientifique et industrielle pour faire avancer ce sujet complexe.

La Fibre optique pour le monitoring du stockage de CO_2

TotalEnergies est un pionnier dans l'utilisation de câbles de fibre optique pour monitorer le stockage de CO_2. Sur le site de Northern Lights en Norvège, TotalEnergies et ses partenaires ont réutilisé des câbles de fibres optiques déjà installés pour les télécommunications et ont démontré l'efficacité de cette nouvelle utilisation d'une technologie existante à faible coût. La Compagnie a collaboré avec X, The Moonshot Factory (anciennement Google X) pour développer un système d'analyse de données en temps réel installé directement sur site. De façon automatique, l'intelligence artificielle permet d'extraire et de traiter uniquement les informations clés, optimisant ainsi le volume de données à transférer et réduisant la consommation énergétique.

OptimHYSe, un outil d'optimisation de système énergétique hybride

OptimHYSe est un outil développé par TotalEnergies pour optimiser la conception et le fonctionnement des systèmes énergétiques combinant notamment énergies renouvelables, batteries, centrales à gaz, réseau électrique. Il aide nos équipes à concevoir des solutions plus sobres, plus fiables et mieux intégrées aux besoins des territoires. Grâce à des modèles d'optimisation avancés, OptimHYSe permet de tester différentes configurations, d'en mesurer l'impact sur les émissions de CO_2 et d'identifier les choix les plus performants sur l'ensemble du cycle de vie des installations.

L'outil est utilisé pour la réduction des émissions de nos sites industriels et l'optimisation de centrales renouvelables connectées au réseau. En soutenant les projets multiénergies partout dans le monde, OptimHYSe contribue à accélérer la transition vers un système énergétique plus durable et résilient.

Réduire l'empreinte carbone des lubrifiants grâce aux huiles de bases issues de matières recyclées et aux outils digitaux

TotalEnergies a démontré l'intérêt environnemental de l'incorporation d'huiles de base issues de matières recyclées (RRBO) dans les formulations de lubrifiants pour l'automobile. Les analyses de cycle de vie (ACV) réalisées ont montré que l'incorporation de RRBO permettait de réduire significativement l'empreinte carbone des nouvelles générations d'huiles moteur (15 à 50% suivant la gamme), tout en maintenant les performances techniques équivalentes. L'approche s'appuie sur des outils digitaux internes permettant d'orienter les formulations vers les options les plus compétitives : calculs d'ACV automatisés ; cartographie digitale des huiles de bases recyclées ; assistant virtuel de formulation accélérant l'optimisation des formules à développer et tester. En valorisant pleinement nos données techniques expérimentales et en mobilisant des approches d'intelligence artificielle, ces outils digitaux démultiplient notre capacité d'innovation. Ils accélèrent la mise au point de nouvelles générations de lubrifiants et élargissent le champ des solutions durables explorées.


Collaborateur rayon lubrifiant, Station Bonjour, Antananarivo - Madagascar.

Agir pour le bien-être des collaborateurs

70 Assurer la sécurité
73 Nos collaborateurs engagés dans la transition
74 Cinq leviers pour mobiliser nos collaborateurs
75 *Focus.* Prendre soin les uns des autres : un engagement partagé dans toutes nos filiales
76 Développer et accompagner les talents dans la transition
77 Construire une entreprise où il fait bon vivre
78 *Focus.* Care together by TotalEnergies
79 La diversité des talents, levier de performance


Opératrice sur FPSO CLOV - Angola.

Assurer la sécurité

OBJECTIF

Zéro accident mortel

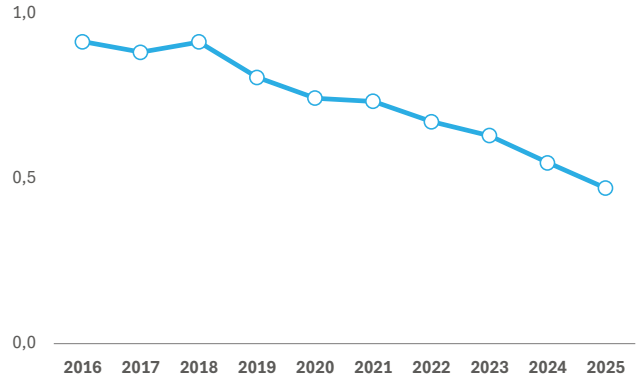
Nous déplorons en 2025 un décès accidentel

En 2025, le TRIR est toujours en baisse, il atteint

0,47

TRIR TOTALENERGIES

Nombre d'accidents du travail déclarés par million d'heures travaillées.



La sécurité est pour nous plus qu'une priorité, c'est une valeur avec laquelle nul ne transige pour quelque motif que ce soit. Toute personne intervenant sur nos sites doit pouvoir rentrer dans son foyer en bonne santé après sa journée de travail.

Prévention des accidents au poste de travail

Le nombre d'accidents par million d'heures travaillées (TRIR) du personnel de la Compagnie et des entreprises partenaires est en progrès régulier depuis de nombreuses années. Il atteint 0,47 en 2025. Les efforts menés en termes de sécurité ont permis de réduire le TRIR de TotalEnergies de 60% sur une période de 10 ans. Une large majorité des accidents concernent la sécurité au poste de travail.

Cette baisse du TRIR est due aux efforts constants en matière de sécurité et notamment :

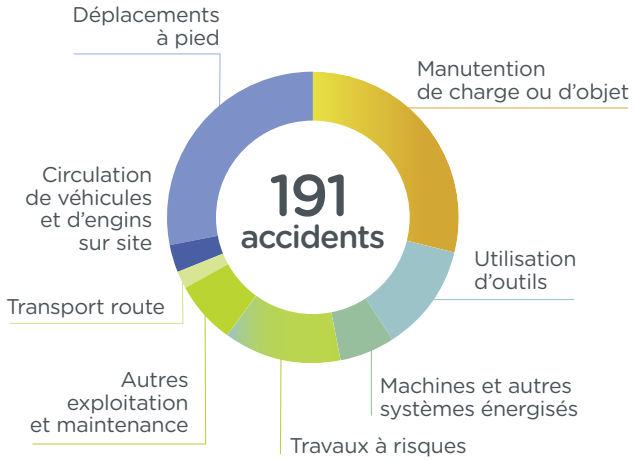
- à la prévention des risques d'accidents graves et mortels par des campagnes visant les travaux à risques et le transport routier ;
- à la mise en place de règles et guides HSE régulièrement mis à jour et audités ;
- à la formation et la sensibilisation générale à la sécurité visant tous les niveaux de l'organisation (formations spécifiques pour managers, Journée Mondiale de la Sécurité) ;
- aux efforts de communication HSE visant tout le personnel de la Compagnie ;
- au maintien d'objectifs HSE dans la politique de rémunération des salariés.

Nos actions de prévention des accidents mortels

La Compagnie a pour objectif « zéro accident mortel ». Nous déplorons en 2025 un décès accidentel parmi le personnel de nos entreprises partenaires.

TYPOLOGIE DES ACCIDENTS 2025

Accidents du travail déclarés comptés dans le TRIR



FAITS MARQUANTS

Tirer toutes les leçons du décès accidentel survenu en 2025

Site Exploration-Production Angola - Block 17 - Clov Field - Navire logistique Anahita – 14 mai 2025

Lors du déchargement de tubes de forage sur un navire logistique, les tubes, une fois posés et les élingues décrochées, ont roulé vers deux membres d'équipage de l'entreprise exploitant le navire. Manoj Kumar a perdu la vie et un de ses collègues a été blessé à la jambe.

Des recommandations spécifiques ont été édictées concernant le renforcement des procédures de chargement / déchargement, notamment la stabilisation des charges post levage, la mise en place de systèmes de stockage sécurisés pour les faisceaux de tubes et le renforcement de la prévention sur les navires logistiques.

« NOS VIES AVANT TOUT »

En 2025, le programme « Nos vies avant tout » a donné lieu dans l'ensemble des sites de la Compagnie à :



280 000

« vérifications qui sauvent la vie »



13 000

« tournées sécurité conjointes »



100 %

des sites ont déployé le « feu vert sécurité »

FAITS MARQUANTS

Accueillir les entreprises partenaires

Parcours Safety Street - Raffinerie d'Anvers et autres sites du secteur RC et initiative Safety Dojo - Saft et autres entités du secteur GRP

Le parcours Safety Street et l'initiative Safety Dojo, en reproduisant des situations de travail réelles pour chaque Règle d'or, permettent aux intervenants d'identifier les risques et bonnes pratiques de leurs futures phases de travail sur site.

Cela comprend notamment la manipulation d'équipements de protection individuelle, des exercices autour de situations à risque, des modules dédiés aux permis de travail, à la circulation interne et le rappel des retours d'expérience. Dans certains sites, des dispositifs de réalité virtuelle sont utilisés pour renforcer la pédagogie sur ces thématiques sécurité.

Lancées en 2021, ces initiatives sont maintenant déployées sur plus de 70 sites de la Compagnie.

Nos actions pour prévenir les accidents mortels sont basées sur un travail de longue haleine qui vise à l'adaptation permanente et à la mise en place systématique sur le terrain de deux programmes globaux : « Les Règles d'or » et « Nos vies avant tout ». Ce travail de fond indispensable est complété par des plans d'action particuliers issus des investigations menées lors de la survenance de nouveaux événements.

Déploiement mondial du programme « Nos vies avant tout »

Ce programme a pour objectif la mise en place sur l'ensemble de nos sites de trois types d'actions pratiques :

- **les « vérifications qui sauvent la vie »** : cinq activités ont été initialement identifiées comme celles générant les risques les plus élevés et pouvant être à l'origine d'accidents mortels. Pour ces activités, des check-lists de sécurité ont été rédigées et permettent de vérifier la conformité de leur exécution sur le terrain. Plus de 280 000 « vérifications qui sauvent la vie » ont été réalisées en 2025 ;
- **les « tournées sécurité conjointes »** : afin de promouvoir une culture sécurité commune, la présence et le dialogue sécurité sur le terrain sont renforcés. Ainsi, au-delà des visites journalières du management de proximité, des tournées conjointes entre le management supérieur de TotalEnergies et des entreprises partenaires sont organisées. Plus de 13 000 « tournées sécurité conjointes » ont été réalisées en 2025 ;
- **le « feu vert sécurité »** : il s'agit de s'assurer, avant le début d'une intervention sur le terrain, que la compréhension des risques est acquise par le personnel intervenant qui peut ne pas démarrer ou arrêter un travail si les conditions ne sont pas réunies. Pour cela, le rituel de questions a été précisé, les objectifs et les attendus clarifiés. Cette version renouvelée du « feu vert sécurité » a fait l'objet d'un déploiement en 2024 qui s'est poursuivi sur l'ensemble des sites de la Compagnie en 2025.

Prévention des risques technologiques majeurs

Les installations et activités de TotalEnergies sont exposées aux risques technologiques, et la prévention des accidents industriels majeurs est un axe essentiel de la politique sécurité de la Compagnie. Toutes nos installations font l'objet d'études systématiques d'identification des dangers et d'analyse des risques associés, avec pour objectif la maîtrise des risques afin de prévenir un accident majeur et de protéger les personnes, l'environnement et les biens. Tous les risques sont étudiés, et des barrières techniques, organisationnelles et humaines sont identifiées et mises en œuvre afin de garantir une maîtrise de ces risques.

Un plan pluriannuel a été élaboré afin de continuer à renforcer la maîtrise du risque technologique majeur pour l'ensemble des opérationnels de terrain.

Ce programme s'articule autour de trois axes :

- réévaluer l'efficacité de la gestion des barrières critiques pour chaque scénario d'accident majeur ;
- faciliter le management des risques majeurs par la visualisation des barrières critiques ;
- améliorer la compréhension et le management des outils de prévention pour les opérationnels.

En complément, une formation spécifique a été déployée pour les managers opérationnels des sites. Cette formation immersive dans des conditions les plus proches du réel, permet d'appréhender des situations de feux et d'explosion d'hydrocarbures dans un environnement maitrisé et sur un terrain sécurisé.

Aussi, le 24 avril 2025, lors de la Journée Mondiale de la Sécurité, la prévention des accidents majeurs a été abordée via le thème des barrières critiques et des situations dégradées. Cette journée a été l'occasion de nombreux échanges et présentations aux collaborateurs de la Compagnie et des entreprises partenaires.



NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS TIER 1 ET TIER 2 TOTALENERGIES

Indicateur du nombre de pertes de confinement telles que définies dans les normes API et IOGP (hors actes de sabotage et de vols).



NOMBRE D'ACCIDENTS GRAVES DE LA ROUTE TOTALENERGIES

Nombre d'accidents de la route ayant entraîné le renversement du véhicule ou une blessure du conducteur ou d'un passager.



Nous suivons le nombre de pertes de confinement classées Tier 1 et Tier 2 selon les normes de l'industrie. La mise en place de notre politique de prévention basée sur la maîtrise de l'intégrité technique et l'excellence opérationnelle nous a permis de diviser par cinq leur nombre depuis dix ans. La Compagnie n'a pas connu d'accident industriel majeur en 2025.

Transport routier

Le risque d'accident de la route est un des principaux risques sécurité au poste de travail pour TotalEnergies. La Compagnie dispose depuis de nombreuses années d'une politique basée sur des règles, la formation des conducteurs, la communication, des spécifications techniques des véhicules et un vaste programme d'inspection des transporteurs.

Cette politique permet une baisse régulière du nombre d'accidents. Le nombre d'accidents graves a été divisé par quatre en dix ans. Pour prévenir les accidents de la route, plusieurs innovations technologiques ont été testées, mises en œuvre en priorité dans les pays à risque routier élevé, et nous avons décidé de leur extension à l'ensemble des pays où la Compagnie est présente.

Ces dispositifs sont :

- alerte de franchissement de ligne ;
- alerte de collision frontale ;
- freinage automatique d'urgence ;
- détection de la fatigue et de la distraction.

FAITS MARQUANTS

#SafeDriver

Depuis 2016, TotalEnergies réalise des campagnes de sensibilisation #SafeDriver à destination des collaborateurs TotalEnergies et de nos entreprises partenaires qui utilisent les véhicules légers et lourds. L'objectif est de rappeler les règles de base de la conduite et l'importance de les respecter, d'encourager le changement des pratiques et des comportements, en l'accompagnant d'une démarche participative et d'échanges sur le terrain. Chaque année des vidéos de prévention sont diffusées et se poursuivront en 2026.

FAITS MARQUANTS

Programme stratégique Recherche et Technologie - Digital for HSE

L'intégration du numérique au service de l'HSE constitue aujourd'hui un levier important pour atteindre les ambitions de la Compagnie. Le programme Digital for HSE, lancé en 2025 s'inscrit au cœur de cette démarche en mobilisant des technologies digitales avancées - intelligence artificielle, robotique, drones, réalité augmentée, monitoring prédictif - pour renforcer à la fois la performance opérationnelle, la maîtrise des risques pour les personnes comme pour les infrastructures de production et la réduction de l'empreinte environnementale.

Cette ambition se traduit par la structuration de programmes dédiés comme le Smart Worksite Safety Program qui améliore la préparation et la supervision des travaux grâce à des assistants digitaux, une anticipation des risques grâce à l'analyse des données et un monitoring continu automatisé des chantiers. Des solutions permettent aussi de réduire l'exposition humaine par exemple via des moyens téléopérés tels que des inspections par drones ou l'intervention de robots.

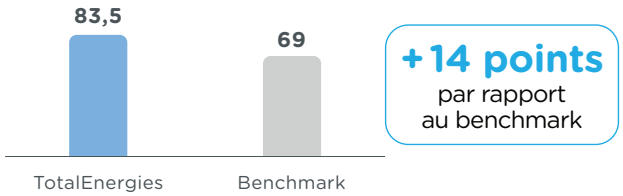
L'autre pilier du dispositif repose sur la surveillance en temps réel des barrières critiques qui protègent des risques technologiques majeurs, rendue possible par la consolidation des données industrielles de maintenance, par l'aide aux décisions opérationnelles et la prédiction de défaillance. Des pilotes ont été développés en 2025, dans différents secteurs, accompagnés par une formation renforcée sur la compréhension de la notion de barrière critique.

Au-delà de la sécurité, le numérique est également mis au service de l'environnement grâce à des solutions de monitoring des émissions.

Nos collaborateurs engagés dans la transition

SCORE D'ENGAGEMENT TOTALENERGIES 2025

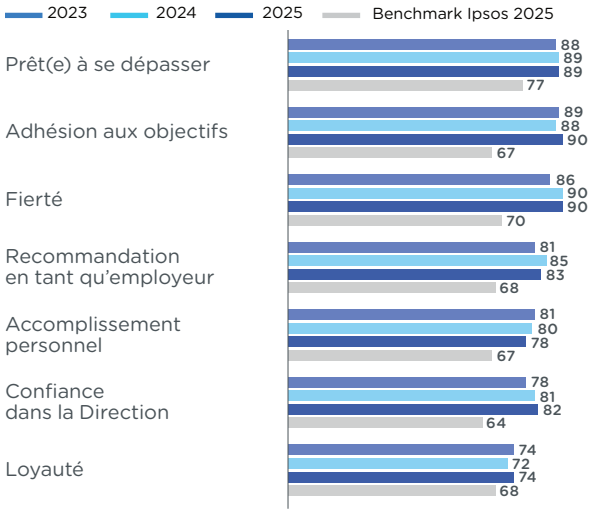
Benchmark Ipsos composé d'entreprises de plus de 10 000 salariés à travers le monde (en %).



+14 points par rapport au benchmark

INDEX D'ENGAGEMENT TOTALENERGIES 2025 ET BENCHMARK IPSOS(1)

Benchmark Ipsos composé d'entreprises de plus de 10 000 salariés à travers le monde (% d'accord).



(1) Hors Hutchinson.

Nos collaborateurs sont au cœur de notre performance et leur engagement est indispensable pour réussir notre transition. Notre ambition humaine *Better Together* réunit un ensemble de dispositifs dont l'objet est de construire une entreprise où il fait bon vivre ensemble et de mener une transition juste.

Nous considérons l'écoute comme une composante indispensable d'une transition juste. Le dialogue social y contribue en premier lieu. Au-delà, nos collaborateurs dans le monde sont interrogés tous les deux ans, via le TotalEnergies Survey, sur leur perception de la Compagnie autour de différentes thématiques (ambition, performance collective, adhésion à la démarche Sustainab'ALL, management, développement des talents, conditions de travail, etc.).

Sur décision du Comex, une enquête complémentaire et plus concise, lancée depuis 2023, le TotalEnergies Pulse Survey, a désormais lieu en alternance une année sur deux, pour permettre de mesurer chaque année l'engagement des collaborateurs et leur niveau de bien-être. En 2025, le score d'engagement pour TotalEnergies est à nouveau supérieur à 80% (83,5%(1)).

Depuis 2022, la Compagnie organise des campus réunissant les membres du Comex, des cadres dirigeants et des collaborateurs afin d'écouter leurs propositions sur des sujets clés pour la Compagnie. En 2025, ce sont près de 300 collaborateurs managers de centres de profits qui ont pu échanger avec le Comex. Les participants ont notamment travaillé sur l'*accountability*, un principe qui souligne l'engagement du manager d'un centre de profits, dans le domaine dont il est responsable et vis-à-vis de la Compagnie, à délivrer les résultats attendus, prendre les décisions requises pour les atteindre, assumer ces décisions et rendre compte, de manière transparente, des résultats et des conséquences, présentes et futures, de ses actions.

FAITS MARQUANTS

Notre démarche Sustainab'ALL gagne en visibilité parmi nos collaborateurs

L'édition 2025 du TotalEnergies Pulse Survey a été marquée par l'introduction de questions permettant de mesurer plus précisément la compréhension et l'adhésion de nos collaborateurs à la transition et à Sustainab'ALL, notre démarche de développement durable.

Les résultats témoignent d'une dynamique positive et partagée :

- **81 % de nos collaborateurs estiment que la Compagnie se transforme à un rythme adapté aux évolutions du monde de l'énergie.**
- **87 % déclarent avoir entendu parler de notre démarche Sustainab'ALL en hausse de 10 points par rapport à 2024.**

Ces niveaux d'appropriation illustrent la confiance des équipes dans les orientations stratégiques de la Compagnie.

Cinq leviers pour mobiliser nos collaborateurs

« OUR 5 LEVERS FOR A SUSTAINABLE CHANGE »



1 - Consommations d'énergie

Dans mes opérations, je passe en revue toutes mes consommations d'énergie et je vise à les minimiser. Dans mes projets, je conçois les installations de façon à minimiser les consommations d'énergie.



2 - Opérations bas carbone

Je promeus l'usage des énergies renouvelables et des technologies bas carbone dans mes projets et mes opérations en prenant en compte un coût du CO_2 de 100 $/t; je fais de même auprès de mes clients et mes fournisseurs pour leur permettre de réduire leurs émissions.



3 - Rejets dans l'environnement

Dans mes opérations, je passe en revue tous les rejets qu'ils soient dans l'air, dans l'eau, dans les océans ou dans le sol ainsi que les déchets et je vise à les minimiser grâce aux meilleures technologies et pratiques disponibles. Dans mes projets, je conçois les installations de façon à minimiser les pollutions et les déchets.



4 – Nos communautés

Je connais les riverains de mon site et mes parties prenantes; j'engage et j'entretiens un dialogue constructif avec eux, y compris par le traitement attentif des plaintes. J'anticipe ce dialogue dès la conception d'un nouveau projet.



5 - Care

Je prête attention à mes collègues et je signale lorsque l'un d'entre eux donne des signes de mal-être.

L'ambition de TotalEnergies d'inscrire le développement durable au cœur de sa stratégie, de ses projets et de ses opérations appelle une mobilisation de tous ses collaborateurs. Pour progresser ensemble et concrétiser notre démarche, nous avons déployé en 2024 « Our 5 Levers for a Sustainable Change ».

Ces 5 leviers d'action visent à faire évoluer collectivement notre culture d'entreprise, dans la durée, comme nous avons su le faire au cours des 20 dernières années en matière de sécurité. Une telle évolution suppose un cheminement collectif, qu'il convient d'initier en mettant d'abord l'accent sur certains comportements prioritaires.

Leur déploiement s'appuie sur la nomination de 189 *Sustainability Officers* au sein des équipes HSSE (Hygiène, Sécurité, Sustainability, Environnement) de nos filiales opérées. Chargés localement de la promotion des leviers, de piloter des plans de progrès et d'organiser la remontée d'information, ils constituent un réseau qui se réunit à intervalles réguliers, notamment pour échanger des bonnes pratiques. Un programme de formation aux 5 leviers a été lancé en 2024, avec la mise à disposition de tous les collaborateurs de la Compagnie de modules digitaux dédiés à chacun des leviers. A fin 2025, 24 000 d'entre eux avaient suivi l'intégralité des modules. Une formation plus longue destinée aux managers a été mise en place en 2025 et a permis de former 400 d'entre eux.

Enfin, depuis janvier 2025, les dossiers des projets d'investissement soumis au Comité Exécutif comportent une présentation sur la manière dont les leviers 1 à 4 ont été pris en compte dans les projets.

« Our 5 Levers for a Sustainable Change » constituent ainsi une étape clé pour impulser une dynamique de changement en promouvant 5 attitudes collectives prioritaires, en complément des rituels du Sustainab'ALL moment au début de chaque réunion de l'après-midi, lancé en 2021, et du Sustainab'ALL day lancé en 2023.

Sustainab'ALL

FAITS MARQUANTS

Sustainab'ALL day 2025 : un an après le lancement de « Our 5 Levers for a Sustainable Change »

TotalEnergies a célébré le 26 septembre le Sustainab'ALL day, sa journée mondiale consacrée au développement durable. Initié en 2023, cet événement annuel a pour objectif de rassembler tous les collaborateurs de la Compagnie, partout dans le monde autour des enjeux associés au développement durable et de mettre en avant les contributions concrètes des filiales et entités de la Compagnie.

Cette troisième édition avait pour objectif de montrer comment « Our 5 Levers for a Sustainable Change » avaient été mis en oeuvre, un an après leur lancement ; elle a mobilisé 25 000 participants lors d'événements locaux dans 94 pays. Plus de 10 000 collaborateurs se sont connectés au Live Event pour suivre l'intervention de Patrick Pouyanné au cours duquel il a remis des prix du COMEX récompensant trois initiatives en lien avec les leviers, distinguées dans 3 catégories : impact, réplicabilité et innovation. Cinq prix « coup de coeur du public », un par levier, ont également été attribués sur la base du vote des collaborateurs.

FOCUS Prendre soin les uns des autres : un engagement partagé dans toutes nos filiales

«Our 5 Levers for a Sustainable Change»

Levier 5.

Je prête attention à mes collègues et je signale lorsque l'un d'entre eux donne des signes de mal-être.



Petits gestes attentionnés qui ont un impact considérable sur le bien-être au travail - Nigéria.

Parce que le bien-être psychologique est un pilier essentiel d'un environnement de travail durable, les filiales de TotalEnergies déploient des initiatives concrètes pour renforcer la vigilance collective et le soutien entre collègues. Les cinq projets candidats aux Awards du Levier 5 Care "Our 5 Levers for a Sustainable Change" illustrent la richesse et la pertinence des actions menées dans le monde. Autant de bonnes pratiques qui contribuent à diffuser une culture d'attention, d'écoute et de respect. Le lauréat 2025, porté par la filiale E&P du Nigeria, témoigne de cette dynamique ambitieuse et inspirante.

Nigeria — Care Week : la force des petits gestes (Lauréat 2025)

La Care Week a mobilisé l'ensemble des équipes autour de l'idée que de simples gestes bienveillants peuvent transformer durablement le climat de travail. Webinaires, ateliers, "Care walls" et messages de reconnaissance ont permis de sensibiliser largement à la responsabilité de tous envers le bien-être de chacun. Avec plus de 1 000 participants, cette initiative a renforcé l'empathie et l'inclusion au sein des équipes.

Espagne — Former aux premiers secours en santé mentale

En Espagne, la filiale GRP a intégré la formation aux premiers secours en santé mentale dans son plan de développement. Elle permet d'identifier les situations critiques, de comprendre les réactions émotionnelles en contexte de crise et de savoir orienter un collègue en difficulté. 50 collaborateurs ont suivi le programme en 2025.

Royaume-Uni — Mental Health Champions

Avec la hausse, au Royaume-Uni, des besoins en soutien psychologique après la pandémie de COVID-19, un réseau d'une trentaine de collaborateurs-bénévoles formés à l'écoute active a été mis en place au sein de la filiale. Ces "Mental Health Champions" offrent un relais confidentiel et impartial pour repérer la détresse, encourager l'orientation vers des solutions adaptées et soutenir les collègues en difficulté.

Allemagne — Un service d'assistance en cas d'urgence

La filiale allemande du MS a mis en place, avec VIVA FamilienService, un dispositif professionnel d'écoute et d'accompagnement en matière de santé mentale. Disponible par téléphone ou e-mail, anonyme et gratuit, il aide les collaborateurs confrontés à des situations personnelles ou professionnelles difficiles, et peut faciliter un suivi à plus long terme.

Pays-Bas — Expérimenter un leadership du bien-être

Aux Pays-Bas, un projet pilote a réuni 14 managers autour d'une application destinée à créer un environnement de travail sûr. Pendant cinq semaines, ils ont été sensibilisés aux pratiques favorisant un climat de confiance et la prévention des comportements transgressifs, ouvrant la voie à de nouveaux tests dans d'autres équipes.

Développer et accompagner les talents dans la transition

98%

de nos salariés ont suivi au moins une formation en 2025

Top 10

des entreprises préférées des jeunes cadres des filières Ingénierie et Commerce en France selon le palmarès annuel établi par le cabinet Universum



Collaborateurs TotalEnergies Houston - USA.

Développer les compétences de nos collaborateurs est un enjeu majeur pour réussir une transition juste. Notre objectif est de les rendre acteurs de leur développement professionnel, notamment au travers de la plateforme de mobilité interne ou en leur donnant la possibilité de décider en toute autonomie des formations qu'ils considèrent comme importantes pour leur développement jusqu'à trois jours par an, en complément des formations obligatoires. En 2025, 98 % de nos salariés ont suivi au moins une formation et ont bénéficié en moyenne de 4,6 jours de formation dans l'année.

Visa pour TotalEnergies, un programme d'*upskilling* global

Dans le cadre de son plan de transition juste, TotalEnergies a conçu le programme « Visa pour TotalEnergies » comme un programme d'*upskilling* global, visant à préparer l'ensemble des salariés, partout dans le monde, aux nouveaux enjeux de la Compagnie et de la société, et à accompagner l'évolution de leurs compétences. Ce programme de formation pluriannuel se déploie en plusieurs saisons consacrées chacune à un volet clé de la transition de la Compagnie. Les deux premières saisons ont permis de former plus de 30 000 collaborateurs aux enjeux climatiques et aux réponses apportées par notre ambition puis, en 2023 aux fondamentaux de l'électricité, principal levier de réduction de l'empreinte carbone du mix énergétique. En 2024 et 2025, le programme s'est poursuivi avec l'ambition d'accélérer l'appropriation des outils d'IA générative au service de la performance collective. Cela s'est concrétisé par la mise à disposition progressive de licences Copilot pour Microsoft 365 et Microsoft Power Platform, adossée à une formation sur la prise en main de ces nouveaux outils.

OneTech : décloisonner les compétences

La branche OneTech qui réunit 3 400 ingénieurs, techniciens et chercheurs de TotalEnergies au sein d'une seule et même entité est aujourd'hui un pôle d'excellence technologique au service de l'ensemble de nos activités multi-énergies. La concentration des compétences techniques permet de constituer des équipes pluridisciplinaires pour mener les nouveaux projets industriels quel que soit le secteur d'activité. Cela génère un décloisonnement des compétences, créateur de valeur pour la Compagnie et les collaborateurs. À la clé : plus de polyvalence pour mieux développer nos projets sur l'ensemble du mix énergétique.

FAITS MARQUANTS

Des communautés techniques au service de l'ambition technologique de la Compagnie

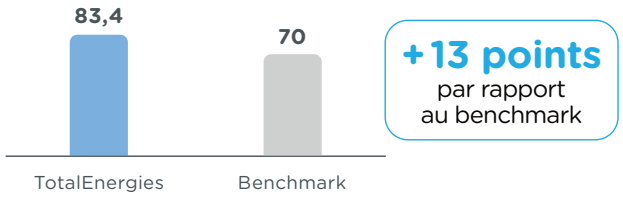
En 2025, la branche OneTech a lancé le déploiement de communautés techniques qui réunissent des ingénieurs et techniciens du monde entier par expertise : *Geoscience & Reservoir, Drilling & Wells, Process, Maintenance/Inspection, Technologies, Projects, Electricity & Renewables.*

L'objectif est de partager les innovations, retours d'expérience et formations ; de valoriser les compétences au service des opérations et projets de la Compagnie.

Construire une entreprise où il fait bon vivre

SCORE CARE TOTALENERGIES 2025

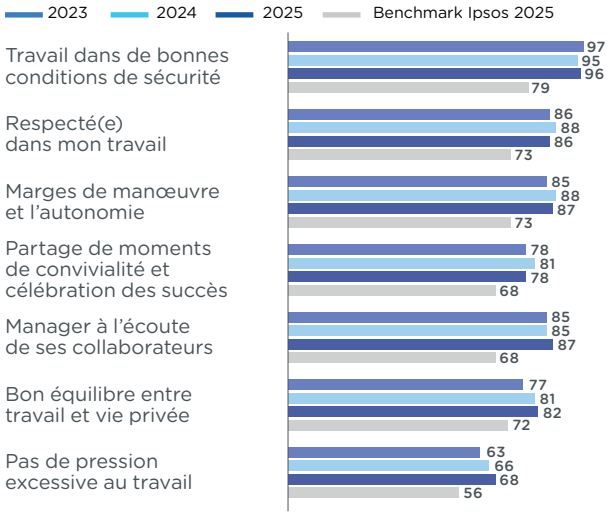
Benchmark Ipsos composé d'entreprises de plus de 10 000 salariés à travers le monde (en %).



+13 points par rapport au benchmark

INDEX CARE TOTALENERGIES 2025 ET BENCHMARK IPSOS[1]

Benchmark Ipsos composé d'entreprises de plus de 10 000 salariés à travers le monde (% d'accord).



(1) Hors Hutchinson.

L'engagement de la Compagnie en matière de responsabilité sociale se traduit par le déploiement du programme *Care Together by TotalEnergies*. Au-delà d'engagements spécifiques à chaque filiale, ce programme garantit le respect de standards sociaux élevés pour ses collaborateurs à travers le monde, quelle que soit la législation en vigueur dans les pays.

Remarquable par son ampleur, ce programme repose sur des mesures concrètes autour de quatre piliers essentiels : protection sociale, santé, sphère familiale, environnement et modes de travail. Ainsi, chaque collaborateur, partout dans le monde, dispose par exemple d'un suivi médical, d'une prévoyance santé et décès, ou encore d'un congé d'accueil d'un enfant. En matière de santé mentale, la Compagnie déploie une politique mondiale de prévention des risques psychosociaux.

Avec la volonté de développer une culture favorisant le bien-être au quotidien, nous aidons nos collaborateurs à préserver leur équilibre dans un environnement de travail sûr, en renforçant l'attention que chacun porte au bien-être de ses collègues et en encourageant les managers de proximité à créer un cadre de travail propice à la performance durable. Nous mettons ainsi à disposition de nos collaborateurs une offre de formation spécifique dans un cadre qui permet à chaque salarié de suivre trois jours de formation de son choix.

La Compagnie met également en œuvre, les « green Fridays ». Cette innovation libère de toute réunion collective organisée par le management un vendredi sur deux et permet au collaborateur d'organiser son travail comme il le souhaite.

Afin de mesurer nos progrès et d'établir des plans d'action, nous avons défini, en collaboration avec Ipsos une mesure annuelle du niveau de bien-être de nos collaborateurs grâce à un index Care à travers sept critères. En 2025, notre score est de 83,4%, en hausse par rapport à 2024[1].

FAITS MARQUANTS

La santé mentale des collaborateurs : un sujet d'attention pour TotalEnergies

En 2025, nous confirmons notre position parmi les entreprises les mieux classées à l'échelle mondiale en figurant dans le top 7 du CCLA Corporate Mental Health Benchmark Global 100+ . Ce benchmark évalue les 120 plus grandes entreprises cotées de plus de 10 000 employés dans le monde sur le thème de la santé mentale au travail. Un classement qui reconnait les actions menées par la Compagnie pour faire de ce sujet un enjeu de performance collective.

FOCUS

care together by TotalEnergies

	OBJECTIFS	NOS ACTIONS MONDE
100% des collaborateurs bénéficient d'une rémunération directe au moins égale au salaire décent du pays ou de la région dans laquelle ils travaillent	**Protection sociale** Assurer une rémunération décente et une protection sociale de qualité à l'ensemble de nos salariés quelle que soit leur localisation	• Garantir à tous nos collaborateurs une rémunération directe au moins égale au salaire décent du pays ou de la région dans laquelle ils travaillent. • Mettre en place, le cas échéant, un plan de prévoyance santé ou un régime supplémentaire d'entreprise en matière de santé. • Mettre en œuvre un dispositif de prévoyance décès, quelle qu'en soit la cause, au moins équivalent à deux ans de salaire brut de référence.
100% des collaborateurs exposés à un risque professionnel bénéficient d'un suivi médical	**Santé** Préserver la santé physique et mentale de l'ensemble de nos collaborateurs partout dans le monde	• Faire bénéficier d'un suivi médical nos collaborateurs exposés à un risque professionnel pouvant occasionner des effets nocifs pour la santé physique et mentale. • Proposer à l'ensemble de nos salariés un bilan de santé tous les deux ans minimum, sauf si réglementations ou contexte local spécifiques. • Déployer une politique mondiale de prévention des risques psychosociaux afin de protéger la santé mentale des salariés.
98% (1) des collaborateurs, premiers parents, bénéficient d'un congé d'accueil d'un enfant d'une durée minimum de 14 semaines rémunéré à 100%	**Sphère familiale** Donner la possibilité à nos collaborateurs de prendre soin de leur famille	*Pour grossesse ou adoption :* • Garantir un congé d'accueil d'un enfant d'une durée minimum de 14 semaines au premier parent et de deux semaines au second parent avec maintien de salaire de base à 100 % (sous réserve de mesures locales plus protectrices). • Neutraliser les absences pour congé d'accueil d'un enfant, en accordant au premier parent de retour de congé d'accueil d'un enfant une augmentation égale à la moyenne des augmentations individuelles qu'il a perçue au cours des trois dernières années.
96% des sociétés de la Compagnie mènent des campagnes d'information ou organisent des événements relatifs au bien-être des salariés	**Environnement et modes de travail** Favoriser une organisation du travail flexible, moderne et attractive pour nos collaborateurs tout en préservant l'efficacité collective dans un environnement de travail sûr	• Généraliser le recours aux horaires flexibles en se dotant de règles claires et responsabiliser nos collaborateurs à l'usage du télétravail. • Mener des campagnes d'information et des actions de sensibilisation sur le bien-être des collaborateurs et leur équilibre vie professionnelle – vie privée.

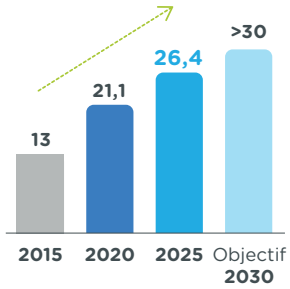
(1) Hors Hutchinson – données PSM 2025.

La diversité des talents, levier de performance

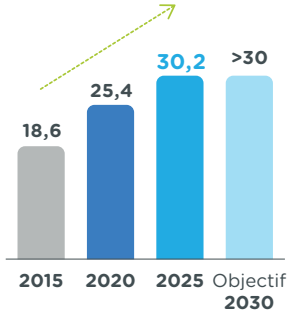
Feuille de route diversité : les efforts se poursuivent

ÉVOLUTION DE LA FÉMINISATION

% de femmes parmi l'encadrement supérieur

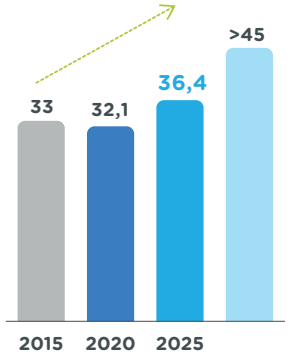


% de femmes parmi les cadres dirigeants

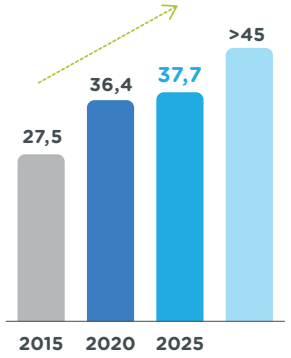


ÉVOLUTION DE L'INTERNATIONALISATION

% d'internationaux parmi l'encadrement supérieur



% d'internationaux parmi les cadres dirigeants



La diversité des talents et du management est un levier de progrès déterminant pour une entreprise comme TotalEnergies, en ce qu'elle accroît notre compétitivité, notre capacité d'innovation et notre attractivité. La Compagnie veille à la mixité et à l'internationalisation de ses équipes et à prévenir toute forme de discrimination pour bâtir un collectif respectueux au sein duquel chacun puisse exprimer tout son potentiel.

Comprendre et respecter les différences

En 2025, la Compagnie a poursuivi le déploiement d'un kit de sensibilisation complet mis à la disposition des managers afin qu'ils organisent un moment d'échange avec leurs équipes partout dans le monde. Objectif : comprendre et respecter les différences pour créer les conditions collectives permettant à chacun d'exprimer son talent, ses idées et son énergie.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, une campagne de sensibilisation a été dédiée à la promotion de l'ambition des femmes, notamment au travers d'une conférence intitulée « Le sport : un levier d'émancipation pour les femmes ? ». Cette conférence, organisée en présence de sportives de haut niveau, a permis de briser les stéréotypes de genre et a apporté des exemples de parcours inspirants.

Par ce type d'action de sensibilisation, la Compagnie veille à prévenir toute forme de discrimination, en accord avec ses valeurs de Respect de l'Autre et de Force de la solidarité.

Agir en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap

Nous avons rejoint depuis 2018 le réseau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en nous engageant à promouvoir en priorité cinq grands principes de la Charte du Réseau mondial Entreprises et Handicap. À ce jour, plus de 40 filiales de la Compagnie se sont engagées à créer un environnement de travail plus inclusif pour les collaborateurs en situation de handicap, dans le respect des spécificités de chaque pays.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies et *The Valuable 500* ensemble pour l'inclusion des personnes en situation de handicap

Le 3 décembre 2025, lors de la journée internationale des personnes en situation de handicap, TotalEnergies a fêté les 5 ans de son adhésion à *The Valuable 500*, une initiative mondiale visant à inscrire l'inclusion des personnes en situation de handicap et la valorisation de leur potentiel dans la feuille de route des multinationales. À cette occasion, Catherine Remy, directrice générale People & Social Engagement, a réitéré les engagements de la Compagnie à travers une vidéo réalisée conjointement avec Katy Talikowska, CEO de *The Valuable 500*.


Collaborateur TotalEnergies Marketing and Services Ouganda.

Prendre soin de l'environnement

81 Prendre soin de l'environnement
82 *Focus.* Illustrations concrètes des actions de traitement des rejets
83 Protéger les milieux
84 Agir pour préserver la ressource en eau
86 Développer une gestion circulaire de nos produits
88 Agir pour la biodiversité


Raie manta observée depuis un Field Support Vessel sur le Block 32 de TotalEnergies - Angola.

Prendre soin de l'environnement



La nature rend un grand nombre de services, dits services « écosystémiques », qui sont directement ou indirectement nécessaires à toutes les activités humaines sur terre. Nous faisons partie de l'ensemble des acteurs qui dépendent de ces services. De plus, nos opérations ont un impact sur les écosystèmes, comme toutes les activités humaines.

En 2022, le monde s'est doté d'un cadre mondial pour la biodiversité avec des cibles chiffrées pour les États à l'horizon 2030. Nous soutenons cet accord ambitieux et concret. Il appelle également les entreprises à la transparence, sur l'ensemble de leur chaîne de valeur. Cet accord met en lumière l'importance de la nature au sens large. Il rappelle le lien entre climat et biodiversité, le changement climatique étant listé par l'*Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services* (IPBES), comme la troisième cause d'érosion de la biodiversité.

Nous avons pour ambition de placer la performance environnementale au cœur de nos projets et de nos opérations. Pour nous, c'est une question d'excellence opérationnelle.

Concrètement, cela veut dire développer nos activités, y compris renouvelables, tout en protégeant les milieux dans lesquels nous déployons nos opérations, notamment en limitant nos rejets.

Cela veut dire tenir compte de l'enjeu que représente l'eau douce, et donc la préservation des masses d'eau dans nos opérations Amont et Aval. Cela veut dire être un acteur de la circularité en développant des filières de valorisation pour les déchets de nos sites et en contribuant concrètement à cette « économie de la ressource » grâce notamment à nos productions de polymères circulaires. Cela veut dire agir pour la biodiversité, en étant attentifs à l'usage des terres et en prenant des engagements sur le « Zéro déforestation nette ». C'est enfin intégrer ces enjeux sur notre chaîne de valeur au travers de notre feuille de route achats responsables. En 2025, nous avons progressé dans la mise en œuvre de nos objectifs environnementaux.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies et Veolia s'allient pour la sobriété hydrique et l'économie circulaire

- En octobre 2025, TotalEnergies et Veolia ont signé un protocole d'accord pour intensifier leur coopération dans la gestion de la ressource en eau et la valorisation des déchets.
- Veolia accompagnera TotalEnergies dans la mise en œuvre de son ambition de réduire de 20% en 2030 par rapport à 2021 ses prélèvements d'eau douce des sites situés dans des zones de stress hydrique et d'améliorer la qualité de ses rejets. Les sujets de coopération concernent le traitement des effluents pour se conformer à l'objectif d'être en dessous de 1 mg/l d'hydrocarbures en moyenne annuelle pour les rejets onshore, l'optimisation des process pour réduire le besoin en eau de nouvelles installations et des projets de réutilisation des eaux usées de station d'épuration urbaine.
- De plus, Veolia et TotalEnergies mettront en commun leurs capacités de recherche et d'innovation afin d'explorer l'industrialisation de nouveaux procédés de récupération des éléments chimiques stratégiques (e.g. les terres rares) contenus dans des déchets encore peu valorisés tels que les panneaux photovoltaïques, les batteries ou les aimants permanents d'éoliennes. Veolia accompagnera également TotalEnergies dans la recherche de solutions de valorisation de ses déchets, en particulier dans les zones géographiques où les filières de gestion des déchets sont encore peu développées.

FOCUS Illustrations concrètes des actions de traitement des rejets

ENVIRONNEMENT

«Our 5 Levers for a Sustainable Change»

Levier 3. Rejets dans l'environnement

Dans mes opérations, je passe en revue tous les rejets qu'ils soient dans l'air, dans l'eau, dans les océans ou dans le sol ainsi que les déchets et je vise à les minimiser grâce aux meilleures technologies et pratiques disponibles. Dans mes projets, je conçois les installations de façon à minimiser les pollutions et les déchets.



Valorisation du soufre en compost à Grandpuits - France.

CCGT de Castejón : améliorer le traitement des eaux et réduire la production de déchets associés

La centrale à gaz de Castejón en Espagne prélève pour ses besoins de vapeur et de refroidissement entre 1 à 4 Mm^3 d'eau par an, selon la production électrique qu'elle fournit. Le traitement de ces eaux produit des boues, éliminées en décharge à cause de leur teneur en aluminium provenant d'un produit chimique utilisé pour le traitement. Ce sont environ 140 tonnes de boues qui étaient ainsi envoyées en décharge soit plus de 50% de l'ensemble des déchets produits par la centrale. Pour améliorer le traitement et permettre une valorisation de ces boues, un nouveau produit chimique - un coagulant organique sans aluminium - a été identifié et testé. Les boues peuvent désormais être valorisées énergétiquement par méthanisation. Fin 2025, le taux de déchets valorisés de la CCGT de Castejon est ainsi passé de 35% à 97%.

Leuna : améliorer le traitement des eaux de rejets par voie biologique

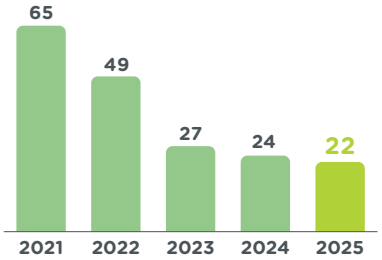
La raffinerie de Leuna en Allemagne a mené plusieurs actions d'amélioration de son traitement biologique. Ces actions ont consisté à adapter la surveillance des effluents afin d'améliorer la réactivité en cas d'incident, à créer un groupe de travail dédié à la résolution des problèmes liés aux unités de stripage (procédé d'extraction au gaz) amenant une charge azotée au traitement des eaux, et à optimiser le système de distribution d'air du traitement biologique. Au cours des dix dernières années, la raffinerie a réduit de 70% la concentration d'azote et de 6% la concentration de carbone organique total rejetées dans la rivière. À l'avenir, la raffinerie améliorera encore la qualité de ses rejets d'eau en ajoutant des étapes de traitement supplémentaires aux eaux usées de son unité POX.

Pile de soufre de Lacq : valoriser le soufre déclassé

À Lacq (France), 30 kt de soufre déclassé issu de notre production historique de gaz étaient destinées à l'enfouissement. En 2024, grâce à une collaboration étroite entre les équipes de TotalEnergies et de Veolia Agriculture France, une solution innovante de valorisation agricole a été développée afin d'intégrer, dans du compost, le soufre nécessaire à la croissance de certaines cultures. La mise en place de cette filière de valorisation a requis le développement de moyens spécifiques, notamment pour gérer les risques d'inflammation du soufre. Cette filière est aujourd'hui aussi utilisée pour valoriser le soufre issu de nos raffineries. Ainsi, En 2025, 300 t de soufre issues de la raffinerie de Grandpuits ont été valorisées. Ces 2 dernières années, cette voie de valorisation a permis de produire plus de 300 kt de compost amendé au soufre commercialisé par Veolia Agriculture France.

Protéger les milieux

DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS



Nombre de déversements accidentels d'hydrocarbures liquides ayant atteint l'environnement et dont le volume est supérieur à un baril, hors actes de sabotage.

100 %

Proportion de nos sites ayant identifié un risque de pollution accidentelle et disposant d'un plan antipollution

NOS OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES REJETS

- 75 %

d'émissions de dioxyde de soufre en 2030 vs 2015

< 1 mg/l

en 2030, de teneur moyenne en hydrocarbures dans les eaux rejetées par les sites onshore

Réduire les risques environnementaux liés aux rejets liquides, gazeux ou solides dans les milieux est notre première priorité pour assurer la maîtrise des impacts environnementaux de nos opérations.

Prévenir les risques de pollution accidentelle

Nous appliquons les meilleurs standards pour réduire les risques liés à la nature de nos activités :

- transports maritimes et fluviaux d'hydrocarbures, sélection et contrôle (*vetting*) des navires affrétés selon les meilleurs standards internationaux (OCIMF[1] et EBIS[2]) et utilisation du Marine Terminal Management and Self Assessment (MTMSA) dans les terminaux opérés ;
- mise en place d'un dispositif global de gestion de crise à l'échelle de la Compagnie pour faire face à un déversement accidentel majeur, complété sur le terrain par des exercices obligatoires réguliers pour tester les plans de lutte antipollution des sites opérés par la Compagnie concernés par un risque de déversement atteignant les eaux de surface.

En 2025 plusieurs exercices ont été organisés pour différentes entités de la Compagnie dont un exercice impliquant une filiale de production offshore de pétrole brut, l'expertise antipollution centrale de la Compagnie, une participation des bateaux en mer pour le déploiement du matériel antipollution offshore et retransmission par drone dans la cellule tactique.

Réduire nos rejets industriels

Nos activités génèrent des rejets tels que des fumées de combustion, des émissions dans l'atmosphère liées aux procédés de transformation, ou encore des rejets d'eaux. La Compagnie va au-delà du respect des règlementations applicables pour limiter les quantités rejetées dans les différents milieux :

Dioxyde de soufre (SO_2)

Objectif de réduction de 75% des émissions entre 2015 et 2030. En 2025, nous avons réduit ces émissions à 19 kt de SO_2 soit une réduction de 68% par rapport à 2015.

Rejets d'hydrocarbures dans l'eau

En janvier 2022, la Compagnie s'est fixé un objectif de qualité des eaux rejetées par nos sites onshore à horizon 2030. Par rapport au précédent objectif, il divise par 15 la teneur maximale en hydrocarbures attendue pour ces rejets. À ce jour, 82% des sites onshore sont conformes à l'objectif renforcé de 1 mg/l. Des études ont été lancées pour améliorer les rejets des sites qui n'ont pas encore atteint le nouvel objectif. Pour nos sites offshore, la teneur moyenne en hydrocarbures des rejets d'eau se situe à 9,9 mg/l, bien en-dessous de notre objectif de la contenir sous 30 mg/l.

(1) Oil Companies International Marine Forum : association de l'industrie regroupant les principales compagnies pétrolières mondiales.
(2) European Barge Inspection Scheme.

Agir pour préserver la ressource en eau

LES USAGES DE L'EAU DANS LES SITES OPÉRÉS DE TOTALENERGIES

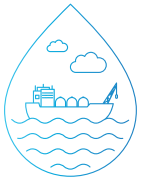
ENVIRON 1 300 MILLIONS DE M³ D'EAU PRÉLEVÉS EN 2025 DONT :



10 %

EAU DOUCE

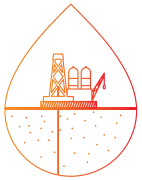
- Production de vapeur nécessaire aux procédés industriels
- Refroidissement dans des tours aérofrigérantes (sites raffinage-pétrochimie, centrales à gaz)
- Dans une moindre mesure : procédés, maintenance, usages sanitaires



80 %

EAU DE MER

- Refroidissement en boucles ouvertes
- Injection dans les réservoirs des sites offshore
- Production d'hydrogène vert (après désalinisation)
- Alimentation des systèmes de lutte incendie



10 %

EAUX DE PRODUCTION

- En partie, réinjection dans les réservoirs

Les eaux usées font l'objet de traitements adaptés avant d'être rejetées dans la nature, de façon à les rendre conformes aux réglementations et à nos standards.

En 2022, nous avons adhéré au *CEO Water Mandate* du Pacte Mondial des Nations Unies, rejoignant ainsi une plateforme de plus de 400 entreprises qui s'engagent pour faire progresser la gestion de l'eau. Une brochure publiée en 2024 détaille les actions entreprises pour réduire notre empreinte sur les ressources hydriques.

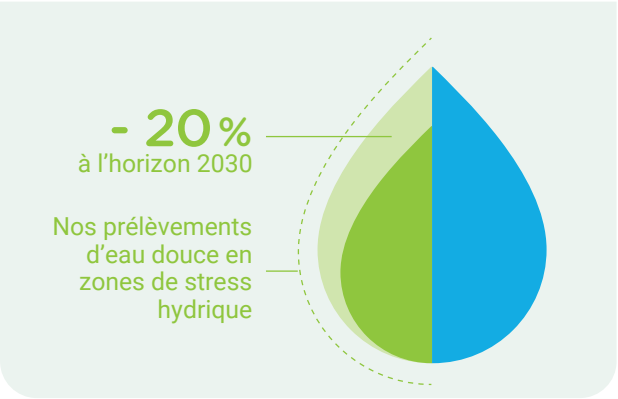
Réduire nos prélèvements d'eau douce dans nos opérations directes

L'eau douce représente environ 10% de l'eau utilisée sur nos sites opérés, et nous avons décidé de concentrer nos efforts sur cette ressource inégalement répartie sur la planète et que nous partageons avec nos voisins.

Notre objectif est de réduire globalement de 20% nos prélèvements d'eau douce pour nos sites situés en zone de stress hydrique(1) en 2030 par rapport à 2021. En 2023, nous avons réévalué les sites prioritaires sur la base des projections mises à jour de l'outil Aqueduct du *World Resources Institute* (WRI). 11 sites prioritaires(2) sont maintenant concernés par cet objectif. Situés principalement en Europe de l'Ouest, ils représentent, en 2025, 46% du total des prélèvements d'eau douce de la Compagnie, soit 53 Mm^3.

(1) Zone de stress hydrique 2030 : zones de stress hydrique telles que définies par le WRI (zones dans lesquelles les prélèvements excèdent 40% de la ressource disponible).
(2) La liste figure dans le Document d'enregistrement universel 2025 au point 5.2.2.3

NOTRE OBJECTIF DE RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE D'ICI 2030 VS 2021



La bioraffinerie de La Mède prévoit d'économiser

300 000 m³

d'eau par an notamment grâce à la mise en place d'une pompe à débit variable, soit 13 % de son prélèvement annuel

Contribuer à des programmes collectifs

Nous contribuons au Plan Eau du gouvernement français (mars 2023) avec nos sites de Donges (Loire-Atlantique), La Mède (région de Marseille) et SOBEGI (région de Pau).

Agir pour l'accès à l'eau douce des populations locales

L'accès à l'eau est fondamental pour le développement local. Dans le cadre de nos activités, nous menons plusieurs programmes *WAter, Sanitation and Hygiene* (WASH) d'accès à l'eau pour les communautés locales en lien avec nos opérations.

En Argentine, la filiale E&P fournit de l'eau pour des activités essentielles, notamment l'élevage et l'agriculture à Neuquén, et répond aux besoins des communautés voisines en Terre de Feu. En Bolivie, la filiale E&P a appuyé la formation d'un comité de l'eau des communautés d'Iviyeca et de Caraparito pour améliorer l'infrastructure d'approvisionnement en eau et accroître les connaissances de la communauté en matière d'utilisation efficace et durable de l'eau.


Vue générale de la raffinerie de Donges au soleil couchant.

FAITS MARQUANTS

La Plateforme de Donges agit pour préserver la ressource en eau

La Plateforme de Donges fait partie des cinquante sites industriels identifiés comme prioritaires par le Plan Eau du gouvernement français. La raffinerie a défini et déploie une feuille de route de réduction de sa consommation d'eau potable alignée avec les objectifs nationaux (-10% à l'horizon 2030).

Les actions engagées portent notamment sur la fiabilisation du fonctionnement des unités d'osmose, l'optimisation de la gestion du bassin incendie, ainsi que la maximisation du taux de retour des condensats. En parallèle, le site étudie, en concertation avec les acteurs locaux, l'opportunité d'une réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration urbaine voisine, afin de renforcer la résilience hydrique du territoire.

Grâce à ces actions, la raffinerie a réduit d'environ 60 % en deux ans sa consommation d'eau destinée au réseau incendie, soit 250 000 m³ par an, en mettant en place une gestion dynamique du bassin incendie intégrant la récupération des eaux de pluie et l'utilisation d'eaux de nappe ressurgissant naturellement sur le site. Par ailleurs, l'amélioration de 3 points du rendement des osmoseurs a permis de réduire significativement la consommation d'eau potable nécessaire à la production de vapeur, représentant une économie annuelle d'environ 75 000 m³.

Développer une gestion circulaire de nos produits

CRÉER DE LA VALEUR À PARTIR DE MATIÈRES PREMIÈRES CIRCULAIRES

Réduire – Recycler

- Doubler d'ici 2030 la quantité de matières premières circulaires en entrée de nos installations.
- Atteindre une capacité brute de production de 10 TWh de biogaz en 2030, principalement à partir de déchets.



PRODUIRE DE MANIÈRE RESPONSABLE

Réduire – Réutiliser – Recycler

- Valoriser 70 % des déchets de nos sites.

Réduire

- Évaluer nos 1300 fournisseurs prioritaires au regard de leur performance globale en matière de développement durable (émissions de GES, biodiversité, eau, déchets/circularité).

PROPOSER À NOS CLIENTS UNE GAMME D'ÉNERGIES BAS CARBONE ET DE POLYMÈRES CIRCULAIRES

Repenser l'usage – Réduire l'impact – Recycler et développer la Circularité

- Produire 1Mt/an de polymères circulaires en 2030.

Progresser dans la circularité de nos produits et de nos déchets est une autre manière de réduire notre empreinte environnementale.

Nous le faisons au travers de nos productions de biocarburants, de biogaz et de polymères circulaires. Sur nos sites, promouvoir la gestion circulaire des ressources passe, en premier lieu, par une gestion responsable de nos déchets.

Valoriser les déchets sur nos sites

Début 2022, nous nous sommes fixé l'objectif de valoriser plus de 70% de nos déchets de production. Notre démarche, qui s'articule autour du principe « Réduire-Réutiliser-Recycler-Valoriser », a permis de valoriser en 2025, 68% des déchets issus de nos sites opérés (vs 71% en 2024). Cette légère diminution en 2025, résulte d'une quantité de déchets non valorisables produits dans le cadre des projets de la Compagnie.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies franchit une nouvelle étape dans les carburants aériens durables à Grandpuits

TotalEnergies se mobilise en faveur de la décarbonation du transport aérien en produisant et fournissant des carburants aériens durables (SAF – Sustainable Aviation Fuels). Dès 2028, la Compagnie prévoit une capacité de production de plus d'un demi-million de tonnes de SAF par an, afin de répondre à la hausse des obligations européennes d'incorporation, fixées à 6 % en 2030, contre 2 % en 2025.

Pour atteindre cet objectif, TotalEnergies mettra en service en 2026, sur la plateforme de Grandpuits, sa deuxième bioraffinerie française. D'une capacité de traitement de 420 kt/an de charges issues de déchets et résidus, la bioraffinerie aura la capacité de produire jusqu'à 230 kt/an de SAF dès 2026 ainsi que des biocarburants routiers et du bionaphta. Un partenariat conclu avec SARIA garantit l'approvisionnement du site en huiles de cuisson usagées et en graisses animales.


Vue de la raffinerie de Grandpuits - France.


Production de polypropylène recyclé, vue sur silos - Usine de Synova, Tillières-sur-Avre - France.

FAITS MARQUANTS

Démarrage en France de notre première usine de recyclage chimique

En 2025, TotalEnergies et son partenaire Plastic Energy ont démarré, sur la plateforme de Grandpuits, la première unité de traitement des déchets plastiques par recyclage chimique par pyrolyse de France. Cette installation, qui est aussi la première de ce type pour TotalEnergies, transformera 15 000 t/an de déchets plastiques par pyrolyse (qui consiste à chauffer les déchets à haute température en absence d'oxygène) afin d'obtenir une huile de pyrolyse appelée TACOil (Thermal Anaerobic Conversion Oil). La TACOil est utilisée dans les unités de TotalEnergies pour la fabrication de polymères de qualité identique à celle des polymères vierges, compatibles avec l'usage alimentaire, en substitution des charges d'origine fossile. Elle bénéficie d'un accord commercial à long terme conclu entre TotalEnergies, Citeo et Paprec afin de sécuriser l'approvisionnement de l'usine en déchets plastiques issus des poubelles jaunes (emballages ménagers en France) et développer la première filière française de recyclage chimique de déchets de films plastiques.

Créer de la valeur à partir de matières premières circulaires

La production de biogaz se fait principalement sur la base de déchets agricoles. Ainsi, en 2025, nous avons traité plus d'1,5 Mt de déchets agricoles dans nos biométhaniseurs. Pour la production de biocarburants, nous nous étions donné l'objectif de faire progresser la part des matières premières circulaires (huiles usagées, graisses animales) à plus de 75% à partir de 2024 et avons atteint 98% cette année.

Les polymères circulaires au cœur de notre stratégie

Augmenter la circularité de nos polymères est essentiel pour lutter contre la pollution plastique. Nous proposons ainsi à nos clients une gamme de polymères circulaires, appelée RE: clic.

RE: clic, une gamme organisée autour de trois lignes de produits

RE: use, des polymères contenant du plastique recyclé par voie mécanique. Notre filiale Synova est leader français du marché et fournit des polymères recyclés de haute performance à destination de marchés tels que l'automobile.

RE: build, des polymères fabriqués par recyclage chimique, qui convertit en matières premières les déchets non recyclables mécaniquement. Les polymères recyclés chimiquement peuvent notamment être utilisés pour des usages alimentaires. Actuellement, nous produisons des polymères recyclés chimiquement sur notre plateforme d'Anvers (Belgique), à partir d'huile de pyrolyse produite en Europe par Indaver et Plastic Energy. Une nouvelle unité de recyclage de déchets plastiques a démarré à Grandpuits (France) en 2025.

RE: newable, notre gamme de biopolymères. TotalEnergies développe de nouveaux polymères à base d'huiles végétales et d'huiles alimentaires usagées transformées dans la bioraffinerie de La Mède (France), et demain dans celle de Grandpuits. Le joint venture TotalEnergies Corbion produit du PLA (acide polylactique), un bioplastique biosourcé, recyclable et biocompostable, sur son usine de Rayong (Thaïlande) d'une capacité de 75 kt/an.

Par ailleurs, nous agissons avec nos parties prenantes pour réduire l'empreinte globale des plastiques :

- nous repensons l'usage des plastiques en développant des solutions « ecodesign » pour réduire la quantité de matière nécessaire aux emballages et permettre le recyclage des déchets plastiques en fin de vie (monomatériaux) ;
- nous soutenons les initiatives réglementaires visant à bannir certaines applications du plastique à usage unique ;
- nous déployons le programme de certification Operation Clean Sweep® ;
- nous nous engageons dans des coalitions telles que l'Alliance to End Plastic Waste, dont nous sommes membre fondateur et qui réunit des acteurs issus de toute la chaîne de valeur des plastiques pour travailler à des solutions d'élimination des déchets plastiques dans l'environnement.

Agir pour la biodiversité


Camp de base Incahuasi Chevêche des terriers - Bolivie.

Agir pour la biodiversité est un thème de mobilisation pour l'ensemble de nos sites et fait l'objet d'une ambition(1) et d'objectifs concrets déclinés selon quatre axes.

Notre démarche consiste à concilier le développement des ressources énergétiques avec la protection de la biodiversité pour construire un avenir durable. Nous appliquons la logique d'actions ERC à toutes nos opérations et projets : **Éviter-Réduire/Restaurer-Compenser.**

Concrètement, nous mettons en place pour tous nos projets, y compris dans les énergies renouvelables, une étude d'impact environnemental incluant les aspects liés à la biodiversité qui permet d'identifier les zones d'intérêt et les opportunités pour limiter les impacts.

Une démarche volontaire d'amélioration continue

Notre ambition se fonde sur les engagements volontaires Act4Nature International(2), pris dès 2018. En 2022, nous avons intégré un objectif de « Zéro déforestation nette » pour chacun de nos projets situés sur de nouveaux sites. Nous retenons la définition de « forêt » des Nations unies(3) et nous compensons sur la base de la surface (hectares). Avec notre programme *Sustainab'ALL* lancé en 2023, notre engagement de déployer des actions en faveur de la biodiversité concerne désormais l'ensemble de nos sites opérés.

NOS AXES D'ENGAGEMENT

Axe 1. Zones d'exclusion volontaire

- **Aucune activité d'exploration/extraction de pétrole ou de gaz en zone du patrimoine mondial naturel de l'UNESCO.**
- **Aucune activité d'exploration de champs pétroliers en zone de banquise arctique.**

Axe 2. Gérer la biodiversité dans nos nouveaux projets

- **Mise en place d'un plan d'action biodiversité pour chaque nouveau projet situé dans les zones UICN I à IV et Ramsar.**
- **Impact positif sur la biodiversité, attesté par une institution tierce, pour chaque nouveau projet en zone d'intérêt prioritaire (UICN I à II et Ramsar).**

Axe 3. Gérer la biodiversité sur nos sites existants

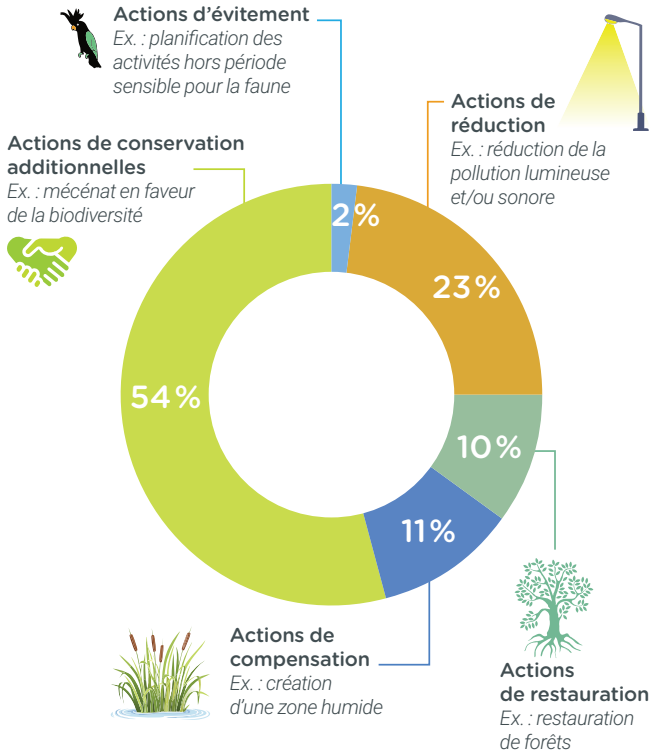
- **Mise en place d'un plan d'action biodiversité pour chacun de nos sites matériels pour l'environnement(4).**
- **Étude de la création de zones riches en biodiversité (habitats pour espèces rares, etc.) dans les sites en fin d'activité comme une des options de remise en état de ces sites.**

Axe 4. Promouvoir la biodiversité

- **Promotion de la biodiversité auprès des jeunes et des collaborateurs, partage des données biodiversité sur la plateforme internationale GBIF(5) collectées dans nos projets.**

(1) Plus de détails sur nos axes sur notre site internet.
(2) https://www.act4nature.com/entreprises-engagees-2018/
(3) Forêt : terrain d'une superficie supérieure à 0,5 ha comportant des arbres d'une hauteur supérieure à 5 m et un couvert végétal de plus de 10%, ou des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ (source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).
(4) Sites des filiales en production de l'Activité oil and gas Amont, raffineries, sites pétrochimiques, centrales électriques à gaz, opérés par la Compagnie.
(5) Global Biodiversity Information Facility.

RÉPARTITION DES ACTIONS
ÉVITER, RÉDUIRE/RESTAURER, COMPENSER (ERC),
EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ



(1) Hors sites nouvellement acquis en 2024 et en 2025 qui ont 2 ans pour se mettre en conformité.

Nos progrès en 2025 : 100% de nos sites matériels pour l'environnement dotés d'un Plan d'Action Biodiversité

Axe 3.

En 2025, 100% de nos sites[1] industriels matériels pour l'environnement sont dotés d'un plan d'action biodiversité en cours de déploiement, conformément à notre objectif.

Les actions les plus courantes de ces plans d'action biodiversité comprennent la réduction de la pollution lumineuse et sonore, la restauration d'habitat terrestre, la lutte contre les espèces invasives, la création d'abris pour espèces ou la mise en place de partenariats avec des ONG locales. La répartition des actions ERC des plans d'action biodiversité est illustrée dans la figure ci-contre, dont le suivi est assuré par des indicateurs de réponse. Les interactions des sites avec des zones protégées et sensibles sont recensées chaque année et alimentent les actions des plans d'action biodiversité. 14 de nos sites en cessation d'activité ont engagé l'étude ou la mise en œuvre d'actions de restauration de la biodiversité.

Par ailleurs en 2025 :

Axe 1.

Nous avons respecté nos zones d'exclusion volontaire.

Axe 2.

Nous déployons deux plans d'action biodiversité sur nos nouveaux projets situés dans les zones protégées les plus sensibles, notamment pour notre projet Tilenga en Ouganda, doté d'un objectif de gain net sur la biodiversité. Par exemple un suivi des mouvements d'éléphants au sein du parc des Murchison Falls en Ouganda est mené au moyen de colliers GPS, en partenariat avec l'ONG Wildlife Conservation Society (WCS), afin d'identifier leurs habitudes de déplacement ainsi que leurs zones d'occupation.

Objectif « Zéro déforestation nette » : A fin 2025, la Compagnie présente un cumul de déforestation nette de 141 ha. Les actions de compensation nécessaires ont été identifiées et leur déploiement est prévu sur la période 2026 - 2027.

Axe 4.

La Fondation d'entreprise TotalEnergies a soutenu 14 projets parmi lesquels le concours Oceano pour tous mené par l'Institut océanographique – Fondation Albert 1er, Prince de Monaco, visant à accompagner des classes dans leur découverte de l'Océan. 28 jeux de données issus de nos projets en Argentine, au Brésil, au Yemen et en Namibie ont été partagés sur GBIF. Depuis 2020, les données partagées ont été mentionnées par 370 publications scientifiques. En tant que membre de l'Ocean Decade Corporate Data Group, TotalEnergies a contribué à l'élaboration du guide sur le partage des données de mégafaune marine publié en 2025 par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO grâce à son expérience de plus de 5 ans en matière de partage de données sur GBIF. Par ailleurs, en 2025, le Programme *Action!* de la Compagnie a permis de sensibiliser 3 080 collaborateurs à la biodiversité.

FAITS MARQUANTS

TotalEnergies et l'ONG Fauna & Flora : une collaboration concrète en faveur de la biodiversité

En 2025, TotalEnergies et l'ONG internationale Fauna & Flora ont renforcé leur collaboration pour mieux intégrer la biodiversité dans les activités de la Compagnie. Cela inclut le développement de mesures d'atténuation pour la gestion des populations de lézard à queue épineuse sur des sites photovoltaïques au Moyen-Orient et un plan d'action multisites en faveur de la tortue d'Asie centrale en Ouzbékistan lié à l'extension du site photovoltaïque Tutly. Les bonnes pratiques mises en œuvre sur ce site ont été présentées conjointement avec Fauna & Flora au congrès mondial de la nature de l'UICN à Abou Dabi en octobre 2025. À l'échelle globale, TotalEnergies a rejoint l'Invasive Alien Species Collaborative Initiative menée par Fauna & Flora sur les espèces exotiques envahissantes et participe à l'initiative Renewables for Nature de l'UICN visant à établir les bonnes pratiques biodiversité dans les activités renouvelables, dont Fauna & Flora est un des membres fondateurs.



Avoir un impact positif pour les parties prenantes

91 Avoir un impact positif pour les parties prenantes
92 Respecter les droits humains
94 Promouvoir la transparence fiscale et lutter contre la corruption
95 Dialoguer avec nos parties prenantes
96 Dialoguer avec les investisseurs
97 Partager la valeur avec nos communautés hôtes
98 *Focus.* Ouganda et Tanzanie : les projets Tilenga et EACOP
99 *Focus.* Irak : le projet Gas Growth Integrated Project (GGIP)
100 S'engager en faveur de la jeunesse
101 Rendre l'énergie accessible et abordable pour tous
102 Nous engager avec nos fournisseurs
103 *Focus.* France, un ancrage territorial



Ferme éolienne de Dayapar, Gujarat - Inde.

Avoir un impact positif pour les parties prenantes



«Our 5 Levers for a Sustainable Change»

Levier 4. Nos Communautés

Je connais les riverains de mon site et mes parties prenantes; j'engage et j'entretiens un dialogue constructif avec eux, y compris par le traitement attentif des plaintes. J'anticipe ce dialogue dès la conception d'un nouveau projet.



Dialogue avec les communautés locales - Ouganda.

L'énergie est au cœur des défis majeurs du XXIe siècle définis dans l'Agenda 2030 des Nations unies via les 17 objectifs de développement durable (ODD) formulés en 2015. Fournir de l'énergie contribue en effet au développement de nos sociétés qui ont connu au cours du dernier demi-siècle un allongement de l'ordre de 15 ans de l'espérance de vie(1) tandis que le nombre de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté a significativement diminué(2).

Ces progrès, spectaculaires, couvrent néanmoins des disparités fortes. De plus, ils s'appuient notamment sur l'usage des énergies fossiles, ce qui conduit à une augmentation très forte des émissions associées, cause principale du réchauffement climatique observé aujourd'hui.

Dans un tel contexte, exacerbé par les bouleversements géopolitiques, les attentes vis-à-vis des acteurs du monde de l'énergie sont croissantes, multiples et parfois contradictoires. Légitimes, elles traduisent la volonté de construire un monde plus responsable, plus équitable, et de faire en sorte que, pour y parvenir, la transition soit la plus juste possible.

En visant à fournir au plus grand nombre une énergie plus abordable, plus disponible et plus durable, les activités de la Compagnie y contribuent et ont un impact positif pour ses parties prenantes. Cet impact s'appuie tout d'abord sur les valeurs et principes d'actions que TotalEnergies applique dans ses opérations, décrits dans notre Code de conduite, qui rappelle notamment notre engagement à **respecter les droits humains** internationalement reconnus. Il passe également par la **promotion de la transparence fiscale** et la **lutte contre la corruption**. Avoir un impact positif pour ses parties prenantes requiert de comprendre leurs attentes, ce qui nécessite un **dialogue constructif** avec elles et de rendre compte de nos actions avec transparence. C'est aussi **partager la valeur avec nos communautés hôtes**, en promouvant le développement local et en s'assurant qu'elles bénéficient des retombées économiques de nos projets, par l'emploi et la formation par exemple, avec une attention particulière portée à la **jeunesse** et à son insertion professionnelle.

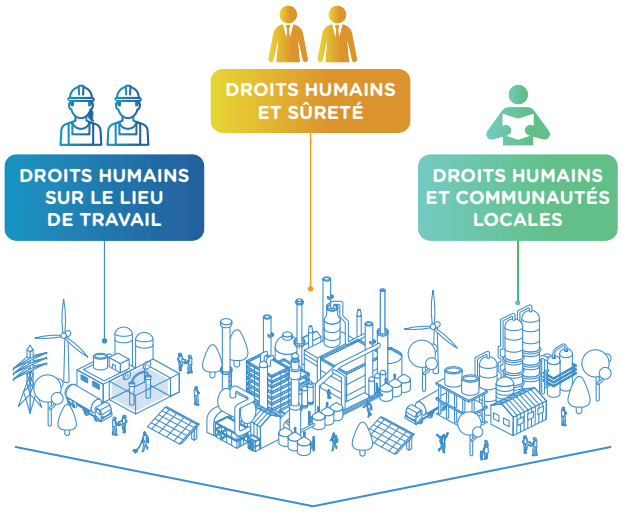
Au-delà de toutes les actions menées pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et celles de nos clients présentées dans les chapitres correspondants, TotalEnergies contribue également à r**endre l'énergie accessible et abordable pour tous,** par exemple en développant le ***Clean Cooking*** alors qu'en 2023, 666 millions de personnes dans le monde n'avaient toujours pas accès à l'électricité et 2,1 milliards à des modes de cuisson propres(3).

L'impact positif de la Compagnie se manifeste enfin par le **partage de la valeur économique** qu'elle crée, qui bénéficie à **ses employés**, **aux États**, à **ses actionnaires** et à ses partenaires économiques, dont **ses fournisseurs**.

(1) Entre 1970 et 2020 – source : data.un.org.
(2) Source : data.un.org.
(3) https://cdn.who.int/media/docs/default-source/air-pollution-documents/air-quality-and-health/sdg7-report-2025.pdf

Respecter les droits humains

NOS RISQUES SAILLANTS



NOS ENGAGEMENTS

Notre Code de conduite

Respect des standards et principes internationaux :

- Déclaration universelle des droits de l'homme
- Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP)
- Conventions fondamentales de l'OIT
- Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (VPSHR)
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

Le *Respect de l'Autre* est une valeur cardinale de TotalEnergies, au cœur de notre éthique collective et de notre Code de conduite. Ce code s'applique à l'ensemble de nos collaborateurs et s'adresse également à nos fournisseurs et prestataires. Le *Respect de l'Autre,* c'est notamment le respect des droits humains sur lequel nous ne transigeons pas dans nos opérations à travers le monde. C'est une exigence collective et individuelle.

Nos risques saillants d'impacts sur les droits humains sont répartis en trois catégories.

1. Droits humains sur le lieu de travail

Nous agissons contre toute forme de discrimination, contre le travail forcé et le travail des enfants, veillons à des conditions de travail équitables, satisfaisantes et sûres, et l'exigeons de nos fournisseurs dans leurs activités. Sur le terrain, nous mettons l'accent sur la formation pour faire comprendre, anticiper et prévenir les risques d'atteinte aux droits humains. En 2025, plus de 3 000 collaborateurs ont été formés en présentiel et depuis 2019, plus de 75 000 ont suivi la formation en ligne relative aux Droits humains sur le lieu de travail.

Nous organisons également des audits externes de nos filiales par la société de consulting GoodCorporation. En 2025, six évaluations ont été réalisées (Espagne, Turquie, République Dominicaine, Brésil, Royaume-Uni et Ghana). En 2025, la Compagnie a atteint son objectif fixé en 2023 qui consistait à évaluer ses 1 300 fournisseurs prioritaires. Parmi les 800 fournisseurs évalués sur site dans plus de 75 pays, plus de 400 ont mis en place un plan d'action correctif.

FAITS MARQUANTS

Recours à des experts externes

Lorsque le contexte d'un projet est complexe, nous sollicitons l'avis de tiers. En 2025, le cabinet canadien Land & People Planning Ltd a réalisé une évaluation indépendante du programme d'acquisitions foncières, de relocalisation et de restauration des moyens de subsistance mis en œuvre dans le cadre du projet Tilenga en Ouganda. Le rapport conclut que le programme a été mis en œuvre dans le respect des engagements du projet en matière d'acquisitions foncières et de relocalisation, en conformité avec la norme de performance 5 de l'IFC, sans déficience systémique majeure.

Le rapport indique que *« les compensations, la remise des logements de remplacement, ainsi que la majorité des mesures de restauration des moyens de subsistance ont été achevées et que le projet est désormais en bonne voie pour engager la phase de clôture du plan d'action de relocalisation ».*

Sur la base des recommandations du rapport, TotalEnergies EP Uganda mettra en œuvre un plan d'actions couvrant :

- un suivi de la restauration des moyens de subsistancee,
- un accompagnement adapté des foyers potentiellement vulnérables,
- le renforcement des outils de suivi et de communication de gestion des griefs,
- l'élaboration d'un plan d'engagement dédié à la clôture des plans d'action de relocalisation et des programmes de restauration des moyens de subsistance,
- la prise en compte du genre dans le *reporting* de clôture et
- la conduite d'un audit indépendant par un tiers, à l'issue du processus de clôture.

Plus de

450

personnes ont été formées par la direction Sureté de TotalEnergies aux VPSHR en 2025

190

signalements enregistrés via l'adresse ethics@totalenergies.com

GESTION DES PLAINTES DANS NOS FILIALES

2 252

plaintes reçues en 2025

Taux de résolution de

92%

LIRE LE RAPPORT DE J-C RUFIN

2. Droits humains et communautés locales

Dans nos projets, nous identifions dès la phase d'études, à travers une *due diligence* spécifique, les impacts négatifs potentiels de nos activités sur les communautés locales ainsi que les plans d'actions de remédiation appropriés, conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Nous portons une attention particulière aux risques saillants concernant l'accès à la terre, le droit à la santé et à un niveau de vie suffisant. Nous mettons en place des mécanismes de gestion des plaintes dans nos filiales.

3. Droits humains et sûreté

L'intervention des forces gouvernementales ou de sociétés privées de sûreté peut s'avérer nécessaire pour protéger le personnel et les installations de la Compagnie. Afin de prévenir le risque d'usage disproportionné de la force, TotalEnergies met en œuvre les VPSHR. Nous veillons à ce que les personnels assignés à cette mission fassent l'objet de vérifications préalables et reçoivent une formation adéquate. En 2025, plus de 450 personnes ont été formées par la direction Sureté de TotalEnergies aux VPSHR. Nous conduisons des analyses chaque année afin d'évaluer les risques droits humains liés aux activités sûreté sur nos sites et publions annuellement un rapport VPSHR(1).

À l'écoute des lanceurs d'alerte

Le Président du Comité d'éthique de la Compagnie rend compte directement au Président-directeur général et pilote un réseau de plus de 100 responsables Éthique. Le Comité d'éthique dispose d'un système d'alerte sur toute situation ou comportement contraire au Code de conduite, incluant un mécanisme de gestion des plaintes (via l'adresse ethics@totalenergies.com) accessible à tous les collaborateurs en interne et à toute partie prenante externe. En 2025, 190 signalements ont ainsi été enregistrés dont plus de 65% ont concerné des questions en lien avec les ressources humaines.

FAITS MARQUANTS

Le projet Mozambique LNG

Le redémarrage des activités a été annoncé en janvier 2026, suite à la décision de lever la force majeure déclarée en 2021.

Le respect des droits humains constitue un engagement et un point d'attention constant pour Mozambique LNG dans le cadre du projet qui fait face à des enjeux sociétaux significatifs, dont le déplacement de foyers pour la construction des installations.

À la suite de consultations avec les parties prenantes et des recommandations du Comité national de réinstallation, 100% des familles dont la résidence était impactée ont été relogées. À la fin de 2025, les activités de compensation du plan de réinstallation étaient achevées. Un dispositif de recueil des plaintes est en place.

La mission d'évaluation indépendante de la situation humanitaire dans la province de Cabo Delgado au Mozambique, confiée en 2022 à Jean-Christophe Rufin, a souligné la qualité d'exécution et l'impact positif des actions menées par Mozambique LNG. En 2024, Jean-Christophe Rufin a mené une mission de suivi qui a conclu que les recommandations étaient mises en œuvre.

Fin 2024, des articles ont été publiés concernant des accusations d'abus graves qui auraient été commis par des militaires mozambicains sur le site de Mozambique LNG en 2021. Mozambique LNG a indiqué qu'elle n'avait pas connaissance des évènements dont il était question et qu'avant la publication de ces allégations, elle n'avait jamais reçu d'information indiquant que de tels événements aient effectivement eu lieu, et ce malgré le maintien d'une communication étroite avec les communautés locales. Sur la base d'une revue des documents et informations à sa disposition à l'époque des faits allégués, Mozambique LNG n'a identifié ni information ni preuve qui corroborerait les allégations d'abus graves faites dans ces articles.

En mars 2025, le Procureur général du Mozambique a confirmé l'ouverture d'une enquête pénale portant sur ces accusations d'abus. Sur la sollicitation de TotalEnergies, la Commission nationale des droits humains du Mozambique (CNDH) a annoncé en mars 2025 qu'elle procédera à sa propre évaluation de toutes les informations disponibles pour s'assurer que les faits soient dûment établis et que les droits des parties impliquées soient pleinement respectés. Selon le communiqué de presse du 13 mars 2026 : « *Après analyse des informations recueillies, la CNDH indique qu'à ce stade, aucun élément de preuve n'a été trouvé permettant de confirmer les allégations de torture ou d'exécutions sommaires dans le périmètre du projet Mozambique LNG, telles que rapportées dans la presse internationale.* »

(1) https://totalenergies.com/fr/developpement-durable/rapports-et-indicateurs/rapports-rse-standards-reporting/vpshr

Promouvoir la transparence fiscale et lutter contre la corruption

TOLÉRANCE ZÉRO ENVERS LA CORRUPTION

En 2025, près de

10 000

collaborateurs ont suivi la formation anticorruption en ligne

FAITS MARQUANTS

Anticorruption : nos actions en 2025

- En 2025, près de 10 000 collaborateurs ont suivi la formation en ligne, en complément des collaborateurs déjà formés. Les webinaires destinés à former les populations les plus exposées au risque de corruption ont été déployés auprès de la population cible initiale qui représente près de 20 000 collaborateurs.
- 18 entités ont fait l'objet d'une mission d'évaluation.
- Environ 280 incidents couvrant la fraude (hors tentatives), la corruption ou le trafic d'influence ont été répertoriés et ont conduit, lorsqu'ils concernaient un collaborateur, à environ 170 sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement, conformément au principe de tolérance zéro inscrit dans le Code de conduite.

Nous nous engageons auprès des États en matière de transparence fiscale et de lutte contre la corruption, contribuant ainsi à créer un environnement propice au développement économique et social.

Partager la valeur avec les États

TotalEnergies s'acquitte de sa juste part d'impôt, contribution au développement économique des pays où nous avons des activités. En 2025, le montant d'impôt courant sur les bénéfices et de taxes à la production de la Compagnie, toutes activités confondues, s'est élevé à un peu plus de 19 G$ et le taux moyen d'imposition s'est établi à 40,5%. Les paiements effectués par les entités extractives de la Compagnie au profit des gouvernements des États ou des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités se sont élevés en 2025 à 24,5 G$ (impôts, taxes et droits à la production notamment). À l'autre bout de la chaîne de valeur, du côté de la distribution de nos produits, nous collectons pour le compte des États les droits d'accises des consommateurs de produits énergétiques. En 2025, nous avons collecté 18,9 G$ de droits d'accises sur les produits pétroliers.

Promouvoir la transparence fiscale

TotalEnergies est membre de l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) depuis sa création en 2003. Dès 2014, la Compagnie a rendu publique sa politique fiscale, qui est approuvée par le Conseil d'administration et mise à jour régulièrement. Nous soutenons par ailleurs publiquement les principes de fiscalité responsable de la B Team.

La Compagnie a publié début 2026 un rapport de transparence fiscale[1], comme chaque année depuis l'exercice 2019, conformément aux recommandations du GRI. Ce rapport décrit la politique fiscale de la Compagnie et apporte des informations détaillées sur la contribution fiscale globale de TotalEnergies dans le monde, ainsi que sur les impôts dus, pays par pays, dans l'UE, dans les États dits non coopératifs ou à fiscalité privilégiée et dans tous les pays avec une activité extractive (couvrant ainsi plus de 70 pays et plus de 90% de la charge d'impôt).

Lutter contre la corruption

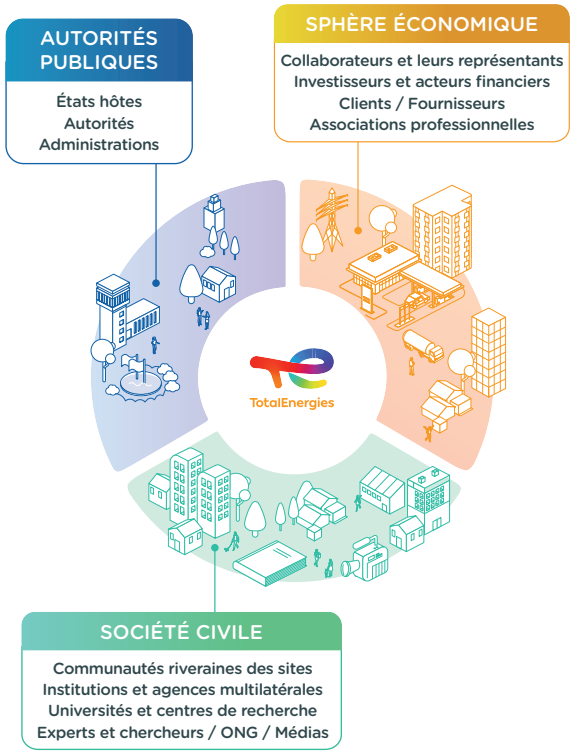
TotalEnergies est exposée au risque de corruption du fait de sa présence dans des pays qui, selon l'indice établi par Transparency International, sont à un niveau de corruption perçu comme élevé. Nous appliquons un principe de tolérance zéro envers la corruption à l'égard de nos collaborateurs et de nos fournisseurs. Nous mettons en avant le Code de conduite comme vecteur de communication de nos valeurs en interne et en externe. A l'occasion de ses 25 ans, en 2025, le *Business Ethics Day* lui a été consacré sur le thème « Code de conduite, 25 ans de valeurs partagées ». Nos collaborateurs sont ainsi encouragés à mettre en pratique au quotidien les principes du Code de conduite et à en être les ambassadeurs auprès de tous ceux qui travaillent avec et pour nous.

Pour agir sur toute sa chaîne de valeur, TotalEnergies intègre la prévention et la lutte contre les risques de conflits d'intérêts et de corruption dans son programme d'achats responsables. L'outil lancé fin 2023 pour faciliter les vérifications systématiques lors de l'évaluation des fournisseurs a continué à être déployé au sein de la Compagnie.

(1) https://totalenergies.com/fr/developpement-durable/notre-demarche/documentation-esg

Dialoguer avec nos parties prenantes

NOS PRINCIPALES PARTIES PRENANTES



Nos activités concernent directement ou indirectement de très nombreuses parties prenantes. Dans un contexte où les attentes vis-à-vis des entreprises vont croissant, nous sommes légitimement interrogés sur notre stratégie, sur la manière dont nous la mettons en œuvre et sur ses impacts. Nous organisons des canaux d'échanges pour dialoguer avec tous les acteurs et prêtons une attention particulière aux controverses soulevées.

En 2025, les sujets suivants ont été à l'origine des principales controverses auxquelles nous avons été confrontés :

- le rythme et la réalité de notre stratégie de transition ;
- notre impact sur le climat et en particulier celui des nouveaux projets de production de pétrole et de gaz ;
- le rôle des projets *nature-based solutions*;
- le rôle du GNL pour assurer la sécurité d'approvisionnement, la viabilité des investissements dans le GNL et les émissions associées à sa production et son transport ;
- les droits humains et l'impact de nos activités ou celles de nos partenaires sur les communautés locales, notamment celles concernées en Ouganda et en Tanzanie par les projets Tilenga-EACOP, au Mozambique par Mozambique LNG ;
- l'impact de nos activités sur l'environnement et la santé.

Sur le terrain, partout dans le monde, nous travaillons avec la société civile, y compris les ONG locales, le monde économique et les autorités publiques. Ces relations nous permettent d'appréhender les besoins prioritaires et contribuent à la conduite responsable de nos opérations. TotalEnergies est adhérent de coalitions ou de think tanks engagés pour faire progresser les entreprises en matière de développement durable, comme le WBSCD, le Pacte Mondial, CSR Europe, le Collectif des entreprises pour une économie plus inclusive, l'ORSE, et EpE(1).

FAITS MARQUANTS

Papouasie-Nouvelle-Guinée : panel indépendant

Le panel consultatif d'experts indépendants mis en place en 2022 en Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est réuni dix fois depuis son lancement, dont deux en 2025. Les sessions incluent des visites du site et des communautés. 53 recommandations sur la conduite du projet vis-à-vis des communautés locales et de la biodiversité ont été formulées et publiées, dont 41 ont été suivies d'actions concrètes, réalisées ou en cours(2).

France : échanges avec les acteurs des territoires

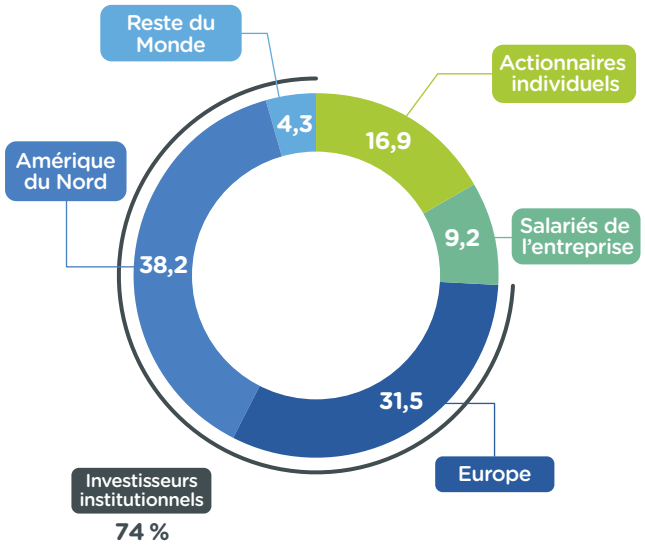
Les think tanks régionaux « Territoires : des énergies et au-delà » lancés en 2022 par la direction France de la Compagnie ont rassemblé plus de 1100 acteurs locaux, membres du monde économique, de la société civile, autorités publiques et élus pour dialoguer sur les enjeux de transition énergétique et de développement économique dans les territoires. En 2025, un cycle de rencontres a été mené dans chaque région sur le rôle de la sobriété dans la réduction des consommations et comme levier de réduction de l'impact environnemental. Cette démarche a donné lieu à une publication « Sobriété énergétique : un défi collectif au cœur des territoires »(3).

(1) TotalEnergies est membre du World Business Council for Sustainable Development depuis 2014, du Pacte mondial des Nations unies depuis 2002, du réseau Corporate Sustainability and Responsibility depuis 2016, du Collectif depuis 2022, de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises depuis 2000 et d'EpE (Entreprises pour l'Environnement) depuis 1992.
(2) Elles sont toutes rendues publiques sur le site papualng.com.pg.
(3) https://direction-france.totalenergies.fr/publication-dun-livre-blanc-sur-la-sobriete-un-defi-collectif-au-coeur-des-territoires

Dialoguer avec les investisseurs

RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT

En % hors actions auto-détenues.



+80000

actionnaires individuels français en 2025, soit +13 % en un an

Nous attachons une importance particulière au dialogue avec l'ensemble de nos actionnaires, avec lesquels les membres du Comité exécutif, l'Administrateur Référent et l'équipe des relations investisseurs échangent régulièrement sur la stratégie et la politique de développement durable de la Compagnie.

Un dialogue constant, exigeant et fructueux

Outre l'engagement sur les enjeux financiers, la Compagnie a développé un programme d'engagement actionnarial sur les thèmes extra-financiers. Ce programme permet d'établir des interactions régulières avec les actionnaires, tout au long de l'année, sur la stratégie de l'entreprise, la politique en matière de climat et les questions de durabilité ainsi que les pratiques de gouvernance.

En 2025, sur les plus de 1 000 entretiens organisés avec des investisseurs (entretiens individuels et *roadshows*) dans le monde entier, plus de 450 ont porté sur les sujets extra-financiers. L'Administrateur Référent a également entretenu un dialogue nourri en amont de l'Assemblée générale avec des actionnaires représentant au total près d'un quart du capital de la Compagnie. Par ailleurs, une visite de site a eu lieu en Ouganda en juin 2025, afin de permettre à des actionnaires institutionnels de découvrir les projets Tilenga et EACOP et de dialoguer avec différentes parties prenantes.

Le dialogue est également particulièrement actif avec les actionnaires individuels, qui sont informés des actualités de la Compagnie via des publications dédiées, participent à des visites organisées avec le Cercle des actionnaires et avec lesquels nous interagissons via le comité consultatif des actionnaires.

Une politique attractive de retour à l'actionnaire

Depuis 1982, TotalEnergies n'a jamais baissé son dividende. La solidité financière de la Compagnie lui permet de mener à bien sa stratégie de transition et d'offrir une politique attractive de retour à l'actionnaire. Sur les 10 dernières années, le rendement brut annuel moyen du dividende s'est établi à 5,7 %. En 2025, au-delà de l'augmentation de 5,6 % des acomptes trimestriels, un programme de rachats d'actions de 7,5 G$ a été mené. Le retour à l'actionnaire a ainsi représenté 55 % du cash-flow de 2025, en ligne avec l'objectif de maintenir ce dernier au-dessus de 40 %.

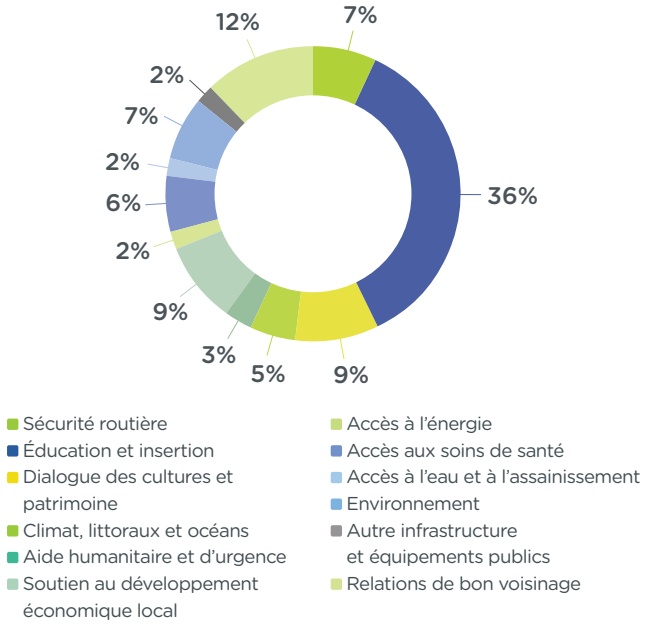
FAITS MARQUANTS

Actionnaires individuels et salariés français

Les années 2024 et 2025 ont été marquées par le renforcement du dialogue avec les investisseurs institutionnels en France, notamment en région lors d'événements dédiés à la communauté financière. En parallèle, TotalEnergies constate une forte augmentation du nombre d'actionnaires individuels français qui est passé de 567 000 à fin 2023 à 730 000 fin 2025, soit 163 000 de plus en deux ans. Plus de 6% du capital de TotalEnergies est ainsi détenu par les actionnaires individuels français. En outre, 80% des salariés de TotalEnergies en France sont eux aussi actionnaires. Ce fort dynamisme a permis à TotalEnergies de confirmer cette année encore sa position de n°1 de l'actionnariat salarié en Europe en termes de montant détenu et a été récompensé par le Grand Prix de la Fédération française de l'Actionnariat Salarié.

Partager la valeur avec nos communautés hôtes

ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE



Nos activités nous amènent au plus près des populations des pays où nous sommes implantés. Notre vision d'une prospérité partagée est construite sur trois principes : le dialogue et l'engagement avec toutes nos communautés hôtes, qui s'appuient sur le levier 4 du programme « Our 5 Levers for a Sustainable Change », lancé en 2024 ; l'évaluation et la réduction des impacts de nos opérations et une contribution au développement socio-économique local au plus près des besoins.

Contribuer au développement local

S'engager durablement sur un territoire, c'est d'abord développer des projets rentables et pérennes. TotalEnergies s'engage à privilégier le recours à l'emploi et à la sous-traitance locaux lorsque cela est possible dans le respect de ses contraintes opérationnelles et s'efforce d'intégrer ses activités industrielles dans l'écosystème local. À titre d'exemple, le réseau de chaleur urbain Le Havre Sud a été étendu en 2025 pour permettre son alimentation par la chaleur industrielle de la plateforme Normandie de TotalEnergies. En réduisant l'utilisation de gaz, ce projet permettra de chauffer plus de 12 000 logements havrais et d'éviter l'émission de 16 000 tonnes de CO_2 par an.

Au-delà des emplois et du contenu local des projets, nous soutenons l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes, la préservation du patrimoine culturel, l'accès à l'eau, la santé et la sécurité routière, qui participent à la réduction des inégalités. En 2025, près de 1 600 initiatives ont été soutenues dans ces domaines.

Tisser des liens avec les communautés

Nos collaborateurs ont la possibilité de s'impliquer auprès d'associations d'intérêt général proches de leur lieu de travail. Grâce au programme d'engagement solidaire *Action!* lancé en 2018, chacun peut y consacrer jusqu'à trois jours par an sur son temps de travail. Ce sont autant d'opportunités de participer à l'ambition de la Compagnie d'être un acteur du changement positif dans les territoires. En 2025, près de 14 000 actions solidaires ont été réalisées dans le monde par près de 10 000 collaborateurs.

FAITS MARQUANTS

Suriname : le projet GranMorgu

Le Suriname a confié à TotalEnergies le développement des découvertes de Sapakara et Krabdagu dans le Bloc 58. Une part significative des investissements sera réalisée localement et contribuera à l'emploi et au développement économique du pays. Le contenu local est estimé à plus de 1G$ sur la durée du projet et plus de 6 000 emplois, directs, indirects et induits sont prévus d'être créés au Suriname. A fin 2025, 65 emplois directs ont été créés. En 2025, le projet a soutenu des bourses d'études et des campagnes de sécurité routière à l'école. Les services de santé maternelle et infantile de deux hôpitaux majeurs de Paramaribo ont bénéficié d'un soutien visant à la modernisation et au renforcement de leurs installations.

FOCUS Ouganda et Tanzanie : les projets Tilenga et EACOP

La région du lac Albert en Ouganda recèle d'importantes ressources pétrolières. L'Ouganda en a confié l'exploitation à TotalEnergies pour le projet Tilenga. Le pétrole produit sera acheminé jusqu'au port de Tanga en Tanzanie par un oléoduc de plus de 1 400 km, construit et opéré par la société EACOP (TotalEnergies (62 %), UNOC et TPDC (15 %), CNOOC (8 %)).

Respecter les droits des parties prenantes

Comme tout projet de construction d'infrastructures, partout dans le monde, les projets Tilenga et EACOP nécessitent l'acquisition de terrains. Ce processus, conduit par TotalEnergies et EACOP pour le compte des États ougandais et tanzanien, est mené en conformité avec les standards de performance exigeants de l'IFC (International Finance Corporation).

À fin 2025, 99,2 % des accords de compensation ont été payés. 98,8 % des programmes de restauration des moyens de subsistance ont été mis en œuvre et toutes les maisons de relogement ont été construites et mises à disposition des familles, qui ont bénéficié d'un accompagnement dédié. TotalEnergies EP Uganda a rendu compte de ces activités dans un rapport social(1) au périmètre du projet Tilenga en 2025.

À la suite de l'engagement pris par TotalEnergies en 2024, une évaluation indépendante a été réalisée par le cabinet canadien Land & People Planning Ltd sur le programme d'acquisitions foncières, de relocalisation et de restauration des moyens de subsistance. Sur la base des recommandations du rapport, TotalEnergies EP Ouganda mettra en oeuvre un plan d'actions (lire p.92)

En complément des dispositifs d'audit et de remontée des plaintes déjà existants pour garantir le respect des droits des employés de nos fournisseurs, un projet pilote *« workers' voice survey »* a été mis en place depuis 2023 au sein des projets EACOP et Tilenga. L'objectif est de les consulter directement sur leurs conditions de travail. Les résultats de ces enquêtes sont partagés avec les fournisseurs qui mettent en place des plans d'action adaptés.

Prendre soin de l'environnement

Conformément à son ambition biodiversité, TotalEnergies met en œuvre des actions visant à restaurer et améliorer l'environnement avec l'objectif d'un gain net pour la biodiversité dans le parc des Murchinson Falls dans le cadre du projet Tilenga. L'empreinte au sol des installations a été limitée à 0,03 % de la superficie du parc et l'empreinte visuelle et sonore a été réduite.

Depuis le début du projet, 305 patrouilles contre le braconnage ont été menées en partenariat avec l'Uganda Wildlife Authority (UWA). TotalEnergies EP Uganda poursuit les travaux de restauration écologique de l'emprise des pipelines, pour lesquels 60 % du tracé ont été remis en état en 2025. Un appui est apporté à l'Uganda Wildlife Authority qui a permis l'élaboration en 2025 d'un Plan d'intervention et de gestion des conflits entre l'homme et la faune.

Contribuer au développement socio-économique

Ces deux projets auront un impact significatif sur les économies ougandaises et tanzaniennes. À fin 2025, la phase de construction a permis de créer plus de 24 300 emplois directs et 1,5 G$ ont été dépensés localement. Environ 2,7 millions d'heures de formation ont été dispensées, avec 40 % des compétences techniques applicables à d'autres industries.

De nombreuses actions de développement socio-économiques ont été menées par le projet Tilenga dans les domaines de la sécurité routière, de l'accès à la santé, à l'eau potable, à l'éducation, à la promotion de l'héritage culturel, de la diversité et à l'inclusion des jeunes. Par exemple, depuis 2013, 471 étudiants issus des communautés voisines du site ont bénéficié de bourses d'études, incluant 214 filles ; 200 jeunes ont été formées avec l'aide de l'Institut du pétrole de l'Ouganda et plus de 3 600 Ougandais ont reçu des formations professionnalisantes.


Girafe proche du site TotalEnergies - Ouganda.

(1) https://totalenergies.ug/peoples-well-being

FOCUS Irak : le projet Gas Growth Integrated Project (GGIP)

Le projet multi-énergies GGIP a été lancé en Irak en 2023 par TotalEnergies (45 %, opérateur), avec ses partenaires Basra Oil Company (30 %) et QatarEnergy (25 %).

Ce projet 4-en-1 comprend :

- la récupération du gaz actuellement torché sur trois champs pétroliers du sud du pays. Traité, le gaz sera transporté pour alimenter les centrales électriques locales, améliorant ainsi l'approvisionnement en électricité de la région. L'élimination du torchage sur ces trois champs représente une réduction d'environ 6 Mt CO_2 par an.
- la construction d'une centrale solaire de 1 GW. Elle permettra l'alimentation en électricité de 350 000 foyers de la région, tout en évitant l'émission de 2 Mt CO_2 par an.
- le redéveloppement du champ pétrolier de Ratawi pour atteindre 120 000 puis 210 000 b/j,
- la construction d'une usine de traitement d'eau de mer qui contribuera à réduire la situation de stress hydrique dans la région et devrait libérer jusqu'à 250 000 m^3 d'eau douce par jour pour l'irrigation et les besoins de l'agriculture locale.

Les 4 volets sont aujourd'hui en phase d'exécution.

Plus de

10 000

emplois directs et indirects attendus



Projet GGIP - Irak.

Bénéfices socio-économiques du projet

Le projet GGIP représente un investissement majeur dans la région de Bassorah, avec plus de 10 000 emplois directs et indirects attendus. La politique en faveur du contenu local repose sur le recrutement et le développement de talents locaux (le projet prévoit que plus de 85 % des emplois directs soient pourvus par des Irakiens), la contractualisation avec des entreprises irakiennes et le renforcement des compétences locales.

Le projet travaille en étroite collaboration avec les contracteurs afin de promouvoir l'emploi local, de renforcer la formation et de veiller à ce que les postes non qualifiés soient prioritairement pourvus par des habitants des communautés situées à proximité. En 2025, une Journée des Fournisseurs a rassemblé plus de 100 entreprises. À ce jour, 7 300 travailleurs sont mobilisés, dont 5 200 Irakiens, et environ 11 000 le seront au plus fort du chantier.

Initiatives en faveur des communautés locales

Des initiatives en matière de santé et de sécurité ont été lancées en 2025, en particulier dans les zones vulnérables et isolées. Un programme de sensibilisation aux restes explosifs (ERW - Explosive Remnants of War) a été déployé auprès de certaines communautés dans le district d'Al-Zubair, en coordination avec les autorités locales et des partenaires spécialisés.

L'accès à une énergie fiable a été renforcé par l'installation de systèmes photovoltaïques dans des écoles et des centres de santé à Al-Luhais et Umm Eneij, améliorant la disponibilité de l'électricité et la continuité des services éducatifs et sanitaires.

Dans les communautés rurales d'Al-Luhais et d'Umm Eneij, 276 tonnes de bâches agricoles ont été distribuées à plus de 320 exploitations, soutenant la culture sous serre et la protection des cultures. Cette intervention permet de réduire les pertes, d'améliorer la productivité et de renforcer la stabilité des revenus des ménages agricoles.

FAITS MARQUANTS

Dialogue avec les communautés locales

En 2025, le projet a maintenu un dialogue continu avec les parties prenantes locales. Il a particulièrement veillé à intégrer les populations vulnérables, notamment grâce à des agents de liaison communautaires recrutés parmi les communautés voisines. Plus de 1100 réunions ont été tenues, un traitement des plaintes est en place ainsi qu'une ligne téléphonique gratuite qui offre à toutes les parties prenantes un moyen simple de contacter le projet.

S'engager en faveur de la jeunesse

PROGRAMME VIA D'ÉDUCATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Projet VIA - Sensibilisation à la sécurité routière - Fondation d'entreprise TotalEnergies - Suriname.

À fin 2025,

1 000 000

jeunes formés avec VIA, depuis le début du programme

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

3.6 Accidents de la route
D'ici à 2020, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route

Les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ceux liés à l'emploi et à l'éducation, sont au cœur du développement de la jeunesse. TotalEnergies agit pour contribuer à lui donner les moyens de prendre son destin en main, en ciblant les jeunes les plus vulnérables.

Œuvrer à l'insertion professionnelle

TotalEnergies se mobilise en tant qu'employeur : à fin 2025, nous avons une nouvelle fois largement rempli notre engagement à accueillir 2 000 alternants par an dans nos équipes en France, dont 10% d'alternants issus de Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) ou de Zones de Revitalisation Rurales (ZRR). À fin 2025, plus de 2 300 alternants étaient accueillis (soit plus de 7% de nos effectifs en France), dont environ 12% issus de QPV ou de ZRR.

La Compagnie agit aussi par l'intermédiaire de sa Fondation d'entreprise, qui, en 2020, a créé L'Industreet, à Stains en Seine-Saint-Denis. L'Industreet est un campus qui forme gratuitement des jeunes à des métiers industriels en tension. À fin 2025, il accueillait 309 jeunes de 18 à 30 ans et 187 jeunes en sont sortis certifiés en 2025. La Fondation d'entreprise a également contribué à l'ouverture de six Écoles de Production supplémentaires en 2025, portant ainsi leur nombre à 77, dans le cadre d'un partenariat de 60 M€ sur 10 ans.

Rendre les routes plus sûres

Nous sommes engagés dans la sécurité routière de nos activités et de nos clients, afin de rendre les routes plus sûres pour l'ensemble des usagers, en particulier les plus jeunes d'entre eux, pour qui elles sont la première cause de mortalité. En partageant notre expertise, par exemple en milieu scolaire avec le programme VIA, nous contribuons à atteindre l'ODD 3.6.

Nous soutenons aussi des ONG telles que l'International Road Federation (IRF) pour la création d'un registre international de 450 auditeurs accrédités en évaluation d'infrastructures routières. Nous accompagnons aussi l'IRF pour le développement d'une plateforme digitale offrant un accès libre aux statistiques routières mondiales de référence, afin d'accélérer la mise en place de politiques de sécurité routière plus efficaces et éclairées.

FAITS MARQUANTS

1 000 000 de jeunes formés avec VIA

Lancé en 2019 et porté par les filiales de la Compagnie, VIA célèbre en 2025 1 million de jeunes formés dans 44 pays. Ce programme éducatif forme les jeunes à devenir des ambassadeurs d'une mobilité sûre. Ils observent et identifient les risques, formulent des recommandations et initient des actions de sensibilisation dans les communautés environnantes pour améliorer la sécurité dans les déplacements vers les écoles.

Notre Fondation d'entreprise

Créée en 1992, la Fondation d'entreprise TotalEnergies agit en faveur de la jeunesse, en particulier la plus vulnérable. Elle se mobilise pour cela aux côtés de ses partenaires dans quatre domaines d'intervention prioritaires : l'éducation et l'insertion ; la sécurité routière ; le climat, les littoraux et les océans ; le dialogue des cultures et le patrimoine. En 2025, le soutien de la Fondation d'entreprise à ses partenaires a atteint 45 M€ (https://fondation.totalenergies.com/fr).

Rendre l'énergie accessible et abordable pour tous

ACCÈS À UNE ÉNERGIE PROPRE

En 2025,

65 M

de bénéficiaires de nos ventes de GPL en bouteille en Afrique et en Asie



Clean cooking au Rwanda.

L'accès universel à une énergie propre est un objectif majeur des Objectifs de Développement Durable des Nations unies. TotalEnergies se fixe comme mission de fournir une énergie plus disponible, plus abordable, plus durable et accessible au plus grand nombre.

La transition énergétique repose en partie sur l'électrification des usages de l'énergie à laquelle nous avons consacré près de 3 G$ en 2025. Nous estimons qu'un tiers environ de notre développement sera réalisé dans les pays émergents, comme décrit dans notre SDG7 Energy Compact(1), ce qui permettra à environ 40 millions de personnes de bénéficier d'un premier accès décent ou plus fiable à l'énergie à horizon 2030.

L'accès à une énergie propre pour la cuisson est une autre condition indispensable au développement économique et social dans les pays émergents. Aujourd'hui, 2,1 milliards de personnes dans le monde n'y ont pas accès(2).

En substituant du gaz de pétrole liquéfié (GPL – une énergie fossile) sous forme de gaz en bouteille au bois et au charbon de bois, le *Clean Cooking* a un effet positif sur la santé des personnes, l'environnement et l'économie(3). L'usage du GPL est en effet plus efficace pour la cuisson, moins émetteur de CO_2 et de particules nocives pour la santé que le charbon de bois. Il permet également de réduire certains impacts négatifs de l'usage de la biomasse traditionnelle, notamment sur les femmes (gain de temps facilitant l'accès à l'éducation, et à l'emploi) ou sur l'environnement (déforestation).

En mai 2024, la Compagnie a annoncé son ambition de donner accès au *Clean Cooking* à 100 millions de personnes en Afrique et en Inde d'ici 2030. Pour y parvenir, la Compagnie investira plus de 400 M$ dans le développement du GPL destiné à la cuisson. En 2025, TotalEnergies a distribué 1030 kt de GPL en bouteille en Afrique (dans les pays et territoires suivants : Mozambique, Tanzanie, Rwanda, Namibie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Afrique du Sud, Kenya, Ouganda, Togo, Maroc, Tunisie, Gabon, Maurice, Burkina Faso, Mayotte et La Réunion) et en Asie (en Inde et au Vietnam), servant ainsi plus de 16 millions de foyers et environ 65 millions de personnes.

FAITS MARQUANTS

Rwanda : TotalEnergies et DelAgua s'associent pour donner accès au clean cooking à 200 000 foyers

En 2025, TotalEnergies a conclu un partenariat avec DelAgua afin de distribuer des foyers de cuisson améliorés à des centaines de milliers de Rwandais. Cette initiative soutient l'ambition du Rwanda d'offrir à tous l'accès au clean cooking d'ici 2030. Grâce au financement de TotalEnergies, DelAgua fournira en un an 200 000 foyers de cuisson de haute performance pour le bénéfice de plus de 800 000 Rwandais vivant en zone rurale. Leur usage réduit les émissions de fumée nocives de 81 % par rapport aux feux ouverts traditionnels et diminue la consommation de bois de 71 %. Le projet devrait ainsi éviter l'émission de plus de 2,5 millions de tonnes d'équivalent CO_2 sur les 10 prochaines années et générera des crédits carbone certifiés.

(1) https://www.un.org/en/energycompacts/page/registry#TotalEnergiesSE.
(2) https://trackingsdg7.esmap.org/sites/default/files/download-documents/SDG7-Report2025-0804-V11.pdf
(3) www.cleancooking.org.

Nous engager avec nos fournisseurs

ÉVALUATIONS FOURNISSEURS

Depuis 2023, plus de

1 300

évaluations documentaires et sur site

800

évaluations sur site

Des plans d'action correctifs mis en place suite à des évaluations sur site par plus de

400

fournisseurs

TotalEnergies travaille avec plus de 100 000 fournisseurs de biens et de services à travers le monde, pour un montant d'achats d'environ 35 G$ en 2025. Nous pouvons jouer un rôle important en accompagnant nos fournisseurs à progresser en matière de développement durable.

Axe 1 - Formation de nos acheteurs

À fin 2025, 93% des collaborateurs de la fonction Achat centrale de TotalEnergies ont été formés aux achats responsables. Des actions de sensibilisation complémentaires sont régulièrement menées au travers de webinaires thématiques.

Axe 2 - Sensibilisation des fournisseurs

La Compagnie veille à sensibiliser régulièrement ses fournisseurs en matière de développement durable au travers de journées fournisseurs comme aux Emirats Arabes Unis en 2025, mais également au travers de sessions de formation dédiées.

Axe 3 - Intégration de nos exigences de développement durable à nos achats

TotalEnergies veille à l'intégration de critères sociaux et environnementaux aux étapes clés du processus achat. Depuis 2024, des outils de synthèse permettent aux acheteurs de connaître la maturité des fournisseurs sur les différents aspects de la durabilité. Cette maturité est déterminée à l'aide d'évaluations documentaires ou sur sites, ainsi que sur la base de leurs engagements en faveur du climat.

Axe 4 - Évaluation de nos fournisseurs

En 2025, la Compagnie a atteint son objectif fixé en 2023 qui consistait à évaluer ses 1 300 fournisseurs prioritaires sur l'ensemble des aspects liés au développement durable.

Axe 5 - Accompagnement des fournisseurs

La Compagnie veille à ce que ses fournisseurs soient engagés dans une démarche de progrès continu. En 2025, elle a organisé des réunions d'accompagnement avec les fournisseurs à la suite des évaluations documentaires et sur site. Elle a aussi mené dans ce cadre des formations en collaboration avec le Carbon Disclosure Project (CDP) supply chain program, leur permettant ainsi de gagner en maturité et d'adopter des objectifs de réduction de leurs émissions.

FAITS MARQUANTS

Evaluation sur site des fournisseurs : un levier d'amélioration

Depuis 2023, la Compagnie a réalisé 800 évaluations sur site portant sur les thématiques suivantes : respect des droits humains, environnement et climat. Ces évaluations ont permis de rappeler aux fournisseurs leurs obligations au regard de nos accords contractuels et des règlementations locales et d'identifier des axes de progrès concrets.

À titre d'exemple, en Afrique, 15 fournisseurs d'emballages de la Compagnie ont amélioré leurs pratiques en matière de gestion des déchets (transport, stockage jusqu'au traitement final) à la suite de ces évaluations.

FOCUS France, un ancrage territorial



« NOUS CONTRIBUONS À LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET À L'APPROVISIONNEMENT DU PAYS EN GAZ, CARBURANT, ÉLECTRICITÉ ET NOUS ACCOMPAGNONS LES FRANÇAIS DANS LEUR TRANSITION ÉNERGÉTIQUE[1] »

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

4,2 millions de clients **particuliers & professionnels** en électricité et/ou gaz

45% de l'approvisionnement **en gaz** de la France en 2025

Environ **25%** **des carburants vendus** en France à plus d'1 million de clients chaque jour dans nos stations

Réouverture de plus de **30** **stations rurales**[2]

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Plus de **2 GW** **de capacité de production d'électricité renouvelable** en France

Près de 26 000 points de recharge électrique opérés dont **1 900** **haute puissance**

Acteur majeur de la production de **HVO**[3] (500 kt/an à La Mède) et de **Biogaz** (800 GWh)[4]

Projet Centre Manche 2, **le plus grand parc d'éolien offshore du pays** (1,5 GW d'électricité)

INNOVATION

SAFT innove avec son **installation de stockage d'énergie destinée aux sites industriels**

1ères productions de carburants aériens durables (SAF) (plateformes de La Mède et Normandie)

Partenariat avec la société française Mistral AI (laboratoire commun d'IA afin d'améliorer la performance des énergies bas carbone)

EMPLOI ET ÉCONOMIE

35000 **salariés en France**

6 milliards d'achats à **16 000** **entreprises**

1 800 **recrutements en CDI**

2025

2 000 **recrutements** d'alternants, d'apprentis et contrats pro

166 **PME soutenues** par des PTZ[5], soit plus de 4 000 emplois

730 000 **actionnaires individuels** (en hausse de 13%)

SOLIDARITÉ

100 000 **jeunes** accompagnés parondation

27 000 **jeunes ont découvert le rugby** avec le Tournoi National des quartiers et des campagnes

(1) Plus de détails dans le communiqué de presse https://totalenergies.com/system/files/documents/totalenergies_TotalEnergies-en-France-ancrage-territorial-historique_2025_fr.pdf **(2)** En cumulé sur 2024 et 2025. **(3)** Hydrotreated Vegetable Oil ou huiles végétales hydrotraitées. **(4)** Capacité de production. **(5)** Prêt à Taux Zéro.



Indicateurs de performance

105 Principaux indicateurs de performance
106 Transition énergétique
107 Taxonomie
108 Climat
110 Santé et Sécurité
111 Collaborateurs
112 Environnement
113 Impact positif pour les parties prenantes
114 Liste des projets Carbon Capture and Storage
114 Intégrer le captage et le stockage à nos actifs
115 Proposer des services de transport & de stockage du carbone
116 Glossaire
122 Chaîne de valeur



Racks Pangea - France.

Principaux indicateurs de performance

TotalEnergies a publié pour l'exercice 2025 ses informations consolidées en matière de durabilité dans son Document d'Enregistrement Universel, conformément aux normes ESRS *(European Sustainability Reporting Standards)*, introduisant ainsi pour certains indicateurs un calcul selon le « périmètre ESRS », différent du périmètre de calcul historique.

Les indicateurs de performance extra-financière présentés ci-dessous sont issus du Rapport de durabilité de TotalEnergies qui a fait l'objet d'un rapport de certification exprimant un avis d'assurance limitée par les commissaires aux comptes Ernst & Young Audit et PricewaterhouseCoopers Audit. En complément, TotalEnergies a demandé à ses commissaires aux comptes d'émettre un rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'indicateurs Climat annotés ci-dessous d'un astérisque.

Climat

- Émissions de GES directes des installations (périmètres ESRS et opéré*) (Scope 1) ;
- Émissions de GES indirectes liées à la consommation d'énergie des installations (périmètres ESRS et opéré*) (Scope 2) ;
- Émissions de GES (Scope 1+2) des installations opérées* ;
- Émissions indirectes de GES liées à l'utilisation par les clients des produits énergétiques (Scope 3 catégorie 11) ;
- Gaz brûlé à la torche (activités oil & gas opérées Amont) ;
- Brûlage de routine ;
- Intensité carbone des produits énergétiques utilisés par les clients de la Compagnie ;
- Intensité des émissions de GES (Scope 1+2) des installations opérées des activités oil & gas opérées Amont ;
- Émissions de méthane des installations opérées de la Compagnie* ;
- Intensité des émissions de méthane des installations pétrolières et gazières opérées de l'Amont.

Droits Humains

- Pourcentage de filiales du périmètre One Maestro ayant une activité opérationnelle qui ont mis en place un mécanisme de gestion des plaintes.

Environnement

- Émissions de SO_2 ;
- Émissions de NO_x ;
- Émissions de COVNM (non méthaniques) ;
- Émissions de poussières totales ;
- Teneur en hydrocarbures des rejets aqueux continus offshore ;
- Teneur en hydrocarbures des rejets aqueux continus onshore ;
- Proportion des sites conformes à l'objectif de qualité des rejets offshore ;
- Proportion des sites conformes à l'objectif de qualité des rejets onshore ;
- Prélèvements d'eau douce hors boucle ouverte de refroidissement ;
- Prélèvements d'eau en zone de stress hydrique ;
- Consommation d'eau douce ;
- Déversements accidentels d'hydrocarbures liquides ayant atteint l'environnement et dont le volume est supérieur à un baril, hors vols ou actes de sabotage ;
- Déchets non dangereux et dangereux ;
- Déchets non dangereux et dangereux valorisés ;
- Pourcentage de valorisation des déchets ;
- Nombre de sites matériels pour l'environnement et conformes à l'objectif de certification ISO 14001.

Santé et Sécurité

- Taux de couverture du système de gestion santé et sécurité ;
- Millions d'heures travaillées ;
- Nombre de décès dus à des accidents professionnels ;
- Nombre de décès dus à des accidents professionnels par centaine de millions d'heures travaillées ;
- TRIR : nombre d'accidents du travail déclarés par million d'heures travaillées ;
- LTIR : nombre d'accidents du travail avec arrêt par million d'heures travaillées ;
- LTIS : nombre de jours d'arrêt découlant d'accidents du travail par million d'heures travaillées ;
- Nombre d'accidents graves de la route ;
- Nombre de pertes de confinement Tier 1 et Tier 2 ;
- Part des salariés exposés à un risque professionnel bénéficiant d'un suivi médical régulier ;
- Nombre de maladies professionnelles déclarées dans l'année (selon les critères de la réglementation locale)
- Nombre de remontées de presque accidents et anomalies.

Social

- Nombre total de salariés ;
- Part de femmes dans le recrutement en CDI, dans le recrutement cadres, dans les effectifs, dans les effectifs cadres, dans les effectifs cadres dirigeants ;
- Part de salariés ayant une nationalité autre que la nationalité française dans le recrutement en CDI, dans le recrutement cadres, dans les effectifs, dans les effectifs cadres, dans les effectifs cadres dirigeants ;
- Pourcentage des collaborateurs bénéficiant d'une rémunération directe au moins égale au salaire décent du pays ou de la région dans laquelle ils travaillent ;
- Nombre moyen de jours/an de formation par salarié ;
- Part des sociétés ayant mis en place un dispositif de télétravail régulier ;
- Part des salariés en situation de télétravail parmi ceux en ayant la possibilité ;
- Part des effectifs disposant d'une représentation syndicale et/ou de représentants du personnel ;
- Part des effectifs couverts par une convention collective ;
- Nombre d'accords actifs signés avec les partenaires sociaux dans le monde et en France.

* Indicateurs revus avec un niveau d'assurance raisonnable.

Transition énergétique

	Unité	2015	2020	2022	2023	2024	2025
Mix énergétique des productions							
Pétrole	%	44	44	45	52	50	50
Gaz	%	56	54	50	42	43	42
Électricité	%	<1	2	5	6	7	8
Molécules bas carbone(1)	%	0	<1	<1	<1	<1	<1
Mix énergétique des ventes							
Pétrole(2)	%	65	47*	41	43	43	40
Gaz(3)	%	33	45*	50	47	44	46
Électricité	%	1	5*	7	8	11	12
Molécules bas carbone(1)	%	1	2*	2	2	2	2
Produits pétroliers							
Ventes de produits pétroliers	Mb/jour	2,4	1,8	1,7	1,6	1,5	1,5
Gaz							
Ventes totales de GNL	Mt	13	38	48	44	40	44
Electricité							
Capacité brute élec renouvelable(4)	GW	0	7	17	22	26	34
Production nette(5)	TWh	2	14	33	33	41	48
Clients - BtB et BtC	Millions	<2	8	9	9	9	9
Points de charge pour véhicules électriques	Milliers	0	22	42	60	78	90
Molécules bas carbone							
Production de biocarburants	Mt	-	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Production de biogaz	TWh	-	-	1	1	1	1
Investissements nets	**G$**	**20**	**13**	**16**	**17**	**18**	**17**
Pétrole	G$	13	6	10	6	9	9,5
GNL & Gaz	G$	7	5	2	5	4	4
Energies bas carbone	G$	0	2	4	6	5	3,5
Integrated Power	G$	0	2	4	5	4	3
Molécules bas carbone	G$	0	<1	<1	1	1	0,5
Consommation d'énergie - 100% opéré							
Consommation nette d'énergie primaire	TWh	153	147	166	157	156	150
Consommation d'énergie renouvelable	TWh	-	-	1	2	4	5
Système de management de l'énergie							
Sites opérés ayant un système de management de l'énergie auditable (consommation annuelle > 50 ktep)(6)	Nb	-	26	27	34	35	34
Sites opérés dont la consommation annuelle est > à 50 ktep(7)	Nb	-	42	46	43	42	42
% de l'énergie de la Compagnie consommée par les sites opérés dont la consommation annuelle est > à 50 ktep(7) (8)	%	-	-	90%	90%	90%	90%

* Hors effet Covid-19. **(1)** Voir Glossaire. **(2)** Ventes de produits pétroliers (issus du Marketing et Services et des ventes massives du Raffinage-Chimie). **(3)** Production de gaz commercialisable de l'Exploration-Production et ventes de GNL. **(4)** Capacité brute installée de génération électrique renouvelable. **(5)** Périmètre en quote-part compagnie. **(6)** Y compris norme ISO 50001 qui accompagne la mise en œuvre dans les entreprises d'un système de management de l'énergie qui permet un meilleur usage de l'énergie. **(7)** Hors centrales à cycle combiné au gaz naturel qui sont des installations de génération électrique dont la consommation de gaz est optimisée pour offrir un rendement maximal. Ces installations bénéficient d'une gestion de l'énergie efficace et ne nécessitent pas de mise en place d'un système spécifique de gestion de l'énergie. **(8)** Nouvel indicateur 2025 calculé rétroactivement.

Taxonomie

	Unité	ACTIVITÉS ÉLIGIBLES 2022	2023	2024	2025	ACTIVITÉS ALIGNÉES 2022	2023	2024	2025
CAPEX Périmètre contrôlé									
Electricité et renouvelables	%	13,7	23,5	16,8	20,6	13,3	22,9	13,7	20,0
dont production d'électricité à partir de gaz naturel	%	*0,3*	*0,3*	*3,0*	*0,5*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Biocarburants et chimie	%	3,1	3,8	3,1	2,1	0,6	2,3	1,4	0,9
Autres activités éligibles	%	0,6	0,8	1,0	1,3	0,6	0,5	0,4	0,7
TOTAL	**%**	**17,4**	**28,1**	**20,9**	**24,0**	**14,5**	**25,7**	**15,5**	**21,6**
CAPEX Vue proportionnelle									
Electricité et renouvelables	%	29,8	29,5	24,5	23,9	29,5	29,0	21,6	23,4
dont production d'électricité à partir de gaz naturel	%	*0,2*	*0,2*	*2,8*	*0,4*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Biocarburants et chimie	%	3,5	3,5	4,8	5,3	0,6	2,1	2,4	2,8
Autres activités éligibles	%	0,7	0,9	1,1	1,3	0,7	0,6	0,8	0,9
TOTAL	**%**	**34,0**	**33,9**	**30,4**	**30,5**	**30,8**	**31,7**	**24,8**	**27,1**

Activités éligibles - Activités alignées

Une activité éligible(1) est une activité faisant partie de la liste établie par la Commission européenne dans une de ces catégories : bas carbone, transitoire(2) ou habilitante(3).

Une activité alignée est une activité éligible qui en complément satisfait à un critère de durabilité c'est-à-dire répond à l'un des objectifs environnementaux(4), auquel l'activité contribue, sans porter préjudice aux autres objectifs environnementaux et respecte des garanties minimales.

(1) Décrite dans les règlements délégués (UE) 2021/2139 du 4 juin 2021, (UE) 2021/2178 du 6 juillet 2021 et (UE) 2023/2486 du 27 juin 2023 et (UE) 2026/73 du 4 juillet 2025.
(2) Activités pour lesquelles il n'existe pas d'alternative bas carbone économiquement ou technologiquement viable.
(3) Activités qui permettent à d'autres activités qu'elles-mêmes de contribuer à l'atteinte d'un des six objectifs environnementaux.
(4) Le règlement Taxonomie comprend deux objectifs climatiques : 1. l'atténuation du changement climatique et 2. l'adaptation au changement climatique ; et quatre autres objectifs environnementaux : l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines, la transition vers une économie circulaire, la prévention et le contrôle de la pollution, et la protection et la restauration de la biodiversité et des éco-systèmes.

Climat

		PÉRIMÈTRE OPÉRÉ - 100%						PÉRIMÈTRE PATRIMONIAL						PÉRIMÈTRE ESRS		
	Unité	2015	2020	2022	2023	2024	2025	2015	2020	2022	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Émissions de GES - Scope 1+2																
Scope 1 - Émissions directes	**Mt CO_2e**	**42**	**38***	**37**	**32**	**33**	**32**	**50**	**52**	**51**	**45**	**43**	**42**	**44**	**43**	**42**
Décomposition par secteur																
Activités *oil & gas* Amont	Mt CO_2e	19	16	14	12	12	11	22	24	22	19	18	17	20	18	17
Integrated LNG, excluant les activités gaz de l'Amont	Mt CO_2e	-	<1	<1	<1	<1	<1	-	1	1	1	1	1	1	1	2
Integrated Power	Mt CO_2e	-	3	9	6	7	6	-	4	9	6	6	7	6	7	6
Raffinage-Chimie	Mt CO_2e	22	17	15	14	14	14	27	22	20	18	18	18	17	17	17
Marketing & Services	Mt CO_2e	<1	<1	<1	<1	<1	<1	1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1
Décomposition par zone géographique																
Europe : UE 27 + Norvège + Royaume-Uni + Suisse	Mt CO_2e	22	22*	23	19	18	18	22	20	21	18	16	17	22	20	20
Eurasie (yc. Russie) / Océanie	Mt CO_2e	5	1	<1	<1	<1	1	13	17	15	12	12	12	3	4	4
Afrique	Mt CO_2e	12	10	9	8	7	6	9	7	7	7	7	6	11	10	9
Amériques	Mt CO_2e	4	4	5	5	7	7	5	7	8	7	8	8	8	9	9
Décomposition par type de GES																
CO_2	Mt CO_2e	39	34	36	31	32	31	-	-	50	43	42	41	42	41	40
CH_4	Mt CO_2e	2	2	1	1	1	1	-	-	1	1	1	1	1	1	1
N_2O	Mt CO_2e	<1	<1	<1	<1	<1	<1	-	-	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1
Scope 2 Market-based - Émissions indirectes liées à la consommation d'énergie	**Mt CO_2e**	**4**	**3***	**2**	**2**	**1**	**1**	**-**	**-**	**5**	**4**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**
dont Europe : UE 27+ Norvège + Royaume-Uni + Suisse	Mt CO_2e	2	2*	1	1	1	1	-	-	2	2	1	1	1	1	1
Scope 1+2	**Mt CO_2e**	**46**	**41***	**40**	**35**	**34**	**33**	**-**	**-**	**56**	**49**	**46**	**46**	**47**	**45**	**44**
	vs 2015		**-9%***	**-13%**	**-24%**	**-25%**	**-28%**									
dont installations *oil & gas*	Mt CO_2e	46	39*	33	30	29	28	-	-	48	44	41	40	43	40	39
dont CCGT	Mt CO_2e	-	3*	7	4	5	5	-	-	8	5	5	6	4	5	5
Émissions de GES - Méthane																
Émissions de méthane[1]	**kt CH_4**	**94**	**64**	**42**	**34**	**29**	**22,5**	**-**	**-**	**47**	**40**	**33**	**27**			
	vs 2020			**-34%**	**-47%**	**-55%**	**-65%**									
Décomposition par secteur																
Activités *oil & gas* Amont	kt CH_4	92	62	41	33	27	21	-	-	43	36	31	24			
Integrated LNG, excluant les activités gaz de l'Amont	kt CH_4	0	<1	0	<1	<1	<1	-	-	3	2	1	1			
Integrated Power	kt CH_4	0	<1	1	<1	<1	<1			1	<1	<1	<1			
Raffinage-Chimie	kt CH_4	1	1	1	1	1	1	-	-	1	1	1	1			
Marketing & Services	kt CH_4	0	0	0	0	0	0	-	-	0	0	0	0			
Décomposition par zone géographique																
Europe : UE 27 + Norvège + Royaume-Uni + Suisse	kt CH_4	9	12	7	6	5	5	-	-	5	4	4	3			
Eurasie (yc. Russie) / Océanie	kt CH_4	33	3	1	1	3	3	-	-	15	11	9	9			
Afrique	kt CH_4	49	31	23	18	16	10	-	-	17	19	16	11			
Amériques	kt CH_4	3	18	12	9	5	4	-	-	10	7	4	4			
Brûlage																
Gaz brûlé à la torche[2] (activités *oil & gas* opérées Amont)	Mm^3/j	7,2	4,2	3,3	2,5	2,5	2,3									
dont brûlage de routine	Mm^3/j	2,3[3]	0,6	0,5	0,3	0,5	0,7									

*Les émissions de GES du **périmètre ESRS** correspondent aux émissions à 100% des sites opérés auxquelles s'ajoutent les émissions en part patrimoniale[4] des actifs non opérés et consolidés financièrement hors sociétés mises en équivalence.*

* Hors effet Covid-19 pour les données d'émissions 2020. **(1)** Hors méthane biogénique, représentant environ 1 kt CH_4 en 2025. Le méthane biogénique est toutefois pris en compte dans le calcul du Scope 1. **(2)** Cet indicateur inclut le brûlage de sécurité, de routine et de non-routine. **(3)** Volumes estimés selon les données historiques. **(4)** Part patrimoniale de détention par la Compagnie ou quote-part de droit à la production pour les actifs de production de pétrole et de gaz.

Climat

Émissions de GES indirectes - Scope 3	Unité	2015	2020	2022	2023	2024	2025
Scope 3 - Catégorie 11[1]	**Mt CO_2e**	**410**	**400***	**389***	**351**	**342**	**335**
dont Europe : UE 27+ Norvège + Royaume-Uni + Suisse	Mt CO_2e	256	215*	191*	212	160	155
Décomposition par produit							
Pétrole	Mt CO_2e	350	320*	254*	227	218	207
	vs 2015		-9%*	-27%*	-35%	-38%	-41%
Gaz	Mt CO_2e	60	80*	130	124	124	128
Biocarburant	Mt CO2e	-	-	4	-	-	

Estimation des réductions d'émissions induites[2]							
par les ventes GNL de TotalEnergies	Mt CO_2e	-	-	~70	~70	~65	~75
par la production d'électricité renouvelable de TotalEnergies	Mt CO_2e	-	-	-	-	~18	~22

Indicateurs d'intensité							
Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus (73 gCO_2e/MJ en 2015)	Base 100 en 2015	100	92*	88	87	83,5	81,4
Intensité des émissions de GES (Scope 1+2) des activités *oil & gas* opérées Amont[3]	kgCO_2e/ bep	21	18	17	17	17	16
Intensité des émissions de méthane des installations pétrolières et gazières opérées (Amont)	%	0,23	0,15	0,11	0,11	0,10	0,07

***** Hors effet Covid-19 pour les données d'émissions du 1er semestre 2020 au 1er semestre 2022 inclus. **(1)** Scope 3 catégorie 11 GHG protocol : produits pétroliers y compris ventes massives du Raffinage et gaz naturel hors participations minoritaires dans des sociétés cotées. Conformément aux normes ESRS, les émissions résultant de la combustion de la biomasse sont exclues du Scope 3 - Catégorie 11 et reportées séparemment depuis 2023. En 2015, le Scope 3 catégorie 11 a été publié à 410 Mt CO_2e. Cette référence est maintenue pour évaluer l'évolution du Scope 3. Si le Scope 3 catégorie 11 de 2015 avait été recalculé selon la méthodologie de la chaîne de valeur d'IPIECA (parue en 2016) sur la chaîne de valeur gaz, introduite à compter des données publiées de 2021, alors le Scope 3 catégorie 11 de 2015 serait ressorti à 465 Mt CO_2e dont 344 Mt CO_2e sur la chaîne de valeur pétrole et 121 Mt CO_2e sur la chaîne de valeur gaz. **(2)** Potentielles réductions d'émissions auxquelles ont pu contribuer les ventes de GNL de TotalEnergies. **(3)** Cet indicateur n'inclut pas les actifs intégrés GNL dans son périmètre. **(4)** Produits pétroliers y compris ventes massives du Raffinage et gaz naturel hors participations minoritaires dans des sociétés cotées. **(5)** Émissions cradle-to-gate des achats de biens et services, hormis ceux rapportés dans d'autres catégories. Calculées avec la somme des achats (hors produits énergétiques revendus) multipliés par des ratios monétaires externes spécifiques, ainsi que les émissions correspondant aux achats de pétrole et produits pétroliers (nets des productions de la Compagnie), aux contrats de supply moyen et long terme de GNL et aux émissions Amont des biocarburants (conformément aux normes ESRS) calculées sur la base des émissions du carburant fossile équivalent auquel est appliqué un taux d'abattement standard. **(6)** Émissions cradle-to-gate des achats de biens immobilisés tels que ceux des catégories d'achat forage, équipement sous-marin, vannes, équipements statiques, etc. Calculées avec la somme des achats multipliée par des ratios monétaires externes spécifiques. **(7)** Émissions cradle-to-gate liées aux ventes d'électricité B2B/B2C (hors négoce) nettes de la production d'électricité de TotalEnergies en Europe. **(8)** Émissions Amont liées aux transports de produits énergétiques, comprenant les émissions mesurées du shipping hors affrètements à temps supérieurs à 12 mois rapportées en Scope 1+2 et les émissions associées aux prestations de transport terrestre réalisées par des tiers, estimées sur la base de ratios monétaires spécifiques. **(9)** Émissions cradle-to-gate des catégories d'achat liées au traitement des déchets et à la remédiation. Calculées avec la somme des achats multipliée par des ratios monétaires externes spécifiques. **(10)** Émissions liées aux déplacements professionnels des employés telles que rapportées par les compagnies prestataires. **(11)** Émissions liées aux trajets domicile-travail des employés de la Compagnie. L'estimation utilise le facteur d'émission moyen rapporté par l'INSEE par salarié. **(12)** Émissions directes liées aux actifs contractés à long terme, qui correspondent majoritairement à l'affrètement maritime pour le transport de produits énergétiques, déjà inclus dans la catégorie 4. **(13)** Émissions liées au transport Aval des ventes marketing B2B du M&S et des ventes massives de produits pétroliers du Raffinage. **(14)** Émissions liées à la transformation des principaux produits intermédiaires non énergétiques vendus (soufre, polymères, bitumes) estimées sur la base de facteurs d'émission physique externes les plus représentatifs ou conservateurs. **(15)** Émissions liées à la fin de vie des principaux produits non énergétiques vendus (lubrifiants, polymères, bitumes, batteries). **(16)** Non applicable, la Compagnie n'a pas identifié d'émissions liées à la location d'actifs à un tiers. **(17)** Émissions associées aux stations-service opérées par des tiers. Le calcul prend l'hypothèse d'une intensité (Scope 1+2) par station équivalente à celle des stations opérées par la Compagnie. **(18)** Émissions Scope 1+2 des activités non opérées et non consolidées financièrement, à hauteur de la part patrimoniale de détention par la Compagnie ou de la quote-part de droit à la production pour les actifs de production de pétrole et de gaz. Cette catégorie concerne principalement les émissions Scope 1+2 des sociétés mises en équivalence des activités de liquéfaction, raffinage et pétrochimie.

2025

Détail des points des chaînes de valeur du Scope 3 - Catégorie 11 [1]			
	Production	**Secteur intermédiaire**	**Ventes**
	Pétrole 1,4 Mb/j (182 Mt CO_2e)	**Raffinage** **1,5 Mb/j** (189 Mt CO_2e)	**Produits pétroliers** **1,5 Mb/j** (207 Mt CO_2e)
	Gaz naturel + condensats 1,2 Mbep/j (128 Mt CO_2e)	**Liquéfaction** **0,4 Mbep/j** (42 Mt CO_2e)	**GNL + Marketing B2B/B2C** **1,1 Mbep/j** (114 Mt CO_2e)
		Achats à long terme de GNL à des tiers **0,4 Mbep/j** (40 Mt CO_2e)	

Les émissions associées aux différents points des chaînes de valeur n'ont pas vocation à être additionnées en raison de la nature intégrée de nos activités.

Émissions de GES indirectes - Scope 3	Unité	2023	2024	2025
Catégories significatives du Scope 3				
Cat 11 - Utilisation des produits vendus[4]	Mt CO_2e	351	342	335
Autres catégories du Scope 3				
Cat 1 - Achats de produits ou services[5]	Mt CO_2e	33	28	27
Cat. 2 - Immobilisations de biens[6]	Mt CO_2e	3	4	3
Cat. 3 - Emissions liées à l'énergie hors Scope 1+2[7]	Mt CO_2e	4	4	4
Cat.4 - Transport de marchandises amont[8]	Mt CO_2e	6	6	5
Cat.5 - Déchets[9]	Mt CO_2e	<1	<1	<1
Cat. 6 - Déplacements professionnels[10]	Mt CO_2e	<1	<1	<1
Cat. 7 - Déplacements domicile travail[11]	Mt CO_2e	<1	<1	<1
Cat. 8 - Actifs en leasing amont[12]	Mt CO_2e	0	0	0
Cat. 9 - Transport de marchandises aval[13]	Mt CO_2e	1	1	1
Cat. 10 - Transformation des produits vendus[14]	Mt CO_2e	5	5	6
Cat. 12 - Fin de vie des produits vendus[15]	Mt CO_2e	10	11	11
Cat. 13 - Actifs en leasing aval[16]	Mt CO_2e	n/a	n/a	n/a
Cat.14 - Franchise aval[17]	Mt CO_2e	<1	<1	<1
Cat.15 Investissements[18]	Mt CO_2e	13	14	13

TotalEnergies a procédé à une estimation des 15 catégories du Scope 3 depuis 2023 et a retenu la catégorie 11 comme significative, sur la base notamment de l'ampleur de ses émissions estimatives de GES, en ligne avec la pratique depuis 2017 et dans la continuité de la déclaration de performance extra-financière. Conformément à son engagement de transparence, TotalEnergies publie une estimation des émissions indirectes relevant d'autres catégories du Scope 3 selon la classification du GHG Protocol et de l'Ipieca. Les évolutions des standards et méthodologies d'estimation des émissions pourront amener la Compagnie à ajuster à l'avenir les valeurs de ces estimations.

Santé et Sécurité

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Sécurité au poste de travail						
Taux de couverture du système de gestion santé et sécurité[1]	%	-	91	91	91	90
dont couverture des activités opérationnelles[2]	%	-	100	100	100	100
Millions d'heures travaillées - Tous personnels	Mh	389	392	400	400	405
Personnel de la Compagnie	Mh	211	217	212	216	216
Personnel d'entreprises extérieures	Mh	178	175	188	184	189
Nombre de décès dus à des accidents professionnels[3] - Tous personnels	Nb	1	3	2	1	1
Personnel de la Compagnie	Nb	0	0	0	0	0
Personnel d'entreprises extérieures	Nb	1	3	2	1	1
Nombre de décès accidentels[3] par centaine de millions d'heures travaillées - Tous personnels	Nb/ 100Mh	0,26	0,77	0,50	0,25	0,25
Personnel de la Compagnie	Nb/ 100Mh	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel d'entreprises extérieures	Nb/ 100Mh	0,56	1,71	1,06	0,54	0,53
Nombre d'accidents du travail - Tous Personnels	Nb	289	263	252	219	191
Personnel de la Compagnie	Nb	134	130	108	95	95
Personnel d'entreprises extérieures	Nb	155	133	144	124	96
Nombre de jours d'arrêt découlant d'accidents du travail - Tous personnels	Nb	6 764	5 724	4 800	6 002	6 281
Personnel de la Compagnie	Nb	3 429	3 116	2 508	2 621	2 631
Personnel d'entreprises extérieures	Nb	3 335	2 608	2 292	3 381	3 650
Nombre d'accidents graves de la route[4]	Nb	27	15	11	13	16
Véhicules légers et transport en commun	Nb	0	3	4	4	3
Poids lourds de transport de marchandises	Nb	27	12	7	9	13
Santé (périmètre PSM - Panorama Social Mondial)						
Part des salariés exposés à un risque professionnel bénéficiant d'un suivi médical régulier	%	97	99	100	99	100
Nombre de maladies professionnelles déclarées dans l'année (selon les critères de la règlementation locale)	Nb	136	129	107	170	160

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Sécurité au poste de travail						
TRIR[5] : nombre d'accidents du travail déclarés par million d'heures travaillées - Tous Personnels	Nb/Mh	0,74	0,67	0,63	0,55	0,47
Personnel de la Compagnie	Nb/Mh	0,63	0,60	0,51	0,44	0,44
Personnel d'entreprises extérieures	Nb/Mh	0,87	0,76	0,77	0,67	0,51
LTIR : nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées - Tous personnels	Nb/Mh	0,48	0,45	0,40	0,35	0,36
Personnel de la Compagnie	Nb/Mh	0,50	0,51	0,42	0,33	0,36
Personnel d'entreprises extérieures	Nb/Mh	0,46	0,39	0,38	0,39	0,36
LTIS : nombre de jours d'arrêt découlant d'accidents du travail[6] par million d'heures travaillées - Tous personnels	Nb/Mh	17	15	12	15	16
Personnel de la Compagnie	Nb/Mh	16	14	12	12	12
Personnel d'entreprises extérieures	Nb/Mh	19	15	12	18	19
Nombre de remontées de presque accidents et anomalies	Nb	563 000	749 000	893 000	998 000	1 024 000
Sécurité prévention des accidents industriels majeurs						
Pertes de confinement (Tier 1 et 2)[7]	Nb	84	48	48	39	34
Pertes de confinement (Tier 1)	Nb	30	11	19	14	8
Pertes de confinement (Tier 2)	Nb	54	37	29	25	26

(1) Pourcentage du personnel qui est couvert par un système de gestion de la santé et de la sécurité fondé sur des exigences légales et/ou des normes ou lignes directrices reconnues (calcul basé sur les heures travaillées du personnel).

(2) Activités hors sièges, services et trading.

(3) Hors maladies professionnelles dont le lien avec un éventuel décès relève du secret médical. Objectif zéro accident mortel.

(4) Renversement de véhicule ou autre accident ayant entraîné une blessure d'un membre d'équipage ou d'un passager (accident déclaré).

(5) Objectif TRIR inférieur ou égal à 0,60 en 2025 et 0,55 en 2026.

(6) Hors maladies professionnelles car la cause d'absentéisme maladie relève du secret médical.

(7) Hors actes de sabotage et de vols. Objectif pertes de confinements classées Tier 1 ou 2 inférieures ou égales à 40 en 2025 et 35 en 2026.

Collaborateurs

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Effectifs						
Effectifs de la Compagnie	**Nb**	**105 476**	**101 279**	**102 579**	**102 887**	**101 513**
Répartition par zone géographique						
Europe	%	62,8	63,3	63,2	62,1	62,2
dont France	%	*34,0*	*34,5*	*34,6*	*34,9*	*34,9*
Afrique	%	9,6	10,4	10,2	10,8	11,3
Amérique du Nord	%	6,8	6,0	6,0	5,9	5,8
Amérique latine	%	11,3	13,1	13,4	13,8	13,2
Asie-Pacifique	%	6,7	6,5	6,4	6,6	6,5
Moyen-Orient	%	2,8	0,7	0,8	0,9	1,0
Femmes/Hommes						
Pourcentage de femmes						
Dans les effectifs	%	34,8	36,3	36,9	36,8	36,7
Parmi les cadres supérieurs[1]	%	21,1	23,8	25,1	25,8	26,4
Parmi les cadres dirigeants	%	25,7	27,5	28,3	29,5	30,2
Internationalisation						
Pourcentage de salariés de nationalité non française						
Parmi les cadres supérieurs[2]	%	32,1	34,2	36,3	36,4	36,4
Parmi les cadres dirigeants	%	36,3	37,4	37,7	38,6	37,7
Salaire décent[3]						
Pourcentage de salariés bénéficiant d'une rémunération directe au moins égale au salaire décent du pays ou de la région dans laquelle ils travaillent	%	-	100	100	100	100

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Formation						
Employés ayant reçu au moins une formation dans l'année	%	84,6	97,3	97,7	97,9	98,1
Moyenne de jours de formation par employé par an[4]	jours	2,4[5]	4,7	5,0	5,5	4,6
Dialogue social						
Sociétés ayant mis en œuvre les horaires flexibles	%	77	82	82	85	89
Sociétés ayant mis en place le télétravail occasionnel	%	87	83	82	85	88
Employés couverts par une convention collective de travail	%	71,9	73,6	73,0	73,6	72,6
Employés disposant d'une représentation syndicale et/ou d'une représentation des employés	%	91,7	91,8	91,5	92,3	91,9
Nombre d'accords actifs signés avec les représentants des employés dans le monde	Nb	281	330	404	346	305

(1) Données 2020 retraitées. Le pourcentage de femmes était de 18,2% en 2020 en considérant la précédente méthode de calcul qui n'intégrait pas les NP14 et les cadres dirigeants.

(2) Données 2020 retraitées. Le pourcentage de non-Français était de 31,8 % en 2020 et en considérant la précédente méthode de calcul qui n'intégrait pas les cadres dirigeants.

(3) Le salaire décent est défini comme un revenu permettant au salarié d'assurer une vie décente à sa famille pour des heures de travail standard, en couvrant les dépenses essentielles et donnant la capacité de faire face à certaines incertitudes de la vie. Ce critère s'applique au périmètre de gestion, c'est-à-dire dans toutes les filiales contrôlées à plus de 50%.

(4) Ce nombre est obtenu à partir du nombre d'heures de formation, en considérant que 7,6 heures sont équivalentes à un jour.

(5) Hors compagnonnage, données sur le compagnonnage collectées à partir de 2021.

Environnement

		PÉRIMÈTRE OPÉRÉ - 100%				
	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Empreinte environnementale						
Rejets chroniques atmosphériques (hors GES)[1]						
Emissions de SO_2	kt	34	13	12	16	18
Emissions de NO_x	kt	64	60	60	57	53
Emissions de COVNM	kt	69	48	43	35	35
Poussières (PM)	kt	-	3,9	4,1	3,4	2,1
Qualité des eaux rejetées						
Teneur en hydrocarbures des rejets aqueux offshore	mg/l	12,8	12,9	11,6	11,2	9,9
% de sites conformes à l'objectif de qualité des rejets offshore (30 mg/l)[2]	%	100	93	92	93	97
Teneur en hydrocarbures des rejets aqueux onshore	mg/l	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0
% des sites conformes à l'objectif 2030 de qualité des rejets onshore (1 mg/l)	%	-	73	86	82	82
Indicateurs relatifs à l'eau						
Prélèvements d'eau douce hors boucle ouverte de refroidissement	Mm^3	105	107	102	106	116
Prélèvements d'eau douce en zone de stress hydrique[3]	Mm^3	52	55	50	51	53
Consommation d'eau douce[4]	Mm^3	-	58	55	56	62
Bilan de déforestation/reforestation						
Surface déforestée	ha	-	0	81	156	210
Surface reforestée ou compensée	ha	-	0	59	186	61
Solde forestier annuel[5]	ha	-	0	-22	30	-149
Solde forestier cumulé depuis 2023[5]	ha	-	0	-22	8	-141

Système de gestion de l'environnement						
Sites certifiés ISO 14001	Nb	266	284	281	297	307
Sites matériels pour l'environnement et conformes ISO 14001	Nb	79	80	79	82	84
Sites matériels pour l'environnement et conformes ISO 14001	%	97	100	100	100	100

(1) Depuis 2024, application des seuils du règlement E-PRTR. **(2)** Site d'Alwyn (Royaume-Uni) et Gryphon (Royaume-Uni) exclus en 2020, leurs rejets étant sporadiques, ayant lieu uniquement lors de la maintenance de l'unité de réinjection et étant encadrés par une autorisation réglementaire spécifique. **(3)** À partir de 2023, les valeurs de prélèvement en zone de stress hydrique sont calculées à partir du Projected Basic Water Stress 2030 V4.0 d'août 2023 pour les sites matériels de la Compagnie et le bassin des sites Carling - Saint Avold en France est exclu de ces calculs car le prélèvement d'eau de nappe y est imposé administrativement pour des raisons environnementales. **(4)** Les données de 2022 à 2023 ont été recalculées pour tenir compte de la définition du GRI. **(5)** Un chiffre négatif indique une déforestation nette. **(6)** Voir §5.2.2.4 du Document d'enregistrement universel 2025 pour le *reporting* détaillé des plans d'action mis en œuvre sur nos quatre axes Biodiversité. **(7)** Zone UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) I à IV et les zones Ramsar pour les projets au standard IFC. A partir de 2024, seuls les nouveaux projets sont comptabilisés, les sites en production depuis plus de 2 ans ne le sont plus. **(8)** Hors cuttings de forage, hors digestat des unités de Biogaz, hors sites ayant cessé leur activité et en cours de remédiation. **(9)** La valorisation inclut la préparation en vue de réemploi, le recyclage et les autres types de valorisation (énergétique par exemple).

		PÉRIMÈTRE OPÉRÉ - 100 %				
	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Risques accidentels de pollution						
Déversements accidentels d'hydrocarbures liquides						
Nombre de déversements	Nb	50	49	27	24	22
Volume total des déversements	10^3m^3	1,0	0,1	1,7	0,6	0,0
Volume total ayant été récupéré	10^3m^3	-	0,1	0,0	0,0	0,0

Biodiversité[6]						
Respect de notre engagement de zones d'exclusion volontaire						
Activité d'exploration / extraction de pétrole ou de gaz en zone UNESCO		Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté
Activité d'exploration de champs pétroliers situés en zone de banquise arctique		Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté
Nouveaux projets						
Plans d'actions biodiversité déployés ou en cours de préparation pour nos sites situés en zone de biodiversité[7]	Nb	6	7	8	5	2
Sites existants						
Diagnostics biodiversité réalisés pour nos sites matériels pour l'environnement	Nb cumulé	-	43	70	77	80

Gestion des déchets						
Bilan déchets de la Compagnie et filières de traitement[8]						
Volume total de déchets traités	kt	501	498	521	573	556
Déchets non dangereux	kt	303	322	319	357	345
Déchets dangereux	kt	198	176	202	216	211
Valorisation[9]	%	59	61	61	71	68

Economie circulaire[10]						
Quantité de matières premières circulaires	Mt	-	3,4	3,8	4,6	4,7
	vs 2021	-	-	+10%	+33%	+36%
Ventes issues des produits circulaires	G$	-	5,4	4,5	4,0	3,8
	vs 2021	-	+30%	+8%	-4%	-8%

(10) Périmètre patrimonial. Les données exprimées en % sont calculées sur base des données brutes de 2021 : quantité de matières premières circulaires 3,4Mt et ventes issues des produits circulaires 4,2G$

Impact positif pour les parties prenantes

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Droits humains						
Filiales[1] avec un mécanisme de règlements des litiges intégré	%	99	100	100	100	100
Nombre de plaintes reçues dans l'année	Nb	-	-	638	1 414	2 252
Nombre de plaintes reçues dans l'année restant non résolues	Nb	-	-	125	186	183
Taux de résolution des plaintes[2]	%	-	-	80	87	92
Evaluation fournisseurs prioritaires[3]	Nb	79	200	300	300	200
Audits Ethique & Droits humains	Nb	2	5	4	7	6
Lutte contre la corruption						
Formations anticorruption suivies en ligne[4]	Nb	9 701	38 624	17 195	15 247	9 958
Incidents en matière d'intégrité[5] répertoriés	Nb	326	207	200	223	279
Partage de la valeur						
Investissements nets	G$	13	16	17	18	17,1
Dividendes	G$	8	10	8	8	8,1
Rachats de titres[6]	G$	1	7	9	8	7,5
Salaires et traitements	G$	9	9	9	9	10,0
Impôts et taxes[7]	G$	6	33	25	22	19,0

(1) Filiales du périmètre One MAESTRO ayant une activité opérationnelle.
(2) Nombre de plaintes résolues / nombre de plaintes reçues pour l'année de référence.
(3) Evaluations sur site, incluant les droits humains.
(4) Formations ouvertes à tous les collaborateurs et obligatoires pour les populations cibles. Nouveau module lancé en 2022.
(5) Incidents couvrant fraude (hors tentatives depuis 2022), corruption ou trafic d'influence.
(6) Inclut les rachats couvrant les plans d'attribution d'actions aux employés.
(7) Charge d'impôts courants et taxes à la production.

	Unité	2020	2022	2023	2024	2025
Initiatives d'intérêt général						
Nombre d'actions programme Action![1]	**Nb**	**4 119**	**11 028**	**13 975**	**14 603**	**13 817**
Europe	Nb	2 952	7 410	9 191	9 855	9 553
Afrique	Nb	709	1 664	2 072	2 146	2 028
Asie	Nb	191	923	1 480	1 298	1 088
Amérique latine	Nb	159	609	786	1 009	810
Amérique du Nord	Nb	2	231	407	268	308
Océanie	Nb	106	191	39	27	30
Fondation d'entreprise TotalEnergies						
Dépenses de la Fondation d'entreprise TotalEnergies	M€	46	65	54	64	45

(1) Programme d'engagement solidaire des salariés qui peuvent consacrer jusqu'à trois jours par an de leur temps de travail à des projets d'intérêt général.

Liste des projets Carbon Capture and Storage

Intégrer le captage et le stockage à nos actifs

Actif	Type de projet	Origine du CO_2	Pays	Opérateur du projet	Amont ou aval	Solution de captage du CO_2	Solution de stockage du CO_2 (1)	Potentiel de réduction de CES (100 %) (2)
En opération								
Snøhvit	Captage et stockage	CO_2 natif (3)	Norvège	Equinor	Amont	Séparation du CO_2 natif du gaz naturel	Ré-injection dans l'aquifère salin de Snøhvit	0,7 MTPA
En développement								
North Field East (NFE)	Captage	CO_2 natif (3)	Qatar	QatarEnergy LNG	Amont	Séparation du CO_2 natif du gaz naturel	Transfert du CO_2 à QatarEnergy pour stockage dans un aquifère salin	2,1 MTPA
North Field South (NFS)	Captage	CO_2 natif (3)	Qatar	QatarEnergy LNG	Amont	Séparation du CO_2 natif du gaz naturel	Transfert du CO_2 à QatarEnergy pour stockage dans un aquifère salin	1,1 MTPA
À l'étude								
LNG North 2 (4)	Captage	CO_2 natif (3)	Qatar	QatarEnergy LNG	Amont	Séparation du CO_2 natif du gaz naturel	Transfert du CO_2 à QatarEnergy pour stockage dans un aquifère salin	0,6 MTPA
Ichthys Projet CCS associé, nommé Bonaparte CCS	Captage et stockage	CO_2 natif (3)	Australie	Inpex	Amont	Séparation du CO_2 natif du gaz naturel	Ré-injection dans un aquifère salin	6 MTPA
Raffinerie Anvers Projet CCS associé, nommé ARCaDe (5)	Captage	CO_2 anthropique (6)	Belgique	TotalEnergies	Aval	Production d'un flux de combustion concentré en CO_2 suivi d'un traitement visant à purifier le CO_2 répondant aux spécifications de transport et stockage	À confirmer (7)	0,7 MTPA

(1) Le CO_2 capté est destiné à être stocké de manière permanente dans un aquifère salin ou dans un réservoir déplété.
(2) Le potentiel de réduction de GES est le volume de CO_2 injecté dans le stockage et auquel ne sont pas soustraites les émissions Scope 1+2 générées par le projet de CCS
(3) CO_2 présent naturellement dans le réservoir avant toute production d'hydrocarbures ou toute injection de CO_2.
(4) Ex-QatarGas 2.
(5) Antwerp Refinery Carbon capture.
(6) Le CO_2 anthropique est un produit secondaire de l'activité humaine, généralement la combustion, la production de produits chimiques, d'acier ou de ciment, le processus de séparation des gaz.
(7) La sélection des solutions de transport et stockage est en cours.

Liste des projets Carbon Capture and Storage

Proposer des services de transport & de stockage du carbone

Projet	Maturité du projet	Opérateur	Clients	Transport du CO_2 : national ou transfrontalier [1]	Terminal/Lieu de collecte du CO_2	Pays de stockage du CO_2	Type de stockage du CO_2	Capacité de stockage du CO_2 (100 %)	Année de démarrage
En opération									
Northern Lights	Phase 1 : En opération	Northern Lights Joint Venture	Norcem, Celsio, Yara	À la fois national et transfrontalier	Terminal d'Øygarden, Norvège	Norvège	Aquifère salin	Phase 1 : 1,5 Mt CO_2/an	2025
En développement									
Northern Lights	Phase 2 : Décision d'investissement prise en Mars 2025	Northern Lights Joint Venture	Ørsted, Stockholm Exergi	Transfrontalier	Terminal d'Øygarden, Norvège	Norvège	Aquifère salin	Phase 2 : + 4,1 MtCO_2/an	2028
Northern Endurance Partnership (NEP)	Phase 1 : décision d'investissement prise en 2024 *Extension : à l'étude*	BP	Émetteurs de la région industrielle de Teesside	National	Teesside, Royaume-Uni	Royaume-Uni	Aquifère salin	Phase 1 : 4 Mt CO_2/an *Extension : au-delà de 20 Mt CO_2/an*	2028
À l'étude									
Aramis	Phase 1 : FEED [2] en cours *Extension : à l'étude*	TotalEnergies (Stockage)	Émetteurs des Pays-Bas principalement et des pays européens proches	À la fois national et transfrontalier	Port de Rotterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Champ de gaz déplété	Phase 1 : 2,5 Mt CO_2/an *Extension : jusqu'à 5 Mt CO_2/an*	2030
Bayou Bend	Offshore : FEED en cours Onshore : Pre-FEED en cours	Chevron	Émetteurs industriels de la région de Houston/ Beaumont-Port Arthur	National	Études en cours	États-Unis	Aquifère salin	Au-delà de 10 Mt CO_2/an	2030-2031
Southern Cluster	FEED en cours	Petronas	Émetteurs des zones industrielles en Asie, en particulier le Japon et Singapour	À la fois national et transfrontalier	Kuantan, Malaisie	Malaisie	Champ de gaz déplété et aquifère salin	5 Mt CO_2/an	2030
Bifrost	Phase 1 (Harald West & Dagny) : Pre-FEED Phase 2 (Inez) : Études préliminaires de faisabilité en cours	TotalEnergies	Émetteurs du Danemark, d'Allemagne et des pays baltes, principalement	À la fois national et transfrontalier	Esbjerg, Danemark	Danemark	Champ de gaz déplété et aquifère salin	Phase 1 : Jusqu'à 5 MtCO_2/an Phase 2 : Jusqu'à 10 MtCO_2/an	Post 2030

(1) National par gazoduc, transfrontalier par bateau et gazoduc.
(2) Front-End Engineering Design.

Glossaire

Unités de mesure

b Baril

bep/j Baril équivalent pétrole par jour

CO_2e équivalent CO_2

e équivalent

G Milliard

J Joule

PJ Pétajoule (10^{15} joules)

k Millier

M Million

MBtu Million British Thermal Unit

Mm^3 Million de mètres cubes

Mtpa Million de tonnes par an (de GNL)

t Tonne (métrique)

tep Tonne équivalent pétrole

TWh Térawatt-heure

W Watt

Acronymes

AIE Agence internationale de l'énergie

BESS Système de stockage d'énergie par batterie (Battery Energy Storage System)

CCS Captage et stockage de CO_2 (Carbon Capture and Storage)

CCGT Centrale à Cycle Combiné Gaz (Combined Cycle with Gas Turbine)

CCU Captage et utilisation de CO_2 (Carbon Capture and Utilization)

CCUS Captage, stockage et valorisation de CO_2 (Carbon Capture, Utilization and Storage)

EACOP East African Crude Oil Pipeline

EPA Environmental Protection Agency

ESS Energy Storage Systems

FEED Front-end engineering design

FID Final investment decision

GES Gaz à effet de serre

GIEC Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GNC Gaz naturel comprimé

GNL Gaz naturel liquéfié

GNV Gaz naturel pour véhicule

GRI Global Reporting Initiative

GRP Gas, Renewables & Power

IA Intelligence artificielle

IPBES Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services

IPIECA International Petroleum Industry Environmental Conservation Association

IRENA International Renewable Energy Agency

ISSB International Sustainability Standard Board

NBS Nature-Based Solutions

NFE North Field East (Qatar)

NFS North Field South (Qatar)

OGCI Oil & Gas Climate Initiative

ROACE Return on Average Capital Employed

RTE Réseau de Transport d'électricité (France)

SAF Sustainable Aviation Fuel – Carburant d'aérien durable

SEC Securities and Exchange Commission (US)

TNFD Taskforce on Nature-related Financial Disclosures

UICN Union internationale pour la conservation de la nature

UNEP-WCMC United Nation Environment Program – World Conservation Monitoring Centre

WBCSD World Business Council for Sustainable Development

WEO World Energy Outlook

WEF World Economic Forum

WRI World Resource Institute

$ Abréviation pour le dollar américain (États-Unis)

Glossaire

Ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société

Ambition de la Compagnie telle que décrite au 1.2.3 du chapitre 1 de son Document d'Enregistrement Universel.

Accident grave de la route

Renversement de véhicule ou autre accident ayant entraîné une blessure d'un membre d'équipage ou d'un passager (accident déclaré) pour un véhicule de TotalEnergies ou en contrat long terme (> 6 mois) avec TotalEnergies.

Activités *oil & gas* Amont

Les activités *oil & gas* Amont englobent les activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz des secteurs Exploration-Production et Integrated LNG. Les installations de génération électriques à partir de gaz naturel telles que les centrales à cycle combiné au gaz naturel sont exclues de ce périmètre.

Biocarburant

Carburant liquide utilisable pour le transport et produit à partir de la biomasse.

Biogaz

Combustible ou carburant gazeux produit à partir de la biomasse.

Biomasse

Matière organique, à l'exclusion des matériaux fossilisés ou incorporés dans des formations géologiques.

Biométhane

Biogaz dont les caractéristiques permettent son injection dans un réseau de gaz naturel.

Brûlage de non-routine

Brûlage de gaz autre que le brûlage de routine et le brûlage de sécurité intervenant principalement lors des événements occasionnels et intermittents.

Brûlage de routine

Brûlage de gaz, effectué lors de la conduite normale des opérations en l'absence de dispositifs suffisants ou de conditions géologiques adéquates permettant de réinjecter le gaz produit, de l'utiliser sur place ou de le commercialiser (tel que défini par le groupe de travail du programme Global Gas Flaring Reduction dans le cadre de l'Initiative Zero Routine Flaring de la Banque mondiale). Il n'inclut pas le brûlage de sécurité.

Brûlage de sécurité

Brûlage de gaz associés à la production d'huile ou de gaz effectué pour assurer la conduite sûre des opérations de l'installation (arrêt d'urgence, tests liés à la sécurité, etc.).

Capacité brute installée

Capacité brute cumulée des installations de production d'électricité d'un site en opération, sans tenir compte des pertes, des taux de disponibilité ou des contraintes de réseau. Elle reflète la capacité maximale théorique que les installations peuvent produire au point d'injection en conditions standard. Elle est exprimée sur une base 100% quelle que soit la participation détenue dans l'actif.

Carburant d'aviation durable (Sustainable Aviation Fuel – SAF)

Molécules ayant vocation à être incorporées dans le carburant d'aviation conventionnel d'origine fossile. Il peut être produit via différentes technologies et à partir de différentes matières premières :

- biomasse, par exemple des déchets et résidus issus de l'économie circulaire telles que les huiles alimentaires usagées (conformément aux réglementations en vigueur dans les différentes géographies ; par exemple, en Europe, la qualification de carburant d'aviation durable exclut l'emploi comme matières premières des cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale), via une technologie mature et disponible à l'échelle industrielle ;
- hydrogène vert et CO_2 (dénommé *e-fuels* ou carburants synthétiques), via une technologie encore en phase de développement.

À ce jour, le SAF n'est pas utilisé pur mais incorporé dans des proportions diverses jusqu'à 50% dans du carburant conventionnel d'origine fossile. Les taux d'incorporation varient en fonction des demandes des compagnies aériennes et/ou des réglementations applicables dans les différents pays.

Par exemple, en Europe, le règlement ReFuelEU Aviation (UE) 2023/2405 prévoit des parts minimales de SAF calculées en moyenne annuelle sur l'ensemble des aéroports en Europe (puis pour chaque aéroport à partir de 2035) : 2% en 2025, 6% (dont 1,2% de carburant de synthèse) en 2030 et 70% (dont 35% de carburant de synthèse) en 2050.

Utilisé pur, le SAF peut permettre, selon les matières premières utilisées et les modes de production, une réduction jusqu'à 90% des émissions de CO_2 sur l'ensemble du cycle de vie, par rapport à son équivalent fossile (en application de la méthodologie de la directive européenne (UE) 2018/2001 modifiée relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, dite RED II).

Glossaire

CCS (*Carbon Capture and Storage*)

Captage et transport de CO_2 en vue d'un stockage géologique à long terme.

CCU (*Carbon Capture and Utilization*)

Captage et transport de CO_2 en vue de son utilisation dans la fabrication de produits synthétiques, de produits chimiques ou de combustibles.

Décarbonation

Actions visant à réduire l'intensité carbone des activités ou produits et/ou les émissions de gaz à effet de serre d'activités.

Déversements accidentels d'hydrocarbures

Déversements accidentels d'hydrocarbures liquides ayant atteint l'environnement et dont le volume est supérieur à un baril, hors vols ou actes de sabotage.

Emissions résiduelles

Emissions de GES restantes après mise en œuvre de mesures de réduction des émissions.

Energies bas carbone

- Activités de génération électrique (à partir de sources renouvelables et de capacités flexibles à gaz), de stockage et de négoce d'électricité, et de distribution BtB-BtC de gaz et d'électricité – ces différentes activités correspondent au secteur Integrated Power ;
- Activités liées aux molécules bas carbone, à savoir : biocarburants, biogaz, hydrogène renouvelable, hydrogène bas carbone, e-carburants/e-gaz ;
- Autres technologies bas carbone : CCS, *Nature-based solutions*, recyclage des plastiques, électromobilité.

GES

Désigne les sept gaz à effet de serre du protocole de Kyoto, à savoir le CO_2, CH_4, N_2O, les HFC, les PFC, le SF_6 et le NF_3, avec leurs PRG (pouvoirs de réchauffement global) à 100 ans respectifs tels que donnés par le rapport du GIEC le plus récent. Les HFC, PFC, le SF_6 et le NF_3 sont quasiment absents des émissions de la Compagnie et ne sont pas comptabilisés par la Compagnie.

GES Scope 1

Émissions directes de gaz à effet de serre émanant de sites ou d'activités faisant partie du périmètre de *reporting* des indicateurs liés au changement climatique. Les émissions directes de CO_2 biogénique sont exclues du Scope 1 et reportées séparément.

GES Scope 2

Émissions indirectes de GES résultant de la production d'électricité, de vapeur, de chaleur, ou de froid achetés ou acquis, et consommés par les sites ou activités faisant partie du périmètre de *reporting* des indicateurs liés au changement climatique, nette des ventes éventuelles d'énergie, sans inclure les gaz industriels achetés (H_2). En l'absence de mention contraire, TotalEnergies rapporte les émissions de GES Scope 2 suivant la méthode fondée sur le marché (market-based), comme définie par le GHG Protocol. Pour les besoins du *reporting* au titre des normes ESRS, TotalEnergies rapporte également les émissions de GES Scope 2 suivant la méthode fondée sur la localisation (location-based).

Glossaire

GES Scope 3

Autres émissions indirectes. En l'absence de mention contraire, TotalEnergies rapporte les émissions de GES Scope 3, catégorie 11, qui correspondent aux émissions indirectes de GES liées à la phase d'utilisation directe des produits vendus au cours de leur durée de vie attendue (c'est-à-dire les émissions de Scope 1 et de Scope 2 des utilisateurs finaux qui ont lieu pendant la combustion des produits énergétiques) conformément à la définition du *Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard Supplement to the GHG Protocol*. La Compagnie suit les méthodologies sectorielles pour l'*oil & gas* publiées par l'IPIECA, conformes aux méthodologies du GHG Protocol. Afin d'éviter les doubles comptages, cette méthodologie comptabilise le volume le plus important sur les chaînes de valeur pétrole ou gaz, à savoir soit la production soit les ventes en vue d'un usage final. À ces ventes ou production est appliqué un facteur d'émission stœchiométrique (oxydation des molécules en dioxyde de carbone) pour obtenir une quantité d'émission. Conformément au *Technical Guidance for Calculating Scope 3 Emissions Supplement to the Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard* qui définit les utilisateurs finaux comme les consommateurs et clients professionnels qui utilisent les produits finaux et au guide IPIECA *Estimating petroluem industry value chain (Scope 3) greenhouse gas emissions* en application duquel le *reporting* des émissions liées aux produits énergétiques achetés pour revente à des utilisateurs non finaux (c'est-à-dire pour du négoce) est optionnel, TotalEnergies ne rapporte pas les émissions associées aux activités de négoce. Conformément aux ESRS, les émissions indirectes de CO_2 biogénique résultant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse (ventes de biocarburants et de biogaz) sont exclues du Scope 3 et rapportées séparément.

Hydrogène bas carbone

Hydrogène dont la teneur énergétique provient de sources non renouvelables et qui respecte un certain niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport au combustible fossile de référence. En Europe, ce niveau de réduction est de 70 %, soit un niveau d'émissions pour l'hydrogène de 3,38 kg CO_2e/kg H_2 sur le cycle de vie, selon la méthodologie de la Directive européenne 2018/2001 dite RED II.

Hydrogène renouvelable

Hydrogène produit par électrolyse de l'eau (dans un électrolyseur, alimenté par de l'électricité) et avec de l'électricité d'origine renouvelable. Pour la production d'hydrogène renouvelable, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre sur la totalité du cycle de vie est proche de zéro. L'hydrogène renouvelable peut également être produit par reformage du biogaz (au lieu du gaz naturel) ou par conversion biochimique de la biomasse, si le procédé est conforme aux exigences de durabilité applicables. Par exemple en Europe, le seuil maximum des émissions de gaz à effet de serre pour l'hydrogène renouvelable est de 3,38 kg CO_2e/kg H_2 sur le cycle de vie, selon la méthodologie de la Directive européenne 2018/2001 (RED II).

Installations *oil & gas* opérées

Installations opérées par la Compagnie dans le cadre des activités *oil & gas* Amont et des activités des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing et Services. Les installations de génération électriques à partir de sources renouvelables ou de gaz naturel telles que les centrales à cycle combiné au gaz naturel sont donc exclues de ce périmètre.

Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus

Cet indicateur mesure les émissions moyennes de GES des produits énergétiques utilisés par les clients de la Compagnie, sur l'ensemble de leur cycle de vie (c'est-à-dire Scope 1+2+3), depuis leur production jusqu'à leur utilisation finale, par unité d'énergie. Il est calculé comme le quotient entre :

- au numérateur, la somme :
  - des émissions liées à la production et à la transformation des produits énergétiques utilisés par les clients de la Compagnie ;
  - des émissions liées à l'usage final des produits énergétiques vendus aux clients, calculées par application de facteurs d'émissions stœchiométrique[1] par produit pour obtenir une quantité d'émissions. Pour la chaîne de valeur des biocarburants, les émissions cycle de vie (production, transformation et usage final) sont calculées sur la base des émissions du carburant fossile équivalent auquel est appliqué un taux d'abattement standard[2]. Les produits à usage non combustibles (bitumes, lubrifiants, plastiques, etc.) ne sont pas pris en compte ;
  - en soustraction, les volumes de CO_2 séquestrés grâce au service de CCS commercialisé à des émetteurs industriels tiers (*storage as a service*) et aux projets de puits de carbone fondés sur la nature ;
- au dénominateur : la quantité d'énergie vendue, celle-ci étant la somme :
  - des quantités d'énergie associées aux points les plus élevés des chaînes de valeur pétrole et gaz, déterminés dans le calcul du Scope 3 ;
  - des quantités d'énergie associées aux ventes de biocarburants (ventes du secteur Marketing & Services et ventes massives du raffinage), de biogaz et d'hydrogène ;
  - des quantités d'électricité vendue, sur la base des ventes des entités marketing en Europe, des ventes liées aux activités d'agrégation (correspondant à des achats moyen/long terme), des productions hors Europe et des ventes des entités de bornes de recharge hors Europe. L'électricité est ramenée à un pied d'égalité sur une base fossile en prenant en compte des taux de charge et d'efficacité moyens.

L'indicateur d'intensité carbone correspond donc en moyenne aux émissions associées à chaque unité d'énergie utilisée par les clients. Pour suivre son évolution, il est exprimé en base 100 par rapport à 2015.

(1) Les facteurs d'émission utilisés proviennent d'une note technique du CDP : *Guidance methodology for estimation of Scope 3 category 11 emissions for oil and gas companies*.
(2) Les taux d'abattement appliqués aux émissions des biocarburants par rapport aux produits fossiles équivalents sont en accord avec les minimums requis par la réglementation européenne (RED II).

Glossaire

Intensité des émissions de CO_2e

Emissions de GES Scope 1+2 des installations opérées par la Compagnie dans le cadre de ses activités *oil & gas* Amont (kg) divisées par la production opérée d'hydrocarbures de la Compagnie en baril équivalent pétrole (bep).

Intensité des émissions de méthane

Volume des émissions de méthane divisé par le volume de gaz commercial produit, pour l'ensemble des installations opérées par la Compagnie (pétrolières et/ou gazières) dans le cadre de ses activités *oil & gas* Amont.

LTIR (Lost Time Injury Rate)

Taux de fréquence des accidents avec arrêt : nombre d'accidents du travail avec arrêt par million d'heures travaillées.

LTIS (Lost Time Injury Severity)

Nombre de jours d'arrêt découlant d'accidents du travail par million d'heures travaillées.

Mix énergétique des ventes

Mix énergétique calculé en prenant en compte les ventes d'électricité, les productions de gaz commercialisable de l'Exploration-Production et les ventes de GNL, les ventes de produits pétroliers (issues du Marketing & Services et des ventes massives du Raffinage-Chimie) et la distribution de biocarburants, les ventes de biomasse, de biogaz et d'hydrogène. L'électricité est ramenée à un pied d'égalité sur une base fossile en prenant en compte des taux de charge et d'efficacité moyens.

Molécules bas carbone

Biocarburants, biogaz, hydrogène bas carbone et renouvelable, e-carburants/e-gaz.

Nature-based solutions

Actions visant une gestion et un usage durables de la nature de manière à préserver ou augmenter le stockage du carbone. Les *nature-based solutions* de TotalEnergies visent la génération de crédits carbone pour la compensation volontaire des émissions résiduelles de Scope 1 et 2 de la Compagnie à partir de 2030, en recherchant également des avantages environnementaux, sociaux et économiques.

Panorama Social Mondial (PSM)

Enquête annuelle qui comporte près de 300 indicateurs sociaux en lien avec les politiques sociales de la Compagnie comme la mobilité, le développement des talents, la formation, les conditions de travail, le dialogue social, le déploiement du Code de conduite, les droits humains et la santé. L'enquête est conduite auprès d'un panel de sociétés représentatif de la Compagnie (effectifs, zones géographiques) qui représente chaque année environ 90% de l'effectif consolidé Compagnie.

Périmètre ESRS

Périmètre de consolidation identique à celui utilisé pour les états financiers hors sociétés mises en équivalence, ainsi que les sociétés contrôlées par la Compagnie non consolidées financièrement, mais matérielles d'un point de vue de durabilité.

Ce périmètre ESRS est étendu aux sociétés et/ou actifs sur lesquels la Compagnie exerce un contrôle opérationnel, quelle que soit leur méthode de consolidation financière, pour les indicateurs suivants :

- émissions de gaz à effet de serre (ESRS E1-6 §44 à 46 et §50) ;
- polluants figurant à l'annexe II du règlement (CE) n°166/2006 et microplastiques générés ou utilisés par l'entreprise (ESRS E2-4 §28/29) ;
- sites sensibles sur le plan de la biodiversité (ESRS E4-1).

Périmètre opéré

Activités, sites et actifs industriels dont TotalEnergies SE ou l'une de ses filiales a le contrôle opérationnel, c'est-à-dire a la responsabilité de la conduite des opérations pour le compte de l'ensemble des partenaires.

Périmètre patrimonial

Le périmètre patrimonial, distinct du périmètre opéré, inclut tous les actifs dans lesquels les sociétés consolidées (y compris les sociétés mises en équivalence) ont un intérêt patrimonial ou un droit à la production. Ce périmètre intègre également les sociétés non consolidées financièrement mais matérielles d'un point de vue de durabilité. Sur le périmètre patrimonial, les indicateurs sont reportés à hauteur de la part patrimoniale détenue par la Compagnie dans l'actif ou selon sa part dans la production pour les actifs de production de pétrole et de gaz.

Personnel d'entreprises extérieures

Toute personne d'une entreprise prestataire de services intervenant sur un site du périmètre de reporting sécurité ou employée dans le cadre d'une prestation de transport sous contrat long terme.

Glossaire

Puits de carbone

Puits de carbone fondé sur la nature (tel que la végétation, les océans) ou artificiel (tel que le CCS) qui capte le carbone sous différentes formes.

Réduction d'émissions induites

Différence entre les émissions associées à une production électrique de référence (source alternative) et les émissions associées à la solution apportée par la Compagnie, soit à la production électrique à partir de gaz fourni par TotalEnergies (en regazéifiant du GNL), soit à la production électrique des centrales renouvelables détenues par la Compagnie (solaire et éolien). Pour les ventes de GNL, la Compagnie a identifié, pour chaque pays ou région destinataire, la source probable de génération électrique flexible concurrente (source alternative). Lorsque l'usage final de ses clients pour production électrique est établi et la source alternative identifiée, la différence entre les émissions du combustible alternatif (fioul ou charbon) et du gaz a été calculée, en utilisant les facteurs d'émission liés à la génération d'électricité de chaque pays ou région[1] pour chacune de ces sources[2]. Pour les pays où l'usage final des ventes de GNL n'est pas identifié, cette méthode est appliquée aux ventes de GNL pondérées par le pourcentage du gaz utilisé pour la production électrique dans la consommation locale de gaz[3]. Pour la production électrique renouvelable, la méthodologie compare les émissions du mix non–renouvelable alternatif (source alternative, en accord avec la méthodologie de l'IRENA) à celles issues de la production solaire ou éolienne. Les facteurs d'émission employés (publiés par l'AIE) couvrent l'ensemble du cycle de vie de la production électrique[4]. Les mix de production non-renouvelable sont basés sur des projections de l'AIE[5] par pays ou par continent[6].

Sites matériels pour l'environnement

Les sites des filiales en production des activités *oil & gas* Amont, les sites de production supérieure à 250 kt/an des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services, ainsi que les centrales électriques à gaz du secteur Integrated Power, qui sont opérés par la Compagnie.

Socle Social Commun

Le Socle Social Commun regroupe les filiales en France qui partagent les mêmes accords. Les salariés des sociétés constitutives du Socle Social Commun bénéficient de dispositions sociales communes notamment dans les domaines de la prévoyance santé, décès-invalidité, l'intéressement et la participation, l'épargne salariale, la mobilité nationale et internationale ou le temps de travail.

Stratégie de transition

Désigne la stratégie de transition de TotalEnergies telle que décrite au point 1.2 du chapitre 1 du Document d'Enregistrement Universel.

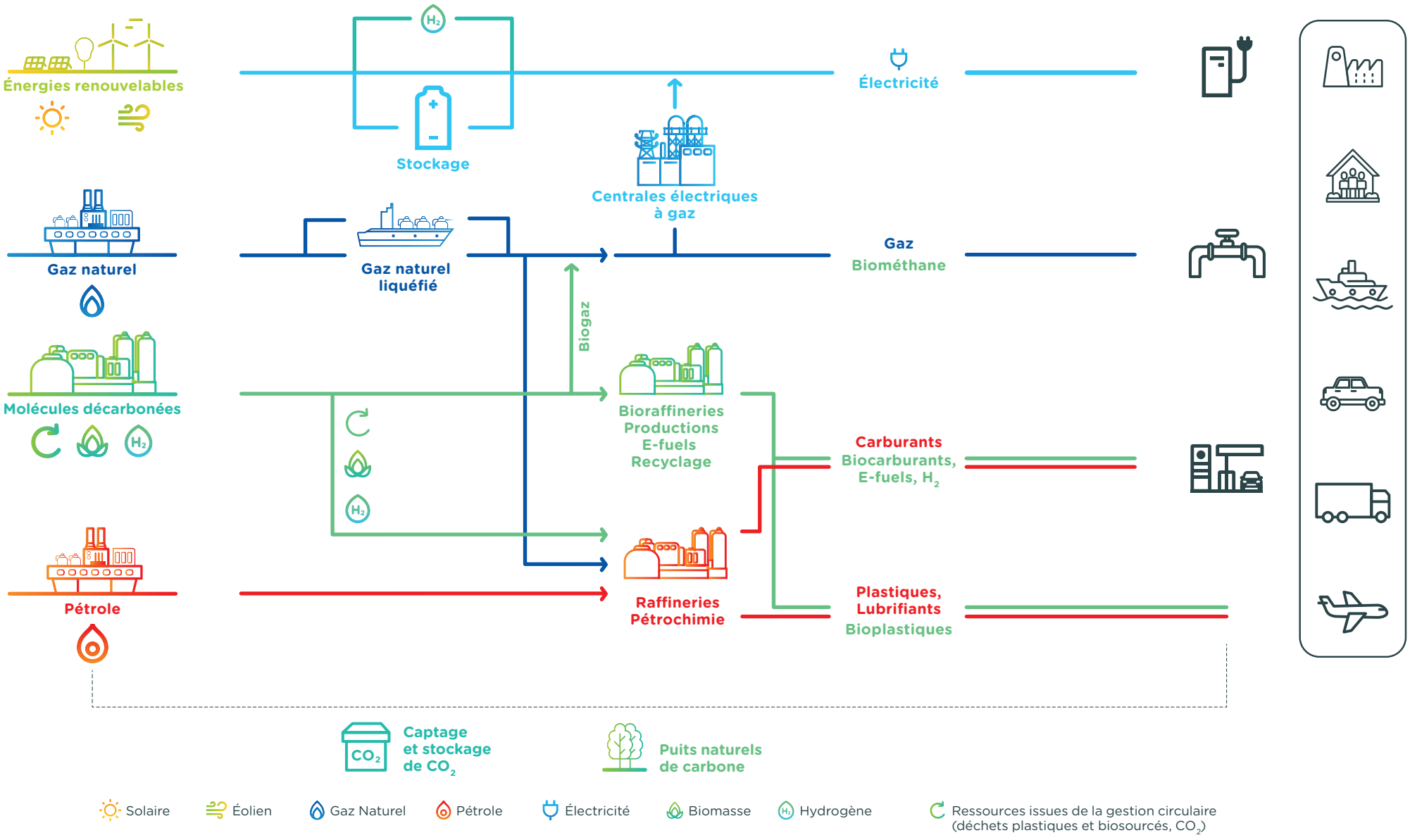
Tier 1 et Tier 2

Indicateur du nombre de pertes de confinement à conséquences plus ou moins importantes (feux, explosions, blessures, etc.) telles que définies dans les normes API 754 (pour l'Aval) et IOGP 456 (pour l'Amont). Hors actes de sabotage et de vols.

TRIR (*Total Recordable Injury Rate*)

Taux de fréquence des accidents déclarés : nombre d'accidents du travail déclarés par million d'heures travaillées.

(1) La France, le Luxembourg, la Belgique, les Pays Bas et l'Allemagne sont considérés comme un seul réseau électrique et gazier.
(2) Facteurs d'émission associés à la combustion publiés en 2025 par l'AIE pour l'année 2023, sauf pour la France où les facteurs d'émissions publiés par RTE France ont été utilisés.
(3) Répartition d'utilisation du gaz et mix de production électrique pour l'année 2024 fournis par Enerdata.
(4) Facteurs d'émission associés à la combustion et facteurs d'émission amont publiés en 2025 par l'AIE pour l'année 2023.
(5) Scenario STEPS du World Energy Outlook 2025.
(6) L'Europe est considérée comme un réseau électrique unique.


PRODUIRE
TRANSFORMER ET TRANSPORTER
DISTRIBUER
Énergies renouvelables
Stockage
Électricité
Centrales électriques à gaz
Gaz naturel
Gaz naturel liquéfié
Gaz
Biométhane
Biogaz
Molécules décarbonées
Bioraffineries
Productions
E-fuels
Recyclage
Carburants
Biocarburants,
E-fuels, H2
Pétrole
Raffineries
Pétrochimie
Plastiques,
Lubrifiants
Bioplastiques
Captage et stockage de CO2
Puits naturels de carbone
Solaire
Éolien
Gaz Naturel
Pétrole
Électricité
Biomasse
Hydrogène
Ressources issues de la gestion circulaire (déchets plastiques et biosourcés, CO2)

Avertissement

Sauf indication contraire, les termes « TotalEnergies », « compagnie TotalEnergies » et « Compagnie » qui figurent dans ce document sont utilisés pour désigner TotalEnergies SE et les entités consolidées que TotalEnergies SE contrôle directement ou indirectement. De même, les termes « nous », « nos » et « notre » peuvent également être utilisés pour faire référence à ces entités ou à leurs collaborateurs. Les entités dans lesquelles TotalEnergies SE détient directement ou indirectement une participation sont des personnes morales distinctes et autonomes. Le terme « Société » utilisé dans ce document est utilisé pour désigner exclusivement TotalEnergies SE, société mère de la Compagnie.

Ce document se réfère à des émissions de gaz à effet de serre. La Compagnie a la maîtrise des émissions des installations qu'elle opère (Scope 1) et de leurs émissions indirectes liées à l'achat d'énergie (Scope 2). En revanche, elle n'a pas la maîtrise des autres émissions indirectes qui se produisent dans ses chaînes de valeur (Scope 3), et l'évolution de ces émissions dépend largement de facteurs externes tels que les politiques publiques et les choix faits par d'autres acteurs, en particulier les clients (pour information complémentaire sur les définitions des Scopes 1, 2 et 3, se reporter au Document d'enregistrement universel). L'usage dans le présent document d'expressions telles que « intensité carbone des produits vendus par la Compagnie », « empreinte carbone de la Compagnie », ou autres expressions de même nature, dans la mesure où elles incluent des émissions de Scope 3, ne signifie pas que ces dernières soient des émissions de TotalEnergies.

Ce document peut contenir des déclarations prospectives (incluant des *forward-looking statements* au sens du *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995), concernant notamment la situation financière, les résultats d'opérations, les activités et la stratégie de TotalEnergies et les attentes concernant les rendements pour les actionnaires, notamment en ce qui concerne les dividendes futurs et les rachats d'actions. Ce document peut également contenir des indications sur les perspectives, objectifs, axes de progrès et ambitions de TotalEnergies, notamment en ce qui concerne le changement climatique et la neutralité carbone. Une ambition exprime un résultat souhaité par TotalEnergies, étant précisé que les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre ne dépendent pas uniquement de TotalEnergies. Ces déclarations prospectives peuvent être identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « sera », « devrait », « pourrait », « serait », « peut », « vraisemblablement », « envisager », « avoir l'intention », « anticiper », « croire », « estimer », « considérer », « planifier », « prévoir », « penser », « avoir pour objectif », « avoir pour ambition », « s'engager », « viser » ou toute terminologie similaire. Ces déclarations prospectives contenues dans ce document sont fondées sur des données économiques, hypothèses et estimations établies dans un contexte économique, concurrentiel et réglementaire donné et considérées comme raisonnables par TotalEnergies à la date de publication du présent document.

Ces déclarations prospectives ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les perspectives, objectifs ou ambitions énoncés seront réalisés. Elles peuvent s'avérer incertaines et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées avec un écart significatif entre les résultats réels et ceux envisagés, en raison notamment des incertitudes liées à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire, ou en raison de la matérialisation de facteurs de risque tels que, notamment, les fluctuations des prix du pétrole brut et du gaz naturel, l'évolution de la demande et des prix des produits pétroliers, les variations dans la production et l'estimation des réserves, la capacité à réduire les coûts et à améliorer l'efficacité opérationnelle sans perturber indûment les opérations, les changements législatifs et réglementaires, notamment en matière d'environnement et de climat, les fluctuations monétaires, les innovations technologiques, les conditions et événements météorologiques, ainsi que les évolutions sociodémographiques, économiques et politiques, les changements dans les conditions de marché, la perte de parts de marché, les modifications des préférences des consommateurs ou les pandémies, ainsi que les autres facteurs de risque décrits régulièrement dans les documents de la Société, notamment son Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, son rapport annuel (Form 20-F) déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC »), ainsi que les autres rapports déposés ou transmis à la SEC.

Les lecteurs ne doivent pas considérer les déclarations prospectives comme des données certaines, mais comme l'expression du point de vue de la Société à la date de publication du présent document.

TotalEnergies SE et ses filiales n'ont aucune obligation, ne prennent aucun engagement et déclinent expressément toute responsabilité vis-à-vis des investisseurs ou de toute autre partie prenante de mettre à jour ou de réviser, en particulier en raison d'informations nouvelles ou d'événements futurs, tout ou partie des déclarations, informations prospectives, tendances ou objectifs contenus dans ce document. Par ailleurs, la Société n'a pas vérifié et n'est pas tenue de vérifier les données provenant de tiers contenues dans ce document ou utilisées pour les hypothèses, estimations ou, plus généralement, les données prospectives publiées dans ce document.

TotalEnergies ne peut être tenue responsable des erreurs, omissions ou inexactitudes des informations et données fournies par ou provenant de tiers contenues dans ce document ou utilisées pour les hypothèses, estimations ou plus généralement les données prospectives publiées dans ce document. Les utilisateurs sont invités à les vérifier de façon indépendante avant de s'y fier.

Les informations concernant les facteurs de risque susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités de TotalEnergies, sa situation financière, y compris ses résultats opérationnels et ses flux de trésorerie, sa réputation, ses perspectives ou la valeur des instruments financiers émis par TotalEnergies sont décrites dans la version la plus récente du Document d'enregistrement universel déposé par TotalEnergies SE auprès de l'Autorité des marchés financiers et dans le rapport annuel (20-F) déposé auprès de la SEC.

En outre, les développements relatifs au changement climatique et à d'autres enjeux environnementaux ou sociaux présentés dans ce document reposent sur différents cadres de référence et prennent en considération les intérêts de diverses parties prenantes, lesquels sont susceptibles d'évoluer indépendamment de notre volonté. Par ailleurs, nos informations publiées sur ces thématiques, y compris celles relatives au changement climatique et à d'autres enjeux environnementaux ou sociaux, peuvent inclure des éléments qui ne sont pas nécessairement considérés comme « significatifs » (« material ») au sens des lois américaines sur les valeurs mobilières applicables aux obligations d'information auprès de la SEC, ni au regard du droit des marchés financiers concernés.

En complément des indicateurs définis par les normes IFRS, certains indicateurs alternatifs de performance sont présentés, tels que notamment les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement décrits ci-après (résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté), le cash flow net, le cash flow après investissements organiques, le ratio d'endettement normalisé, la rentabilité des capitaux propres (Return on Equity – ROE), la rentabilité des capitaux employés moyens (Return on Average Capital Employed – ROACE), le ratio d'endettement (gearing ratio), la marge brute d'autofinancement, le DACF (debt adjusted cash flow), ainsi que le taux de retour à l'actionnaire (payout). Ces indicateurs sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière de TotalEnergies et la comparaison des résultats entre périodes. Ils permettent aux investisseurs de suivre les mesures utilisées en interne pour gérer et évaluer la performance de TotalEnergies.

Les informations financières sectorielles sont présentées conformément au système de reporting interne et reflètent les données sectorielles internes utilisées pour gérer et évaluer la performance de TotalEnergies. TotalEnergies évalue sa performance au niveau de chaque secteur d'activité sur la base du résultat net opérationnel ajusté.

Ces éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Conformément à IAS 2, TotalEnergies valorise ses stocks de produits pétroliers selon la méthode du FIFO (First-in, First-out) et celui des autres stocks selon la méthode PMP (Prix Moyen Pondéré). Selon la méthode FIFO, le stock est valorisé au coût historique d'acquisition ou de production plutôt qu'au coût de remplacement. En cas de volatilité des marchés de l'énergie, cette méthode de valorisation peut avoir un effet de distorsion important sur le résultat. Par conséquent, les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents de la Compagnie.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (Last In, First Out), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (First In, First Out) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour les stocks du trading et les contrats de stockage, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par le Comité exécutif de TotalEnergies et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours spot de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours forward.

Dans le cadre de ses activités de trading, TotalEnergies conclut par ailleurs des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne de TotalEnergies, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Enfin, TotalEnergies utilise des instruments dérivés dans le but de gérer l'exposition aux risques de certains contrats ou actifs opérationnels. En application des normes IFRS, ces instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur alors que les transactions opérationnelles sous-jacentes sont comptabilisées lors de leur réalisation. Les indicateurs internes reportent la reconnaissance du résultat sur les instruments dérivés au dénouement des transactions.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

Les chiffres présentés en euros pour le résultat net ajusté dilué par action sont obtenus à partir des chiffres en dollars convertis sur la base des taux de change moyen euro/US dollar (€/$) des périodes concernées et ne résultent pas d'une comptabilité tenue en euros.

Avertissement aux investisseurs américains –Tout investisseur américain est prié de se reporter au Form 20-F publié par TotalEnergies SE, File N° 1-10888, disponible au 2, place Jean Millier – Arche Nord Coupole/Regnault – 92078 Paris-La Défense Cedex, France, ou sur le site internet de la Société totalenergies.com. Ce document est également disponible auprès de la SEC en appelant le 1-800-SEC-0330 ou sur le site Internet de la SEC sec.gov.

À propos de TotalEnergies

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies intégrée mondiale de production et de fourniture d'énergies : pétrole et biocarburants, gaz naturel, biogaz et hydrogène bas carbone, renouvelables et électricité. Nos plus de 100 000 collaborateurs s'engagent pour fournir au plus grand nombre une énergie plus abordable, plus disponible et plus durable. Présente dans environ 120 pays, TotalEnergies inscrit le développement durable au cœur de sa stratégie, de ses projets et de ses opérations.

Iconographie

Couverture : Cody Porche/TotalEnergies, Miguel Schincariol/TotalEnergies, VPAUL/TotalEnergies Alain Jocard/AFP/TotalEnergies – CAPA Pictures/TotalEnergies - DelAgua Health Rwanda (Implemention) Limited - Scott Dalton/Capa Pictures/TotalEnergies - L'Oeil du Chat/TotalEnergies - Scott Dalton/Capa pictures/TotalEnergies - Guido Harari, De Paula Guido/TotalEnergies – Drone/TotalEnergies – Juan-David Llamas/TotalEnergies - TotalEnergies Bitumen Deutschland GmbH - Ambiente y Energia SAS – OGDC – OGDC – Airbus - MyPhotoAgency/TotalEnergies - Guido Harari, De Paula Guido/TotalEnergies – Onja Razafitialonina/Capa Pictures/TotalEnergies, Patrick Sordoillet/Capa Pictures/TotalEnergies – TEPNG Country Services - Scott Dalton/Capa pictures/TotalEnergies - TotalEnergies EP Ouganda, Eurico Kupessa – Sylviane Fassier/TotalEnergies - Adrien Daste/TotalEnergies - Guillaume Bression/Capa pictures/TotalEnergies - Corinne Simon/Corporate News Factory/TotalEnergies - Alan Gonzales – IshanTankha Ishan/Elephant at work/ TotalEnergies - TotalEnergies EP Ouganda - TotalEnergies EP Ouganda - TotalEnergies EP Ratawi Hub – TotalEnergies EP Suriname B.V., Branch - DelAgua Health Rwanda (Implementation) Limited – Jean-Michel Ducasse/TotalEnergies. Infographies : SouïManga pour Babel, Ikigaï.

Conception et Réalisation

Ruban Blanc / Babel

TotalEnergies SE
2, place Jean-Millier - La Défense 6
92 400 Courbevoie – France
Tél. : +33 (0)1 47 44 45 46

Capital Social : 5 471 001 187,50 euros
542 051 180 RCS Nanterre

www.totalenergies.com